BANQUE CENTRALE DU CONGO

RAPPORT ANNUEL 2015

Zongo
Gemena
Gbadolite
NORD-UBANGI
BAS-UELE
Buta
HAUT-UELE
Isiro
Aru
Mahagi
SUD-UBANGI
MONGALA
Lisala
Bumba
ITURI
Bunia
TSHOPO
Kisangani
EQUATEUR
Mbandaka
Boende
TSHUAPA
Beni
Butembo
NORD-KIVU
Goma
Inongo
MAI-NDOMBE
Bandundu
Bukavu
Kindu
MANIEMA
SUD-KIVU
Uvira
Lodja
SANKURU
KINSHASA
Kenge
KWILU
Kikwit
Ilebo
KASAI
Lusambo
KONGO-CENTRAL
Muanda
Boma
Matadi
Mbanza-Ngungu
Kongolo
Mbuji-Mayi
Kabinda
Kananga
LOMAMI
Kalemie
TANGANYIKA
KWANGO
Tshikapa
KASAI CENTRAL
Mwene-Ditu
Kamina
HAUT-LOMAMI
Pweto
KASAI-ORIENTAL
LUALABA
Fungurume
HAUT-KATANGA
Kolwezi
Likasi
Lubumbashi
Kasumbalesa
Légende
Kinshasa : Siège de la BCC
Direction provinciale
Agence autonome
Agence Mandataire
Chef lieu non représenté par la BCC

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE

Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur

Jules BONDOMBE ASSANGO
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :
Boulevard Colonel Tshatshi
B.P. 2697
KINSHASA I
Tél. : + 243 81 07 50 340 (Haute Direction)
+ 243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires)
+ 243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)
+ 243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)
E-mail : info@bcc.cd
Site Web : http:/www.bcc.cd

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, *Buta,* Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, *Mwene-Ditu,* Tshikapa et Zongo.

Agences mandataires par Province :

- *Kongo Central : Mbanza-Ngungu et Moanda*
- *Ituri :* Bunia
- *Nord Kivu : Beni et Butembo*
- *Lualaba : Fungurume et Kolwezi*
- *Haut Katanga : Likasi*
- *Sud Ubangi : Gemena*
- *Sud Kivu : Uvira*

Sous l'autorité de Monsieur le Gouverneur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, les travaux de rédaction de ce Rapport ont été supervisés par Monsieur KAYEMBE WA KAYEMBE, Directeur Général en charge de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires, avec l'assistance de Messieurs MWANA NKWARA, DJAMBA TAMBWE ELUHU, et BOBO BORAUZIMA KABUNGU, respectivement, Directeur des Analyses Economiques, Responsable de Direction de la Recherche et des Statistiques ainsi que Coordonnateur de la Cellule de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

L'équipe de rédaction dirigée par Monsieur TALEBUYI TAYEYE a été composée des Experts de la Direction des Analyses Economiques, de la Direction de la Recherche et des Statistiques, de la Direction des Systèmes de Paiement, de la Direction des Ressources Humaines et de la Direction des Opérations Bancaires.

En outre, ont fait partie de l'équipe de relecture, Messieurs KAYEMBE wa KAYEMBE, MWANA NKWARA, DJAMBA TAMBWE ELUHU, BOBO BORAUZIMA KABUNGU, TALEBUYI TAYEYE, MANGANI MAWAKANI, DIFUMBA LUMUNA, ONOYA KAHODI, MATOTA MBALA, ODIA MBUYI, KUMBU BADIANGA, NDAGANO MUSHAGASHA et MBULUKU MATONDO. L'équipe a également bénéficié du concours de M. Gilbert KADIATA AZUBI pour la mise en forme et la composition du Rapport.

BANQUE CENTRALE DU CONGO

LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 28 septembre 2016

Excellence Monsieur le Président de la République

(Avec mes hommages les plus déférents)

Concerne : Rapport Annuel 2015 de la Banque Centrale du Congo.

Conformément aux textes légaux régissant la Banque Centrale du Congo, j'ai l'insigne honneur de Vous présenter le Rapport Annuel 2015.

Outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, ce Rapport comprend deux grandes parties. La première décrit l'évolution de la conjoncture économique à travers les quatre secteurs de l'économie nationale et présente les perspectives pour la période 2016-2018. La seconde passe en revue la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission ainsi que le déroulement des activités relatives notamment à la gestion fiduciaire, à la chambre de compensation, aux systèmes de paiement et à l'audit interne.

Dans la première partie, le Rapport présente un bref aperçu sur le contexte international avant de brosser le déroulement des activités dans chaque secteur de l'économie nationale.

Au plan international, il y a lieu de relever que l'activité économique mondiale s'est affaiblie par rapport à 2014. En effet, la croissance économique a ralenti à 3,1 % venant de 3,4 % une année auparavant, en raison de la poursuite de la baisse des cours des matières premières et des produits de base, de la faiblesse de la demande intérieure dans la Zone euro, de la volatilité des marchés financiers, des fluctuations des taux de change ainsi que du ralentissement de la croissance dans les pays émergents, principalement en Chine.

Sur le plan interne, l'évolution de l'économie congolaise a été marquée par le ralentissement de l'activité économique en raison du maintien des cours des matières premières à des niveaux bas suite à la faiblesse de la demande mondiale. En effet, le taux de croissance économique s'est établi à 6,9 % revenant de 9,5 % en 2014. Au niveau de l'offre globale, cette situation a été consécutive à la contre-performance du secteur primaire, tandis qu'au niveau des emplois finals, elle a résulté de la baisse des investissements tant publics que privés.

Sur le marché des biens et services, le rythme de formation des prix intérieurs est demeuré sous contrôle avec la réalisation d'un taux d'inflation de 0,8 % en 2015 contre un objectif de 3,5 % et une réalisation de 1,0 % en 2014.

S'agissant des finances publiques, en dépit d'efforts fournis par le Gouvernement, l'exercice 2015 s'est clôturé par un déficit représentant 0,7 % du PIB contre 0,3 % une année plus tôt. Cette situation a résulté de la faible mobilisation des recettes publiques, dans un contexte marqué par la baisse des cours des matières premières au niveau international et l'expansion des dépenses publiques.

Pour ce qui est du secteur extérieur, il a été observé une détérioration du solde global de la balance des paiements, induite par le ralentissement du solde du compte de capital et d'opérations financières, consécutif notamment au recul des investissements étrangers. En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de change, l'Institut

d'Emission a opéré quelques opérations des ventes des devises, en vue de répondre à l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change.

Au niveau du secteur monétaire, l'activité a été marquée par la mise en œuvre d'une politique monétaire souple. En effet, le taux directeur a été maintenu à un niveau bas, le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale a été abaissé et des injections de la liquidité ont été opérées via le Bon BCC. Les agrégats monétaires ont enregistré une croissance modérée, en ralentissement par rapport à l'année précédente, suite à la contraction des avoirs extérieurs nets.

Quant aux perspectives, il est attendu un ralentissement de l'activité économique en 2016, consécutive à l'évolution de la conjoncture économique mondiale.

Dans la deuxième partie du Rapport, il convient d'épingler la poursuite de la mise en œuvre des réformes visant la modernisation des activités de la Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, au plan financier, la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo s'est contractée de 6,3 % en 2015. A l'actif, cette évolution est liée à la baisse des avoirs et créances en monnaies étrangères. Tandis qu'au passif, cette situation est consécutive notamment à la baisse des engagements en monnaie nationale et en DTS.

Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'émission ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale, « PriceWaterHouse Coopers Sprl ».

Je Vous prie de croire, **Excellence Monsieur le Président de la République**, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO

TABLE DES MATIERES

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL XVII
II. CONTEXTE INTERIEUR XX

PREMIERE PARTIE **EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2015** 1

TITRE I **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE** 3

CHAPITRE I PRODUIT INTERIEUR BRUT 6
I.1. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA PRODUCTION 7
I.2. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA DEMANDE GLOBALE 20

CHAPITRE II PRIX INTERIEURS 23
II.1. INFLATION CALCULEE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) 23
II.2. INFLATION CALCULEE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC) 23
II.3. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS 25

CHAPITRE III DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE 27
III.1. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) 27
III.2. DEVELOPPEMENT DURABLE 28

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I 31

TITRE II **FINANCES PUBLIQUES** 65

CHAPITRE I OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE 68
I.1. RECETTES PUBLIQUES 69
I.2. DEPENSES PUBLIQUES 73
I.3. BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE 75

CHAPITRE II OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE 76
II.1. RECETTES 76
II.2. DEPENSES 76

CHAPITRE III ANALYSE DES ARRIERES DES PAIEMENTS EN 2015 78
III.1. ANALYSE DES ARRIERES PAR NATURE 78
III.2. ANALYSE DES ARRIERES PAR FONCTION 79

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II 81

TITRE III **RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES** 97

CHAPITRE I COMMERCE DES BIENS 100
I.1. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES 100
I.2. DESTINATIONS DES EXPORTATIONS 105
I.3. PROVENANCE DES IMPORTATIONS 106
I.4. TERMES DE L'ECHANGE 106

CHAPITRE II POLITIQUE DE CHANGE 107
II.1. OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE 107
II.2. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE 107

CHAPITRE III BALANCE DES PAIEMENTS 113
III.1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES 113
III.2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES 119
III.3. BESOINS DE FINANCEMENT 120

CHAPITRE IV DETTE EXTERIEURE 121
IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS 121
IV.2. TIRAGES 121
IV.3. SERVICE DE LA DETTE 123

IV.4. STOCK DE LA DETTE 123
IV.5. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS 124
CHAPITRE V DONATIONS EXTERIEURES 125
V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE 126
V.2. ASSISTANCE BILATERALE 127
CHAPITRE VI COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE 128
VI.1. COOPERATION MULTILATERALE 128
VI.2. COOPERATION BILATERALE 135

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III 137

TITRE IV MONNAIE ET CREDIT 161

CHAPITRE I POLITIQUE MONETAIRE 164
I.1. CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE 164
I.2. FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE 164
I.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE 169
CHAPITRE II EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES 171
II.1. BASE MONETAIRE 171
II.2. MASSE MONETAIRE 173
II.3. EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE 177
CHAPITRE III MARCHE MONETAIRE 178
III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS 178
III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET 181
CHAPITRE IV ACTIVITE BANCAIRE 185
IV.1. ENCOURS GLOBAL DES CREDITS 185
IV.2. ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS 191

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV 195

TITRE V PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 227

CHAPITRE I PERSPECTIVES MONDIALES 2016-2017 229
I.1. PAYS AVANCES 230
I.2. PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT 231
I.3. MARCHES DES PRODUITS DE BASE 231
I.4. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 232
CHAPITRE II PERSPECTIVES INTERIEURES 2016-2017 234
II.1. SECTEUR REEL 234
II.2. SECTEUR PUBLIC 236
II.3. SECTEUR EXTERIEUR 237
II.4. SECTEUR MONETAIRE 239

DEUXIEME PARTIE ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE 241

TITRE I ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE 243

CHAPITRE I ADMINISTRATION 245
I.1. CONSEIL DE LA BANQUE 245
I.2. GOUVERNEUR 245
I.3. COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 246
CHAPITRE II CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE 247
II.1. HAUTE DIRECTION 247
II.2. CABINET DU GOUVERNEUR 247
II.3. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE 248

TITRE II **ACTIVITES DE LA BANQUE** 255

CHAPITRE I GESTION FIDUCIAIRE 257
I.1. EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES 257
I.2. DESTRUCTION DES SIGNES MONETAIRES 259
I.3. EMISSIONS NETTES 260
I.4. MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE 260
I.5. RETRAITS 262

CHAPITRE II CHAMBRE DE COMPENSATION 263
II.1. TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC 263
II.2. TRANSFERTS D'ESPECES EFFECTUES AUX GUICHETS DE LA BCC 263
II.3. TRANSACTIONS PASSEES A LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTEME BANCAIRE 264

CHAPITRE III SYSTEMES NATIONAL DE PAIEMENT 265
III.I. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET EN 2015 265
III.2. PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO AUX SYSTEMES REGIONAUX DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT 267

CHAPITRE IV AUDIT INTERNE 269
IV.1. MISSIONS D'AUDIT 269
IV.2. MISSIONS DE CONSEIL 269
IV.3. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS D'AUDIT 270
IV.4. GESTION DES RISQUES 270

CHAPITRE V AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE 271
V.1. GESTION COURANTE 271
V.2. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES 273
V.3. PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES 274

TITRE III **COMPTES DE LA BANQUE** 295

CHAPITRE I BILAN 297
I.1. ACTIF 297
I.2. PASSIF 298

CHAPITRE II COMPTES DE PERTES ET PROFITS 300
II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE 300
II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE 301
II.3. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION 301
II.4. RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION 301

CHAPITRE III OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO 302

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES 305

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 1. Evolution des échanges mondiaux XVIII

PREMIERE PARTIE **EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2015** 1

TITRE I **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE** 3

CHAPITRE I PRODUIT INTERIEUR BRUT 6

Tableau I.1 Contribution de différents secteurs à la croissance économique 8
Tableau I.2 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande 20
Tableau I.3 Evolution de l'inflation 23
Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation 24
Tableau I.5 Evolution mensuelle de l'inflation sous-jacente 24
Tableau I.6 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers 26
Tableau I.7 Indice de Développement Humain 27

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I 31

Tableau I.8 Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut . 33
Tableau I.9 Contribution de diff érents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut 34
Tableau I.10 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel 35
Tableau I.11 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche du produit 36
Tableau I.12 Utilisation du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit 37
Tableau I.13 Produit Intérieur Brut 38
Tableau I.14 Produit national brut et revenu national 39
Tableau I.15 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut 40
Tableau I.16 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut 41
Tableau I.17 Utilisation du Produit Intérieur Brut 42
Tableau I.18 Utilisation du Produit Intérieur Brut 43
Tableau I.19 Formation brute de capital fixe 44
Tableau I.20 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages 45
Tableau I.21 Importations et estimation de la production commercialisée de principaux produits alimentaires 46
Tableau I.22 Cultures vivrières, élevage, sylviculture, pêche et chasse 47
Tableau I.23 Production agro-industrielle 48
Tableau I.24 Production minière et des hydrocarbures 49
Tableau I.25 Principales productions manufacturières 50
Tableau I.26 Principales productions manufacturières 51
Tableau I.27 Indice de la production des industries manufacturières 52
Tableau I.28 Production, exportation et consommation intérieure de ciment 53
Tableau I.29 Consommation de produits pétroliers 54
Tableau I.30 Production et consommation d'électricité par province 55
Tableau I.31 Production et consommation d'eau et d'électricité 56
Tableau I.32 Activité de principaux organismes de transport 57
Tableau I.34 Communication téléphonique (en milliers) 59
Tableau I.35 Indice des prix de détail à Kinshasa 60
Tableau I.36 Indices des prix de détail à Kinshasa établis par la Banque Centrale du Congo 61
Tableau I.37 Indices des prix de détail à Kinshasa établis par la Banque Centrale du Congo 62
Tableau I.38 Variation des indices des prix à la consommation 63

TITRE II **FINANCES PUBLIQUES** 65

Tableau II.1 Opérations intégrées des Administrations publiques 69
Tableau II.2 Importance relative de différentes catégories des recettes 70
Tableau II.3 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire 75

Tableau II.4 Opérations à financement extérieur spécifique 77
Tableau II.5 Arriérés de paiements par nature des dépenses 78
Tableau II.6 Arriérés de paiements par fonction des dépenses 79

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II 81

Tableau II.7 Importance relative des finances publiques dans l'économie 83
Tableau II.8 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques 84
Tableau II.9 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat 85
Tableau II.10 Recettes des Administrations Publiques 86
Tableau II.11 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur 87
Tableau II.12 Recettes des impôts sur le commerce extérieur 88
Tableau II.13 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus 88
Tableau II.14 Recettes des impôts sur les revenus 89
Tableau II.15 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services 89
Tableau II.16 Recettes des impôts sur biens et services 90
Tableau II.17 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution 91
Tableau II.18 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution 92
Tableau II.19 Dépenses courantes de l'Etat par nature 93
Tableau II.20 Budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère 94
Tableau II.21 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère et institution 95
Tableau II.22 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale 96
Tableau II.23 Couverture des besoins nets de financement de l'Etat 96

TITRE III **RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES** 97

Tableau III.1. Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures 101
Tableau III.2 Evolution des cours des produits végétaux 104
Tableau III.3 Exportations de la RDC par destination 105
Tableau III.4 Importations de la RDC par provenance 106
Tableau III.5 Composantes de la balance des paiements 113
Tableau III.6 Structure des exportations 115
Tableau III.7 Exportations des produits miniers et hydrocarbures 116
Tableau III.8 Structure des importations 117
Tableau III.9 Répartition des opérations sur les services 118
Tableau III.10 Evolution des opérations sur les revenus 118
Tableau III.11 Evolution des transferts courants 119
Tableau III.12 Evolution du compte de capital et d'opérations financières 120
Tableau III.13 Engagements en 2015 121
Tableau III.14 Tirages en 2015 122
Tableau III.15 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2015 123
Tableau III.16 Evolution du stock de la dette extérieure 123
Tableau III. 17 Provenance des donations extérieures d'origine publique 125
Tableau III.18 Types de donations d'origine multilatérale 126
Tableau III.19 Types de donations d'origine bilatérale 127

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III 137

Tableau III.20 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise .. 139
Tableau III.21 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise ... 140
Tableau III.22 Evolution des indices des cours des matières premières 141
Tableau III.23 Répartition des exportations par principaux pays de destination 142
Tableau III.24 Répartition des importations par principaux pays fournisseurs 143
Tableau III.25 Balance commerciale 144
Tableau III.26 Evolution des termes de l'échange 145
Tableau III.27 Cours interbancaires des devises 146

Tableau III.28 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles 147
Tableau III.29 Balance générale des paiements 148
Tableau III.30 Balance générale des paiements 149
Tableau III.31 Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6) 150
Tableau III.32 Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6) 152
Tableau III.33 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit 154
Tableau III.34 Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres 155
Tableau III.35 Dette extérieure 156
Tableau III.36 Dette extérieure 157
Tableau III.37 Provenance des donations extérieures d'origine publique 158
Tableau III.38 Provenance des donations extérieures d'origine publique 159

TITRE IV **MONNAIE ET CREDIT** 161

Tableau IV.1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire 164
Tableau IV.2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité 165
Tableau IV.3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité 166
Tableau IV.4 Composantes de la base monétaire 172
Tableau IV.5 Contreparties de la base monétaire 173
Tableau IV.6 Composantes de la masse monétaire 174
Tableau IV.7 Contreparties de la masse monétaire 175
Tableau IV.8 Evolution de l'encours du Bon BCC 181
Tableau IV.9 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers 190
Tableau IV.10 Encours des dépôts par catégorie des déposants 191
Tableau IV.11 Evolution des dépôts bancaires 192

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV 195

Tableau IV.12 Situation des institutions de dépots 197
Tableau IV.13 Situation des institutions de dépots 198
Tableau IV.14 Situation des institutions de dépots 2015 198
Tableau IV.14 bis Situation des institutions de dépots 2015 199
Tableau IV.15 Liquidités monétaire et quasi monétaires 200
Tableau IV.16 Liquidités monétaire et quasi monétaires 201
Tableau IV.17 Variation de la masse monétaire 202
Tableau IV.17 bis Contribution à la croissance de la masse monétaire 203
Tableau IV.18 Contribution à la croissance de la masse monétaire 203
Tableau IV.19 Ventilation des émissions monétaires en francs congolais 204
Tableau IV.20 Dépots bancaires à vue
Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces 205
Tableau IV.21 Dépots bancaires à termes
Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces et échéance 206
Tableau IV.22 Crédits aux entreprises et aux particuliers 206
Tableau IV.23 Crédits aux entreprises et aux particuliers (utilisations des crédits) 207
Tableau IV.24 Ventilation des crédits bancaires à decaissement par secteur d'activité 208
Tableau IV.25 Ventilation des crédits bancaires à decaissement par branche d'activité 208
Tableau IV.26 Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité 209
Tableau IV.27 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits . 209
Tableau IV.28 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité 210
Tableau IV.29 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo 210
Tableau IV.30 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo 211
Tableau IV.31 Situation monétaire des autres institutions de dépots 211
Tableau IV.32 Situation monétaire des autres institutions de dépots 212
Tableau IV.33 Reserves de la Banque Centrale du Congo 213
Tableau IV.33 bis Reserves de la Banque Centrale du Congo 214
Tableau IV.34 Reserves de la Banque Centrale du Congo 215

Tableau IV.34 bis Reserves de la Banque Centrale du Congo 216
Tableau IV.35 Taux d'intérets appliqués par le systèmé bancaire 217
Tableau IV.36 Taux d'intérets appliqués par le systèmé bancaire 218
Tableau IV.37 Situation consolidée des avoirs extérieures nets des organismes monétaires .219
Tableau IV.38 Situation consolidée des avoirs extérieures nets des organismes monétaires en 2015 220
Tableau IV.39 Situation résumée de la Société financière de développement 221
Tableau IV.40 Situation résumée de la Société Financière de Développement..... 222
Tableau IV.41 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances 223
Tableau IV.42 Evolution du multiplicateur monétaire 224
Tableau IV.43 Les différents taux d'intérêt appliques par le système bancaire 225

TITRE V PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 227

Tableau V.1 Contributions sectorielles 235
Tableau V.2 Evolution des recettes et des dépenses publiques en 2016-2018..... 237
Tableau V.3 Evolution de la Balance des paiements..... 238

DEUXIEME PARTIE ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE..... 241

TITRE II ACTIVITES DE LA BANQUE..... 255

Tableau II.1 Evolution des émissions monétaires..... 257
Tableau II.2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales..... 258
Tableau II.3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets BCC/Siège..... 258
Tableau II.4 Ventilation par coupure des émissions monétaires 259
Tableau II.5 Ventilation par coupure des destructions des BIC..... 259
Tableau II.6 Evolution des émissions monétaires nettes 260
Tableau II.7 Evolution des versements aux guichets du Siège.....261
Tableau II.8 Ventilation par coupure des versements aux guichets BCC/siège.....261
Tableau II.9 Ventilation par coupure des versements des banques aux guichets BCC/siège 262
Tableau II.10 Evolution des retraits aux guichets BCC/Siège 262
Tableau II.11 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC..... 263
Tableau II.12 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC..... 264
Tableau II.13 Volume des transactions compensées par le système bancaire 264
Tableau II.14 Evolution de l'effectif actif de la Banque 274
Tableau II.15 Evolution du Personnel actif selon le genre 274
Tableau II.16 Répartition du personnel du Siège 275
Tableau II.17 Répartition du personnel des entités provinciales..... 276
Tableau II.18 Répartition du personnel par grade 277
Tableau II.18bis Répartition du personnel par grade 278
Tableau II.19 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études 280
Tableau II.20 Catégorie professionnelle 280
Tableau II.21 Répartition du personnel selon l'ancienneté 280
Tableau II.22 Répartition du personnel selon l'âge 281
Tableau II.23 Niveau d'études et ancienneté à la Banque 281
Tableau II.24 Niveau d'études et âge des agents 281
Tableau II.25 Niveau d'études et catégorie professionnelle 282
Tableau II.26 Age des agents et catégorie professionnelle 282
Tableau II.27 Ancienneté et catégorie professionnelle..... 282
Tableau II.28 Population passive de la Banque..... 283
Tableau II.29 Formations organisées à l'intérieur du pays 284
Tableau II.30 Formations organisées à l'extérieur du pays 286
Tableau II.31 Répartition des stagiaires par Direction en 2015 (*)..... 290
Tableau II.32 Répartition des stagiaires selon les institutions en 2015 290

TITRE III **COMPTES DE LA BANQUE** 295
Tableau III.1 Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo..... 297
Tableau III.2. Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo 299
Tableau III.3. Tableau de formation de résultat..... 300

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale de 2010 à 2015.....XVII

PREMIERE PARTIE **EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2015** 1

TITRE I **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE** 3

CHAPITRE I PRODUIT INTERIEUR BRUT.....6
Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant.....6
Graphique I.2 Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB 7
Graphique I.3 Evolution des indices de production agricole.....9
Graphique I.4 Indices des productions miniers, métallurgique et du pétrole brut..... 11
Graphique I.5 Production mensuelle de cuivre et de cobalt..... 12
Graphique I.6 Production de diamant..... 13
Graphique I.7 Production de pétrole brut..... 14
Graphique I.8 Indices de production manufacturière 15
Graphique I.9 Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs 15
Graphique I.10 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité..... 17
Graphique I.11 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel 20
Graphique I.12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande..... 21
Graphique I.13 Evolution du taux d'inflation..... 24
Graphique 1.14 Evolution des prix des produits pétroliers..... 26

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I 31

TITRE II **FINANCES PUBLIQUES**..... 65
Graphique II.1 Evolution des opérations du cadre budgétaire..... 68
Graphique II.2 Evolution du solde budgétaire 69
Graphique II.3 Importance de différentes catégories des recettes 71

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II 81

TITRE III **RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES**..... 97
Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits 100
Graphique III.2 Cours du cuivre sur les marchés mondiaux 102
Graphique III.3 Cours du zinc et du cobalt sur le marché de Londres 103
Graphique III.4 Cours de principaux produits végétaux exportés.....105
Graphique III.5 Evolution des termes de l'échange.....106
Graphique III.6 Evolution du taux de change indicatif 108
Graphique III.7 Evolution du taux de change parallèle.....108
Graphique III.8 Evolution de l'écart entre le taux indicatif et le taux parallèle 109
Graphique III.9 Evolution des réserves de change 110
Graphique III.10 Evolution des réserves de change 110
Graphique III.11 Evolution du budget en devises en 2015..... 111
Graphique III.12 Evolution des achats des devises par la Banque Centrale du Congo 112
Graphique III.13 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes 114

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III 137

TITRE IV **MONNAIE ET CREDIT** 161

Graphique IV.1. Evolution du taux directeur 166
Graphique IV.2 Evolution de la réserve obligatoire 167
Graphique IV.3 Evolution annuelle de l'encours du Bon BCC 168
Graphique IV.4 Variation annuelle de l'encours du bon BCC 169
Graphique IV.5 Objectifs de la politique monétaire 170
Graphique IV.6 Evolution de la Base monétaire 171
Graphique IV.7 Evolution de la masse monétaire 174
Graphique IV.8 Evolution des avoirs extérieurs nets 176
Graphique IV.9 Evolution des avoirs intérieurs nets 176
Graphique IV.10 Evolution monétaire 177
Graphique IV.11 Profondeur du marché monétaire 178
Graphique IV.12 Evolution du volume annuel du refinancement 179
Graphique IV.13 Volume annuel des transactions interbancaires 180
Graphique IV.14 Volume annuel des ventes des Bons BCC 181
Graphique IV.15 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché interbancaire 182
Graphique IV.16 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales 183
Graphique IV.17 Taux d'intérêt réel 184
Graphique IV.18 Evolution de l'encours des crédits 185
Graphique IV.19 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire 186
Graphique IV.20 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement 187
Graphique IV.21 Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme 188
Graphique IV.22 Allocation sectorielle des crédits 188
Graphique IV.23 Structure des crédits d'engagement 189
Graphique IV.24 Evolution du nombre d'emprunteurs 190
Graphique IV.25 Structure des dépôts suivant la monnaie 192
Graphique IV.26 Nombre de déposants dans les banques 193

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV 195

TITRE V **PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES** 227

Graphique V.1 Profil de la croissance économique mondiale 229
Graphique V.2 Prévisions des cours du pétrole et du cuivre 232
Graphique V.3 Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2016-2018 234
Graphique V.4 Cible d'inflation 236
Graphique V.5 Evolution du taux de change 238
Graphique V.6 Progression de la masse monétaire 240

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

…	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m^3	mètre cube
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasaï-Occidental
K-Or	Kasaï-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale

APERCU GENERAL

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. Evolution de l'activité économique mondiale

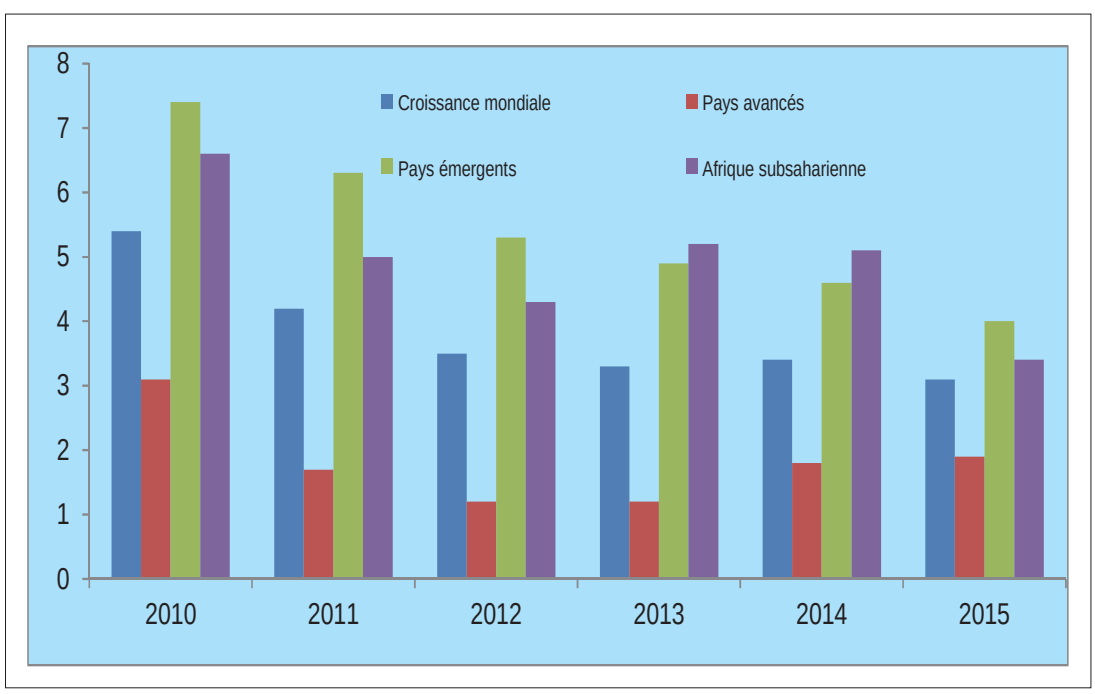
En 2015, l'activité économique mondiale s'est affaiblie par rapport à l'année précédente. En effet, la croissance économique a ralenti à 3,1 % venant de 3,4 % en 2014, en raison de la baisse des cours des matières premières et des produits de base, de la faiblesse de la demande intérieure dans la Zone euro, de la volatilité des marchés financiers, des fluctuations des taux de change ainsi que du ralentissement de la croissance dans les pays émergents, principalement en Chine.

Dans les économies avancées, la croissance s'est légèrement accélérée, tirée par le dynamisme de l'économie américaine, laquelle a été soutenue par les dépenses d'investissement et celles de consommation finale des ménages. Dans la Zone euro, en revanche, la reprise est demeurée fragile, en dépit de la politique monétaire accommodante mise en œuvre par la Banque Centrale Européenne (BCE).

Dans les pays émergents et en développement, l'activité a continué à perdre de son dynamisme, en raison notamment des mesures de rééquilibrage économique mises en œuvre en Chine.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale de 2010 à 2015

(en pourcentage)



Source : Perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire Internationa, avril 2016.

Dans cet environnement délétère, le rythme du commerce mondial a reculé à 2,8 % en 2015 contre 3,5 % en 2014. Cette situation est expliquée par les fluctuations des taux de change et la baisse des prix de produits de base, dans un contexte de renforcement des mesures protectionnistes prises par de nombreux Gouvernements. S'agissant des exportations, une baisse de 1,4 point de pourcentage a été enregistrée particulièrement au niveau des pays émergents et en développement, suite essentiellement au ralentissement de la croissance économique de la Chine. Les importations, pour leur part, ont baissé à la suite du recul des activités économiques en Afrique Subsaharienne, lesquelles se sont ressenties de l'atonie dans les pays émergents partenaires.

Tableau 1. Evolution des échanges mondiaux

(variation annuelle en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Volume des échanges mondiaux des biens et services	**12,4**	**7,1**	**2,8**	**3,4**	**3,5**	**2,8**
Volume des exportations mondiales des biens et services	***12,5***	***7,0***	***2,9***	***3,5***	***3,4***	***2,8***
Pays avancés	12,0	5,9	2,3	3,0	3,5	3,4
Pays émergents et en développement	13,4	9,0	4,0	4,4	3,1	1,7
Afrique Subsaharienne	6,4	1,4	1,3	3,7	0,3	5,9
Volume des importations mondiales des biens et services	***12,3***	***7,2***	***2,7***	***3,3***	***3,6***	***2,9***
Pays avancés	11,4	5,0	1,1	2,2	3,5	4,3
Pays émergents et en développement	14,0	11,4	5,6	5,2	3,7	0,5
Afrique Subsaharienne	9,5	9,4	5,6	2,9	6,8	-0,2

Source : Fonds Monétaire International.

I.2. Evolution de l'activité économique par zone

1.2.1. Pays avancés

- **Zone euro**

Le taux de croissance économique s'est établi à 1,6 %, en progression de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2014. Cette évolution est consécutive à l'assouplissement quantitatif de la BCE ayant contribué au raffermissement de la demande intérieure et à la dépréciation de l'euro, laquelle a impulsé les exportations.

Malgré les améliorations économiques notées, les prix intérieurs sont demeurés très faibles. Le taux d'inflation a affiché parfois des valeurs négatives avec une moyenne annuelle de 0,03 %, alimentant le spectre d'une déflation dans la Zone. Cette situation s'explique principalement par le recul des prix de produits énergétiques.

- **Etats-Unis**

La croissance économique s'est maintenue à 2,4 % comme en 2014. En effet, après un premier trimestre difficile, lié principalement à des conditions météorologiques défavorables, l'activité économique s'est raffermie au second semestre, sous l'effet de la hausse des dépenses des ménages et celles des entreprises privées et publiques. Ce dynamisme a influé positivement sur le marché de l'emploi.

Ainsi, après plus de dix années de politique monétaire expansionniste, la Réserve Fédérale américaine (Fed) a procédé à son premier resserrement, en augmentant son taux directeur, de la fourchette de 0-0,25 % à 0,25-0,50 %. Cette décision a été dictée par le comportement de l'économie américaine, laquelle s'est inscrite sur une trajectoire remarquable, perceptible à travers l'atteinte des objectifs fixés, à savoir la baisse du taux de chômage à 5,0 % venant de 5,8 % en 2014 et un taux d'inflation de 2,0 %.

Le retournement de la politique monétaire de la Fed, dont les effets économiques et financiers sur l'économie mondiale ont en partie été annihilés au travers du Forward guidance, a davantage accentué les pressions sur les économies émergentes. Cette situation s'est traduite par des flux de capitaux vers les Etats-Unis, attirés par des taux d'intérêt élevés, avec comme conséquence une appréciation du dollar américain au détriment des économies émergentes, lesquelles ont enregistré des déséquilibres de leurs comptes extérieurs et un enlisement plus accentué de leurs taux de change.

I.2.2. Pays émergents et en développement

- **Chine**

Le ralentissement de l'activité économique s'est poursuivi en 2015, attesté par un taux de croissance de 6,9 % contre 7,3 % en 2014, en raison d'un repli du volume des échanges commerciaux. Cette évolution s'est inscrite dans un contexte de rééquilibrage de l'économie, visant à restructurer la croissance par un modèle tiré par la demande intérieure.

A cet effet, en vue de soutenir l'activité économique interne, la politique monétaire a été marquée par une baisse des taux de référence et des coefficients de la réserve obligatoire. Au plan budgétaire, le Gouvernement a soutenu l'activité principalement par des dépenses d'investissement en infrastructures.

Au plan financier, il importe de souligner la décision du Fonds monétaire international (FMI) d'intégrer la monnaie chinoise dans le panier du DTS, au regard des progrès réalisés par l'économie chinoise au cours de ces dernières années et l'atteinte de principaux critères d'admission. Il y a lieu de citer les réformes monétaires et financières amorcées par la Banque Populaire de Chine, le poids du pays dans l'économie mondiale et dans le commerce international ainsi que l'importance de la monnaie dans les transactions financières internationales.

- **Afrique subsaharienne**

L'activité économique a poursuivi son ralentissement observé ces dernières années. Le taux de croissance s'est contracté de 1,7 point par rapport à son niveau de 2014, pour s'établir à 3,4 %. Ce comportement est imputable principalement à la baisse des cours de matières premières et au resserrement des conditions financières, sur le marché international.

Dans les économies exportatrices des matières premières, la baisse des cours a occasionné des déficits jumeaux et mis à rude épreuve les monnaies nationales face aux principales devises. En vue de contrecarrer ces effets pervers, certains pays ont décidé de soutenir leurs économies par des actions visant à accroitre les dépenses d'investissement afin de relancer la croissance, résorber le chômage et améliorer les conditions de vie des couches vulnérables de la population.

II. CONTEXTE INTERIEUR

En 2015, l'évolution de l'économie congolaise a été marquée par le ralentissement de l'activité économique en raison de la faiblesse de la demande mondiale. En effet, le taux de croissance économique s'est établi à 6,9 % revenant de 9,5 % en 2014. Au niveau de l'offre globale, cette situation a été consécutive à la contre-performance du secteur primaire, tandis qu'au niveau des emplois finals, elle a résulté de la baisse des investissements tant publics que privés.

Sur le marché des biens et services, l'inflation est demeurée sous contrôle avec un taux de 0,815 % en 2015 contre un objectif de 3,5 % et une réalisation de 1,03 % en 2014.

S'agissant des finances publiques, il convient de relever qu'en dépit d'efforts fournis par le Gouvernement, l'exercice 2015 s'est clôturé par un déficit représentant 0,7 % du PIB en 2015 contre 0,3 %, une année plus tôt. Cette situation a résulté de la faible mobilisation des recettes publiques, dans un contexte marqué par la baisse des cours de matières premières au niveau international, et l'expansion des dépenses publiques.

Pour ce qui est du secteur extérieur, les transactions économiques ont été caractérisées principalement par une détérioration du solde global de la balance des paiements, induite par le ralentissement du solde du compte de capital et d'opérations financières. Cette situation a été notamment due au recul des investissements étrangers. En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de change, l'Institut d'émission a opéré quelques opérations des ventes des devises, en vue de répondre à l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change.

Au niveau du secteur monétaire, l'activité a été marquée par la mise en œuvre d'une politique monétaire souple. En effet, le taux directeur a été maintenu à un niveau bas, le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale

a été abaissé et le Bon BCC a procédé à des injections de la liquidité. Toutefois, les agrégats monétaires ont enregistré une croissance modérée, en ralentissement par rapport à l'année précédente, suite à la contraction des avoirs extérieurs nets.

Quant aux perspectives macroéconomiques, il est attendu un ralentissement de l'activité productive en 2016, suivi d'une reprise en 2017, consécutive à l'évolution économique mondiale. En effet, le taux de croissance économique devrait baisser à 5,3 % en 2016 avant de remonter à 5,7 %. Pour sa part, l'inflation devrait également rester sous contrôle sur la période 2016-2017.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2015

© Image-BCC

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Image-BCC

Le développement de l'activité économique en RDC a été principalement caractérisé, en 2015, par le ralentissement de la croissance économique, sur fond d'un environnement économique international morose, marqué notamment par la baisse des cours de matières premières et des produits de base ainsi que le durcissement des conditions financières.

En effet, après un taux de croissance moyen de 8,4 %, observé au cours de trois dernières années, le rythme de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) a chuté à 6,9 % en 2015 contre 9,5 % une année plus tôt. Toutefois, ce niveau de croissance reste supérieur à la moyenne de 3,0 % enregistrée au niveau de l'Afrique subsaharienne, suivant les perspectives de l'économie mondiale du mois d'avril 2016 publiées par le FMI.

Cette décroissance de l'activité économique est consécutive à la contre-performance du secteur primaire, au niveau de l'offre globale, et des investissements tant publics que privés, au niveau des emplois finals.

Il convient de noter que le PIB réel par habitant s'est situé à 319,1 USD en 2015 contre 307,1 USD une année plus tôt. Malgré cette réalisation, des efforts considérables restent à faire pour améliorer le pouvoir d'achat de la population.

Sur le marché des biens et services, l'inflation est demeurée sous contrôle avec un taux de 0,815 % en 2015 contre un objectif de 3,5 % et une réalisation de 1,03 % en 2014. En rythme mensuel, les prix ont progressé en moyenne de 0,738 % contre 1,24 % en 2014.

Par ailleurs, le Rapport mondial sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2015, renseigne que la RDC a gagné onze places dans le classement mondial, occupant le 176ème rang sur 188 pays retenus, avec un IDH de 0,433 point.

CHAPITRE I

PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'acitivité économique en 2015 indique un ralentissement de la croissance par rapport à 2014. En effet, la croissance du PIB réel a chuté à 6,9 % venant de 9,5 %. Nonobstant ce niveau, la croissance économique reste tout de même supérieure de 3,9 points en rapprochement à la moyenne pour l'Afrique Subsaharienne.

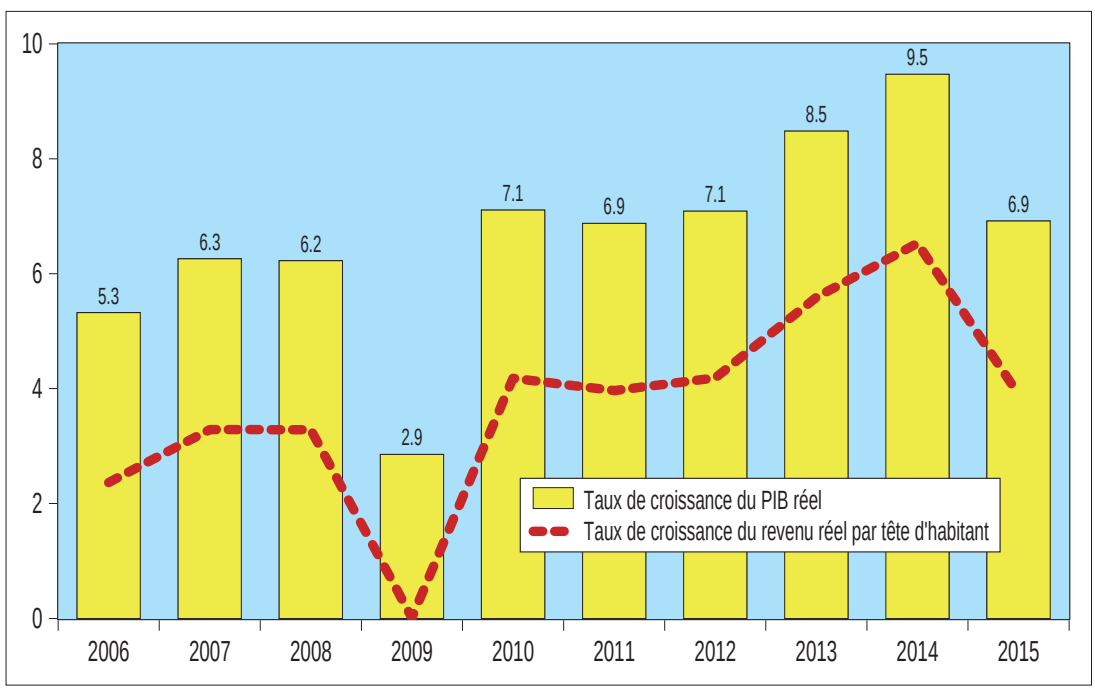
Outre les facteurs structurels internes, ce repli de l'activité économique serait lié aux contrecoups de l'environnement international, marqué par le ralentissement de la croissance dans les pays émergents et la poursuite de la baisse des cours de matières premières sur le marché mondial.

Cette évolution a occasionné une faible progression de la croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire, de 4,7 % contre 13,2 % une année plus tôt, localisée essentiellement au niveau des activités de la branche « Extraction », lesquelles ont connu une croissance de 4,8 % contre 19,3 %.

En revanche, il s'est observé un relèvement de 9,1 % des activités du secteur tertiaire contre 6,7 %, via les activités de commerce de 10,8 % contre 4,8 %, ainsi que de celles de transports et télécommunications de 9,7 % contre 6,0 %.

Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant

(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo.

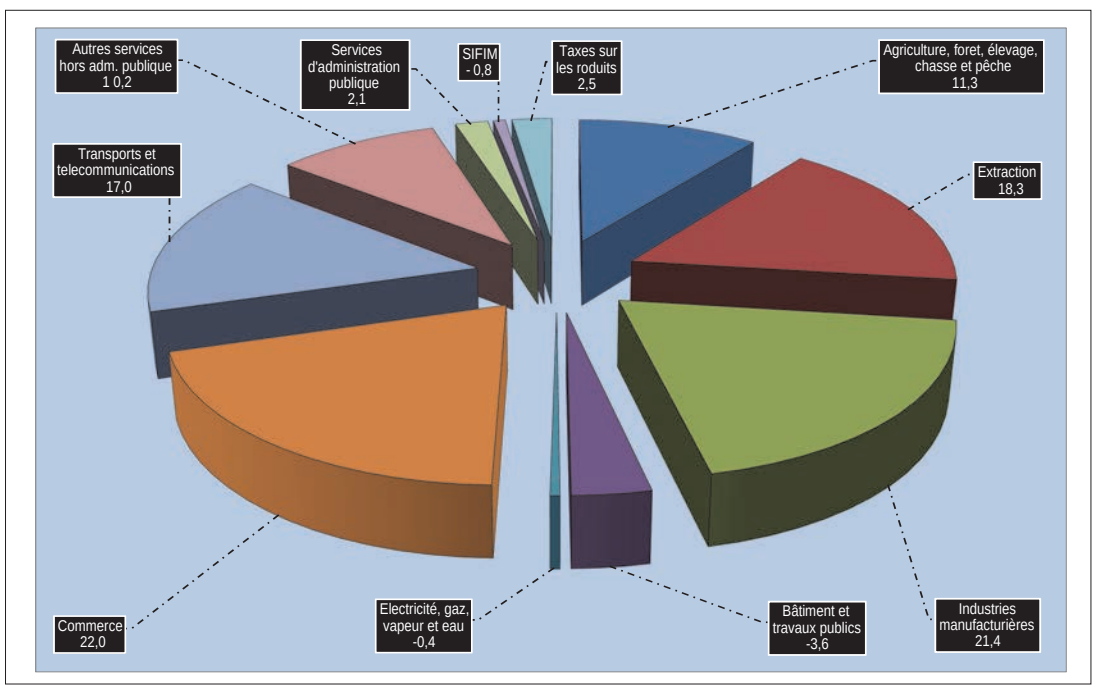
I.1. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA PRODUCTION

Selon l'approche par l'offre, la croissance a été soutenue en premier lieu par le secteur tertiaire dont la contribution s'est située à 3,5 points de pourcentage grâce au dynamisme observé dans les branches de commerce, transports et télécommunications ainsi que dans les branches hôtels et restaurants.

Le secteur primaire vient en deuxième lieu avec une contribution à la croissance de 2,0 points contre 5,5 points en 2014. Cette contre-performance résulte principalement du ralentissement de la production dans la branche des «extractions», dont la contribution à la croissance est passée de 4,7 points en 2014 à 1,3 point en 2015, suite à la baisse des cours mondiaux de certains produits, notamment ceux du cuivre et du pétrole.

Graphique I.2 Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB

(en pourcentage)



Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux

Tableau I.1 Contribution de différents secteurs à la croissance économique

(en points de croissance)

Branche d'activités	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	**5,5**	**2,9**	**3,2**	**5,5**	**2,0**
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
Extraction	4,8	2,3	2,4	4,7	1,3
Secteur secondaire	**0,8**	**1,2**	**1,7**	**1,2**	**1,2**
Industries manufacturières	0,2	0,6	1,1	1,1	1,5
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,6	0,6	0,0	-0,3
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Secteur tertiaire	**0,4**	**2,7**	**3,2**	**2,6**	**3,5**
Commerce	0,1	1,6	1,2	0,7	1,5
Transports et télécommunications	0,1	0,7	1,2	0,8	1,2
Autres services hors Administ. publique	0,2	0,4	0,6	1,0	0,7
Services d'administration publique	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,1
SIFIM	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
PIB au coût des facteurs	**6,7**	**6,8**	**8,1**	**9,3**	**6,7**
Taxes sur les produits	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2
PIB aux prix constants du marché	**6,9**	**7,1**	**8,5**	**9,5**	**6,9**

Source : Banque centrale du Congo.

Pour ce qui est du secteur secondaire, sa contribution s'est située à 1,2 point de pourcentage comme en 2014. Cette situation s'explique par le comportement des industries manufacturières, dont la contribution a été de 1,5 point, bien que la branche bâtiments et travaux publics ait connu une contribution négative de 0,3 point contre une contribution nulle en 2014.

I.1.1. Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse

La branche « Agriculture, forêt, élevage, pêche et chasse » a maintenu sa progression à 4,7 % en 2015, soit une contribution à la croissance de 0,8 point de pourcentage. Son indice d'activité s'est établi à 114,8 points, soit un accroissement de 5,2 %. Cette évolution résulte du dynamisme observé dans la sous-branche agriculture.

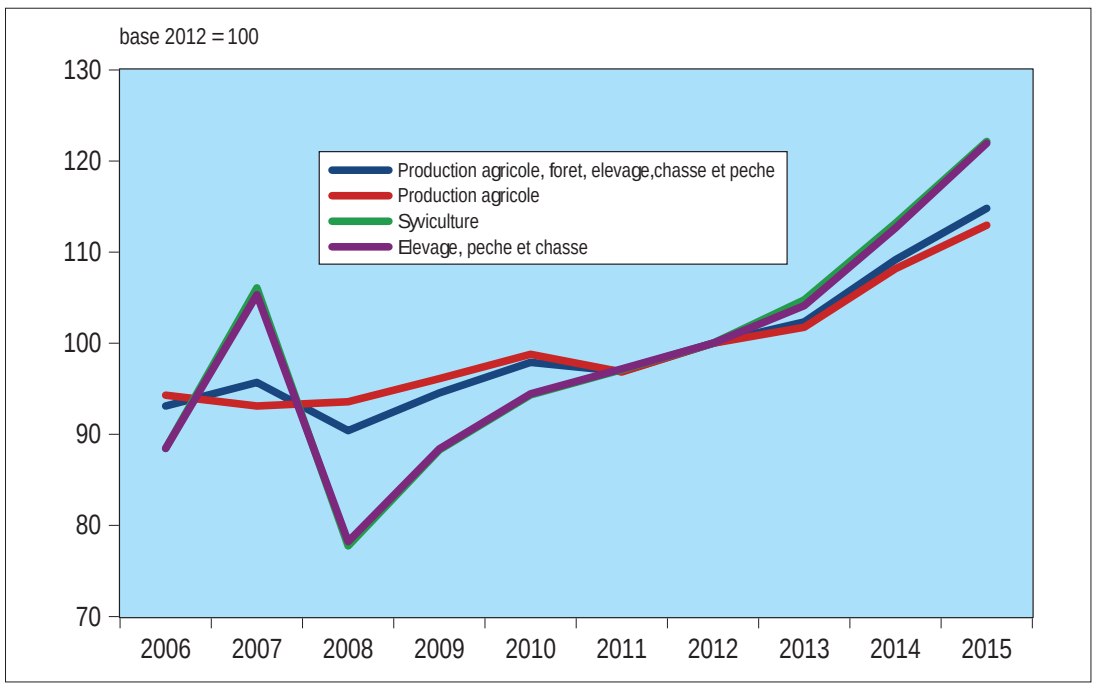
I.1.1.1. Agriculture

La production agricole a enregistré une hausse de 4,6 % de sa valeur ajoutée contre 4,0 % en 2014. Hormis les retombées de premières récoltes du parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo, l'amélioration de cette sous-branche a découlé des efforts consentis par le Gouvernement ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) en vue de redynaminser les activités agricoles. En outre, il y a lieu de mentionner également l'appui à la production rurale avec la réhabilitation et l'entretien respectivement de

5.000,0 et 2.500,0 km de routes linéaires des pistes rurales, ainsi que l'aménagement de 1.355,0 km des cours d'eau navigables d'intérêt local et des quais d'accostage.

Graphique I.3 Evolution des indices de production agricole

(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

- **Production agricole vivrière**

En 2015, la valeur ajoutée de l'activité agricole vivrière a enregistré une hausse de 4,5 % contre 3,9 % une année auparavant. Son indice d'activité s'est accru de 8,3 %, s'établissant à 122,2 points en 2015. Cette évolution est consécutive à l'amélioration de la production paysanne et celle de petites et moyennes entreprises agricoles installées dans les grandes villes du pays, lesquelles ont bénéficié d'un bon encadrement organisationnel de leurs corporations respectives.

- **Culture de rente**

La valeur ajoutée de cette sous-branche a progressé de 5,5 % à fin 2015 contre 10,4 % en 2014. Cette évolution est imputable à l'intérêt manifesté, pour cette culture, par des pays tels que le Canada, la Chine et le Japon dans le cadre de la coopération bilatérale avec la RDC. Il a été observé une augmentation de la production du caoutchouc de 25,3 %, de l'huile de palme de 12,1 %, du cacao de 4,2 %, du café arabica de 4,2 % et des grumes de 1,5 %.

I.1.1.2. Forêt

L'indice de production de la sous-branche « Sylviculture » s'est accru de 7,9 %, se situant à 122,1 points en 2015. La valeur ajoutée de ladite sous-branche s'est accrue de 6,7 %, résultant de la nette amélioration de la demande de bois de chauffage de 7,9 % et de charbon de bois de 9,7 %, en vue de pallier l'insuffisance dans la fourniture de l'énergie électrique.

I.1.1.3. Elevage, Pêche et Chasse

La sous-branche « Elevage, Chasse et Pêche » s'est bien comportée, affichant une croissance de 7,5 % de sa valeur ajoutée, soit 3,6 points de pourcentage de plus par rapport à son niveau de l'année précédente. Son indice d'activité a renseigné un accroissement de 8,2 %, en liaison avec la hausse de 6,0 % de la production de bovins, de 11,5 % de lait, de 6,5 % de poissons frais et de 10,2 % de gibier.

Ces évolutions sont consécutives à une bonne prise en charge de couverture sanitaire sur financement aussi bien du Gouvernement que des PTF. Cela a concerné la vaccination des bovins, des petit ruminants et l'amélioration de l'élevage par l'introduction de races améliorées des coqs, pour les volailles.

I.1.2. Extraction

Les impulsions données à l'économie congolaise, ces dernières années, par les activités extractives ont perdu de leur vigueur en 2015. Cette situation a entraîné la perte par le secteur primaire de son rôle de moteur de croissance, au profit du secteur tertiaire.

En effet, pour un taux de croissance du PIB de 6,9 %, la contribution des activités extractives s'est chiffrée à 1,3 point, en deuxième position après « les industries manufacturières » et le « commerce de gros et détails », soit 1,5 point chacune.

Parallèlement, l'indice de la production minière et métallurgique s'est établi à 133,6 points, renseignant une augmentation totale de l'activité de 7,8 % en 2015 contre 7,5 % une année plus tôt. A l'exception du zinc, les statistiques ont indiqué une évolution à la hausse de tous les principaux produits.

Les faits marquants à l'origine du ralentissement des activités de la branche sont notamment la persistance de la tendance baissière des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, à la suite de la chute de la demande des pays émergents, et l'important déficit énergétique qui handicape le fonctionnement des machines industrielles.

Cette évolution des activités extractives en 2015 remet en cause le modèle de croissance de l'économie congolaise, dépendant essentiellement de l'évolution des cours des produits de base. Pour ce faire, la diversification de l'économie serait un atout majeur pour se prémunir contre tout choc exogène.

Encadré 1. Les déterminants de la diversification d'une économie

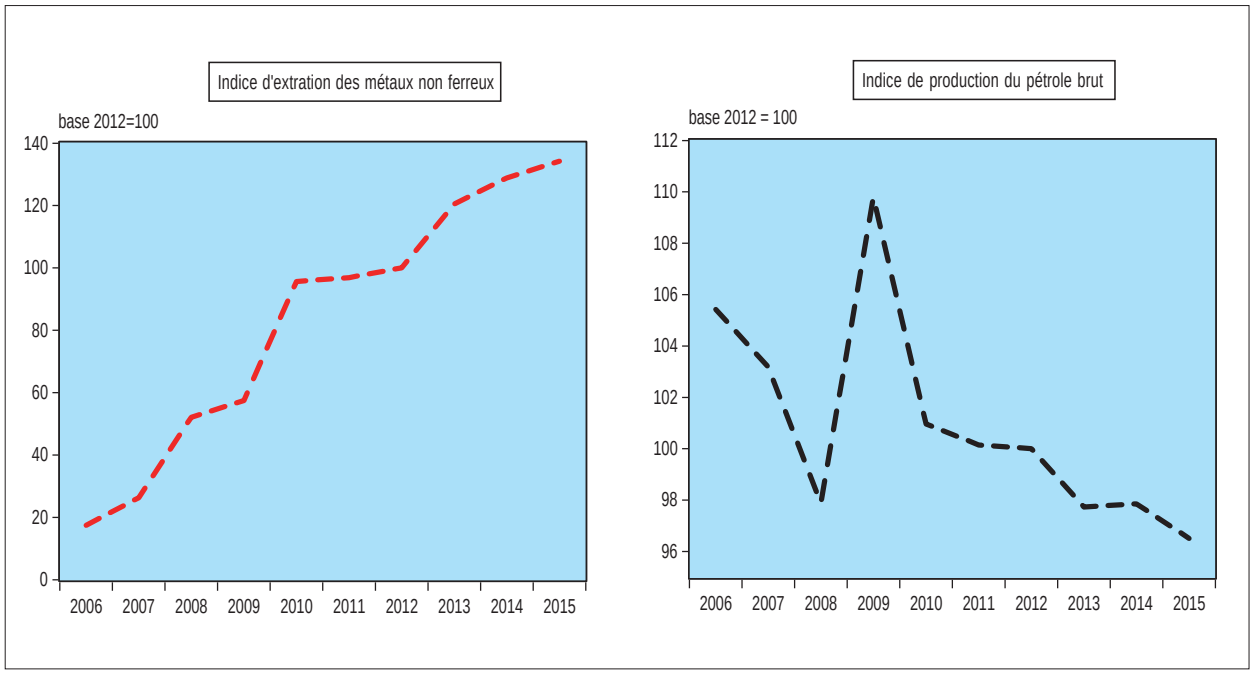
La diversification joue un rôle important dans le développement et la croissance d'une économie. En effet, elle peut contribuer, selon certains auteurs, à accroître la productivité des facteurs, à renforcer l'investissement et à stabiliser les recettes d'exportations. Le rapport sur la diversification en Afrique de la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (2006) répertorie cinq catégories de variables agissant sur le processus de diversification.

Il s'agit :

- des facteurs physiques : l'investissement, la croissance et le capital humain ;
- des politiques publiques : les politiques budgétaire, commerciale et industrielle (de par leur impact sur le renforcement du tissu industriel) ;
- des variables macroéconomiques : les taux de change et d'inflation ainsi que les soldes extérieurs ;
- des variables institutionnelles : la gouvernance, l'environnement de l'investissement et la situation sécuritaire (conflits, …) ;
- de l'accès aux marchés : le degré d'ouverture aux échanges de biens, de services et de capitaux (élimination des barrières tarifaires et non tarifaires), l'accès aux financements bancaires ou de marché.

La RDC, pays qui bénéficie d'un avantage comparatif très fort dans les ressources naturelles, et plus particulièrement dans les ressources minières, est appelée à la diversification de son économie pour que les effets de l'accroissement des activités économiques impactent le niveau de vie de la population par l'intermédiaire de la création d'emplois. La diversification de l'économie rend l'économie performante.

Graphique I.4 Indices des productions miniers, métallurgique et du pétrole brut



Source : Banque centrale du Congo.

I.1.2.1. Extraction des métaux non ferreux

La sous-branche « extraction des métaux non ferreux » a enregistré un accroissement de 4,2 % de ses activités en 2015 contre 7,0 % en 2014. Dans le même ordre, son indice d'activité s'est situé à 134,2 points en 2015 contre 128,9 en 2014, en dépit de la contraction de la production de zinc.

- **Cuivre**

La production du cuivre a connu une faible progression de 0,9 % contre 11,7 % en 2014, avec un volume de production de 1.039,0 milliers de tonnes. La production de la Gécamines s'est accrue de 9,3 %, atteignant 16,8 milliers de tonnes en 2015 et celle des autres sociétés a augmenté de 0,7 %, se situant à 1.022,2 milliers de tonnes.

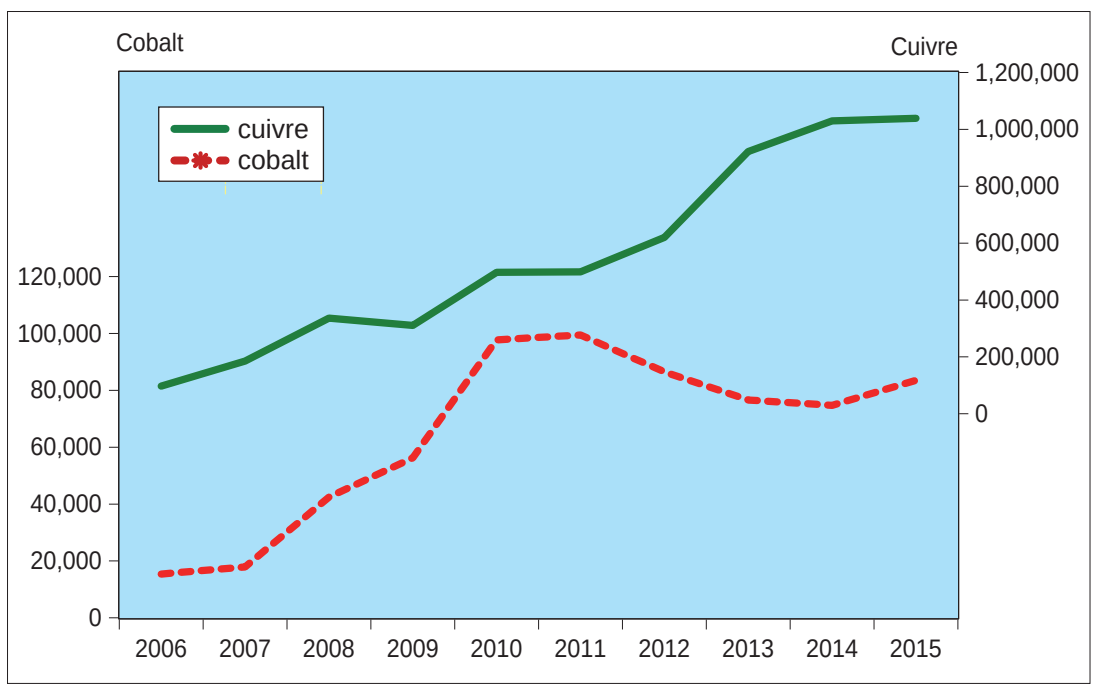
Outre la problématique des cours et la fourniture de l'énergie électrique sus-évoquées, la maitrise des coûts de production est aussi nécessaire au maintien de la production à des niveaux supérieurs à 1,0 million de tonnes.

- **Cobalt**

Contrairement à la relative stagnation de 2014, la production du cobalt s'est accrue de 11,8 % en 2015, s'établissant à 83.529,0 tonnes. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse de 12,1 % de la production des sociétés autres que la Gécamines.

Graphique I.5 Production mensuelle de cuivre et de cobalt

(en tonne métrique)



Source : Banque Centrale du Congo.

- **Zinc**

Le zinc est le seul dérivé du cuivre à avoir enregistré une contreperformance au cours de la période sous analyse. En effet, sa production a enregistré un fléchissement de 38,9 %, se situant à 12.602,0 tonnes. Cette chute a été induite par la baisse de la production de la Gécamines, soit 33,2 % et des autres sociétés, soit 43,7 %.

I.1.2.2. Autres produits d'extraction

En 2015, les activités de production des « autres produits d'extraction » ont été plus dynamiques que celles relatives à la sous-branche « extraction des métaux non ferreux ». En effet, les statistiques ont renseigné une augmentation de l'activité de 21,2 %, attestée par l'indice d'activité qui est passé de 108,6 points à 131,7 points, d'une année à l'autre.

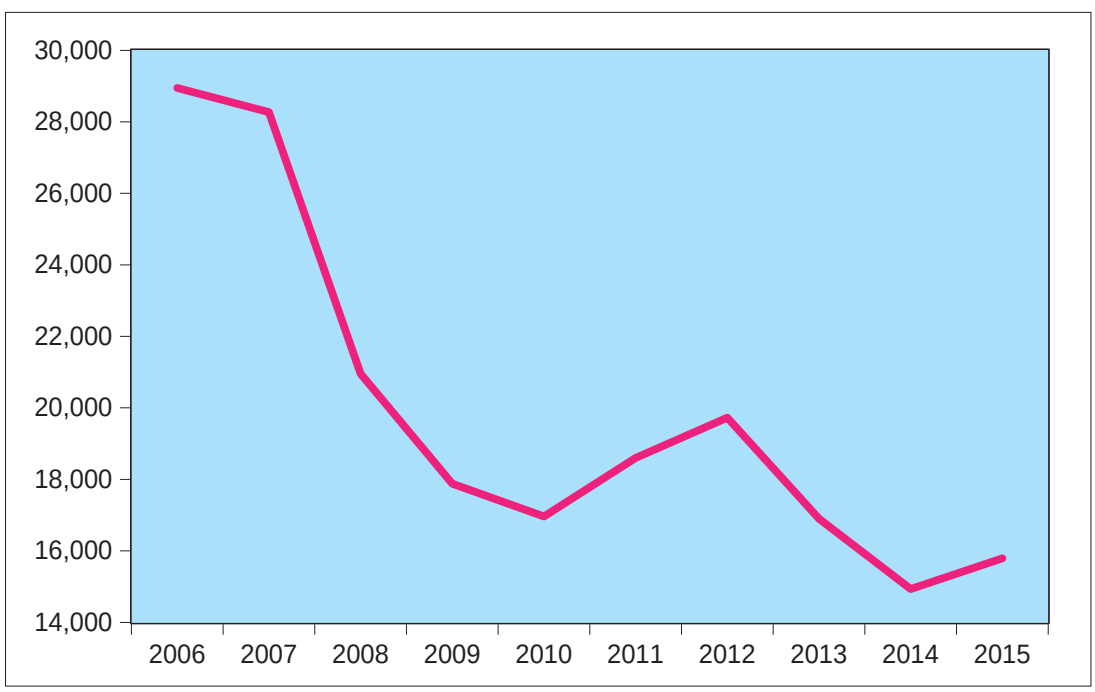
- **Diamant**

La production du diamant est sortie de sa phase de contraction amorcée depuis 2013, enregistrant un accroissement de 5,7 % au cours de l'année sous examen. En effet, la production totale s'est chiffrée à 15.789,0 milliers de carats, avec une part importante relevant de la production artisanale, soit 90,0 % en 2015.

La production de la MIBA qui s'est accrue de 12,0 % demeure néanmoins marginale, en raison de nombreuses contraintes auxquelles la société est confrontée, à savoir : l'exploitation illégale de ses concessions, l'absence de ressources pour mettre en œuvre ses plans de développement et les interruptions intempestives de fourniture en énergie électrique.

Graphique I.6 Production de diamant

(en milliers de carats)



Source : Banque Centrale du Congo.

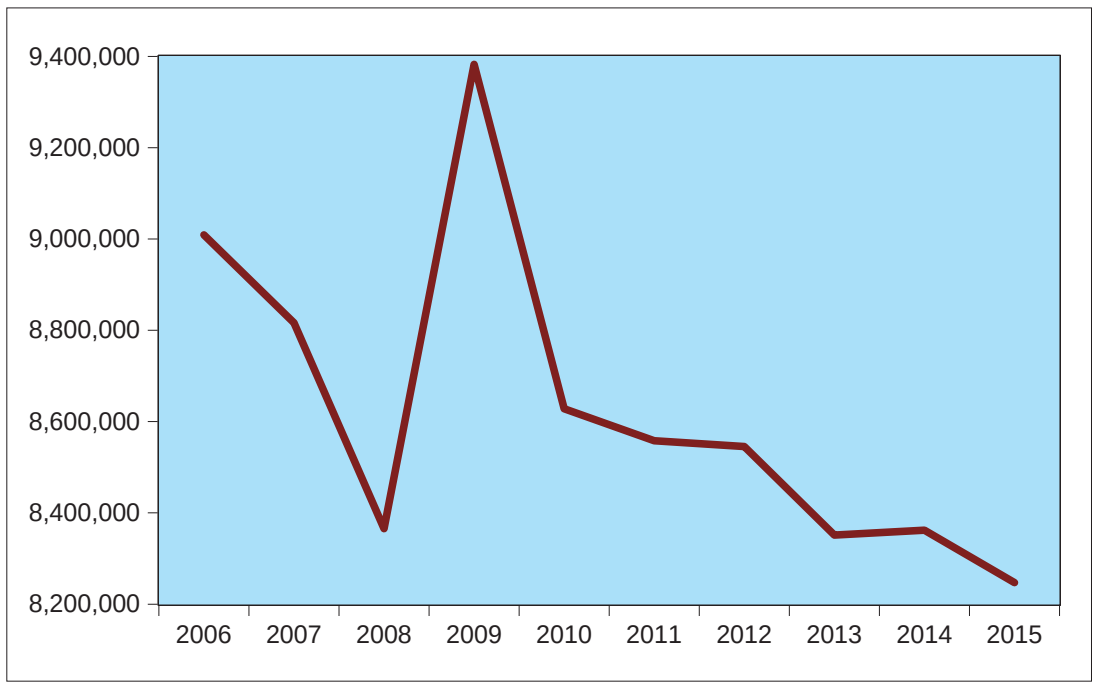
- **Pétrole brut**

La production du pétrole brut a poursuivi son évolution baissière, amorcée depuis 2010, après le faible redressement observé l'année précédente. En 2015, le volume de production a été de 8.247,0 milliers de barils contre 8.362,0 milliers en 2014.

Outre le tassement des cours, la tendance à l'épuisement des réserves dans les gisements ouverts à l'exploitation, nécessitant des méthodes d'extraction assistées, justifie les contreperformances enregistrées.

Graphique I.7 Production de pétrole brut

(en barils)



Source : Banque Centrale du Congo.

- **Or**

La production de l'or est restée dynamique en 2015, confirmant la tendance de ces quatre dernières années, en dépit de la volatilité des cours. Le volume total de production s'est élevé à 31.791,0 kg au cours de l'année sous étude, venant de 23.937,0 kg l'année d'avant.

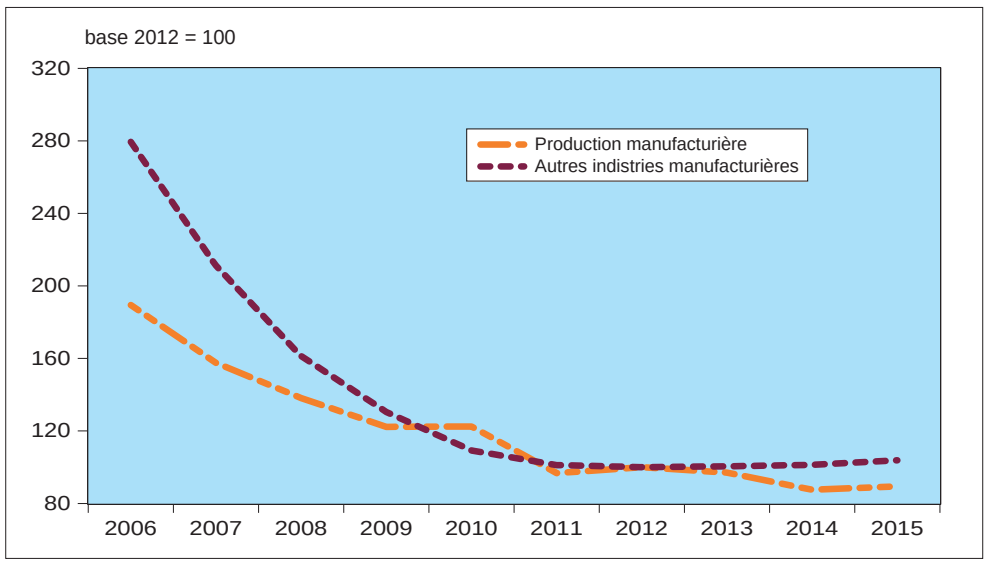
La performance constatée est principalement le fait de la construction de nouvelles centrales hydro-électriques et des opportunités d'affaires offertes aux sociétés locales, dont le nombre est en croissance soutenue.

I.1.3. Industries manufacturières

Au cours de l'année 2015, la branche « Industries manufacturières » a renseigné de faibles évolutions dans l'ensemble de ses activités. En effet, la croissance de sa valeur ajoutée s'est établie à 13,7 % contre 9,9 % une année plus tôt, progression induite par l'accélération des activités de la sous-branche « Autres Industries Manufacturières ».

Graphique I.8 Indices de production manufacturière

(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

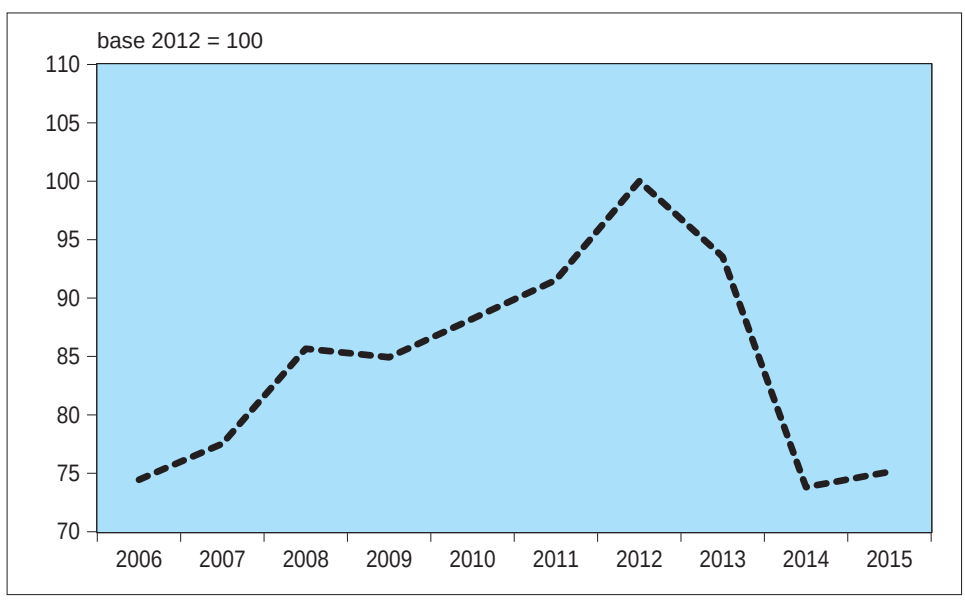
Parallèlement, l'indice global d'activité de cette branche a accusé une faible progression de 2,1 %, s'établissant à 89,4 points.

I.1.3.1. Industries alimentaires, boissons et tabacs

D'une année à l'autre, la valeur ajoutée de la sous-branche « Industries alimentaires, boissons et tabacs » a évolué dans la même proportion qu'en 2014, au rythme de 13,2 %. Son indice d'activité est passé de 73,8 points à 75,1points.

Graphique I.9 Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs

(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des industries alimentaires, hormis la farine de froment qui a enregistré une hausse de 3,9 % de sa production, celle des autres produits a gardé la même progression qu'en 2014.

Pour ce qui est des « industries des boissons », il a été observé une baisse de la production des boissons alcoolisées et des boissons gazeuses, respectivement de 4,8 % et 65,9 %. Cette situation s'explique notamment par la concurrence de certains produits importés et les pannes fréquentes des machines, occasionnant des ruptures de production dans une grande société de la place.

I.1.3.2. Autres industries manufacturières

En 2015, l'indice de la sous-branche « Autres Industries Manufacturières » s'est fixé à 103,8 points contre 101,3 points en 2014. Sa valeur ajoutée a connu un rebondissement de 16,7 %, favorisé par le bon comportement de ses différentes composantes, à l'exception de l'industrie des Minéraux non métalliques, des chaussures et cuirs ainsi que de confection-bonneterie-tissage et impression des tissus, dont les productions se sont contractées par rapport à 2014.

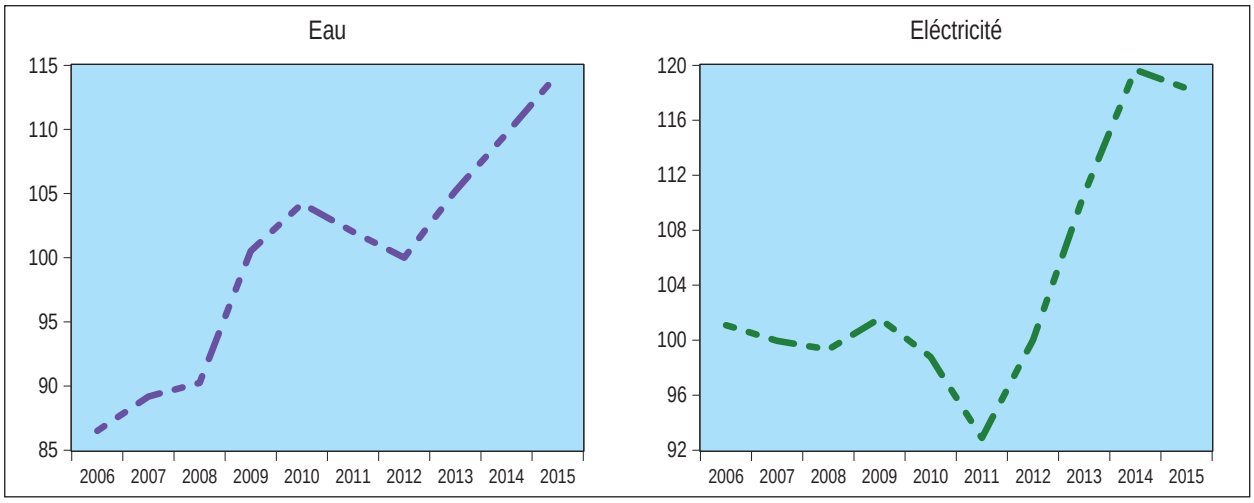
I.1.4. Electricité, gaz, vapeur et eau

La valeur ajoutée de la branche « électricité, gaz, vapeur et eau » s'est contractée de 4,5 % contre une amélioration de 6,3 % une année plus tôt, entrainant une contribution à la croissance quasiment nulle en 2015. Il sied de noter que la progression moyenne de la valeur ajoutée de cette branche a été de 6,8 %, au cours des trois dernières années.

Des efforts considérables devraient être fournis afin de permettre aux entreprises du secteur d'assurer le renouvellement et l'entretien des machines, en vue d'améliorer le taux de rendement des équipements.

Graphique I.10 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité

(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo.

I.1.4.1. Electricité

En 2015, l'indice de production d'électricité s'est contracté de 1,2 % après un accroissement de 8,2 % en 2014. En effet, la production totale de l'électricité s'est établie à 8.928,0 milliers de Mwh contre 9.032,0 milliers en 2014. Cette évolution est consécutive à la chute de 1,2 % de la production des centrales hydroélectriques.

Quant à la consommation, elle a baissé de 5,8 %, d'une année à l'autre, se situant à 7.265,0 milliers de Mwh, suite principalement à la détérioration du réseau de distribution.

I.1.4.2. Eau

L'indice de production d'eau potable en 2015 a été de 114,3 points après 109,7 points en 2014. En volume, il s'est observé un accroissement de 4,2 %, la production s'étant chiffrée à 310,7 milliards de m^3, au cours de l'année sous étude.

Quant à la consommation, elle a enregistré une faible évolution de 0,2 %, tenant à un volume consommé de 176,7 milliards de m^3 en 2015. Cette évolution est attribuable au programme d'adduction d'eau potable mis en œuvre par la société de distribution d'eau en vue d'accroitre son volume de production et le rendement de son réseau de distribution.

I.1.5. Bâtiments et travaux publics

En 2015, la valeur ajoutée des activités de construction a renseigné un recul de 6,4 % après un accroissement de 1,2 %, une année auparavant. Ce repli, en dépit de l'accroissement de 21,1 % de la production du ciment gris, est en liaison notamment avec les mesures prises au niveau national pour protéger l'industrie locale de la concurrence des ciments importés.

Cependant, il a été observé un accroissement du volume consommé du ciment gris de 25,6 % en 2015, en raison de la poursuite des travaux de reconstruction et de modernisation du pays, principalement par les acteurs du secteur privé.

I.1.6. Commerce

La branche « Commerce » a enregistré un accroissement de 10,8 % de ses activités au terme de l'année sous analyse contre 4,8 %, une année auparavant. Sa contribution à la croissance renseigne un niveau de 1,5 point contre 0,7 point en 2014. Le processus d'amélioration du climat des affaires ainsi que les mesures incitatives, prises par le Gouvernement pour accompagner le développement des activités de commerce dans toutes les provinces, ont permis de relever le niveau de sa valeur ajoutée.

I.1.7. Transports et Télécommunications

La branche « Transports et Télécommunications » poursuit son expansion en 2015, avec une croissance de 9,7 % après 6,0 % l'année précédente. Aussi, sa contribution en points de croissance s'est établie à 1,2 après 0,8 en 2014. Cette évolution s'explique par la réalisation de nouveaux investissements dans ce secteur, suite à la relance des activités de transport des sociétés publiques ainsi que l'extension des activités des opérateurs de télécommunication sur le marché national.

I.1.7.1. Transports

En 2015, les activités de transport se sont globalement améliorées, comme l'attestent les indices de trafic des marchandises et des personnes ainsi que celui de la manutention.

- **Trafic des marchandises et des personnes**

Les activités du trafic des marchandises et des personnes ont été en nette progression en 2015. En effet, l'indice d'activité de cette composante s'est établi à 114,2 points, soit une augmentation de 4,7 %. Cette évolution résulte des effets de la réhabilitation de différentes routes d'utilité nationale, de la restructuration du réseau aérien et de la remise en activité du bateau « KOKOLO».

Au niveau du trafic des marchandises, les activités se sont accrues de 3,9 % en 2015, à la suite de l'amélioration des trafics fluvial de 4,0 %, aérien de 6,4 % et routier de 4,1 %. En revanche, le trafic ferroviaire a continué à peser négativement sur l'ensemble du trafic, renseignant une décroissance de 19,3 %, en dépit de multiples efforts consentis pour relancer les deux grandes sociétés de ce secteur.

Quant au trafic des personnes, un relèvement des activités de 14,3 % a été perçu, résultant du dynamisme de tous les trafics au cours de l'exercice sous examen.

- **Manutention**

En 2015, l'indice d'activité de manutention, dans les principaux ports du pays, a enregistré une progression de 0,2 %, s'établissant à 105,7 points. Cette évolution résulte du relèvement des activités de manutention de 3,6 % et 1,1 % respectivement dans les ports de Boma et Matadi, en liaison notamment avec le désengorgement de ces ports et l'acquisition de nouveaux embarcadères.

Toutefois, il convient de noter la baisse de 19,6 % des activités au niveau du port public de Kinshasa, suite notamment au renforcement des conditions d'entrée aux frontières entre Kinshasa et Brazzaville, affectant de ce fait les échanges commerciaux.

I.1.7.2. Télécommunications

Le dynamisme des activités de télécommunication s'est poursuivi en 2015. En effet, cette sous composante a enregistré un regain de 9,6 % de ses activités, se fixant à 17.136,5 millions de minutes, dans un contexte d'un léger accroissement de 0,8 % du nombre d'abonnés. Cette hausse résulte notamment de l'extension des activités des opérateurs de télécommunication sur le marché national.

I.1.8. Autres services hors Administration publique

A la faveur du processus d'amélioration du climat des affaires, la valeur ajoutée de cette branche a gardé sa croissance forte, bien qu'en léger ralentissement en 2015. En effet, il a été observé une progression de 7,7 % des activités de la branche, en raison essentiellement du dynamisme des services bancaires, de l'hôtellerie et de la restauration.

I.1.9. Services d'Administration publique

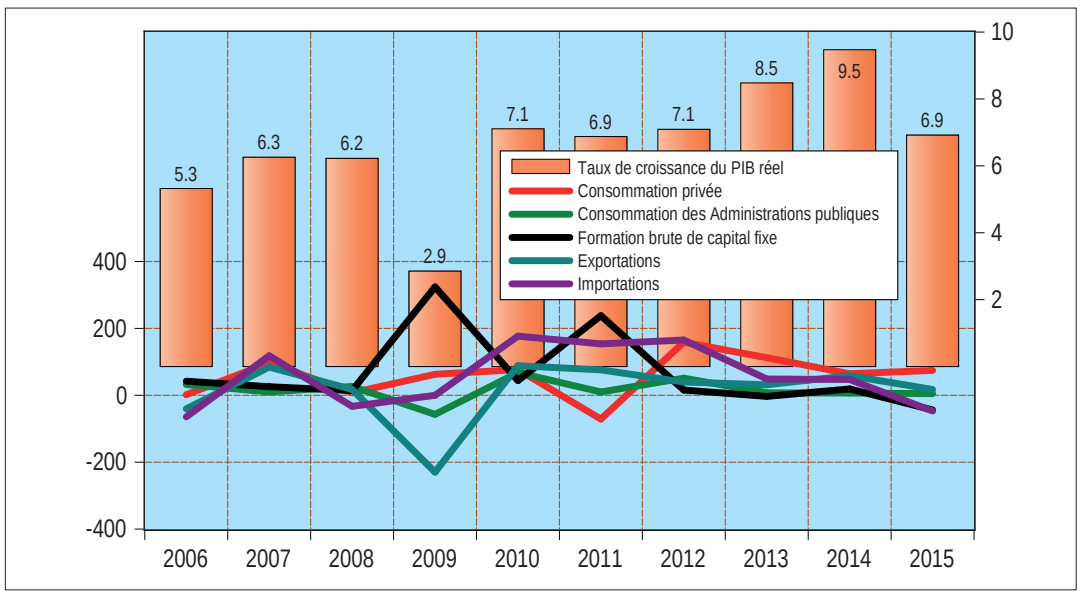
La valeur ajoutée des activités de cette branche s'est accrue de 3,7 % venant de 7,7 %. Cette évolution est consécutive notamment à la bonne tenue des services publics dans les domaines de la santé, de la sécurité, de la défense et de l'enseignement.

I.2. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA DEMANDE GLOBALE

Selon les emplois du PIB, contrairement aux années précédentes, la croissance a été tirée aussi bien par la demande extérieure nette qu'intérieure.

Graphique I.11 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel

(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo.

Tableau I.2 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande

(en pourcentage du PIB)

Composantes	2011	2012	2013	2014	2015
Demande intérieure	118,8	125,9	125,2	122,0	116,4
Consommation publique	11,5	14,1	13,6	13,0	12,5
Consommation privée	69,4	75,3	78,2	77,0	76,8
Investissements bruts	37,9	36,5	33,4	32,0	27,1
Demande extérieure nette	-18,8	-25,9	-25,2	-22,0	-16,4
Exportations de biens et services	24,5	25,5	26,0	28,8	28,1
Importations de biens et services	43,3	51,4	51,2	50,8	44,4
Produit Intérieur Brut	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

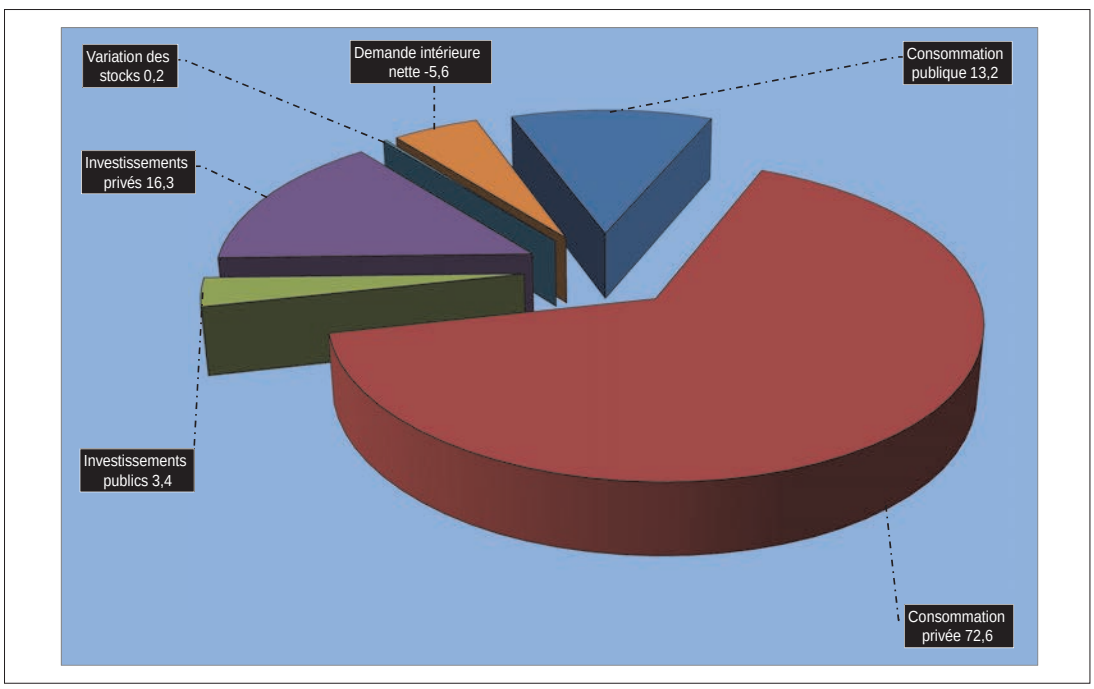
I.2.1. Demande intérieure

La demande intérieure a connu une accélération de 2,0 % contre 6,7 % en 2014, ramenant sa contribution à la croissance de 8,3 points à 2,4 points, au cours de l'année sous analyse. Cette évolution est imputable principalement au dynamisme de la consommation des ménages, laquelle s'est accrue de 6,6 %, contribuant à 5,1 points à la croissance.

Parallèlement, les investissements bruts ont plombé la croissance de 3,0 points en 2015 contre une contribution positive de 1,6 point en 2014. Il sied de relever que le ralentissement des travaux d'infrastructures publiques et l'incertitude liée aux marchés des capitaux étrangers sont à l'origine de cette situation.

Graphique I.12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

- **Consommation finale**

La « Consommation finale» est restée vigoureuse en 2015, gardant sa prédominance en termes de contribution à la croissance, laquelle s'est dégagée à 5,5 points, avec une progression de 6,1 % venant de 7,3 % en 2014. Cette situation est due essentiellement à l'amélioration de la consommation privée. En effet, cette dernière s'est accrue de 6,6 % contre 7,8 % en 2014, occasionnant une contribution de 5,1 points à la croissance, tirant profit de l'accroissement des revenus des ménages, suite à l'augmentation du niveau d'emplois et des salaires réels.

Quant à la consommation des Administrations Publiques, sa contribution s'est creusée de 0,3 point, en raison notamment de la baisse des dépenses de fonctionnement des ministères et institutions publiques, dans un contexte de l'amenuisement des recettes.

- **Investissements bruts**

Contrairement à l'année précédente, les investissements bruts ont grevé la croissance en 2015, avec une contribution de -3,0 points. Cette situation s'explique par la contreperformance de la formation brute de capital fixe du secteur public dont la contribution s'est chiffrée à -3,5 points à la croissance. Pour leur part, les investissements réalisés par le secteur privé ont faiblement progressé de 1,9 %, pour une contribution à la croissance de 0,4 point.

En dépit de la création de certaines entreprises, notamment dans le secteur de transport, ce faible niveau d'investissement serait la résultante, entre autres, du retard observé dans le financement de certains projets publics, suite à certaines pressions sur les recettes publiques, maintenant le taux d'investissement brut autour de 20,0 % au cours de l'année sous examen, et à la contreperformance des industries extractives, en raison de la baisse des cours.

I.2.2. Demande extérieure nette

La demande extérieure nette a contribué à la croissance à hauteur de 4,5 points en 2015 contre 1,1 point en 2014, en dépit d'un contexte économique international difficile.

Les exportations totales des biens et services ont contribué à hauteur de 1,2 point de pourcentage à la croissance. Les importations totales des biens et services ont, quant à elles, indiqué une contribution négative à la croissance de 3,3 points.

La baisse des exportations de certains produits miniers et du pétrole brut, suite à la baisse de leurs cours sur le marché international et le faible développement des infrastructures de base, expliquent globalement cette évolution.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

L'inflation en RDC a poursuivi son trend baissier en 2015, dans un contexte de l'affaissement des cours de principaux produits importés, notamment le pétrole et les produits agricoles.

II.1. INFLATION CALCULEE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)

La tendance à la baisse de l'inflation observée depuis 2012 s'est poursuivie en 2015. En effet, la variation de l'indice des prix à la consommation est ressortie à 0,815 % contre 1,03 % en 2014, soit un écart de 2,685 points par rapport à l'objectif annuel de 3,5 %.

Nonobstant ce résultat, quelques pressions ont été notées au cours de l'année au niveau de l'offre de certains produits, notamment ceux des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ainsi que « Logement, Eau, Gaz, Electricité et autres combustibles ». Toutefois, ces pressions ont été contenues grâce à la bonne coordination des politiques macroéconomiques.

Tableau I.3 Evolution de l'inflation

(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015
Objectif (a)	3,700	3,500
Inflation annuelle moyenne (b)	1,240	0,738
Inflation en cumul annuel (c)	1,030	0,815
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) – (c)	2,670	2,685

Source : Institut National de la Statistique.

II.2. INFLATION CALCULEE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

- **Evolution de l'Indice général**

En 2015, l'inflation calculée par la BCC est demeurée sous contrôle, s'établissant à 1,60 % contre 1,26 % en 2014 et un niveau programmé de 3,5 %. Cette situation tient principalement de la faiblesse de l'inflation importée, couplée à la stabilité du taux de change.

Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation

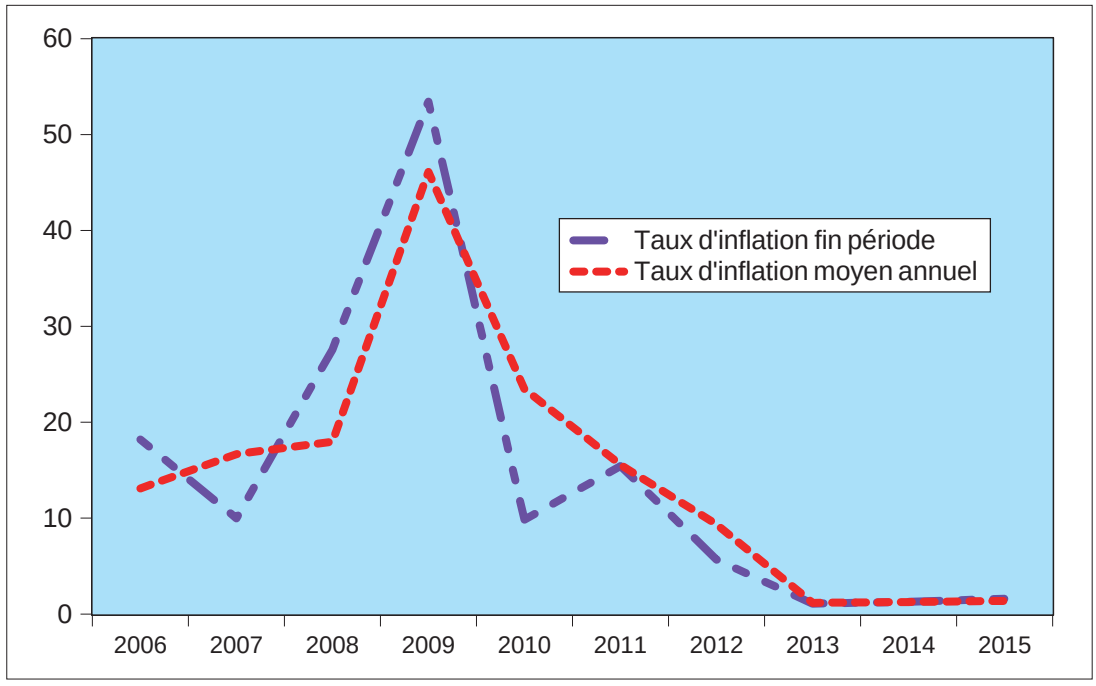
(en pourcentage)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux mensuel 2015	0,13	0,10	0,10	0,14	0,11	0,11	0,13	0,15	0,21	0,14	0,11	0,16
Taux mensuel 2014	0,15	0,11	0,09	0,09	0,12	0,07	0,13	0,09	0,12	0,11	0,08	0,09
Taux en cumul annuel 2015	0,13	0,22	0,32	0,46	0,57	0,68	0,82	1,04	1,18	1,33	1,44	1,60
Taux en cumul annuel 2014	0,15	0,26	0,35	0,44	0,56	0,63	0,76	0,86	0,98	1,09	1,17	1,26

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique I.13 Evolution du taux d'inflation

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

- **Inflation sous-jacente**

A l'instar de l'inflation globale, l'inflation sous-jacente est demeurée stable tout au long de l'année 2015. En effet, le taux en cumul annuel a été de 1,24 % contre 1,01 % en 2014.

Tableau I.5 Evolution mensuelle de l'inflation sous-jacente

(en pourcentage)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux mensuel 2015	0,09	0,07	0,08	0,11	0,09	0,08	0,10	0,14	0,18	0,28	0,08	0,12
Taux mensuel 2014	0,13	0,08	0,08	0,07	0,09	0,06	0,11	0,08	0,08	0,08	0,06	0,07
Taux en cumul annuel 2015	0,09	0,16	0,24	0,34	0,43	0,52	0,62	0,76	0,94	1,04	1,12	1,24
Taux en cumul annuel 2014	0,13	0,21	0,29	0,36	0,45	0,51	0,62	0,70	0,79	0,87	0,94	1,01

Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 2. Origine des écarts entre les taux d'inflation INS et BCC.-

Hormis la conformité à la nomenclature COICOP, à douze fonctions, actuellement en vigueur au niveau international en matière d'élaboration de l'indice des prix à la consommation des ménages, l'inflation calculée par l'INS et la BCC dégage des écarts dont la source tient essentiellement des facteurs ci-après :

1. Couverture géographique

L'INS calcule un indice des prix qui intègre des données en provenance de 11 provinces du pays. Pour sa part, la BCC exploite encore les informations collectées dans 6 provinces, dont celle de Kinshasa. Cette couverture tient compte de l'ancienne configuration des provinces.

2. Composition des paniers de l'IPC

Il existe, entre la BCC et l'INS, des différences dans la taille et le contenu des paniers utilisés pour le calcul de leurs IPC respectifs.

3. Différences des pondérations

Il existe des différences des pondérations dans les fonctions de consommation considérées par l'INS et la BCC. A cet effet, dans la mesure où l'INS et la BCC n'utilisent pas les mêmes pondérations, il est évident qu'un choc affectant un article particulier exerce un impact différent sur l'indice de prix dudit article calculé par l'une ou l'autre institution, en fonction de la pondération que lui accorde chacune d'elles et, par voie de conséquence, sur leurs indices globaux.

4. Approche méthodologique pour le calcul de l'IPC

La Banque centrale recourt, pour l'élaboration de son indice des prix, à la méthodologie de calcul de l'indice des prix harmonisé (IPCH) utilisée par la SADC. Ce dernier repose sur un processus d'intégration par pallier des indices des prix des Etats-membres, en fonction des pondérations qui reflètent le poids de chacun d'eux dans le total des dépenses de consommation au sein de la sous-région.

Quant à l'INS, elle exploite la méthodologie du COMESA, laquelle repose sur l'idée que le pays constitue un tout économique et que par conséquent, les indices sont calculés sur base des prix moyens collectés à travers l'ensemble du pays sur les articles se rapportant aux divers postes de consommation répertoriés par la COICOP.

II.3. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS

La baisse drastique du cours du baril, de plus de 45,0 % en 2015, sur le marché international ne s'est pas répercutée dans la même proportion sur la structure interne des prix des produits pétroliers, suite à l'administration des prix.

En effet, cette baisse du baril, susceptible d'entrainer la réduction des coûts d'importation de ce produit et des prix du litre à la pompe, a été gérée, sur le plan interne, par le Gouvernement de manière à maintenir stables les prix du litre, en vue d'accroître la fiscalité pétrolière.

Ainsi, il a été procédé, au cours de l'année 2015, à une seule modification à la baisse de la structure des prix, dans toutes les trois zones nationales, intervenue le 26 janvier 2015. A cet effet, le prix du litre a baissé :

- pour l'essence, de 5,6 % à l'Ouest, 5,7 % à l'Est et 12,2 % au Sud;
- pour le gasoil, de 5,6 % à l'Ouest, 5,7 % à l'Est et 12,3 % au Sud ;
- pour le pétrole, de 6,8 % à l'Ouest, 6,3 % à l'Est et 11,9 % au Sud.

Néanmoins, dans le souci de lutter contre la concurrence déloyale et la fraude des produits pétroliers dans les zones Est et Sud du pays, au niveau des frontières, il s'est dégagé la nécessité de baisser légèrement les prix à la pompe et la fiscalité pétrolière. Ainsi, le Gouvernement a revu à la baisse, à deux reprises aux mois d'août et de novembre, le prix du litre d'essence. A cet effet, le prix est passé à 1.340,0 CDF, puis 1.280,0 CDF, à l'Est ; et à 1.350 CDF, puis 1.240,0 CDF, au Sud.

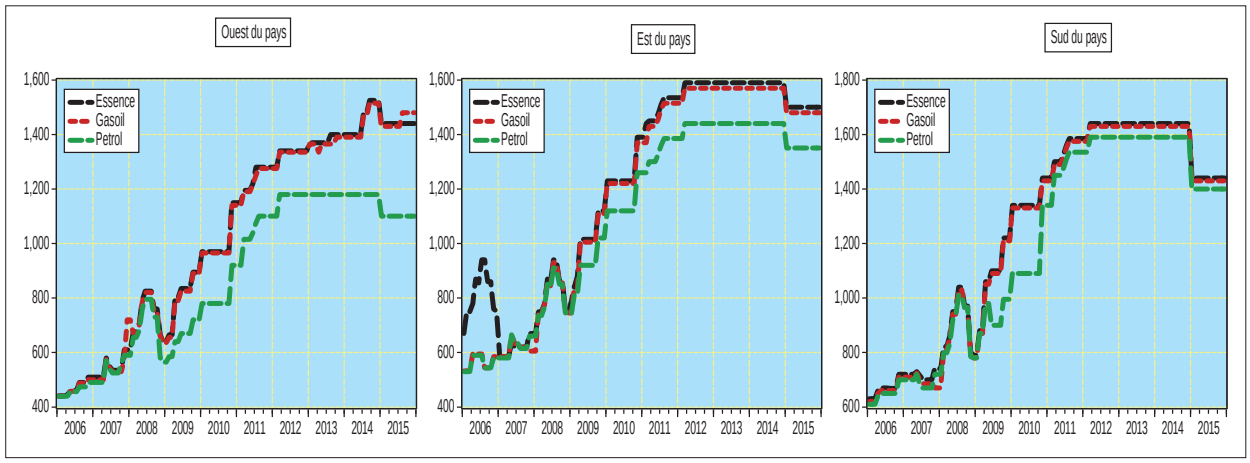
Tableau I.6 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers

Date de révision de la structure	ESSENCE			PETROLE			GASOIL			FUEL OIL	GPI GAZ
	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	OUEST
2013											
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	887,3	1 100,0
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
2014											
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 465,0	1 570,0	1 630,0	751,0	1 100,0
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 515,0	1 570,0	1 630,0	687,0	1 100,0
2015											
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	1 100,0	1 350,0	1 400,0	1 430,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 1.14 Evolution des prix des produits pétroliers

(prix du litre à la pompe)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE

III.1. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

Selon le Rapport Mondial du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) de 2015, l'IDH de la RDC s'est élevé à 0,433 en 2014 alors qu'il se situait à 0,338 en 2013. En conséquence, la RDC a gagné 11 places, se positionnant au 176ème rang sur 188 pays échantillonnés.

Rapproché à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, l'IDH de la RDC est inférieur de 0,085. Pour intégrer les pays à IDH moyen, l'indice de la RDC devra dépasser le cap de 0,500.

Tableau I.7 Indice de Développement Humain

	RDC	Afrique sub-saharienne	Pays à IDH faible	Pays à IDH moyen	Pays à IDH élevé	Pays à IDH très élevé
Indice de développement humain	0,433	0,518	0,505	0,630	0,744	0,896
Espérance de vie	58,7	58,5	60,6	68,6	75,1	80,5
Durée attendue de scolarisation	9,8	9,6	9,0	11,8	13,6	16,4
Durée moyenne de scolarisation	6,0	5,2	4,5	6,2	8,2	11,8
Revenu national brut (RNB) par habitant ($PPA de 2011)	680	3363	3085	6353	13961	41584

Source : PNUD, Rapport Mondial 2015 sur le développement humain.

Le progrès réalisé par la RDC, fait suite notamment à l'amélioration de l'espérance de vie à la naissance, de la durée moyenne de scolarisation et du revenu national brut par habitant (RNB/hab).

III.I.1. *Espérance de vie à la naissance*

L'espérance de vie en RDC s'est améliorée de 8,7 ans, se situant à 58,7 ans contre un niveau moyen de 58,5 ans pour l'Afrique subsaharienne et 60,6 ans pour les pays à IDH faible.

III.I.2. Taux de scolarisation

Cette composante de l'IDH comprend deux principales variables à savoir : la durée attendue de scolarisation et la durée moyenne de scolarisation. La première s'est

établie à 9,8 années contre 9,6 en Afrique subsaharienne et 9,0 pour les pays à IDH faible, tandis que la seconde s'est située à 6,0 années contre une moyenne de 5,2 en Afrique subsaharienne et 4,5 pour les pays à IDH faible.

III.I.3. Revenu brut par habitant en PPA (RNB)

Le RNB per capita a atteint 680,0 USD en 2014, venant de 444,0 USD en 2013. Toutefois, il demeure faible en comparaison au RNB per capita de l'Afrique subsaharienne et des pays à IDH faible, lesquels se sont élevés respectivement à 3.363,0 USD et 3.085,0 USD.

III.2. DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le souci d'améliorer les conditions sociales de la population et des générations futures, la RDC a participé, en 2015, à plusieurs activités portant sur le développement durable au niveau tant national qu'international, dont la plus importante était la 21ème Conférence des Parties, COP21.

A travers sa participation à ces différentes activités, la RDC visait essentiellement à appuyer les initiatives communautaires liées aux services environnementaux, au développement durable et à la diversification des activités économiques.

S'agissant particulièrement des objectifs définis dans le cadre de la COP21, leur réalisation par la RDC, comme par tous les autres pays signataires de cet accord, est subordonnée à certaines exigences parmi lesquelles : (i) la réduction des émissions de Gaz à effet de serre (GES) ; (ii) l'élaboration d'un plan d'action en matière de changements climatiques en RD Congo (CCNUCC) et (iii) l'élaboration du document de la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) de la RDC.

Encadré 3. La COP21 et la contribution de la RDC

La COP est l'organe majeur de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CC-NUCC), adoptée en 1992 à l'issue du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, au Brésil. La COP21 avait pour objectif de bâtir une « alliance de Paris pour le climat », qui permette de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en-dessous de 2°C, d'ici 2100, avec des objectifs contraignants pour limiter l'impact de l'homme sur l'environnement et d'adapter les sociétés aux dérèglements existants.

Cet accord se décline en 4 volets :

- la négociation d'un accord universel, conformément au mandat de Durban, établissant des règles et des mécanismes capables de relever progressivement l'ambition pour respecter la limite des 2°C ;
- la présentation par tous les pays de leurs contributions nationales, avant la COP21, afin de créer un effet d'entraînement et de démontrer que tous les États avancent dans la même direction, en fonction des réalités nationales ;
- le soutien financier aux pays en développement afin de financer la transition vers des économies bas-carbone et résilientes, avant et après 2020 ; et
- le renforcement des engagements des acteurs des sociétés non-étatiques et des initiatives multi partenariales selon l'Agenda des solutions (Paris-Lima), afin d'associer tous les acteurs et d'entamer des actions concrètes sans attendre l'entrée en vigueur du futur accord en 2020.

Pour ce qui est de la RDC, il convient de relever qu'elle a présenté sa contribution nationale au Secrétariat de la Convention Climat, en date du 18 août 2015. Cette contribution porte sur des réductions des émissions de gaz à effet de serre estimées à 17 % entre 2020 et 2030 par rapport à la trajectoire du maintien du statu quo. Par l'adoption de cet objectif ambitieux de réduction de ses futures émissions, nonobstant les nombreux défis de développement, la RDC souhaite concourir à la création d'une dynamique positive, afin que l'accord de Paris permette véritablement de stabiliser le réchauffement climatique.

Il est prévu l'appui des projets permettant de planter environ 3,0 millions d'hectares de forêt au plus tard 2025 dans le cadre des programmes d'afforestation et de reforestation ; ce qui permettrait de séquestrer environ 3,0 millions de tonnes de CO_2.

Par ailleurs, en 2015, il a été procédé à la mise en œuvre de la bio-prospection en RDC par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable, avec l'appui financier du Projet Forêt et Conservation de la Nature (PFCN). Cette démarche a répondu à l'exigence de la loi relative à la conservation de la nature qui implique l'utilisation du matériel biologique et génétique aux fins d'application des connaissances scientifiques ou commerciales.

En outre, conformément au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques, il a été organisé un atelier de validation des rapports d'études sur les acteurs et les activités ainsi que les acquis et capacités en bio-prospection. Cette dernière est aussi susceptible de valoriser les ressources génétiques du pays au profit des communautés locales et autochtones qui les ont préservées depuis des millénaires.

© Image-BCC

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.8 Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut

(en pourcentage)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	**52,2**	**11,3**	**24,7**	**83,9**	**134,6**	**79,6**	**41,2**	**37,5**	**58,1**	**29,6**
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	22,9	9,6	9,3	19,7	10,3	10,2	9,2	9,2	8,8	11,3
Extraction	29,4	1,8	15,4	64,2	124,3	69,5	32,0	28,3	49,3	18,3
Secteur secondaire	**-13,9**	**20,4**	**6,4**	**-47,7**	**-5,1**	**11,4**	**16,6**	**19,9**	**12,2**	**17,4**
Industries manufacturières	-14,8	17,0	3,8	-49,4	-5,8	2,9	7,9	12,5	11,3	21,4
Bâtiment et travaux publics	-0,3	3,1	2,2	7,1	0,7	8,8	8,0	6,7	0,5	-3,6
Electricité, gaz, vapeur et eau	1,2	0,3	0,4	-5,3	0,1	-0,4	0,7	0,6	0,5	-0,4
Secteur tertiaire	**50,8**	**77,9**	**67,3**	**62,0**	**-30,3**	**6,3**	**37,5**	**37,7**	**28,0**	**50,5**
Commerce	24,2	27,2	25,0	51,5	-6,3	1,8	22,4	14,2	7,4	22,0
Transports et telecommunications	18,3	36,6	23,2	-13,7	-11,1	1,1	10,3	13,9	8,0	17,0
Autres services hors adm. publique	-24,5	12,4	12,3	14,0	-8,5	2,8	5,7	7,1	10,4	10,2
Services d'administration publique	33,2	5,8	10,5	14,6	-4,9	0,7	-0,7	2,0	3,1	2,1
SIFIM	-0,4	-4,0	-3,7	-4,4	0,4	-0,1	-0,2	0,5	-0,9	-0,8
PIB aux coûts des facteurs	**89,2**	**109,6**	**98,4**	**98,2**	**99,2**	**97,4**	**95,3**	**95,1**	**98,3**	**97,5**
Taxes sur les produits	10,8	-9,6	1,6	1,8	0,8	2,6	4,7	4,9	1,7	2,5
PIB aux prix constants du marché	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.9 Contribution de diff érents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut

(en points de croissance)

Branches d'activité	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
Secteur primaire	**2,8**	**0,7**	**1,5**	**2,4**	**9,6**	**5,5**	**2,9**	**3,2**	**5,5**	**2,0**
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1,2	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
Agriculture	1,2	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7
vivrière	1,2	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	1,6	0,1	1,0	1,8	8,8	4,8	2,3	2,4	4,7	1,3
Secteur secondaire	**-0,7**	**1,3**	**0,4**	**-1,4**	**-0,4**	**0,8**	**1,2**	**1,7**	**1,2**	**1,2**
Industries manufacturières	-0,8	1,1	0,2	-1,4	-0,4	0,2	0,6	1,1	1,1	1,5
Industries alimentaires,boissons et tabac	-0,7	0,8	0,1	-1,1	0,1	-0,2	0,8	1,2	1,2	1,2
Autres industries manufacturières	-0,1	0,2	0,1	-0,3	-0,5	0,4	-0,3	-0,1	-0,1	0,3
Bâtiments et travaux publics	-0,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,6	0,6	0,6	0,0	-0,3
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0
Secteur tertiaire	**2,7**	**4,9**	**4,2**	**1,8**	**-2,2**	**0,4**	**2,7**	**3,2**	**2,6**	**3,5**
Commerce	1,3	1,7	1,6	1,5	-0,4	0,1	1,6	1,2	0,7	1,5
Transports et télécommunications	1,0	2,3	1,4	-0,4	-0,8	0,1	0,7	1,2	0,8	1,2
Autres services hors adm. publique	-1,3	0,8	0,8	0,4	-0,6	0,2	0,4	0,6	1,0	0,7
Services d'administration publique	1,8	0,4	0,7	0,4	-0,3	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,1
SIFIM	-0,0	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,0	-0,0	0,0	-0,1	-0,1
PIB aux coûts des facteurs	**4,7**	**6,9**	**6,1**	**2,8**	**7,1**	**6,7**	**6,8**	**8,1**	**9,3**	**6,7**
Taxes sur les produits	0,6	-0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2
PIB aux prix constants du marché	**5,3**	**6,3**	**6,2**	**2,9**	**7,1**	**6,9**	**7,1**	**8,5**	**9,5**	**6,9**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.10 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel

(en pourcentage au PIB)

Composantes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Demande intérieure	**104,9**	**106,6**	**103,2**	**109,5**	**114,8**	**118,8**	**125,9**	**125,2**	**122,0**	**116,4**
Consommation publique	8,2	8,4	9,4	7,6	11,6	11,5	14,1	13,6	13,0	12,5
Consommation privée	83,4	84,2	79,7	79,2	79,1	69,4	75,3	78,2	77,0	76,8
Investissements bruts	**13,3**	**14,0**	**14,0**	**22,7**	**24,1**	**37,9**	**36,5**	**33,4**	**32,0**	**27,1**
Demande extérieur nette	**-4,9**	**-6,6**	**-3,2**	**-9,5**	**-14,8**	**-18,8**	**-25,9**	**-25,2**	**-22,0**	**-16,4**
Exportations de biens et services	19,7	23,5	23,2	16,2	21,0	24,5	25,5	26,0	28,8	28,1
Importations de biens et services	24,6	30,1	26,4	25,7	35,7	43,3	51,4	51,2	50,8	44,4
Produit Intérieur Brut	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.11 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche du produit

(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	**29,9**	**29,4**	**35,6**	**32,7**	**38,8**	**41,1**	**39,7**	**39,5**	**40,6**	**39,7**
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	21,2	21,6	22,6	23,7	21,4	20,9	20,4	19,3	18,6	18,8
Agriculture	20,4	20,8	21,8	22,8	20,5	20,0	19,6	18,5	17,7	18,1
Vivrière	20,1	20,5	21,4	22,4	20,2	19,8	19,3	18,3	17,4	17,8
Rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Sylviculture	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7
Elévage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie extractive	8,7	7,8	13,0	9,0	17,3	20,2	19,2	20,2	22,1	20,9
Secteur secondaire	**21,1**	**22,4**	**20,2**	**24,0**	**21,3**	**20,8**	**21,0**	**21,1**	**20,9**	**20,5**
Industries manufacturières	15,5	17,0	14,9	18,9	16,2	15,4	15,4	15,4	15,6	16,5
Agro industrielles	11,6	12,8	11,4	14,8	13,0	12,0	12,5	12,9	13,4	14,2
Autres industries manufacturières	3,9	4,2	3,5	4,1	3,2	3,4	2,9	2,5	2,1	2,3
Batiments et Travaux publics	1,2	1,2	1,3	1,1	4,0	4,4	4,7	4,8	4,5	3,2
Electricité, gaz et eau	4,3	4,2	4,0	4,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8
Secteur tertiaire	**44,0**	**42,7**	**37,7**	**37,4**	**34,5**	**32,3**	**32,4**	**31,7**	**31,0**	**32,3**
Commerce de gros et de détail	13,6	13,5	10,6	11,3	10,6	10,1	10,5	10,4	9,9	10,5
Transports et communications	13,9	13,3	12,8	11,9	10,7	9,9	10,0	9,9	9,7	10,1
Services marchands	11,1	10,3	7,7	7,8	7,6	7,1	7,0	6,7	6,9	7,2
Services non marchands	5,9	6,4	7,7	7,3	6,4	6,0	5,6	5,3	5,2	5,2
SIFIM	-0,5	-0,8	-1,0	-1,0	-0,9	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7
PIB au coût des facteurs	**94,9**	**94,6**	**93,6**	**94,1**	**94,6**	**94,2**	**93,1**	**92,3**	**92,5**	**92,5**
Droits et Taxes sur les produits	5,1	5,4	6,4	5,9	5,4	5,8	6,9	7,7	7,5	7,5
PIB aux prix du marché	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.12 Utilisation du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit

(en pourcentage du PIB à prix courants)

Composantes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Demande intérieure	**104,6**	**102,0**	**105,7**	**109,3**	**108,5**	**106,2**	**106,7**	**104,6**	**108,8**	**105,6**
Consommation	**89,9**	**88,3**	**94,9**	**94,8**	**79,7**	**81,3**	**92,4**	**82,7**	**84,7**	**85,8**
Secteur public	9,3	8,6	7,2	11,2	9,7	10,8	13,0	12,5	12,1	13,2
Secteur privé	80,6	79,6	87,7	83,5	70,1	70,5	79,5	70,2	72,6	72,6
Investissements bruts	**14,6**	**13,7**	**10,9**	**14,6**	**28,8**	**24,9**	**14,3**	**21,8**	**24,1**	**19,8**
FBCF	14,6	13,6	10,7	14,5	28,7	24,8	14,2	21,7	23,9	19,6
Secteur public	3,7	4,0	4,1	4,0	4,1	5,1	4,3	6,2	6,6	3,4
Secteur privé	10,9	9,6	6,7	10,5	24,6	19,7	10,0	15,5	17,3	16,3
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Exportation nette	**-4,6**	**-2,0**	**-5,7**	**-9,3**	**-8,5**	**-6,2**	**-6,7**	**-4,6**	**-8,8**	**-5,6**
Exportations de biens et services	**21,7**	**39,1**	**39,0**	**26,8**	**41,1**	**39,5**	**30,8**	**36,4**	**35,2**	**27,6**
Exportations des biens	18,7	36,7	34,8	23,3	39,3	36,7	29,8	35,5	34,3	27,1
Produits miniers	14,7	31,7	29,7	20,1	35,6	32,3	26,2	31,8	30,6	25,5
Autres produits	4,0	5,0	5,2	3,2	3,7	4,3	3,6	3,7	3,7	1,6
Exportations des services	3,0	2,3	4,2	3,5	1,8	2,9	1,0	0,9	0,9	0,5
Importations de biens et services	**-26,3**	**-41,1**	**-44,7**	**-36,1**	**-49,6**	**-45,7**	**-37,5**	**-41,0**	**-44,0**	**-33,2**
Importations des biens	-20,0	-31,4	-34,1	-26,4	-37,3	-34,5	-29,6	-33,1	-35,4	-27,9
Consommations	-6,9	-7,8	-7,4	-7,0	-6,2	-7,8	-6,4	-7,5	-10,5	-7,4
Equipements	-8,3	-18,8	-19,6	-14,8	-26,5	-21,3	-10,6	-18,0	-20,8	-18,0
Intermédiaires	-4,7	-4,8	-7,1	-4,7	-4,6	-5,3	-12,6	-7,6	-4,2	-2,5
Importations des services	-6,3	-9,7	-10,6	-9,7	-12,3	-11,2	-8,0	-7,9	-8,6	-5,3
Produit Intérieur Brut	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.13 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1980	7 496 281,8	15 822,3	132,2	0,3	0,0	0,0	19,0	0,0	46,3
1981	7 676 192,5	16 202,0	135,4	2,4	0,0	0,0	100,0	0,0	95,3
1982	7 637 811,6	16 121,0	134,7	-0,5	0,0	0,0	50,0	0,0	50,8
1983	7 745 504,7	16 348,3	136,6	1,4	0,0	0,0	66,7	0,0	64,3
1984	8 175 380,2	17 255,6	144,2	5,6	0,0	0,0	-82,0	0,0	-82,9
1985	8 216 257,1	17 341,9	144,9	0,5	0,0	0,0	1 233,3	0,0	1 226,7
1986	8 604 064,5	18 160,4	151,7	4,7	0,0	0,0	33,3	0,0	27,3
1987	8 836 374,2	18 650,8	155,8	2,7	0,0	0,0	81,3	0,0	76,5
1988	8 889 392,5	18 762,7	156,8	0,6	0,0	0,0	89,7	0,0	88,5
1989	8 764 941,0	18 500,0	154,6	-1,4	0,0	0,0	109,1	0,0	112,1
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0	0,0	94,8	0,0	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0	0,0	1 975,4	0,0	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0	0,0	3 697,5	0,0	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4	0,0	1 425,0	0,0	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,4	0,0	25 654,7	0,0	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,6	0,0	471,7	0,0	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,7	0,1	630,6	0,1	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8	0,2	169,4	0,2	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2	0,3	28,0	0,3	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5	1,5	418,8	1,7	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,8	8,7	473,2	10,7	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2	41,3	373,8	52,0	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,3	56,4	36,6	68,6	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,7	67,4	19,6	77,5	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6	76,3	13,2	82,3	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0	100,0	31,0	100,0	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5	119,4	19,4	113,3	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5	152,5	27,8	136,3	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5	195,2	28,0	164,2	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9	266,3	36,4	217,8	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9	344,6	29,4	263,1	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,6	419,0	21,6	299,4	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,9	475,4	13,4	317,2	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,4	530,0	11,5	325,9	2,8
2014 (p)	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,5	586,0	10,6	329,2	1,0
2015 (p)	10 790 880,0	22 776,1	190,3	6,9	35 111 230,0	619,2	5,7	325,4	-1,2

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.14 Produit national brut et revenu national

(en millions de CDF courants)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014(p)	2015(e)
Produit intérieur brut	**6 767 519,5**	**8 648 878,5**	**11 067 568,5**	**15 101 187,9**	**19 536 676,9**	**23 759 424,6**	**26 954 556,9**	**30 051 179,4**	**33 223 988,5**	**35 111 230,0**
Revenu des facteurs du reste du Monde	8 259,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	4 952,0
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	222 109,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	751 967,3
Revenu national brut (1)	**6 553 669,8**	**8 307 113,8**	**10 552 426,4**	**14 473 008,4**	**18 588 939,6**	**22 749 970,8**	**25 991 490,6**	**27 402 677,5**	**32 666 029,9**	**34 364 214,7**
Consommation de capital fixe (-)	203 025,6	259 466,4	332 027,1	453 035,6	586 100,3	712 782,7	808 636,7	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8
Revenu national net	**6 350 644,3**	**8 047 647,4**	**10 220 399,4**	**14 019 972,7**	**18 002 839,3**	**22 037 188,1**	**25 182 853,9**	**26 501 142,1**	**31 669 301,5**	**33 288 719,9**
Transferts courants du reste du Monde	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	1 747 323,8
Transferts courants au reste du Monde (-)	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	447 807,4
Revenu National disponible	**6 688 275,2**	**8 492 945,6**	**10 779 203,4**	**15 149 855,9**	**18 766 226,9**	**23 334 426,7**	**26 805 371,7**	**27 665 177,3**	**33 550 229,6**	**34 588 236,4**
Consommation finale (-)	6 085 131,7	7 636 089,9	10 498 650,1	14 309 261,7	15 579 318,5	19 310 426,0	24 910 717,4	24 861 881,4	28 149 272,6	30 138 218,9
Epargne nette	**603 143,5**	**856 855,6**	**280 553,2**	**840 594,2**	**3 186 908,4**	**4 024 000,7**	**1 894 654,3**	**2 803 295,9**	**5 400 957,0**	**4 450 017,5**

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.15 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut

(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	**2 022 992,5**	**2 544 791,0**	**3 942 476,5**	**4 931 751,2**	**7 575 356,4**	**9 760 200,4**	**10 696 781,2**	**11 861 980,1**	**13 493 927,4**	**13 933 701,3**
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	1 435 395,0	1 868 348,5	2 503 337,9	3 575 155,9	4 186 415,1	4 969 776,9	5 509 797,3	5 804 886,4	6 167 208,6	6 589 293,0
Agriculture	1 380 855,0	1 797 357,7	2 408 219,7	3 439 312,3	4 010 066,3	4 760 973,2	5 283 886,5	5 572 388,4	5 873 449,0	6 343 349,4
Vivrière	1 361 109,6	1 771 656,6	2 373 783,6	3 390 132,3	3 952 786,7	4 693 058,9	5 208 943,7	5 494 122,5	5 785 871,2	6 257 144,9
Rente	19 745,4	25 701,1	34 436,1	49 180,1	57 279,6	67 914,3	74 942,8	78 265,8	87 577,7	86 204,6
Sylviculture	52 030,6	67 724,5	90 741,8	129 593,3	169 112,6	200 295,2	216 462,1	222 678,1	283 418,2	234 723,5
Elévage, pêche et chasse	2 509,4	3 266,3	4 376,4	6 250,2	7 236,2	8 508,5	9 448,7	9 819,9	10 341,4	11 220,0
Industrie extractive	587 597,5	676 442,6	1 439 138,6	1 356 595,3	3 388 941,3	4 790 423,5	5 186 983,9	6 057 093,6	7 326 718,8	7 344 408,3
Secteur secondaire	**1 424 693,0**	**1 936 121,7**	**2 237 890,1**	**3 629 200,1**	**4 169 632,9**	**4 937 335,4**	**5 663 507,3**	**6 349 940,3**	**6 952 900,9**	**7 194 241,8**
Industries manufacturières	1 047 111,0	1 470 830,9	1 650 952,7	2 850 452,2	3 169 171,1	3 649 184,5	4 140 583,5	4 623 444,0	5 167 796,5	5 803 783,0
Agro industrielles	785 787,1	1 106 917,2	1 263 992,6	2 232 737,8	2 541 111,5	2 843 741,9	3 364 043,8	3 883 780,6	4 459 077,8	4 986 756,1
Autres industries manufacturières	261 323,9	363 913,7	386 960,1	617 714,4	628 059,6	805 442,6	776 539,7	739 663,4	708 718,8	817 026,9
Batiments et Travaux publics	84 129,0	104 647,6	143 709,8	165 381,2	788 880,5	1 055 675,0	1 264 563,2	1 448 504,5	1 485 564,5	1 110 050,1
Electricité, gaz et eau	293 453,0	360 643,2	443 227,6	613 366,7	211 581,3	232 475,9	258 360,6	277 991,7	299 539,9	280 408,8
Secteur tertiaire	**2 978 059,0**	**3 697 136,8**	**4 177 278,9**	**5 646 184,1**	**6 740 687,6**	**7 673 851,3**	**8 730 280,5**	**9 513 006,7**	**10 296 062,1**	**11 334 818,8**
Commerce de gros et de détail	920 832,0	1 167 412,0	1 168 894,0	1 708 909,5	2 080 030,0	2 391 107,6	2 842 133,3	3 110 794,7	3 304 903,4	3 696 452,4
Transports et communications	943 633,0	1 152 617,0	1 416 717,0	1 795 066,9	2 092 046,8	2 360 802,2	2 701 538,0	2 985 169,9	3 208 974,4	3 561 565,5
Services marchands	747 984,0	892 887,6	852 624,4	1 183 699,6	1 487 205,1	1 697 812,7	1 889 868,8	2 027 802,5	2 279 221,3	2 515 266,6
Services non marchands	400 136,0	554 584,6	847 869,2	1 104 123,0	1 252 290,6	1 418 022,8	1 510 537,8	1 592 494,0	1 739 391,0	1 819 633,6
SIFIM	-34 526,0	-70 364,5	-108 825,7	-145 615,0	-170 885,0	-193 894,0	-213 797,5	-203 254,4	-236 428,1	-258 099,3
PIB au coût des facteurs	**6 425 744,5**	**8 178 049,5**	**10 357 645,5**	**14 207 135,5**	**18 485 676,9**	**22 371 387,1**	**25 090 569,1**	**27 724 927,0**	**30 742 890,4**	**32 462 761,9**
Droits et Taxes sur les produits	341 775,0	470 829,0	709 923,0	894 052,4	1 051 000,0	1 388 037,5	1 863 987,9	2 326 252,4	2 481 098,1	2 648 468,1
PIB aux prix du marché	**6 767 519,5**	**8 648 878,5**	**11 067 568,5**	**15 101 187,9**	**19 536 676,9**	**23 759 424,6**	**26 954 556,9**	**30 051 179,4**	**33 223 988,5**	**35 111 230,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.16 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut

(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Secteur primaire	**1 976 873,0**	**2 019 161,6**	**2 116 704,1**	**2 278 161,9**	**2 941 574,3**	**3 348 156,4**	**3 579 904,8**	**3 850 312,1**	**4 357 309,9**	**4 564 150,9**
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	1 292 547,0	1 328 266,0	1 365 092,4	1 403 061,5	1 453 774,1	1 505 702,3	1 557 695,7	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3
Agriculture	1 243 434,7	1 277 796,5	1 313 223,6	1 349 750,1	1 398 958,8	1 448 545,8	1 498 331,1	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5
vivrière	1 225 654,3	1 259 524,8	1 294 445,4	1 330 449,5	1 378 976,1	1 427 882,6	1 477 079,9	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5
rente	17 780,4	18 271,7	18 778,3	19 300,6	19 982,7	20 663,2	21 251,2	21 952,5	24 230,0	25 557,0
sylviculture	46 852,6	48 147,4	49 482,3	50 858,6	52 290,9	54 567,8	56 685,3	58 097,9	72 938,7	77 816,8
elevage, peche et chasse	2 259,7	2 322,1	2 386,5	2 452,9	2 524,4	2 588,7	2 679,3	2 754,4	2 861,1	3 076,0
Extraction	684 326,0	690 895,6	751 611,7	875 100,4	1 487 800,2	1 842 454,1	2 022 209,1	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6
Secteur secondaire	**1 165 139,0**	**1 241 275,6**	**1 266 612,0**	**1 174 805,2**	**1 149 784,1**	**1 208 122,4**	**1 301 608,0**	**1 444 709,1**	**1 551 625,9**	**1 672 750,0**
Industries manufacturières	885 540,0	948 900,0	963 912,1	868 749,8	839 948,2	854 944,6	899 584,8	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7
Industries alimentaires,boissons et tabac	672 504,2	721 418,0	730 194,2	655 482,4	663 160,5	647 244,3	713 604,4	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0
Autres industries manufacturières	213 035,9	227 482,0	233 718,0	213 267,4	176 787,7	207 700,3	185 980,4	175 118,1	165 507,9	193 134,7
Bâtiment et travaux publics	215 105,0	226 720,7	235 336,1	248 985,5	252 309,7	297 487,1	342 531,9	390 908,0	395 452,1	370 176,5
Electricité, gaz, vapeur et eau	64 494,0	65 654,9	67 363,8	57 069,8	57 526,3	55 690,7	59 491,3	63 775,4	67 783,4	64 721,8
Secteur tertiaire	**2 594 062,0**	**2 885 405,2**	**3 151 423,1**	**3 270 803,8**	**3 121 282,8**	**3 153 358,8**	**3 364 379,5**	**3 636 116,2**	**3 880 315,4**	**4 232 857,0**
Commerce	844 686,0	946 250,6	1 045 164,5	1 144 281,3	1 113 365,8	1 122 474,3	1 248 576,3	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6
Transports et telecommunications	839 081,0	975 925,0	1 067 771,2	1 041 400,5	986 705,4	992 482,1	1 050 624,7	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5
Autres services hors adm. publique	657 962,0	704 146,1	752 572,1	779 511,9	737 823,6	751 967,6	784 186,6	835 326,1	926 120,3	997 374,1
Services d'administration publique	273 881,0	295 542,9	337 130,4	365 314,5	341 062,4	344 872,0	340 760,1	355 261,1	382 750,0	397 088,9
SIFIM	-21 548,0	-36 459,2	-51 215,1	-59 704,4	-57 674,5	-58 437,3	-59 768,3	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1
PIB au coût des facteurs	**5 736 074,0**	**6 145 842,4**	**6 534 739,3**	**6 723 770,9**	**7 212 641,2**	**7 709 637,6**	**8 245 892,3**	**8 931 137,3**	**9 789 251,2**	**10 469 757,9**
Taxes sur les produits	235 694,0	199 727,1	205 898,7	209 316,6	213 248,5	226 757,5	252 947,2	288 570,0	303 589,0	321 122,1
PIB aux prix constants du marché	**5 971 768,0**	**6 345 569,5**	**6 740 637,9**	**6 933 087,5**	**7 425 889,7**	**7 936 395,2**	**8 498 839,5**	**9 219 707,4**	**10 092 840,2**	**10 790 880,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.17 Utilisation du Produit Intérieur Brut

(en millions de CDF courants)

Composantes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Demande intérieure	**7 076 325,7**	**8 821 702,8**	**11 700 267,4**	**16 508 513,5**	**21 202 237,6**	**25 224 647,1**	**28 772 828,7**	**31 425 787,2**	**36 140 766,4**	**37 094 954,5**
Consommation	**6 085 131,7**	**7 636 089,9**	**10 498 650,1**	**14 309 261,7**	**15 579 318,5**	**19 310 426,0**	**24 910 717,4**	**24 861 881,4**	**28 149 272,6**	**30 138 218,9**
Secteur public	632 295,0	747 533,7	792 650,9	1 692 459,2	1 891 004,6	2 559 922,2	3 491 075,7	3 770 361,8	4 021 220,8	4 651 850,3
Secteur privé	5 452 836,7	6 888 556,2	9 705 999,2	12 616 802,6	13 688 313,9	16 750 503,8	21 419 641,7	21 091 519,6	24 128 051,8	25 486 368,6
Investissements bruts	**991 194,0**	**1 185 612,8**	**1 201 617,3**	**2 199 251,7**	**5 622 919,2**	**5 914 221,1**	**3 862 111,3**	**6 563 905,9**	**7 991 493,8**	**6 956 735,7**
FBCF	987 034,0	1 177 323,1	1 189 343,8	2 188 625,1	5 611 307,0	5 895 984,8	3 840 476,3	6 532 886,9	7 952 799,3	6 890 065,2
Secteur public	249 305,0	347 884,2	451 952,4	607 148,5	808 206,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 203 342,4	1 183 533,9
Secteur privé	737 729,0	829 438,9	737 391,5	1 581 476,6	4 803 100,9	4 681 438,7	2 683 931,3	4 657 293,8	5 749 456,9	5 706 531,2
Variation des stocks	4 160,0	8 289,8	12 273,5	10 626,6	11 612,1	18 236,4	21 635,0	31 019,0	38 694,5	66 670,5
Exportation nette	**-308 806,2**	**-172 824,3**	**-632 698,9**	**-1 407 325,6**	**-1 665 560,7**	**-1 465 222,5**	**-1 818 271,8**	**-1 374 607,8**	**-2 916 778,0**	**-1 983 724,5**
Exportations de biens et services	**1 468 558,4**	**3 379 282,4**	**4 319 428,4**	**4 049 200,5**	**8 031 753,4**	**9 388 683,1**	**8 302 814,6**	**10 952 411,2**	**11 691 156,8**	**9 684 064,1**
Exportations des biens	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7
Produits miniers	996 828,1	2 744 881,1	3 283 461,1	3 040 754,5	6 956 320,9	7 679 153,0	7 057 018,8	9 559 650,4	10 173 720,5	8 964 484,1
Autres produits	269 105,9	431 618,4	571 317,3	484 274,2	723 391,7	1 029 695,8	981 302,7	1 120 456,6	1 226 177,5	559 061,5
Exportations des services	202 624,4	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4
Importations de biens et services	**-1 777 364,6**	**-3 552 106,6**	**-4 952 127,4**	**-5 456 526,1**	**-9 697 314,1**	**-10 853 905,7**	**-10 121 086,4**	**-12 327 019,0**	**-14 607 934,7**	**-11 667 788,6**
Importations des biens	-1 353 384,7	-2 716 286,4	-3 773 998,6	-3 991 167,0	-7 285 305,1	-8 197 364,0	-7 977 523,0	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3
Consommations	-468 503,2	-675 557,8	-813 960,4	-1 051 514,6	-1 216 052,2	-1 860 959,0	-1 720 603,9	-2 255 855,8	-3 477 772,8	-2 603 773,5
Equipements	-564 687,5	-1 621 939,0	-2 173 919,8	-2 228 067,0	-5 172 098,8	-5 069 681,2	-2 850 460,7	-5 405 102,2	-6 897 624,7	-6 319 750,4
Intermédiaires	-320 194,0	-418 789,6	-786 118,4	-711 585,4	-897 154,1	-1 266 723,8	-3 406 458,4	-2 279 249,3	-1 380 802,5	-868 405,5
Importations des services	-423 979,9	-835 820,2	-1 178 128,8	-1 465 359,1	-2 412 008,9	-2 656 541,6	-2 143 563,4	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-1 875 859,3
Produit Intérieur Brut	**6 767 519,5**	**8 648 878,5**	**11 067 568,5**	**15 101 187,9**	**19 536 676,9**	**23 759 424,6**	**26 954 556,9**	**30 051 179,4**	**33 223 988,5**	**35 111 230,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.18 Utilisation du Produit Intérieur Brut

(en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Demande intérieure	**6 262 370,0**	**6 762 849,3**	**6 955 810,2**	**7 590 643,8**	**8 521 999,6**	**9 427 319,9**	**10 697 773,5**	**11 540 518,0**	**12 309 640,5**	**12 556 771,9**
Consommation	**5 469 984,0**	**5 873 315,0**	**6 009 511,7**	**6 020 095,3**	**6 733 763,5**	**6 421 701,6**	**7 598 263,7**	**8 463 528,9**	**9 084 945,8**	**9 635 744,4**
Secteur public	491 915,0	530 056,6	635 986,6	526 395,3	861 087,2	910 846,9	1 197 005,1	1 251 500,1	1 312 213,2	1 346 220,6
Secteur privé	4 978 069,0	5 343 258,4	5 373 525,0	5 493 700,0	5 872 676,3	5 510 854,7	6 401 258,7	7 212 028,9	7 772 732,6	8 289 523,7
Investissements bruts	**792 386,0**	**889 534,2**	**946 298,5**	**1 570 548,5**	**1 788 236,1**	**3 005 618,3**	**3 099 509,8**	**3 076 989,1**	**3 224 694,7**	**2 921 027,5**
FBCF	788 588,0	885 584,3	942 261,7	1 566 346,1	1 782 456,1	2 996 606,1	3 084 279,2	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 875,7
Secteur public	197 624,0	221 931,8	236 135,4	432 150,2	364 502,1	659 253,3	678 541,4	705 181,0	806 173,7	457 178,8
Secteur privé	590 964,0	663 652,6	706 126,3	1 134 196,0	1 417 954,0	2 337 352,8	2 405 737,8	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 696,9
Variation des stocks	3 798,0	3 949,9	4 036,8	4 202,3	5 779,9	9 012,1	15 230,6	16 265,1	0,0	151,8
Demande extérieur nette	**-290 602,0**	**-417 279,8**	**-215 172,3**	**-657 556,3**	**-1 096 109,9**	**-1 490 924,7**	**-2 198 934,1**	**-2 320 810,7**	**-2 216 800,3**	**-1 765 891,9**
Exportations de biens et services	**1 179 092,0**	**1 494 263,3**	**1 564 269,5**	**1 121 885,5**	**1 556 637,5**	**1 946 072,8**	**2 168 294,6**	**2 396 542,6**	**2 909 088,4**	**3 028 346,3**
Exportations des biens	1 011 549,6	1 281 936,8	1 341 995,5	958 433,6	1 482 382,0	1 830 612,0	2 050 685,2	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 256,5
Produits miniers	777 586,8	872 368,5	945 322,7	675 135,7	1 190 555,6	1 526 996,2	1 736 160,4	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 940,6
Autres produits	233 962,8	409 568,3	396 672,9	283 298,0	291 826,5	303 615,8	314 524,8	323 064,8	389 536,8	394 315,9
Exportations des services	167 542,4	212 326,5	222 274,0	163 451,8	74 255,5	115 460,8	117 609,4	92 254,5	75 759,4	59 089,8
Importations de biens et services	**1 469 694,0**	**1 911 543,1**	**1 779 441,8**	**1 779 441,8**	**2 652 747,4**	**3 436 997,5**	**4 367 228,6**	**4 717 353,3**	**5 125 888,7**	**4 794 238,2**
Importations des biens	1 293 427,3	1 725 406,6	1 607 108,6	1 607 108,6	2 389 690,8	3 150 584,8	3 742 434,2	3 894 596,0	4 112 610,5	4 028 177,5
Consommations	687 123,8	639 170,7	609 094,2	609 094,2	592 639,3	597 486,4	664 609,8	719 096,4	753 567,7	814 927,8
Equipements	539 670,6	1 030 268,2	925 694,6	925 694,6	1 586 388,3	1 800 000,0	1 815 602,0	1 805 988,2	1 859 427,8	1 685 815,3
Intermédiaires	66 632,9	55 967,7	72 319,9	72 319,9	210 663,2	753 098,3	1 262 222,5	1 369 511,4	1 499 614,9	1 527 434,4
Importations des services	176 266,7	186 136,5	172 333,2	172 333,2	263 056,6	286 412,7	624 794,4	822 757,3	1 013 278,2	766 060,7
Produit Intérieur Brut	**5 971 768,0**	**6 345 569,5**	**6 740 637,9**	**6 933 087,5**	**7 425 889,7**	**7 936 395,2**	**8 498 839,5**	**9 219 707,4**	**10 092 840,2**	**10 790 880,0**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.19 Formation brute de capital fixe

(en millions de CDF courants)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
Par agent:										
Secteur privé dont :										
Ménage	737 729,0	829 438,9	737 391,5	1 581 476,6	4 803 100,9	4 681 438,7	2 683 931,3	4 657 293,8	5 749 456,9	5 706 531,2
Administrations publiques	249 305,0	347 884,2	451 952,4	607 148,5	808 206,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 203 342,4	1 183 533,9
Total	**987 034,0**	**1 177 323,1**	**1 189 343,8**	**2 188 625,1**	**5 611 307,0**	**5 895 984,8**	**3 840 476,3**	**6 532 886,9**	**7 952 799,3**	**6 890 065,2**
Par type de biens d'investissement dont :										
Matériels d'équipement	101 664,5	121 476,7	122 717,0	225 823,3	578 977,1	2 617 817,2	1 705 171,5	2 888 206,0	3 515 953,0	3 049 403,9
Bâtiments et travaux publics	685 001,6	818 493,3	826 850,3	1 521 566,2	3 901 068,0	2 098 970,6	1 367 209,6	2 345 129,5	2 854 839,7	2 468 194,5
Projets administratifs	198 097,7	234 640,5	237 036,2	436 193,0	1 118 333,4	1 165 720,5	759 317,1	1 282 846,9	1 561 671,6	1 355 319,2
Cheptels	2 270,2	2 712,6	2 740,3	5 042,6	12 928,6	13 476,4	8 778,1	16 704,4	20 335,1	17 147,6
Total	**987 034,0**	**1 177 323,1**	**1 189 343,8**	**2 188 625,1**	**5 611 307,0**	**5 895 984,8**	**3 840 476,3**	**6 532 886,9**	**7 952 799,3**	**6 890 065,2**

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.20 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages

(base 2012 = 100)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
I. VOLUME DE PRODUCTION (1)										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	93,1	95,7	90,4	94,5	97,9	96,9	100,0	102,3	109,2	114,8
2. Production agricole	94,3	93,1	93,6	96,1	98,8	96,9	100,0	101,8	108,2	113,0
3. Production agricole vivrière	81,8	88,4	84,0	89,5	93,7	96,8	100,0	104,8	112,8	122,2
4. Production agricole de rente	100,4	95,4	98,2	99,3	101,3	96,9	100,0	100,3	105,9	109,2
5. Sylviculture	88,4	106,1	77,8	88,3	94,3	97,1	100,0	104,8	113,2	122,1
6. Elevage, pêche et chasse	88,4	105,3	78,2	88,4	94,4	97,2	100,0	104,1	112,7	121,9
7. Extraction	31,2	40,2	59,3	63,2	93,9	95,6	100,0	115,3	123,9	133,6
8. Extraction des métaux non férreux	17,4	26,3	52,1	57,4	95,6	96,9	100,0	120,5	128,9	134,2
9. Autres produits d'extraction	73,6	83,0	81,6	80,9	88,6	91,7	100,0	99,4	108,6	131,7
10. Production de pétrole brut	105,4	103,2	97,9	109,8	101,0	100,1	100,0	97,7	97,9	96,5
11. Production manufacturière	189,5	157,5	138,1	122,2	122,4	96,8	100,0	97,0	87,5	89,4
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	74,4	77,5	85,7	84,9	88,2	91,5	100,0	93,5	73,8	75,1
13. Production d'autres industries manufacturières	279,5	211,2	161,3	130,4	109,2	101,1	100,0	100,5	101,3	103,8
14. Production de ciment	128,1	128,3	99,5	111,4	118,5	110,5	100,0	108,1	79,7	96,5
15. Production d'eau	86,5	89,2	90,2	100,5	104,2	102,0	100,0	105,2	109,7	114,3
16. Production d'électricité	101,1	100,0	99,3	101,6	98,8	92,9	100,0	110,6	119,7	118,3
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	84,7	83,4	87,4	91,7	93,8	99,0	100,0	97,2	103,4	103,5
2. Consommation intérieure d'électricité	85,3	68,7	77,9	91,4	99,3	101,5	100,0	111,2	115,5	108,8
3. Consommation intérieure de ciment	119,6	123,8	97,1	100,2	110,9	108,5	100,0	98,1	75,5	88,6
4. Consommation des produits pétroliers	60,8	66,6	74,8	75,3	80,2	101,9	100,0	111,2	125,3	121,3
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports	70,3	75,1	81,1	84,5	83,7	102,7	100,0	99,1	105,5	105,7
2. Trafic des marchandises et des personnes	36,7	44,0	52,9	64,3	75,6	86,5	100,0	101,0	109,1	114,2
IV. PRIX										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	38,4	41,0	55,2	68,3	78,6	96,9	100,0	101,4	102,7	95,4
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C.,(1)(2)	46,5	51,1	65,2	100,0	82,0	94,6	100,0	101,8	103,3	105,4
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)(4)	46,1	40,2	50,5	65,1	78,1	89,7	100,0	112,0	65,1	66,5
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)(4)	50,8	34,8	45,0	59,9	76,1	91,8	100,0	115,4	59,9	60,1
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ. (1)	36,7	48,4	72,2	100,0	115,9	-	-	-	-	-
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	67,1	66,6	66,1	65,3	90,8	109,2	100,0	92,9	86,7	52,1
V. Indice de volume du P.I.B. (4)	70,3	74,7	79,3	81,6	87,4	93,4	100,0	108,5	118,8	127,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Base 2012=100.
(2) A partir de 2010, base 2012=100.
(3) A partir de 2014, base 2014 =100.
(4) Il s'agit de l'indice moyen annuel.
(5) Calculé sur base du PIB constant aux prix de 2005.

Tableau I.21 Importations et estimation de la production commercialisée de principaux produits alimentaires

(en milliers de tonnes)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (e)	2015 (e)
Production commercialisée:										
Manioc en cossettes	14 989	15 004	15 019	15 034	15 049	15 065	15 080	15 083	15 087	15 091
Tubercules (1)	489	417	422	427	427	429	442	443	445	446
Bananes plantains	488	489	490	490	432	407	493	494	495	497
Mais	1 155	1 156	1 156	1 156	1 156	1 157	1 157	1 160	1 163	1 166
Riz	456	516	317	317	317	318	318	319	320	320
Pois et haricots	201	208	216	223	231	239	249	249	250	255
Poissons frais	69	71	73	76	78	79	81	81	82	82
Viande	65	73	75	77	80	82	89	90	90	90
Légumes (2)	87	88	90	93	96	99	102	102	105	105
Fruits (3)	405	420	433	446	1 221	2 316	2 105	2 110	2 115	2 121
Importations:										
Mais	2,8	3	3	3,2	3,3	3,4	3,8	3,8	3,8	3,8
Riz	180	186	202	209	215	222	228	229	230	230
Poissons salés et fumés	5,4	6	6	6	6	7	7	7	7	8
Viande et abats	9	10	11	11	11	12	12	12	13	14
Blé	203	219	238	245	253	261	269	269	270	271

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA.

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames.
(2) Feuilles de manioc, piments et poivre.
(3) Tomates, bananes douces et autres fruits.

Tableau I.22 Cultures vivrières, élevage, sylviculture, pêche et chasse

(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (e)	2015 (e)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maîs grains	1 401	1 488	1 580	1 678	1 782	1 893	1 938	1 986	2 035	2 086
Riz paddy	553	627	709	803	755	709	645	811	1 020	1 282
Millet & sorgho	43	43	44	44	45	45	46	46	46	46
Blé & orge	30	22	25	30	31	32	33	30	35	41
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	27 997	28 780	29 585	30 413	31 264	32 139	33 033	33 938	34 868	35 823
Patate douce	384	394	405	417	428	440	453	465	478	491
Taro	65	65	66	66	66	66	66	68	68	68
Pomme de terre	92	93	94	94	95	96	98	99	100	100
Oignons, ails...	148	178	130	148	158	163	168	175	190	205
Igname	83	85	87	89	91	93	95	98	100	103
Légumes et légumineuses										
Haricots	200	207	214	222	230	238	247	248	249	250
Vandzou	9	9	9	9	10	10	10	10	11	11
Feuille de manioc	845	1 014	744	845	927	955	983	1 002	1 053	1 108
Tomates	133	160	117	133	141	145	150	158	169	181
Piments et poivre	92	110	81	92	100	103	106	109	120	132
Autres légumes	270	323	237	270	293	302	311	319	352	387
Oléagineux										
Arachides	360	367	375	382	390	397	405	413	422	430
Soja	15	16	17	18	19	20	20	20	21	21
Noix de palme (palmier à huile)	3 156	3 787	2 777	3 156	3 487	3 592	3 699	3 739	4 184	4 683
Autres oléagineux	101	121	89	101	115	118	122	136	142	148
Fruits										
Bananes plantains	608	791	1 028	1 336	1 737	2 258	2 935	3 815	4 960	6 448
Bananes douces	668	687	706	726	746	767	789	810	832	855
Autres fruits	692	698	703	709	715	722	728	734	741	747
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	630	667	707	750	795	842	893	947	1 003	1 064
Ovins (en milliers de têtes)	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909
Caprins (en milliers de têtes)	4 028	4 034	4 040	4 046	4 052	4 058	4 064	4 070	4 074	4 079
Porcins (en milliers de têtes)	962	966	970	974	977	981	985	988	993	997
Volailles (en milliers de têtes)	19 828	19 888	19 948	20 007	20 067	20 128	20 188	20 249	20 309	20 370
Oeufs (en millions d'oeufs)	953	956	958	961	964	967	967	968	968	969
Lait (en millions de litres)	62	74	54	62	68	70	72	73	82	91
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage	66 659	79 991	58 660	66 659	70 991	73 121	75 314	78 980	85 189	91 887
Charbon de bois	2 565	3 078	2 257	2 565	2 778	2 861	2 947	3 039	3 334	3 656
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	385	462	339	385	405	417	430	456	486	518
Gibier	267	320	235	267	290	299	308	316	348	383

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.23 Production agro-industrielle

(en tonnes)

PRODUITS	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	31 960	31 930	31 900	31 870	31 840	26 271	26 243	25 535	30 115	30 213
exportations	3 666	7 477	7 453	4 506	3 836	5 111	3 161	3 490	4 115	3 499
Café arabica	5 916	5 109	5 104	5 099	6 447	5 356	5 744	5 742	7 028	7 326
exportations	4 489	4 501	4 693	4 564	5 771	4 794	5 141	5 140	6 291	6 193
Cacao	5 590	5 550	5 510	5 470	5 431	5 403	5 353	5 314	4 122	4 297
exportations	1 352	1 305	1 315	1 317	1 304	1 298	1 845	1 639	1 396	1 401
Thé	1 378	1 980	2 220	2 490	2 479	2 615	3 508	3 933	4 331	4 350
Tabac	4 184	4 058	3 937	3 819	3 704	3 593	3 485	3 381	3 279	3 381
BOIS										
Grumes (m^3)	380 238	401 065	264 568	238 111	451 167	406 700	412 831	414 604	520 513	528 359
exportations	150 505	213 308	140 711	107 415	203 528	183 468	186 234	187 034	234 811	235 820
OLEAGINEUX (1)	20 931	24 467	16 478	25 659	7 825	10 485	8 487	11 278	15 497	16 668
Huile de palme	13 024	16 110	7 926	5 908	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113	14 695
Huile de palmistes	212	403	393	403	399	456	1 362	1 087	1 438	1 484
exportations	128	369	361	370	366	418	1 249	996	1 319	1 361
Tourteaux de palmistes	7 694	7 954	8 348	8 566	8 887	9 170	9 488	9 803	10 136	10 477
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	6 034	5 663	4 917	4 543	4 171	3 841	3 532	3 250	2 990	2 531
Huile de coton	81	76	67	62	57	53	49	46	42	39
Tourteaux de coton	452	425	370	343	315	291	268	247	228	210
Fibres Urena-Punga	2 228	1 706	580	45	45	6	4	1	0	0
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	4 352	4 198	3 674	3 471	3 209	3 000	2 790	2 595	2 413	2 293
exportations	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	5 721	11 687	11 326	11 326	4 763	3 562	3 413	1 985	2 108	2 640
exportations	2 917	7 667	2 505	2 594	2 429	1 817	1 740	1 012	1 075	1 346
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 887 546	1 694 395	1 793 412	1 827 140	1 881 954	1 938 412	1 996 565	2 056 462	2 118 156	2 181 700

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.
(1) Production exportée.

Tableau I.24 Production minière et des hydrocarbures

Produits	Unité	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
Cuivre	**tonnes**	**37 845**	**26 311**	**16 359**	**19 019**	**28 462**	**97 360**	**185 147**	**336 554**	**310 481**	**497 537**	**499 198**	**619 942**	**922 016**	**1 030 129**	**1 039 007**
dont : - Gécamines	tonnes	21 186	18 172	9 369	7 691	16 055	22 440	23 031	23 475	13 274	20 015	17 287	36 452	40 707	15 090	16 811
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	16 051	8 139	6 990	11 328	12 407	74 920	162 116	313 079	297 207	477 522	481 911	583 490	881 310	1 015 039	1 022 196
Zinc	**tonnes**	**1 014**	**828**	**4 886**	**15 057**	**15 109**	**33 784**	**33 809**	**15 465**	**19 636**	**9 223**	14 758	**10 572**	**12 114**	**20 617**	**12 602**
dont : - Gécamines	tonnes	1 014	828	4 886	5 067	5 670	12 837	11 925	13 523	12 848	9 223	12 342	10 572	9 938	9 460	6 319
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	-	-	-	9 990	9 439	20 947	21 884	1 942	6 788	-	2 416	-	2 176	11 157	6 284
Cobalt	**tonnes**	**11 637**	**11 865**	**7 341**	**8 851**	**8 234**	**15 384**	**41 333**	**42 461**	**56 258**	**97 693**	**99 476**	**86 433**	**76 593**	**74 712**	**83 529**
dont : - Gécamines	tonnes	3 463	1 780	1 358	1 412	934	738	599	314	456	877	716	1 522	878	163	0
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	8 174	10 085	5 983	7 439	7 300	14 646	40 734	42 147	55 802	96 816	98 760	84 911	75 715	74 549	83 529
Or fin (1)	**kilos**	**1 512**	**2 154**	**819**	**1 202**	**2 244**	**254**	**122**	**150**	**220**	178	414	4 529	6 112	23 937	31 791
Diamant	**milliers de carats**	**18 198**	**22 503**	**26 981**	**29 502**	**32 214**	**28 949**	**28 270**	**20 947**	**17 880**	**16 963**	**18 598**	**19 723,7**	**16 899**	**14 933**	**15 789**
- MIBA et autres industriels	milliers de carats	6 355	6 327	7 840	7 856	5 375	2 914	1 047	801	1 008	912	997	569	246	244	1 505
- Artisanal	milliers de carats	11 843	16 176	19 141	21 646	26 839	26 035	27 223	20 146	16 871	16 051	17 601	19 154	16 653	14 689	14 284
Cassitérite	**tonnes**	**-**	**530**	**1 630**	**8 899**	**8 950**	**7 803**	**14 694**	**19 719**	**15 512**	**16 963**	**18 598**	**18 981**	6 231	7 295	8 304
Wolframite	**tonnes**	**-**	**158**	**-**	**140**	**485**	**1 222**	**1 194**	**715**	**352**	**77**	**45**	**71**	115	16	106
Colombo-tantalite	**tonnes**	**-**	**-**	**99**	**77**	**152**	**299**	**393**	**630**	**464**	**279**	**383**	**586**	500	1 140	2 102
Pétrole brut	**milliers de barils**	**9 380**	**8 425**	**9 246**	**10 119**	**9 216**	**9 009**	**8 816**	**8 365**	**9 382**	**8 628**	**8 558**	**8 545**	**8 351**	8 362	8 247
Indice de la production minière et hydrocarbure (2012=100)		**46**	**45**	**35**	**15**	**13**	**18**	**25**	**51**	**58**	**97**	**99**	100	116	127	135

Sources : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I.25 Principales productions manufacturières

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014(e)	2015(e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS											
Industries alimentaires											
Lait pasteurisé	10^3 litres	61,8	74	54	62	68	70	72	74	77	79
Farine de maïs	tonnes	14 331,7	14 762	15 204	15 661	16 130	16 614	17 113	17 626	18 155	18 700
Farine de froment	tonnes	185 738,0	179 070	196 152	193 652	173 450	160 441	155 502	193 526	195 043	202 703
Riz décortiqué	tonnes	168,0	173	178	184	189	195	201	207	213	219
Sucre	tonnes	90 792,0	93 516	96 321	99 211	102 187	105 253	108 410	111 663	115 013	118 463
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	164,0	169	174	179	185	190	196	202	208	214
Pain	tonnes	145 231,0	149 588	177 067	183 265	189 679	196 318	203 189	210 300	217 661	225 279
Graisses et huiles de table	tonnes	1 227,0	1 264	1 302	1 341	1 381	1 422	1 465	1 509	1 554	1 601
Huiles de palme	tonnes	13 024,0	16 110	16 593	17 091	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423
Margarine	tonnes	593,0	611	629	648	667	687	708	729	751	774
Aliments pour animaux	tonnes	21 768,0	22 421	23 094	23 786	24 500	25 235	25 992	26 772	27 575	28 402
Pêche lacustre	tonnes	845,4	871	897	924	952	980	1 009	1 040	1 071	1 103
Industries des boissons											
Bières	10^3 d'hl	2 617,2	2 951	3 321	3 575	3 934	4 104	4 663	4 838	5 095	4 850
Limonades et eaux gazeuses	10^3 d'hl	1 245,0	1 303	1 554	1 795	1 828	1 917	2 109	2 044	2 226	759
Boissons alcooliques	hl	4 356,0	4 487	4 621	4 945	5 291	5 661	6 058	6 482	6 935	7 421
Industries du tabac											
Cigarettes	10^6 d'unités	3 333	3 446	3 705	3 213	3 563	3 833	4 424	3 050	639	0
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries de tissu, confection et bonneterie											
Bonneterie	10^3 de pièces	80,0	82	80	78	75	73	71	69	67	65
Couvertures	10^3 de pièces	12,0	12	6	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	10^3 de pièces	5 287,0	5 446	4 356	3 485	2 788	2 231	1 784	1 428	1 142	914
Toiles d'emballages	milliers de m	11,0	11	9	9	10	10	10	10	11	11
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m^2	620,2	267	140	140	141	142	142	143	144	144
Tissus imprimés	milliers de m^2	6 382,2	5 616	2 808	1 404	702	351	176	88	44	22
Tissus polyesther	milliers de m^2	1 406,0	1 237	619	309	155	77	39	19	10	5
Filatures	tonnes	299,4	209	167	134	107	86	68	55	44	35
Industries des chaussures et cuirs											
Chaussures	10^3 de paires	35 297,0	21 178	12 707	7 624	4 574	2 745	1 647	988	593	356
Industries de la chimie de consommation											
Savons	tonnes	7 970,3	8 209	8 456	8 709	8 971	9 240	9 517	9 802	10 097	10 399
Peintures, vernis, émaux	tonnes	38 290,0	39 439	40 622	41 841	43 096	44 389	45 720	47 092	48 505	49 960
Allumettes	cartons	121 144,2	124 779	128 522	132 378	136 349	140 439	144 653	148 992	153 462	158 066
Explosifs	tonnes	26,0	27	22	17	14	11	9	7	6	5
Acétylène	kilos	4 934,0	8 087	11 754	8 723	8 996	7 784	7 372	6 659	6 164	5 633
Oxygène	10^3 de m^3	48,3	15	23	16	16	13	12	10	9	8
Chaux	kilos	12 140,0	9 414	16 600	5 050	9 950	6 894	7 741	5 500	4 000	4 050
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés											
Lubrifiants	litres	412 797,8	425 182	437 937	451 075	464 608	478 546	492 902	507 689	522 920	538 608
Industries du plastique											
Pneus pour automobiles	10^3 de pièces	45,0	50	55	61	68	75	83	92	102	113
Casiers et bacs de 32 litres	10^3 de pièces	86,5	103	124	148	177	211	252	301	360	431
Divers articles plastiques	10^3 de pièces	2 290,8	2 359	2 430	2 503	2 578	2 656	2 735	2 817	2 902	2 989
Industries des fabrications métalliques légères											
Articles galvanisés	10^3 de pièces	78,7	88	98	110	123	138	154	173	193	216
Machettes et houes	10^3 de pièces	171,8	161	166	171	176	182	187	193	199	205
Pelles et bêches	10^3 de pièces	23,0	22	23	24	24	25	26	27	28	28
Tôles galvanisées	10^3 de pièces	314,0	323	333	343	353	364	375	386	398	410
Articles de ménage en aluminium	tonnes	49,5	51	53	54	56	57	59	61	63	65
Valises et malles	pièces	129,5	133	137	141	144	148	153	157	161	166
Bouchons couronnes	10^6 de pièces	599,8	618	636	655	675	695	716	738	760	783
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction											
Imprimés	10^3 de pièces	315,0	329	344	360	376	393	411	430	449	470
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	433,8	447	460	474	488	503	518	534	550	566
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	61 645,0	63 494	65 399	67 361	69 382	71 463	73 607	75 816	78 090	80 433

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.

Tableau I.26 Principales productions manufacturières

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (e)	2015 (e)
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries des fabrications métal. lourdes											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	393,2	385,6	403,0	407,0	411,1	415,2	419,3	423,5	427,8	432,0
Chaudronnerie	tonnes	240,9	178,1	231,7	232,9	234,0	235,2	236,4	237,6	238,8	239,9
Fonderie fonte et acier	tonnes	104,0	109,7	104,0	109,7	104,0	104,0	101,2	103,4	106,7	113,4
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	4,5	4,6	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8	4,1	3,2	3,0
Industrie du matériel de transport											
Réparations navales	pièces	32,0	27,4	21,9	24,0	24,7	26,2	34,0	36,1	41,0	47,3
Constructions navales	pièces	4,0	4,0	3,0	5,0	3,0	3,0	8,0	11,0	19,0	30,0
Industries des minéraux non métalliques											
Ciment Portland normal	10^3 de tonnes	519,2	530,2	411,2	460,3	489,7	456,6	413,2	446,6	329,2	398,7
Ciment métallurgique	10^3 de tonnes	11,1	8,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	991,6	1 052,2	1 105,5	1 154,8	1 197,5	1 246,2	1 294,7	1 346,2	1 399,1	1 454,4
Carrelages	milliers de m^2	19,1	20,1	21,1	22,6	22,6	23,3	23,7	25,2	27,1	29,9
Fibro-ciment	milliers de m^2	160,3	165,3	175,8	186,2	194,4	204,5	214,3	224,9	235,9	247,6
Concassés	10^3 de tonnes	437,9	549,7	581,2	633,2	692,1	700,3	356,9	361,2	285,1	285,1
Bouteilles	10^3 de pièces	22 986	20 847	30 096	33 916	31 344	31 131	40 585	44 580	38 860	28 263,9
Industries de transformation de bois											
Tranchages	m^3	3 780,0	2 867,2	3 377,1	3 542,9	3 649,2	3 792,6	3 924,3	4 069,4	4 215,3	4 368,8
Contreplaqués	m^3	715,0	591,3	659,8	683,0	703,5	726,4	749,1	773,0	797,4	822,7
Bois sciés	m^3	25 253,0	35 958,9	46 649,6	40 538,1	24 950,9	33 430,6	33 943,0	39 981,0	40 370,6	43 070,5
Matelas	10^6 de pièces	3 071,7	3 141,4	3 235,6	3 332,7	3 432,7	3 535,6	3 641,7	3 751,0	3 863,5	3 979,4
Stylo à billes	10^3 de pièces	3 963,4	4 477,1	5 049,3	5 582,4	6 141,6	6 772,7	7 460,2	8 221,9	9 059,1	9 982,8
Menuiserie métallique	tonnes	60,0	61,8	61,8	63,7	65,6	67,5	69,6	71,6	73,8	76,0
Mobiliers métalliques	pièces	600,0	762,8	584,6	629,9	657,6	697,1	733,5	774,6	816,6	861,6

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.

Tableau I.27 Indice de la production des industries manufacturières *(1)*

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	**74,4**	**77,5**	**85,7**	**84,9**	**88,2**	**91,5**	**100,0**	**93,5**	**73,8**	**75,1**
Produits alimentaires	91,0	91,9	101,3	102,9	99,0	99,1	100,0	110,0	113,3	117,3
Boissons	57,0	62,8	72,0	79,3	85,1	88,9	100,0	101,6	108,1	108,1
Tabacs	75,3	77,9	83,7	72,6	80,5	86,6	100,0	68,9	0,0	0,0
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	**279,5**	**211,2**	**161,3**	**130,4**	**109,2**	**101,1**	**100,0**	**100,5**	**101,3**	**103,8**
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	615,6	562,4	357,4	242,7	173,7	129,6	100,0	79,1	63,8	52,2
Chaussures et cuirs	2143,3	1286,0	771,6	463,0	277,8	166,7	100,0	60,0	36,0	21,6
Chimie de consommation	85,8	88,3	95,8	91,5	96,5	97,1	100,0	101,4	103,4	106,1
Fabrication des produits pétroliers raffinées	83,7	86,3	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3
Plastique	78,9	81,8	85,0	88,3	91,9	95,8	100,0	104,6	109,6	115,0
Fabrications métalliques légères	81,8	83,7	86,6	89,7	93,0	96,4	100,0	103,8	107,8	112,0
Edition, imprimérie et reproduction	76,6	80,1	83,7	87,5	91,5	95,7	100,0	104,5	109,3	114,2
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	83,7	86,3	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3
Fabrication métalliques lourdes	97,6	89,1	97,7	99,1	99,0	99,7	100,0	101,0	102,1	103,6
Matériel de transport	85,7	74,8	59,4	69,0	66,0	69,6	100,0	112,2	142,9	184,0
Minéraux non métalliques	58,6	54,0	75,5	84,8	79,1	78,7	100,0	109,6	95,9	71,5
Transformation de bois	77,0	102,1	131,3	115,9	75,9	98,3	100,0	116,1	117,5	125,0
Autres non classées ailleurs	64,6	70,9	75,0	80,7	86,5	93,0	100,0	107,7	116,0	125,2
C. INDICE GLOBAL	**189,5**	**157,5**	**138,1**	**122,2**	**122,4**	**96,8**	**100,0**	**97,0**	**87,5**	**89,4**

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.

(1) base 2012 = 100.

Tableau I.28 Production, exportation et consommation intérieure de ciment

(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique (1)	Total production ciment	Exportation (2)	Consommation locale(3)	Total	
2006	529 233	2 020	531 253	80 820	460 592	541 412	-10 160
2007	530 196	…	530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151
2008	411 212	…	411 212	33 408	374 112	407 520	3 692
2009	460 344	…	460 344	62 723	385 798	448 521	11 823
2010	489 745	…	489 745	58 519	427 242	485 761	3 984
2011	456 612	…	456 612	37 958	417 983	455 941	670
2012	413 181	…	413 181	29 807	385 206	415 012	-1 831
2013	446 610	…	446 610	26 894	420 975	447 868	-1 258
2014 (p)	329 205	…	329 205	12 573	316 911	329 484	-279
2015 (p)	398 749	…	398 749	1 122	397 970	399 092	-343

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques).

(1) Production de CIMENKAT (Ex CIMSHABA).
(2) Uniquement ciment Portland normal.

Tableau I.29 Consommation de produits pétroliers

(en m³)

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
Essence auto	224 298	250 655	259 856	266 914	300 674	338 792	341 677	387 838	422 105	407 197
Carburant aviation	254 565	210 400	184 070	168 998	182 002	181 155	174 889	184 031	181 129	152 802
Pétrole	11 277	6 504	9 840	16 676	9 374	10 909	5 609	3 286	2 643	2 029
Gasoil	251 075	280 220	340 507	332 898	345 425	497 887	489 039	545 903	643 502	637 604
Fuel oil	46 571	46 970	46 054	43 613	47 930	45 696	40 649	37 894	30 629	16 876
Huiles	2 430	1 809	3 239	3 122	3 161	2 107	2 959	660	5	11
Total	**790 215**	**796 558**	**843 567**	**832 221**	**888 565**	**1 076 547**	**1 054 821**	**1 159 611**	**1 280 014**	**1 216 519**

Source : SEP-Congo.

Tableau I.30 Production et consommation d'électricité par province

(en milliers de Mwh)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
I. Production brute (1)										
dont:										
centrales hydroélectriques	7 620	7 537	7 477	7 657	7 446	7 001	7 538	8 341	9 022	8 916
centrales thermiques	9	6	18	8	8	9	9	8	10	12
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Province Orientale	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Kivu	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Kasai Oriental et Kasaï Occidental	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Equateur	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Katanga	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Total	**7 629**	**7 543**	**7 495**	**7 665**	**7 454**	**7 010**	**7 547**	**8 349**	**9 032**	**8 928**
II. Consommation intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
dont : ville de Kinshasa	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
haute tension	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
basse tension	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
éclairage public	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Province Orientale	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Kivu	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Kasai Oriental et Kasaï Occidental	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Equateur	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Katanga	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
- Ajustements (2)	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Total	**5 697**	**4 636**	**5 201**	**6 104**	**6 630**	**6 781**	**6 678**	**7 424**	**7 716**	**7 265**
III. Exportations (3)	**1 190**	**1 359**	**1 560**	**415**	**583**	**228**	**262**	**476**	**369**	**422**
IV. Importations et Achats locaux (4)	**22**	**17**	**16**	**19**	**21**	**21**	**19**	**20**	**20**	**20**
V. Pertes (5)	**764**	**1 565**	**750**	**1 165**	**261**	**23**	**626**	**470**	**968**	**1 260**

Source: S.N.EL.

(1) I = II + III - IV + V non compris les autoproducteurs.
(2) Conformément au tableau 26.
(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.
(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.
(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.31 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production *(en millions de m³)*	**Consommation** *(en millions de m³)*	**Nombre d'abonnés**	**Production** (en milliers de MWh)	**Consommation** (1) (en milliers de MWh)	**Nombre d'abonnés**
2006	235 068	141 288	469 602	7 629	5 697	443 844
2007	242 341	139 181	481 526	7 543	4 636	374 611
2008	245 253	145 826	489 734	7 495	5 201	428 297
2009	273 179	153 036	498 082	7 665	6 104	439 906
2010	283 202	156 544	507 659	7 454	6 630	440 777
2011	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	483 712
2012	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	540 789
2013	285 876	169 308	522 709	8 349	7 424	596 691
2014 (p)	298 099	176 350	525 446	9 032	7 716	599 827
2015 (p)	310 695	176 690	524 077	8 928	7 265	598 259

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.32 Activité de principaux organismes de transport

(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014** (p)	**2015** (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	**52,2**	**72,4**	**82,4**	**84,3**	**86,2**	**82,4**	**87,1**	**84,8**	**83,6**	**86,9**
1. ONATRA	**52,2**	**72,4**	**82,4**	**84,3**	**86,2**	**82,4**	**87,1**	**84,8**	**83,6**	**86,9**
Voies fluviales	52,1	68,6	77,7	83,0	83,0	78,6	83,7	81,4	79,8	83,6
Bas-fleuve	0,1	3,8	4,8	1,3	3,2	3,9	3,4	3,4	3,8	3,3
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	**153,9**	**154,3**	**149,8**	**86,6**	**84,0**	**96,2**	**77,9**	**70,2**	**68,8**	**55,6**
1. S.N.C.C.	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
2. ONATRA (CFMK)	**153,9**	**154,3**	**149,8**	**86,6**	**84,0**	**96,2**	**77,9**	**70,2**	**68,8**	**55,6**
III. TRANSPORT AERIEN	**25,1**	**25,1**	**25,1**	**37,7**	**43,9**	**51,0**	**59,3**	**61,3**	**67,0**	**71,3**
IV. TRANSPORT ROUTIER	**1 870,9**	**2 338,2**	**2 928,3**	**3 739,4**	**4 490,4**	**5 143,6**	**6 021,3**	**6 035,1**	**6 516,9**	**6 784,9**
Total général	**2 102,1**	**2 590,0**	**3 185,7**	**3 947,9**	**4 704,5**	**5 373,3**	**6 245,6**	**6 251,4**	**6 736,4**	**6 998,7**
Voyageurs (Voyageurs km)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	**0,2**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
1. ONATRA	**0,2**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Voies fluviales	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bas-fleuve	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	**207,9**	**208,7**	**209,4**	**210,4**	**211,7**	**209,0**	**200,0**	**192,8**	**184,4**	**188,6**
1. S.N.C.C.	**143,6**	**143,6**	**144,6**	**145,6**	**145,6**	**142,6**	**141,6**	**139,6**	**139,6**	**139,6**
Réseau Sud (OCS)	143,6	143,6	144,6	145,6	145,6	142,6	141,6	139,6	139,6	139,6
2. ONATRA	**64,3**	**65,1**	**64,8**	**64,8**	**66,1**	**66,4**	**58,4**	**53,2**	**44,8**	**49,0**
Voie ferrée (CFMK)	0,8	1,6	1,3	1,3	1,3	1,3	-	-	-	1,3
T.U.K.	63,5	63,5	63,5	63,5	64,8	65,1	58,4	53,2	44,8	47,7
III. TRANSPORT AERIEN	**391,4**	**391,4**	**391,4**	**391,4**	**391,4**	**489,3**	**550,4**	**649,8**	**750,1**	**874,9**
IV. TRANSPORT ROUTIER	**105,4**	**105,4**	**105,4**	**105,4**	**105,4**	**131,8**	**148,2**	**175,0**	**202,0**	**235,6**
Total général	**704,9**	**705,7**	**706,5**	**707,5**	**708,8**	**830,3**	**898,9**	**1 017,8**	**1 136,7**	**1 299,3**
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	**36,7**	**44,0**	**52,9**	**64,3**	**75,6**	**86,5**	**100,0**	**101,0**	**109,1**	**114,2**

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

Tableau I.33 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports

(en milliers de tonnes)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
Port de Matadi	**1 871,6**	**1 991,3**	**2 116,6**	**2 256,6**	**2 226,7**	**2 792,2**	**2 653,0**	**2 694,5**	**5 369,2**	**2 944,2**
Entrées	1 486,8	1 533,7	1 668,2	1 932,9	1 853,1	2 287,8	2 211,0	2 297,0	4 572,8	2 538,0
Sorties	384,8	457,7	448,4	323,7	373,6	504,4	442,0	397,5	796,4	406,2
Port public de Kinshasa	**210,7**	**286,9**	**346,2**	**331,8**	**368,2**	**276,1**	**286,3**	**246,7**	**401,3**	**200,1**
Réseau fluvial	**125,1**	**170,3**	**205,5**	**196,9**	**217,6**	**206,4**	**221,2**	**186,0**	**343,8**	**142,6**
Chargement	5,9	15,9	42,2	63,4	62,7	64,5	83,7	80,1	135,1	54,2
Déchargement	119,2	154,4	163,3	133,5	155,0	142,0	137,5	105,9	208,8	88,4
C.F.M.K.	**85,6**	**116,6**	**140,7**	**134,9**	**150,5**	**69,7**	**65,1**	**60,7**	**57,5**	**57,5**
Chargement	23,4	31,9	47,1	33,0	43,0	9,5	13,2	10,7	10,3	10,3
Déchargement	62,1	84,7	93,6	101,8	107,5	60,2	51,9	50,0	47,2	47,2
Port de Boma	**186,0**	**168,3**	**193,6**	**168,5**	**153,8**	**189,8**	**228,9**	**194,2**	**186,2**	**186,2**
Chargement	38,7	41,9	34,8	24,5	15,2	22,3	29,1	28,9	19,4	19,4
Déchargement	147,4	126,3	158,9	144,0	138,6	167,5	199,8	165,4	166,8	166,8
Port de Kalemie	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Chargement	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Déchargement	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Port de Kalundu	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Chargement	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Déchargement	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
Total	**2 268,3**	**2 446,5**	**2 656,4**	**2 756,9**	**2 748,7**	**3 258,1**	**3 168,2**	**3 135,5**	**5 956,7**	**3 330,5**
Indice de manutention [1] *(base 2012=100)*	**83,2**	**75,1**	**81,1**	**84,5**	**83,7**	**102,7**	**100,0**	**99,1**	**105,5**	**105,7**

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.
(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.34 Communication téléphonique *(en milliers)*

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
Consommation	10^3 minutes	2 769 121,0	4 394 135,3	4 659 274,7	5 942 425,9	7 870 870,2	5 277 834,3	9 304 236,7	11 619 142,5	15 635 803,4	17 136 495,6
Nombre d'abonnés	10^3 unités	4 415,5	6 490,1	9 937,6	9 458,6	11 604,7	15 384,2	20 092,7	29 778,9	29 380,2	29 605,2

Source : ARPTC.

Tableau I.35 Indice des prix de détail à Kinshasa (*)

	2014					2015				
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Cumul	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Cumul
			Fin période					Fin période		
I. Prix aux marchés										
Indice général	**745 812 711,7**	**753 892 772,1**	**764 433 400,5**	**771 126 372,2**	**758 816 314,1**	**100,7**	**102,2**	**102,8**	**103,8**	**102,4**
dont:										
- Alimentation	811 683 390,8	820 098 314,1	831 489 778,1	839 563 108,6	825 708 647,9	100,5	101,5	102,1	102,9	101,8
- Habillement	719 008 198,2	728 759 183,7	743 097 779,9	750 100 561,7	735 241 430,9	101,4	103,8	104,3	105,2	103,7
- Articles divers	566 786 190,4	572 485 233,9	577 731 038,0	580 439 935,3	574 360 599,4	100,5	106,1	104,1	105,5	104,0
II. Prix aux magasins										
Indice général	**654 709 505,1**	**663 768 917,1**	**666 546 943,3**	**667 457 811,3**	**663 120 794,2**	100,1	100,3	100,4	100,5	100,3
dont:										
- Alimentation	578 777 713,5	588 343 190,0	589 243 829,5	590 075 734,5	586 610 116,9	100,1	100,2	100,3	100,4	100,3
- Articles divers	1 671 321 476,5	1 673 605 450,2	1 701 518 848,6	1 703 486 910,5	1 687 483 171,4	100,0	100,5	101,8	102,0	101,1

Source: Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

(*) Chiffres exprimés en base décembre 1993 = 100 jusque décembre 2014 et en base décembre 2014 = 100 à patir de janvier 2015.

Tableau I.36 Indices des prix de détail à Kinshasa établis par la Banque Centrale du Congo

(Base août 1995 = 100)

Périodes	Alimentation	Logement	Habillement	Autres art. et sces divers	Indice général
2002	**416 203,5**	**486 604,0**	**787 275,5**	**631 717,2**	**485 085,6**
Décembre	416 203,5	486 604,0	787 275,5	631 717,2	485 085,6
2003	**423 155,8**	**511 283,2**	**825 580,1**	**700 330,3**	**509 971,0**
Décembre	423 155,8	511 283,2	825 580,1	700 330,3	509 971,0
2004	**452 086,5**	**569 663,4**	**914 113,7**	**784 947,0**	**556 931,5**
Décembre	452 086,5	569 663,4	914 113,7	784 947,0	556 931,5
2005	**546 668,8**	**622 891,7**	**930 936,4**	**894 758,1**	**645 072,5**
Décembre	585 343,1	620 822,8	928 752,8	929 766,5	675 402,2
2006	**779 324,7**	**854 887,4**	**1 115 551,5**	**1 193 164,6**	**888 422,8**
Décembre	697 790,5	736 669,8	1 077 901,6	1 083 425,2	798 297,0
2007	**748 127,6**	**791 698,6**	**1 108 403,6**	**1 147 722,0**	**851 110,7**
Décembre	762 945,9	817 241,2	1 128 393,3	1 213 631,5	877 842,4
2008	**875 560,5**	**985 496,1**	**1 185 726,0**	**1 364 840,5**	**1 003 197,5**
Décembre	976 421,6	1 222 749,5	1 248 220,9	1 459 471,8	1 119 877,7
2009	**1 339 983,9**	**1 587 891,7**	**1 484 968,1**	**1 769 479,8**	**1 466 886,9**
Décembre	1 540 774,5	2 048 321,6	1 628 793,8	2 057 565,6	1 718 317,0

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.37 Indices des prix de détail à Kinshasa établis par la Banque Centrale du Congo

(Base décembre 2012 = 100)

Périodes	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcolisées, tabacs et stupéfiants	Articles d' habillement et chaussures	Logement, Eau, Gaz, Electricité et Autres Combustibles	Meubles, Articles de ménage et entretien courant du foyer	Santé	Transports	Communications	Loisir et Culture	Ensei-gnement	Restaurants et Hôtels	Biens et Services	Indice Général
2010													
Décembre	96,1	87,6	88,9	85,8	87,0	85,2	85,7	89,9	90,0	91,1	86,4	87,2	82,0
2011													
Décembre	99,2	95,5	94,6	95,6	95,2	95,4	96,0	97,9	97,0	98,4	94,9	96,3	94,6
2012													
Décembre	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2013													
Décembre	102,0	101,1	101,3	103,3	100,7	101,5	100,8	100,4	100,8	101,6	101,3	101,2	101,8
2014													
Décembre	103,5	101,9	102,6	104,9	101,6	102,6	103,0	101,2	101,7	102,2	102,4	102,3	103,3
2015													
Décembre	106,1	102,7	104,3	107,4	103,6	103,7	104,9	102,1	102,3	102,4	103,7	103,6	105,4

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.38 Variation des indices des prix à la consommation

(en pourcentage)

PERIODES	Taux mensuels (1)					Taux cumulés (2)					Taux moyens mensuels				
	I.R.E.S.		US-EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US-EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US-EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.
	Magasins	Marchés				Magasins	Marchés				Magasins	Marchés			
2010															
ã nvier	3,2	2,5	1,1	3,2	4,6	2,5	0,7	1,1	3,2	4,6	0,7	2,5	1,1	3,2	4,6
Février	1,0	1,8	0,1	1,0	1,6	4,4	5,2	1,2	4,2	6,3	2,6	2,2	0,6	2,1	3,1
Mars	-0,0	2,1	0,3	-0,0	0,8	6,6	7,0	1,5	4,2	7,2	2,3	2,1	0,5	1,4	2,3
Avril	0,2	1,3	-0,3	0,2	-1,0	8,0	8,3	1,2	4,4	6,1	2,0	1,9	0,4	1,1	1,5
Mai	0,2	0,7	...	0,2	-0,4	8,8	9,5	...	4,6	5,7	1,8	1,7	...	0,9	1,1
ù in	-0,1	-0,1	...	-0,1	-0,1	8,7	11,4	...	4,5	5,6	1,8	1,4	...	0,7	0,9
ù illet	0,1	0,3	...	0,1	1,1	9,0	16,5	...	4,6	6,7	2,2	1,2	...	0,6	0,9
Août	0,2	0,5	...	0,2	0,9	9,6	19,8	...	4,8	7,7	2,3	1,2	...	0,6	0,9
Septembre	0,8	0,9	...	0,8	0,6	10,6	21,4	...	5,7	8,3	2,2	1,1	...	0,6	0,9
Octobre	1,0	1,3	...	1,0	1,3	12,0	23,3	...	6,7	11,1	2,1	1,4	...	0,6	1,1
Novembre	1,2	1,2	...	1,2	0,9	13,3	25,3	...	7,9	10,7	2,1	1,1	...	0,7	1,0
Décembre	1,8	2,0	...	1,8	5,9	15,6	27,3	...	9,8	5,9	2,0	1,2	...	0,8	0,5
2011															
ã nvier	0,7	1,8	-	1,5	3,4	0,6	1,1	...	1,5	3,4	0,6	1,8	...	1,5	3,4
Février	1,1	0,7	-	1,8	1,1	1,7	1,7	...	3,3	4,6	0,8	1,3	...	1,6	2,3
Mars	2,8	0,7	-	2,5	-2,2	4,9	2,8	...	5,9	2,3	1,6	1,1	...	1,9	0,8
Avril	1,6	1,1	-	2,1	-0,8	6,3	3,8	...	8,1	1,4	1,5	1,1	...	2,0	0,4
Mai	0,7	1,2	-	2,0	2,2	6,8	5,2	...	10,3	3,6	1,3	1,1	...	2,0	0,7
ù in	1,0	1,8	-	2,1	-1,2	8,3	7,4	...	12,6	2,4	1,3	1,2	...	2,0	0,4
ù illet	1,9	1,6	-	0,9	0,9	10,0	8,9	...	13,7	3,4	1,4	1,3	...	1,9	0,5
Août	0,8	1,9	-	0,7	0,9	11,2	10,5	...	14,5	4,2	1,3	1,4	...	1,7	0,5
Septembre	0,7	1,2	-	0,4	0,0	11,7	12,0	...	14,9	4,3	1,2	1,3	...	1,6	0,5
Octobre	1,0	0,6	-	0,1	-0,2	12,8	12,3	...	15,0	4,1	1,2	1,4	...	1,4	0,4
Novembre	1,4	0,2	-	0,1	3,7	14,6	12,2	...	15,2	7,9	1,2	1,4	...	1,3	0,7
Décembre	0,3	0,5	-	0,2	2,3	14,5	13,4	...	15,4	10,3	1,1	1,5	...	1,2	0,8
2012															
ã nvier	0,2	1,7	-	4,2	2,8	0,3	1,9	...	4,2	2,8	0,3	1,7	...	3,7	2,8
Février	0,6	0,6	-	0,1	0,0	1,1	1,5	...	4,4	2,5	0,5	1,2	...	0,6	1,3
Mars	0,4	0,4	-	0,2	0,2	1,4	2,6	...	4,6	2,7	0,5	0,9	...	0,2	0,9
Avril	0,6	1,2	-	0,1	0,6	1,9	4,0	...	4,8	3,2	0,5	1,0	...	0,2	0,8
Mai	0,6	0,8	-	0,1	0,1	2,8	5,0	...	4,9	3,2	0,6	1,0	...	0,1	0,6
ù in	0,6	1,0	-	0,1	0,0	3,4	5,5	...	5,0	3,3	0,6	1,0	...	0,1	0,5
ù illet	0,3	0,2	-	0,1	0,1	3,7	5,9	...	5,1	3,4	0,5	0,9	...	0,1	0,5
Août	0,4	0,4	-	0,2	0,1	4,0	6,5	...	5,3	3,5	0,5	0,8	...	0,1	0,4
Septembre	0,3	1,2	-	0,1	0,1	4,3	7,4	...	5,4	3,6	0,5	0,9	...	0,1	0,4
Octobre	0,1	-0,0	-	0,0	-0,0	4,4	7,6	...	5,4	3,5	0,4	0,8	...	0,1	0,3
Novembre	0,5	1,0	-	0,1	0,1	5,1	8,7	...	5,6	3,6	0,5	0,8	...	0,1	0,3
Décembre	0,8	0,9	-	0,1	0,1	5,8	9,5	...	5,7	3,7	0,5	0,8	...	0,1	0,3
2013															
ã nvier	0,9	0,6	-	0,1	0,1	0,8	1,1	-	0,1	0,1	0,8	1,1	...	0,1	0,1
Février	1,5	1,1	-	0,1	0,1	0,1	2,7	-	0,1	0,1	2,7	2,2	...	0,1	0,1
Mars	5,9	1,5	-	0,1	0,0	8,7	3,6	-	0,2	0,2	8,7	3,6	...	0,1	0,1
Avril	1,5	1,4	-	0,1	0,1	10,1	5,2	-	0,3	0,2	10,1	5,2	...	0,1	0,1
Mai	1,0	1,3	-	0,1	0,1	10,9	6,2	-	0,4	0,3	10,9	6,2	...	0,2	0,1
ù in	1,8	1,0	-	0,1	0,1	12,9	7,5	-	0,5	0,4	12,9	7,5	...	0,2	0,1
ù illet	0,6	1,7	-	0,1	0,1	13,8	9,1	-	0,6	0,5	13,8	9,1	...	0,2	0,1
Août	1,5	1,2	-	0,1	0,2	15,8	10,3	-	0,7	0,6	15,8	10,3	...	0,1	0,1
Septembre	0,8	1,0	-	0,1	0,1	16,1	11,5	-	0,8	0,7	16,1	11,5	...	0,1	0,1
Octobre	1,8	1,1	-	0,1	0,1	18,3	12,8	-	0,9	0,9	18,3	12,8	...	0,1	0,1
Novembre	1,1	1,2	-	0,1	0,1	20,0	14,1	-	1,0	0,9	20,0	14,1	...	0,1	0,1
Décembre	2,9	1,2	-	0,1	0,1	23,5	15,5	-	1,1	1,1	23,5	15,5	...	0,1	0,1
2014															
ã nvier	0,9	0,9	-	0,1	0,1	6,1	8,7	-	0,1	0,1	6,1	8,7	-	0,1	0,1
Février	0,6	0,6	-	0,1	0,1	7,0	9,2	-	0,3	0,3	7,0	9,2	-	0,1	0,3
Mars	0,3	0,6	-	0,1	0,2	12,9	10,3	-	0,4	0,4	12,9	10,3	-	0,1	0,4
Avril	0,6	0,5	-	0,1	0,1	13,9	10,4	-	0,4	0,5	13,9	10,4	-	0,1	0,5
Mai	0,7	0,3	-	0,1	0,1	14,3	10,9	-	0,6	0,6	14,3	10,9	-	0,1	0,6
ù in	0,1	0,4	-	0,1	0,1	15,6	10,8	-	0,6	0,7	15,6	10,8	-	0,1	0,7
ù illet	0,1	0,6	-	0,1	0,1	16,0	12,4	-	0,8	0,8	16,0	12,4	-	0,1	0,8
Août	0,2	0,4	-	0,1	0,0	17,2	13,4	-	0,9	0,8	17,2	13,4	-	0,1	0,8
Septembre	0,1	0,4	-	0,1	0,0	17,8	13,2	-	1,0	0,9	17,8	13,2	-	0,1	0,9
Octobre	0,1	0,3	-	0,1	0,1	19,8	14,5	-	1,1	0,9	19,8	14,5	-	0,1	0,9
Novembre	0,0	0,3	-	0,1	0,0	20,5	14,7	-	1,2	1,0	20,5	14,7	-	0,1	1,0
Décembre	0,0	0,3	-	0,1	0,1	23,0	15,1	-	1,3	1,0	23,0	15,1	-	0,1	1,0
2015															
ã nvier	0,0	0,4	-	0,2	0,0	23,2	0,4	-	0,1	0,0	23,2	0,4	-	0,0	0,0
Février	0,0	0,2	-	0,1	0,0	22,1	0,4	-	0,2	0,1	10,5	0,2	-	0,0	0,0
Mars	0,0	0,1	-	0,1	0,1	15,6	0,7	-	0,3	0,1	4,9	0,2	-	0,0	0,0
Avril	0,0	0,5	-	0,1	0,1	14,6	1,2	-	0,5	0,2	3,5	0,3	-	0,1	0,1
Mai	0,1	0,8	-	0,1	0,1	14,3	2,1	-	0,6	0,3	2,7	0,4	-	0,1	0,1
ù in	0,0	0,2	-	0,1	0,1	12,4	2,2	-	0,7	0,3	2,0	0,4	-	0,1	0,1
ù illet	0,0	0,1	-	0,1	0,1	11,8	2,3	-	0,8	0,4	1,6	0,3	-	0,1	0,1
Août	0,0	0,2	-	0,2	0,1	10,5	2,6	-	1,0	0,5	1,3	0,3	-	0,1	0,1
Septembre	0,1	0,3	-	0,6	0,1	9,7	2,8	-	1,2	0,5	1,0	0,3	-	0,1	0,1
Octobre	0,0	0,3	-	0,1	0,1	7,8	3,0	-	1,3	0,6	0,8	0,3	-	0,1	0,1
Novembre	0,0	0,4	-	0,1	0,1	6,7	3,4	-	1,4	0,7	0,6	0,3	-	0,1	0,1
Décembre	0,1	0,3	-	0,2	0,1	3,7	3,7	-	1,6	0,8	0,3	0,3	-	0,1	0,1

(Source: Banque Centrale du Congo.
1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.
(2) Variations calculées par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES

© Image-BCC

La loi des finances 2015 a pris en compte les recommandations des concertations nationales et les engagements pris par la République dans l'accord-cadre d'Addis-Abeba.

Toutefois, en dépit d'efforts fournis par le Gouvernement, l'exercice 2015 s'est clôturé par un déficit induit par la faible mobilisation des recettes publiques, dans un contexte marqué par la baisse des cours des matières premières au niveau international, et l'expansion des dépenses publiques.

En effet, les recettes publiques ont représenté 16,3 % du PIB en 2015 contre 18,1 %, une année auparavant. Il sied d'indiquer que toutes les rubriques de recettes ont enregistré des moins-values par rapport à la programmation budgétaire. Aussi, la pression fiscale est-elle passée de 10,9 % en 2014 à 10,7 %, au cours de l'année sous revue.

Du côté des dépenses publiques, consécutivement à la contraction des recettes publiques, le Gouvernement s'est astreint de contenir les allocations budgétaires dans les limites des recettes disponibles. Cette situation a conduit l'Etat à exécuter les dépenses publiques à hauteur de 60,9 % de leurs prévisions fixées à 7.586,2 milliards de CDF, soit 16,5 % du PIB contre 17,4 % en 2014.

S'agissant du solde budgétaire, la balance des opérations financières de l'Etat a affiché un déficit représentant 0,7 % du PIB en 2015 contre 0,3 %, une année plus tôt.

Les opérations à financement extérieur spécifique, quant à elles, ont reculé de 21,1 % par rapport à 2014.

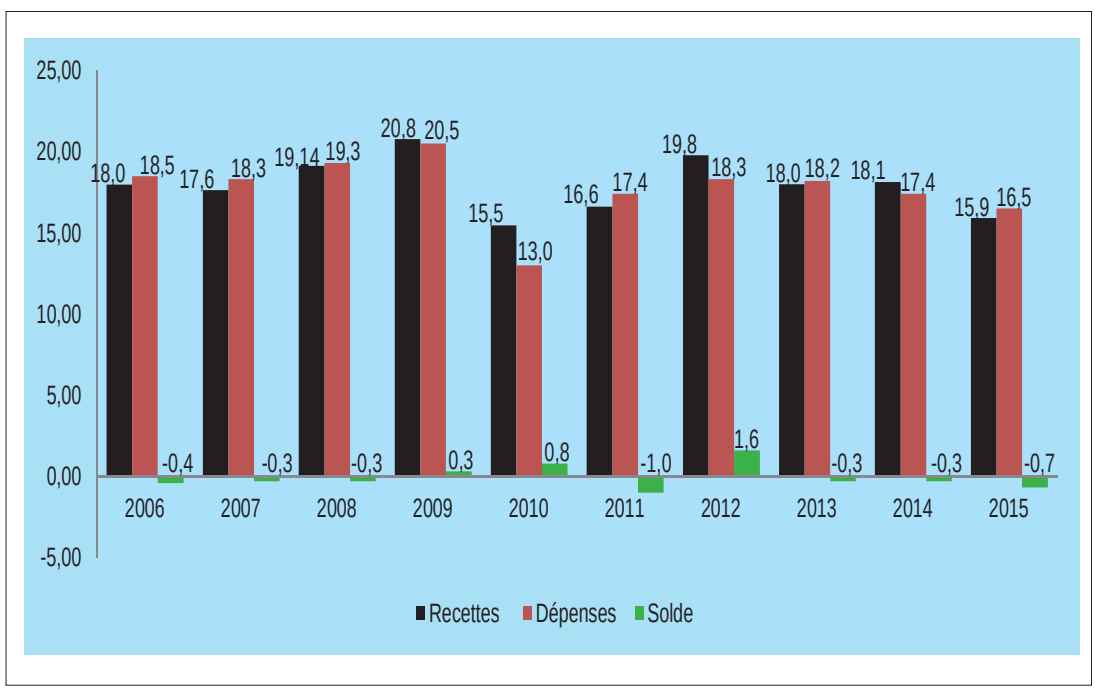
CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

En 2015, les opérations du cadre budgétaire ont été exécutées, à l'instar d'autres années, dans le respect de la loi relative aux finances publiques (LOFIP). Pour ce faire, les actions envisagées ont concerné principalement une mobilisation optimale des ressources budgétaires en vue d'assurer la bonne couverture des actions du Gouvernement. Ces ambitions se sont traduites par un meilleur encadrement des dépenses publiques dans une optique de rationalisation budgétaire et d'amélioration de la crédibilité, de l'exhaustivité et de la sincérité des opérations financières de l'Etat.

Graphique II.1 Evolution des opérations du cadre budgétaire

(en pourcentage du PIB)

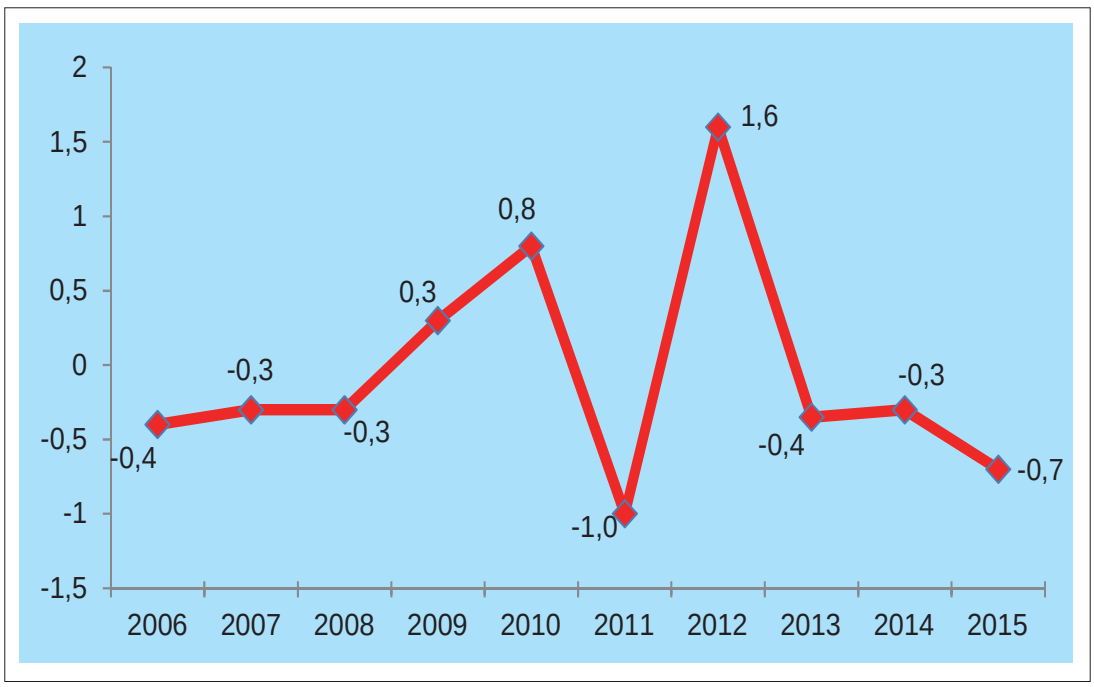


Source : Banque Centrale du Congo.

Cependant, bien que les recettes publiques aient légèrement progressé par rapport à 2014, l'exécution du budget de l'Etat n'a pas rencontré le désidérata du Gouvernement visant à accroître, de manière substantielle, la part des ressources intérieures. Sur le plan national, la batterie des réformes engagées par l'Etat devraient se poursuivre et lui permettre, à court terme, de répondre de façon efficace aux besoins sociaux de la population, en augmentant l'enveloppe allouée aux dépenses d'intérêt public.

Graphique II.2 Evolution du solde budgétaire

(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.1 Opérations intégrées des Administrations publiques

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Dépenses en capital (c)	Ajustements statistiques (d)	Besoins de financement (e) = (a)-(b)- (c) +(d)
2006	1 216,2	952,9	298,1	9,4	-25,3
2007	1 523,8	1 101,6	477,4	33,5	-21,8
2008	2 118,6	1 376,1	758,5	-19,2	-35,2
2009	3 134,6	1 701,1	1 388,2	-1,1	44,2
2010	3 023,3	1 642,8	1 228,2	-5,7	146,6
2011	3 948,6	2 769,9	1 375,6	-31,8	-228,5
2012	5 331,5	3 016,8	1 924,1	47,9	438,5
2013	5 409,8	4 065,8	1 394,4	-54,5	-104,8
2014	6 022,2	4 209,0	1 899,1	-13,0	-99,0
2015	5 702,5	4 162,8	1 746,3	-31,1	-237,8

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1. RECETTES PUBLIQUES

Les recettes totales ont été réalisées à concurrence de 4.438,8 milliards de CDF, soit 75,5 % de la programmation budgétaire, et un accroissement de 1,8 % par rapport à 2014.

Pour ce qui est de la structure des recettes, la part des recettes fiscales et non fiscales s'est chiffrée respectivement à 86,8 % et 12,7 % du total. Les recettes exceptionnelles n'ont représenté que 0,5 %.

Comparées à l'exercice précédent, les recettes collectées en 2015 ont totalisé 12,6 % du PIB contre 13,1 % l'année d'avant.

I.1.1. Recettes courantes

Prévues à 6.004,2 milliards de CDF dans le budget 2015, les recettes courantes ont atteint 4.415,5 milliards. Ce résultat est consécutif au mauvais comportement des recettes domaniales et administratives.

Rapportées au PIB, les recettes courantes ont représenté 12,6 %. Les parts relatives aux recettes fiscales et non fiscales ont été respectivement de 87,2 % et 12,8 % dans les recettes courantes.

Pour ce qui est des recettes fiscales émanant des activités intérieures, elles se sont chiffrées à 2.397,5 milliards de CDF contre 2.165,7 milliards en 2014. Comparées au PIB, elles n'ont représenté qu'une part de 6,7 % contre 6,5 % en 2014. S'agissant des recettes fiscales perçues sur les transactions extérieures, elles ne se sont accrues que de 0,2 %, s'établissant à 1.452,8 milliards, soit 4,1 % du PIB contre 4,4 % une année plus tôt.

Quant aux recettes non fiscales, elles se sont chiffrées à 565,3 milliards de CDF contre 732,0 milliards en 2014.

Tableau II.2 Importance relative de différentes catégories des recettes

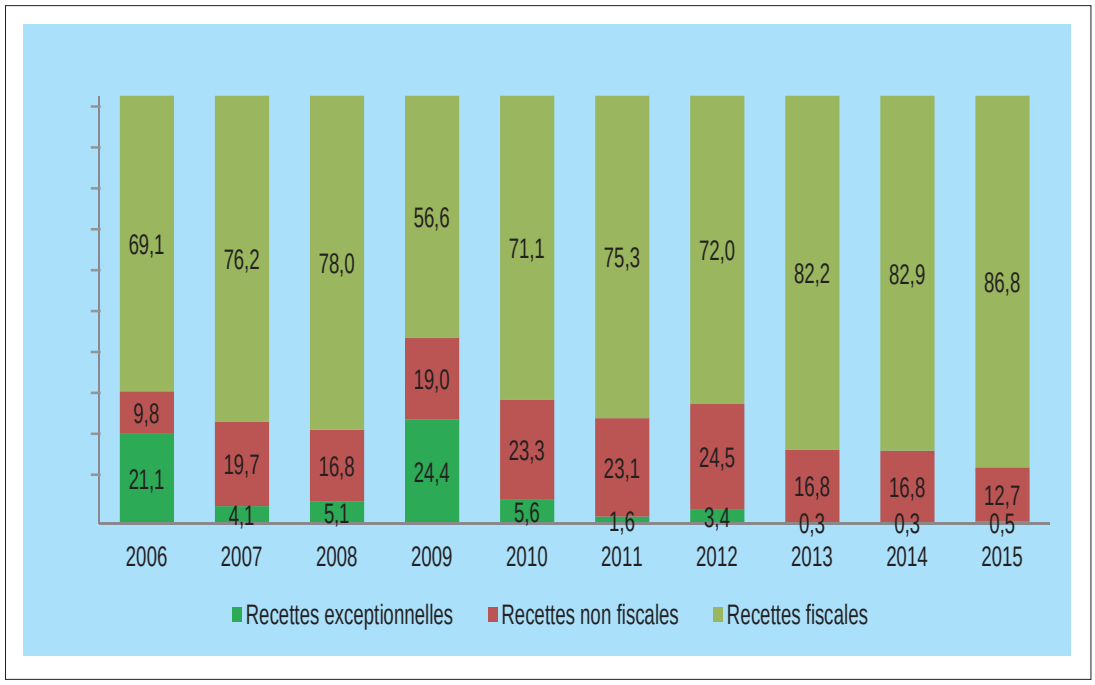
(en pourcentage du total)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Recettes fiscales	**69,1**	**76,2**	**78,0**	**56,6**	**71,1**	**75,3**	**72,0**	**82,2**	**82,9**	**86,8**
* Recettes des impôts sur le commerce extérieur	24,5	30,2	29,3	20,9	25,1	28,6	28,6	33,8	33,2	32,7
* Recettes des impôts sur les revenus	19,2	20,3	23,1	15,7	20,9	21,3	18,8	20,9	25,3	28,2
* Recettes des impôts sur les biens et services	21,9	24,3	24,6	19,3	24,4	24,8	23,4	24,9	23,2	24,7
* Autres recettes fiscales	3,5	1,4	1,0	0,7	0,7	0,7	1,2	2,7	1,2	1,2
2. Recettes non fiscales	**9,8**	**19,7**	**16,8**	**19,0**	**23,3**	**23,1**	**24,5**	**16,1**	**16,8**	**12,7**
3. Recettes exceptionnelles	**21,1**	**4,1**	**5,1**	**24,4**	**5,6**	**1,6**	**3,4**	**1,7**	**0,3**	**0,5**
TOTAL	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique II.3 Importance de différentes catégories des recettes

(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1.1. Recettes fiscales

I.1.1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les recettes tirées des impôts sur le commerce extérieur se sont chiffrées à 1.452,8 milliards de CDF, soit une légère augmentation de 0,2 % par rapport à 2014. Comparées aux prévisions de 1.973,9 milliards, il se dégage un taux de mobilisation de 73,6 %.

Pour pallier la faiblesse de mobilisation de ces recettes, des mesures idoines ont été prises par la DGDA notamment le marquage moléculaire des produits pétroliers importés en exonération.

L'analyse de la structure de cette rubrique indique une prépondérance des droits d'entrées. En effet, ces recettes sont passées de 1.432,9 milliards de CDF en 2014 à 1.442,6 milliards. Cette situation est attribuable notamment à la réduction des exonérations dont la part actuelle se situe autour de 25,0 % des recettes de la régie. Ces recettes ont été réalisées à 77,2 % pour une programmation budgétaire de 1.869,7 milliards de CDF.

Les recettes des droits de sortie, quant à elles, constituées principalement des prélèvements sur les produits minéraux et végétaux, ont atteint 10,2 milliards de CDF, soit un recul de 39,8 % par rapport à 2014. Comparées à leurs prévisions budgétaires de 104,3 milliards de CDF, elles ont enregistré un faible taux de réalisation de 9,7 %.

I.1.1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

Les recettes des impôts sur les revenus provenant des personnes physiques et des sociétés ainsi que des entreprises, se sont chiffrées à 1.250,0 milliards de CDF contre une prévision de 1.460,2 milliards.

S'agissant des impôts au titre des revenus des personnes physiques, ils ont baissé de 2,5 %, comparativement à 2014, s'établissant à 568,2 milliards de CDF. Cette situation est consécutive notamment au reversement partiel de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) retenu par certaines entreprises du portefeuille ainsi qu'à la faiblesse de souscription en matière d'IPR des membres des institutions politiques et des agents et fonctionnaires de l'Administration publique.

Pour ce qui est des impôts tirés des revenus des sociétés et entreprises, ils ont enregistré un accroissement significatif de 38,8 %, d'une année à l'autre, pour s'établir à 681,7 milliards de CDF. Ce résultat est obtenu grâce à la révision du taux d'imputation des pertes relatives au résultat de l'exercice.

I.1.1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Prévues à 1.444,1 milliards de CDF, les recettes tirées des impôts sur les biens et services ont atteint 1.097,2 milliards en 2015, soit une augmentation de 8,4 % comparativement à une année auparavant. Cet accroissement est consécutif aux actions menées par l'administration fiscale visant entre autres (i) l'élargissement préalable d'une mise en demeure à l'assujetti avant de procéder à la réintégration d'office des déductions opérées, en cas de défaut de production de l'état détaillé des déductions au moment de la souscription de la déclaration mensuelle de la TVA et (ii) le contrôle de la situation fiscale des partenaires des contribuables ayant sollicité le remboursement des crédits TVA.

La structure des recettes sur les biens et services reste dominée par les recettes au titre de la TVA sur les transactions internes, représentant 58,3 % contre 57,6 % en 2014. Concernant les contributions des droits de consommation et de l'impôt sur le véhicule, elles sont passées respectivement de 34,6 % à 35,8 % pour la première rubrique et de 0,1 % à 1,5 % pour la seconde. S'agissant des recettes des sociétés pétrolières, elles ont contribué à hauteur de 4,3 % contre 7,6 % une année plus tôt.

I.1.1.1.4. Autres recettes fiscales

Prévues à 260,3 milliards de CDF, les « autres recettes fiscales » n'ont atteint que 50,4 milliards.

Les ressources au titre d'impôt exceptionnel sur le revenu à charge des employeurs ont contribué à concurrence de 97,4 %, alors que le reste est imputable au poste « divers ». Ce dernier est constitué des amendes et pénalités sur les autres revenus mobilisés par la DGI, les ventes des imprimés et les recettes sur les perceptions diverses de la DGDA.

I.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, sous gestion des services d'assiette, ont été recouvrées à hauteur de 565,3 milliards de CDF pour un montant programmé de 865,6 milliards.

Les recettes non fiscales sont restées faibles en raison de la persistance d'un certain nombre des facteurs structurels. Cette faiblesse a été constatée malgré les mesures ci-après prises en 2015 : (i) l'extension de la vente du permis de conduire à toutes les provinces, (ii) le relèvement à 3,0 % du chiffre d'affaires, du taux des redevances annuelles sur les concessions et la fourniture au public des services internet et (iii) la canalisation vers le Trésor Public des 50,0 % des pas de porte et royalties dont bénéficient les entreprises du Portefeuille relevant du secteur minier.

Il convient de relever que les recettes non fiscales ont été mobilisées en deçà de leurs prévisions. En effet, les recettes administratives, judiciaires et domaniales ainsi que celles du portefeuille se sont établies respectivement à 450,4 milliards de CDF et 86,7 milliards contre des projections de 615,5 milliards et 250,1 milliards.

I.1.2. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles se sont chiffrées à 23,3 milliards de CDF en 2015 contre 15,1 milliards en 2014. Elles ont représenté 0,07 % du PIB contre 0,05 % une année auparavant. Ces recettes ont concerné exclusivement les dons budgétaires.

I.2. DEPENSES PUBLIQUES

En 2015, le taux d'exécution des dépenses a été faible, en raison de la volonté affichée par le Gouvernement de maintenir les dépenses dans les limites des ressources mobilisées. L'objectif visé a été d'assurer la pérennisation de la stabilité du cadre macroéconomique, dans un contexte de contraction des recettes liée au recul des prix des produits de base.

Les dépenses publiques se sont chiffrées à 4.622,2 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 60,9 % contre 59,7 % une année auparavant. D'une année à l'autre, ces dépenses ont enregistré un accroissement de 3,9 % et ont représenté 13,2 % du PIB.

Il sied de noter que toutes les rubriques ont été exécutées en deça de leurs prévisions. En outre, à l'instar des années antérieures, les dépenses courantes ont maintenu leur prépondérance, représentant 86,5 % du total.

I.2.1. Dépenses courantes

Comparativement à l'année précédente, les dépenses courantes ont connu un léger accroissement de 0,06 %. Etablies à 3.999,1 milliards de CDF en 2015, elles ont représenté 84,7 % de leurs prévisions. Rapportées au PIB, elles se sont chiffrées à 11,4 %, en légère baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. La faible évolution de ces dépenses est constatée principalement au niveau de dépenses pour biens et services dont la progression a été de 0,1 % contre 16,7 % en 2014.

I.2.1.1. Analyse des dépenses courantes par nature

I.2.1.1.1. Dépenses pour biens et services

Au cours de l'année sous analyse, les dépenses pour biens et services se sont quasiment stabilisées à leur niveau de 2014. Elles se sont situées à 3.403,0 milliards de CDF venant de 3.399,2 milliards une année auparavant, soit 85,1 % de l'ensemble de dépenses courantes.

Les « Rémunérations » et « Autres biens et services », composantes de cette rubrique, ont évolué en sens contraire. Les premières ont progressé de 14,2 % pendant que les secondes ont connu une baisse de 12,1 %.

I.2.1.1.2. Intérêts sur la dette publique

Les paiements des intérêts sur la dette publique, au cours de l'année sous revue, se sont accrus de 11,8 % par rapport à l'année précédente. Ils ont atteint 156,1 milliards de CDF, soit un dépassement de 49,4 % par rapport à leur prévision. Comparativement à l'année précédente, la progression de ces dépenses a été induite par les intérêts sur la dette intérieure, lesquels ont augmenté de 18,7 %. Il sied de noter qu'en 2015, les intérêts sur la dette intérieure ont été constitués essentiellement des intérêts et commissions perçues par les banques.

I.2.1.1.3. Subventions et transferts

En 2015, les dépenses de subvention et transfert ont été exécutées à hauteur de 439,9 milliards de CDF. Comparativement à l'exercice précédent, elles ont enregistré une régression de 6,5 %. Ce repli tient essentiellement de la baisse de l'enveloppe allouée aux subventions et rétrocessions aux organismes publics à concurrence de 11,0 %. Quant au reste des dépenses de cette rubrique, elles se sont inscrites en hausse, à l'exception des contributions en faveur des organismes internationaux.

I.2.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital ont connu une forte progression de 37,9 %, s'établissant à 623,2 milliards de CDF contre 451,8 milliards en 2014. Rapportées aux prévisions

budgétaires, elles ont été exécutées à concurrence de 21,8 % contre 15,9 %, une année auparavant. Ce taux tient notamment de la faible capacité d'absorption de ces dépenses au niveau des provinces, laquelle est observée depuis plusieurs années.

I.3. BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire se sont soldées par un déficit de 0,7 % du PIB contre 0,3 % en 2014. Ce déficit a été financé par la consommation des réserves budgétaires antérieurement constituées.

Tableau II.3 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire

Année	Solde des opérations du cadre budgétaire	Ajustement statistique	Besoins de financement
2006	-34 704,8	9 405,3	-25 303,5
2007	-55 269,4	33 469,7	-21 799,7
2008	-16 033,0	-19 196,5	-35 229,5
2009	45 277,0	-1 114,2	44 162,8
2010	152 303,0	-5 654,9	146 648,1
2011	-196 895,0	-31 821,0	-228 716,0
2012	390 639,0	47 854,0	438 493,0
2013	-50 353,9	-54 495,1	-104 849,0
2014	-85 945,3	-10 920,7	-96 866,0
2015	-206 659,4	-22 676,6	-229 336,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, le flux d'épargne publique est passé de 350,7 milliards de CDF en 2014 à 416,5 milliards en 2015. Cette épargne a financé à 66,8 % les dépenses en capital, dégageant ainsi un besoin de financement de 33,2 %.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE [1]

Au terme de l'exercice 2015, les opérations à financement extérieur spécifique se sont clôturées à 1.286,9 milliards de CDF contre 1.659,6 milliards une année avant. Ces enveloppes, converties en dollar américain, ont équivalu respectivement à 1.389,8 millions de USD en 2015 et 1.793,8 millions, une année plus tôt.

II.1. RECETTES

Les donations bilatérales d'origine publique, au cours de l'exercice budgétaire 2015, se sont établies à 562,8 milliards de CDF, représentant 43,7 % de l'enveloppe globale. Ces financements, orientés vers les projets d'utilité publique, sont provenus essentiellement des contributions du Royaume-Uni 33,8 %, des Etats-Unis 30,5 % et de la Belgique 13,1 %.

S'agissant des appuis des multilatéraux, l'assistance de la Banque mondiale demeure prépondérante avec une part de 53,6 %, suivie de celle de la Commission Européenne 22,6 % et de la Banque Africaine de Développement 14,9 %.

II.2. DEPENSES

Les ressources extérieures des partenaires multilatéraux ont financé globalement les dépenses courantes et celles en capital à hauteur respectivement de 163,8 milliards de CDF et 1.123,2 milliards, soit respectivement 12,7 % et 87,3 % de l'enveloppe totale.

L'analyse de l'enveloppe allouée aux dépenses en capital renseigne que les projets d'investissement ont été financés par les donations des multilatéraux et bilatéraux à concurrence respectivement de 57,5 % et 42,5 %.

1) *Les opérations à financement extérieur spécifique se rapportent aux activités de l'Etat réalisées en dehors du cadre budgétaire sur base des donations et des prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux.*

Tableau II.4 Opérations à financement extérieur spécifique [1]

(en millions de CDF)

Année	Ressources	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2006	547 056,8	-34 704,8	281 906,5	265 150,3
2007	729 965,5	-55 269,4	274 925,4	455 040,1
2008	846 898,4	-16 033,0	249 193,4	597 705,0
2009	1 029 839,3	45 277,0	121 613,0	908 226,4
2010	729 391,1	152 303,0	100 005,9	629 385,1
2011	1 148 966,8	-196 895,0	150 696,5	998 270,3
2012	1 569 148,0	390 639,0	178 680,3	1 390 467,7
2013	1 288 245,5	-50 353,9	385 364,9	902 880,6
2014	1 659 591,4	-85 945,3	212 245,0	1 447 346,4
2015	1 286 930,7	-206 659,4	163 769,3	1 123 161,4

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

ANALYSE DES ARRIERES DES PAIEMENTS EN 2015

Sur un montant total de 4.528,8 milliards des crédits retenus pour la liquidation, les Etats de Suivi Budgétaire de l'exercice budgétaire 2015 révèlent que 98,2 % de ces dépenses ont été effectivement payés. En effet, la différence entre les décaissements réels chiffrés à 4.445,8 milliards de CDF et les crédits liquidés dégage un import total de 83,0 milliards de CDF au titre des arriérés de paiement.

III.1. ANALYSE DES ARRIERES PAR NATURE

L'accumulation des arriérés de paiements par nature a concerné principalement trois postes : « Dette publique en capital », « Dépenses de personnel » ainsi que « Transferts et interventions de l'Etat » avec des parts respectives de 42,0 %, 16,2 % et 15,6 % du total.

En effet, l'empilement enregistré au niveau de la rubrique « Dette publique en capital » s'explique par le non-paiement, en grande partie, des allocations destinées au paiement des « Fournisseurs de biens et prestations », « Certificat de dépôts » et « Entrepreneurs des travaux publics ».

Concernant les « Dépenses de personnel », les débours prévus au titre de « Primes et indemnités permanentes » ainsi que « Indemnité de rapatriement, mutation et installation » n'ont pas été exécutés comme prévu.

Les transferts et interventions de l'Etat, quant à eux, dont les postes clés « Fonds spécial d'intervention », « Rétrocession aux Provinces », et « Subventions aux organismes auxiliaires », ont affiché un niveau important d'arriérés de paiement.

Tableau II.5 Arriérés de paiements par nature des dépenses

(en millions de CDF)

Rubrique	Liquidation	Paiement	Arriéré	En % du total
Dette publique en capital	187 880,4	153 003,8	34 876,7	42,0
Frais financiers	107 087,4	106 692,0	395,4	0,5
Depenses de personnel	1 894 128,4	1 880 676,3	13 452,1	16,2
Biens et services	216 842,5	213 945,0	2 896,6	3,5
Depenses de prestations	269 830,3	261 225,2	8 605,2	10,4
Transferts et intervention de l'etat	1 366 536,7	1 353 614,3	12 922,4	15,6
Equipements	220 073,5	217 023,1	3 050,4	3,7
Construction, refection rehabilitation, addition d'ouvrage	266 377,5	259 605,5	6 772,0	8,2
TOTAL	4 528 756,7		82 970,7	100,0

Source : Etats de suivi Budgétaire 2015.

III.2. ANALYSE DES ARRIERES PAR FONCTION

La structure des arriérés de paiement par fonction reste dominée par les encours enregistrés sous la rubrique « Administration centrale », lesquels ont représenté 64,4 % du total. Cette situation est induite essentiellement par le poste « Services généraux en charge des élections ».

Aussi, les rubriques « Ordre et sécurité publique » et « Santé » ont-elles enregistré des accumulations respectives de 6,5 % et 4,2 % du total.

Tableau II.6 Arriérés de paiements par fonction des dépenses

(en millions de CDF, sauf indication contraire)

Rubrique	Liquidation	Paiement	Arriéré	En % du total
Administration centrale publique	1 937 993,4	1 884 541,1	53 452,3	64,4
Defense	376 284,9	374 800,8	1 484,1	1,8
Ordre et sécurite publique	403 004,2	397 595,4	5 408,9	6,5
Affaires économiques	571 121,4	558 434,9	12 686,5	15,3
Protection de l'environnement	22 018,5	21 898,7	119,8	0,1
Logement et equipements collectifs	57 004,7	54 609,1	2 395,6	2,9
Santé	250 269,6	246 826,9	3 442,7	4,2
Religions, culture, sports et loisirs	81 629,5	80 151,1	1 478,3	1,8
Enseignement	777 891,3	775 830,6	2 060,7	2,5
Protection sociale, affaires sociales	51 539,3	51 097,5	441,8	0,5
Total	4 528 756,8	4 445 786,1	82 970,7	100,0

Source : Etats de suivi budgétaire 2015.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.7 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	(En millions de CDF)										En pourcentage								
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1. Produit intérieur brut	6 767 519,5	8 648 878,5	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1	35 111 280,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 537 526,4	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	5 791 807,4	18,5	18,3	19,3	20,5	13,0	17,4	18,3	18,2	17,4
Consommation publique	944 858,5	1 084 508,8	1 346 986,6	1 677 210,4	1 567 665,8	2 728 076,6	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	3 828 016,7	14,0	12,5	12,2	11,1	8,0	11,5	11,0	13,3	11,5
Formation brute de capital	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 899 120,3	4,4	5,5	6,9	9,2	4,7	5,8	7,1	4,6	5,7
Transferts à d'autres secteurs	7 998,6	17 092,3	29 162,8	23 875,4	57 540,0	41 869,9	53 507,7	74 695,9	64 670,4	64 670,4	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
3. Charge fiscale brute	462 101,3	604 746,0	992 416,0	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	6,8	7,0	9,0	7,9	8,4	8,9	10,1	11,3	10,9
Commerce extérieur	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	2,4	2,8	3,4	2,9	2,9	3,4	4,0	4,6	4,4
Exportations	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Importations	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	2,3	2,7	3,3	2,8	2,9	3,3	3,9	4,6	4,3
Divers	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités intérieures	298 296,7	365 413,1	619 672,7	751 500,8	1 055 265,0	1 308 632,8	1 635 509,7	1 997 558,9	2 165 748,2	2 397 539,4	4,4	4,2	5,6	5,0	5,4	5,5	6,1	6,6	6,5
Revenus	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	1,9	1,9	2,7	2,2	2,5	2,5	2,6	2,9	3,3
Biens et Services	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	2,2	2,2	2,8	2,7	2,9	2,9	3,3	3,4	3,0
Autres recettes fiscales	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Charge fiscale nette (1)	454 102,7	587 653,7	963 253,1	1 167 936,2	1 573 856,6	2 066 132,6	2 656 832,0	3 313 932,6	3 550 800,3	3 785 622,1	6,7	6,8	8,7	7,7	8,1	8,7	9,9	11,0	10,7
5. Solde global (2)	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0	-104 849,0	-96 866,0	-229 336,0	-0,4	-0,3	-0,3	0,3	0,8	-1,0	1,6	-0,35	-0,29
Contribution des administrations publiques	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 447 346,4	3,9	5,3	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4
Acquisition directe des biens de capital	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 447 346,4	3,9	5,3	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.
(2) Cfr tableau II.10.

Tableau II.8 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1.Recettes totales plus dons	1 216 224,2	1 523 756,1	2 118 576,4	3 134 561,6	3 023 273,1	3 948 621,8	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9	5 725 725,9
a) Recettes des administrations publiques	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2
Cadre budgétaire	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2
Recettes courantes	527 889,0	761 313,6	1 206 506,0	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7
Courantes (1)	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3
En capital (2)	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4
2.Dépenses courantes	952 857,1	1 101 601,1	1 376 149,4	1 701 085,8	1 642 779,3	2 769 946,5	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8	4 162 819,4
Cadre budgétaire	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. (3)	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3
3.Epargne budgétaire (4)	-1 783,2	-32 885,1	144 722,0	525 249,5	751 108,6	180 405,0	924 279,0	441 162,1	350 693,7	416 494,1
4.Dépenses en capital	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	1 228 190,7	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9
Cadre budgétaire	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5
A fin. ext. spéc.(5)	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4
5.Total dépenses= 2 + 4	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 870 970,1	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2	5 909 134,3
Cadre budgétaire	703 876,2	849 060,0	1 287 711,0	2 059 445,3	2 141 579,0	2 996 550,0	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8	4 622 203,6
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7
6.Solde (1 - 5)	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4
Cadre budgétaire	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique	9 405,3	33 469,7	-19 196,5	-1 114,3	-5 654,9	-31 821,0	47 854,0	-54 495,1	-10 920,7	-45 927,6
8.Besoins de financement	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-96 866,0	-229 336,0
9.Financement	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0	229 336,0
Intérieur monétaire net	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0	229 336,0
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger.
(2) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés.
(3) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.
(4) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.
(5) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

Tableau II.9 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat[1]

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A.RECETTES FISCALES	365 345,0	638 364,4	832 432,0	1 225 330,9	1 798 328,4	2 340 472,1	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7	5 138 613,0
1.Impôts sur le comm. ext	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4
-Droits de sortie	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7
-Droits d'entrée	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7
-Divers	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8
-Personnes physiques	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7
-Sociétés et entreprises	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1
-Amendes et accroissements	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	0,0
3.Impôts sur biens et serv.	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5
4.Autres recettes fiscales	54 698,0	122 458,1	94 895,5	73 222,4	152 298,3	170 896,7	220 156,4	215 965,2	240 187,3	260 331,2
a. I.E.R charge des employeurs	23,5	4 648,7	9 002,8	11 895,9	18 972,2	27 216,4	32 502,8	48 637,9	67 480,7	72 009,9
b. Impôts sur le patrimoine	-	7 265,9	5 919,1	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	3 310,3	5 919,1	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	3 955,6	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.Divers	77,5	38 632,3	641,7	1 070,0	22 891,1	4 769,2	2 738,6	2 780,8	3 186,0	3 816,2
e.Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f.Pétroliers	54 597,0	71 911,1	79 332,0	60 256,6	110 435,0	138 911,1	184 915,0	164 546,4	169 520,7	184 505,1
B.RECETTES NON FISCALES	130 369,0	245 118,2	379 545,4	372 558,4	868 386,2	944 559,7	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,3	865 577,5
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	122 253	172 617	153 432	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8	565 978,0	615 522,0
2.Portefeuille	8 116,0	72 501,7	100 968,0	76 690,3	187 338,0	234 776,6	282 706,4	267 277,3	240 914,3	250 055,5
3.Divers[2]	-	-	125 145,6	117 000,0	386 623,5	218 245,5	117 000,0	156 770,1	88 739,0	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	543 847,0	486 827,0	462 443,9	1 031 418,2	2 633 677,0	3 011 566,2	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2	1 582 028,5
1 Dons projets	246 361,0	152 120,9	198 543,9	735 785,2	1 141 261,7	1 319 538,2	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3	1 531 043,3
2.Prêts projets	148 167,0	113 508,1	73 600,0	77 871,8	1 077 105,8	1 089 569,7	403 068,1	588 149,5	184 042,6	
3.Ressources PPTE	121 098,0	210 700,0	190 300,0	217 761,2	218 278,8	345 119,0	293 450,7	293 450,7	40 373,3	50 985,2
4.Appui budgétaire	-	-	-	-	158 351,3	257 339,3	30 421,0	84 708,0	-	
5.Autres(Remboursement BCC)	28 221,0	10 498,0	-	-	38 679,4	-	-	-	157 000,0	-
D.BUDGETS POUR ORDRE[3]	-	-	106 993,9	293 086,2	307 126,0	449 726,0	-	-	-	-
TOTAL (A+B+C+D)	1 039 561,0	1 370 309,6	1 781 415,2	2 922 393,8	5 607 517,6	6 746 324,0	6 609 171,2	6 434 664,6	7 449 004,2	7 586 219,0

Source : Ministère du Budget.

(1) Non compris le fonds de contrepartie.
(2) A partir de 2008 , Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).
(3) A partir de 2008 il s'agit des recettes des provinces

Tableau II.10 Recettes des Administrations Publiques

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	669 167,4	793 790,6	1 271 678	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2
I.1 RECETTES COURANTES (1)	527 889,0	761 313,6	1 206 506,0	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2
A.RECETTES FISCALES	462 101,3	604 746,0	992 416	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6
1.Impôts s/comm. ext. (2)	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1
-Droits de sortie	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2
-Droits d'entrée	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0
-Divers	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-
2.Impôts s/revenus (3)	128 774,2	161 371,2	293 957	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5
-Revenus des pers. phys.	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9
-Revenus des soc. et ent	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6
-Amendes et accroiss.	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	0,0
3.Impôts s/biens et services	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1
4.Autres recettes fiscales	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8
a. I.E.R charge des employeurs	3 052,6	6 944,8	12 033,0	13 575,8	15 369,6	18 107,4	37 316,9	49 086,9	50 661,8	48 502,5
b. Impôts sur le patrimoine	-	3 987,6	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	3 987,6	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	20 169,0	335,3	715,3	626,1	1 611,1	2 129,2	7 279,7	60 180,9	957,3	1 860,3
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	65 787,7	156 567,6	214 090,0	400 190,4	535 092,5	647 338,5	923 381,3	664 885,7	732 025,8	565 251,6
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	42 220,1	71 582,0	81 885,8	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7	434 147,0	505 619,0	450 442,5
2.Portefeuille	8 499,7	36 740,1	82 831,7	24 052,5	36 321,3	43 813,4	99 517,9	110 532,8	103 473,2	86 708,8
3.Royalties	15 068,0	48 245,5	49 372,6	51 356,5	60 550,2	85 415,6	54 383,9	62 679,9	58 676,6	28 100,3
4.O.GE.DE.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers(4)	-	-	-	163 904,0	68 598,0	164 453,5	170 002,8	57 526,0	64 257,0	-
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	141 278,4	32 477,0	65 172,0	512 720,3	127 392,9	44 314,0	128 657,0	68 090,0	15 135,0	23 251,0
1 Dons projets	1 545,0	32 477,0	65 172,0	286 640,3	-	-	128 657,0	35 631,0	-	-
2.Prêts projets	54 984,3	-	-	79 382,0	-	-	-	-	120,0	-
3.Ressources PPTE	46 526,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	38 222,2	-	-	146 698,0	127 392,9	44 314,0	-	32 459,0	15 015,0	23 251,0
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)
(2) Non compris la Gécamines.
(3) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.
(4) Bonus sur le contrat chinois,vente de participation et reliquat paie.

Tableau II.11 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A.DROITS DE SORTIE	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7
1. Droits de sortie ordin.	7 529,4	8 566,5	8 601,4	10 516,1	8 592,2	10 724,3	14 513,1	16 362,5	14 674,8	104 160,6
-Produits minéraux	6 352,1	6 382,6	6 044,5	4 404,3	3 718,4	5 396,0	6 320,4	6 954,9	7 417,2	95 564,0
-Produits végétaux	65,6	93,1	219,1	5 025,4	2 719,5	3 001,8	5 993,0	7 008,6	7 242,6	8 596,5
-Autres produits	1 111,7	2 090,8	2 337,9	1 086,4	2 154,3	2 326,5	2 199,7	2 399,0	15,0	0,0
2.I.C.A à l'exportation (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	7,5	176,4	176,4	325,7	27 855,1	1 211,7	4 130,5	130,0	1 965,8	101,1
B.DROITS D'ENTREE	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7
1.Droits de douane	63 114,6	99 439,9	145 151,4	184 810,2	345 606,8	359 112,6	436 656,4	470 923,1	720 344,9	764 011,9
2.I.C.A à l'importation (2)	66 577,5	101 747,4	175 979,9	224 545,3	303 543,7	437 093,8	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5	1 097 326,1
3.Taxe statistique	2 534,1	5 442,7	5 442,7	6 947,3	7 350,3	3 889,9	-	-	-	-
4.Amendes	451,1	5 674,6	5 192,0	4 025,3	1 003,5	15 504,9	55 428,6	11 050,0	23,4	8 344,7
b.ENTREPOTS (3)	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-
TOTAL(A+B+b)	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.
(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).
(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts partibuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.12 Recettes des impôts sur le commerce extérieur(1)

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A.DROITS DE SORTIE	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2
1.Droits de sortie ordin.	5 585,7	6 795,8	8 680,1	7 681,9	7 724,5	10 798,8	8 182,2	7 311,0	7 340,0	5 445,7
-Produits minéraux	4 980,7	4 717,3	7 296,3	5 370,9	3 849,8	4 939,5	3 245,2	2 551,4	2 870,0	3 238,1
-Produits végétaux	42,9	442,3	84,1	2 006,5	3 046,2	5 844,6	4 937,1	4 759,5	4 470,0	2 207,6
-Autres produits	562,1	1 636,2	1 299,6	304,4	828,5	14,7	-	-	-	-
2.I.C.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	4 044,8	1 869,7	3 808,4	3 903,5	5 705,1	8 730,2	9 469,1	9 344,4	7 356,9	4 500,8
4.Amendes	-	13,7	7,9	247,1	8,2	0,2	1,0	40,7	2 176,5	214,6
B.DROITS D'ENTREE	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0
1.Droits de douane	73 324,0	110 730,6	171 890,3	203 265,7	263 409,7	356 277,9	463 433,4	532 427,5	559 649,2	559 242,6
2.I.C.A à l'importation (2)	76 727,1	116 796,9	183 767,6	219 514,6	291 557,1	403 322,8	590 679,3	840 588,0	873 054,8	879 549,0
3.Taxe statistique	3 957,8	3 021,6	4 329,3	5 364,3	5 993,7	13 097,0	-	-	-	-
4.Amendes	36,4	46,7	190,2	-	1 451,9	6 645,6	3 065,0	1 358,1	145,1	3 800,4
C.ENTREPOTS (3)	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-
TOTAL	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Non compris la Gécamines.
(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).
(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.13 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7
1.Rémunérations	33 236,3	60 145,4	74 792,8	144 072,0	171 963,3	255 890,2	415 773,3	489 601,2	647 235,6	700 820,5
2.Revenus locatifs	2 263,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	5 943,0	10 286,3	12 599,0	14 694,7	15 737,2	28 844,2	28 252,4	38 667,8	55 401,8	71 850,2
4.Professions libérales	0,1	1 920,5	1,0	2 179,2	2 179,2	3 367,5	4 327,3	7 625,8	0,0	0,0
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1
1.Sociétés	36 989,6	57 901,4	96 721,3	152 422,9	200 036,9	300 235,5	200 576,4	237 034,8	324 749,4	614 311,2
2.Entreprises	2 708,7	5 483,0	9 419,6	15 553,2	17 900,0	35 478,8	31 880,7	40 727,3	66 150,5	73 253,9
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	-
TOTAL	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.14 Recettes des impôts sur les revenus

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9
1.Rémunérations (1)	39 494,1	58 107,2	109 516,4	154 279,1	205 985,8	273 629,0	391 793,1	478 375,7	532 023,7	515 016,4
2.Revenus locatifs	2 176,0	-	8 462,5	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	6 761,8	13 826,2	13 252,4	15 500,7	23 355,8	27 052,8	37 918,3	45 671,6	50 656,7	53 211,5
4.Professions libérales	1 262,4	0,1	2,7	124,1	2 610,6	1 319,4	2 611,6	1 652,7	-	-
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6
1.Sociétés	75 472,0	87 197,8	152 812,7	143 221,1	229 723,5	255 213,1	226 118,5	297 345,9	435 020,3	632 854,1
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	42 510,5	24 239,0	49 372,6	22 419,1	32 766,3	50 140,0	54 383,9	53 668,1	42 253,2	25 849,9
2.Entreprises	3 604,3	2 209,8	9 737,6	17 289,0	17 624,4	23 353,7	24 632,6	8 319,7	56 170,4	48 879,6
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	-
TOTAL	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5

Sources :Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.15 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services

(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A. I.C.A. A L'INTERIEUR (1)	40 289,6	59 210,3	105 595,9	136 579,3	226 372,6	345 240,0	430 259,6	684 960,7	673 363,3	747 667,7	788 176,7
B. DROITS DE CONSOMMATION	31 635,7	29 383,9	52 237,7	65 245,0	156 574,7	175 637,2	258 668,1	413 440,8	470 356,7	543 809,8	604 134,7
1.Bières	7 815,7	11 067,1	17 991,4	22 292,2	28 898,0	67 825,6	54 006,7	101 016,3	119 174,8	138 245,1	160 002,1
2.Huiles minérales	14 409,2	5 863,5	15 973,5	19 257,8	22 621,2	-	-	-	352,86	-	3 858,7
3.Tabacs et allumettes	8 252,4	10 697,2	14 096,2	17 858,7	25 476,5	55 020,6	66 615,5	84 625,9	91 694,5	101 118,9	118 178,1
4.Autres produits (2)	1 139,9	1 728,9	3 096,2	4 755,9	78 108,2	49 158,0	125 948,0	187 357,7	257 314,6	304 122,2	320 694,8
5.Amendes	18,5	27,2	1 080,4	1 080,4	1 470,8	3 633,0	12 097,9	40 440,8	1 820,0	323,5	1 401,1
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. (3)	901,4	605,1	1 203,2	1 513,7	8 958,2	23 184,3	28 758,1	27 659,9	4 938,3	3 400,1	51 790,2
TOTAL (A+B+C)	72 826,8	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5

Source : Ministère des Finances.

(1) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.16 Recettes des impôts sur biens et services

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	67 532,4	110 251,4	172 947,4	231 871,9	297 311,1	387 754,0	539 181,9	593 970,0	582 746,0	640 137,8
B. DROITS DE CONSOMMATION	35 542,9	40 406,4	54 940,2	122 990,2	183 578,1	209 962,4	240 930,0	331 545,7	350 508,0	393 247,9
1. Bières	13 803,9	16 911,3	24 558,3	41 536,1	57 784,3	68 720,2	74 772,5	124 336,8	130 537,1	134 904,0
2. Huiles	8 343,4	8 330,1	2 689,5	18 963,2	-	-	-	-	-	1 388,9
3. Tabacs fabriqués	11 039,6	11 985,5	21 624,7	25 748,9	44 773,2	50 792,5	66 235,5	57 832,9	58 685,1	62 064,3
4. Autres produits	2 350,7	3 175,1	5 699,4	36 332,4	80 920,1	90 154,4	99 558,9	149 350,7	161 260,6	194 812,7
5. Amendes	5,4	4,4	368,2	409,6	100,5	295,3	363,1	25,3	25,2	78,0
C. SOCIETES PETROLIERES(1)	42 523,8	40 665,4	82 831,7	41 025,0	59 959,5	91 751,9	99 517,9	98 208,0	77 319,7	47 303,0
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH.	701,8	1 450,9	2 248,1	10 997,8	18 135,5	3 622,6	2 513,4	2 353,4	1 499,8	16 526,4
TOTAL	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières.

Tableau II.17 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I.Institutions politiques	32 906,0	42 789,8	48 989,9	69 158,7	169 907,7	192 297,5	318 510,0	308 747,9	345 889,1	341 929,2
Présidence de la République.	14 751,2	11 185,9	13 320,0	16 542,7	29 539,0	31 370,7	50 000,0	53 000,0	63 191,5	65 694,7
Assemblée Nationale & Sénat	4 829,0	22 480,8	24 349,6	32 133,3	104 810,3	99 654,7	122 850,0	132 098,9	142 809,9	148 161,3
Primature(1)	542,9	2 063,6	3 600,0	11 422,9	17 278,6	17 806,6	19 380,0	17 827,7	19 140,6	19 814,9
Organismes auxiliaires(2)	9 404,0	2 577,9	2 925,0	3 151,2	7 244,9	3 713,4	7 200,0	8 500,0	15 656,9	15 822,1
Autres(3)	1 484,0	1 787,5	2 389,2	2 205,9	5 461,9	23 889,5	48 080,0	27 746,0	3 273,6	15 822,1
Magistrature, Cours & Tribunaux	1 895,0	2 694,1	2 406,1	3 702,7	5 572,9	15 862,6	71 000,0	69 575,4	101 816,6	76 614,2
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Ministères	65 622,0	96 638,6	76 378,7	89 363,9	225 859,4	344 006,5	525 191,8	607 815,5	628 670,5	662 699,6
Administration du territoire.	5 275,3	10 726,1	12 179,8	13 220,0	25 190,8	59 940,0	76 416,0	92 376,4	102 571,6	108 277,9
Affaires Etrangères	2 480,9	5 152,0	3 359,6	4 216,8	11 960,1	14 404,4	14 713,0	19 928,6	2 300,0	23 300,0
Commerce	50,5	283,6	192,4	261,0	541,7	631,4	700,0	635,1	3 800,0	2 126,7
Défense Nationale	14 024,6	16 858,6	14 915,3	21 869,9	44 297,4	76 376,6	131 544,1	204 475,3	212 469,6	214 078,0
Anciens Combattants	33,9	163,0	126,0	217,5	487,6	515,0	621,0	744,1	800,0	801,8
Justice	451,7	1 228,9	839,9	869,9	3 683,8	6 052,2	25 000,0	18 977,8	21 750,0	23 119,1
Finances	7 010,3	9 117,8	6 808,3	6 524,7	10 743,7	15 315,2	20 000,0	23 640,8	25 517,4	25 849,6
Economie Nationale	118,1	328,5	252,0	435,0	1 083,4	3 338,6	3 000,0	2 915,0	3 050,0	3 015,5
Education Nationale (4)	16 009,6	16 999,6	8 875,9	8 350,5	10 293,0	40 150,0	91 661,0	86 366,7	90 200,0	92 741,0
Information et presse	70,0	472,7	839,9	869,9	2 007,5	2 047,4	2 500,0	2 235,5	2 377,0	2 036,4
Agriculture , Pêche & Elevage	87,7	942,0	1 266,0	1 565,7	3 250,4	7 816,0	10 000,0	10 164,6	10 850,0	9 745,5
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	957,0	1 122,9	755,9	869,8	3 792,2	4 328,7	3 000,0	3 488,0	3 708,0	8 473,8
Mines & Hydrocarbure	116,1	567,2	671,9	1 000,4	3 423,0	3 818,0	7 780,0	7 942,4	8 286,1	8 139,5
Transports et Communications.	58,2	378,1	839,9	869,9	1 733,5	1 785,5	1 900,0	2 766,8	3 500,0	3 519,7
Fonction Publique	8 182,7	945,3	1 679,8	1 739,8	3 250,6	5 367,2	7 000,0	6 248,8	6 976,0	6 981,9
Affaires sociales	233,7	662,2	1 416,0	1 304,8	1 625,2	1 549,5	2 000,0	2 198,2	2 500,0	2 019,9
Postes, Télégraphes,Télégrammes.	70,0	1 421,6	839,9	695,9	1 625,2	1 650,7	1 700,0	2 440,7	2 700,0	2 139,4
Santé Publique	250,3	7 102,8	2 525,9	2 609,4	8 103,9	18 201,0	27 870,0	31 219,4	30 000,0	31 413,6
Culture et Arts	49,7	1 370,7	839,9	698,5	2 007,5	1 999,5	1 762,5	1 625,1	2 180,0	3 197,4
Energie	72,0	283,6	252,0	393,2	1 083,5	1 085,2	1 200,0	1 389,7	1 450,0	1 513,6
Sports & Jeunesse	1 889,2	2 079,7	2 099,8	2 827,0	7 042,6	7 448,1	13 256,9	11 503,8	11 909,2	11 839,6
Affaires Foncières.	89,2	283,6	420,0	448,0	1 083,5	1 115,1	1 476,9	1 353,2	1 450,0	1 609,2
Travail et Prévoyance Sociales.	85,2	567,2	671,9	956,9	2 102,5	2 032,4	2 500,0	2 363,5	4 286,2	4 145,6
Portefeuille	96,0	378,1	420,0	435,0	1 679,4	1 713,8	2 000,0	1 740,3	1 860,0	1 870,9
Environnement	111,3	283,6	420,0	448,0	1 733,6	2 791,7	4 250,0	4 484,6	4 700,0	3 905,3
Développement rural	98,8	661,7	383,5	435,0	2 706,7	4 910,2	5 949,9	6 000,8	6 400,0	7 882,7
Plan	847,3	1 228,9	1 343,9	1 913,7	3 250,4	5 650,7	6 000,0	5 114,7	5 841,3	5 816,8
Recherche scientifique	506,1	378,1	329,7	782,9	1 625,2	1 815,8	1 900,0	1 697,6	2 000,0	3 235,8
Condition Féminine & Famille	75,6	283,6	563,6	1 000,0	2 166,9	1 830,2	2 350,0	1 903,5	2 100,0	1 667,1
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	71,6	309,4	178,1	500,0	1 081,8	1 109,2	1 400,0	1 204,0	1 300,0	1 122,0
Budget	3 128,8	7 099,9	4 315,3	4 349,1	10 237,9	12 134,6	25 000,0	24 114,6	23 514,6	22 960,9
Urbanisme et Habitat	53,4	425,1	545,9	522,0	4 002,8	4 598,8	4 608,7	4 369,5	4 500,0	-
Reconstruction	3,4	146,3	83,0	130,5	270,9	261,2	264,0	229,6	250,0	249,7
Coopération internationale	551,0	47,3	84,0	826,4	3 723,0	11 269,2	10 458,9	10 901,0	11 850,0	11 955,2
Relations avec le parlement	3,3	141,8	500,0	608,9	1 255,1	1 440,4	1 500,0	1 304,2	1 387,0	2 079,4
Réformes Institutionnelles	3,4	141,8	84,0	130,5	270,9	313,2	320,0	295,0	300,0	-
Relations avec partis politiques.	3,4	189,1	84,0	130,5	-	302,8	300,0	340,1	350,0	744,8
Petites et Moyennes Entreprises.	-	379,1	311,0	435,0	1 083,5	1 963,3	1 985,0	1 849,8	1 955,0	2 880,4
Tourisme et hôtellerie	51,5	283,6	262,0	261,0	541,7	568,2	600,0	532,9	600,0	1 788,8
Industrie	53,8	283,6	252,0	435,0	1 083,5	1 220,0	1 400,0	1 235,6	2 800,0	2 105,3
Ministères non identifiés	2 297,5	4 920,2	3 550,8	3 206,0	38 733,6	13 145,5	7 304,0	3 498,2	2 331,5	2 349,9
III.Autres services	702 392,0	1 028 591,2	1 373 068,7	1 830 771,9	2 452 217,6	3 934 420,8	3 583 607,2	3 008 937,8	3 627 879,0	3 716 632,5
Dette Publique	225 048,0	376 381,0	399 371,4	389 460,6	430 233,5	643 623,1	544 794,7	612 320,1	369 067,8	341 301,5
Villes et Provinces	22 556,0	45 727,0	106 953,9	455 880,9	497 402,0	833 040,0	973 221,0	212 400,0	212 400,0	241 698,1
Dépenses communes (5)	205 762,0	350 131,4	511 418,3	619 600,2	858 899,7	1 200 100,5	1 439 432,1	1 526 913,8	1 694 425,3	2 055 684,9
Budgets annexes	36 030,0	91 110,6	92 998,2	127 823,7	140 670,0	171 458,2	293 069,8	376 731,2	437 326,1	364 841,3
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	178 846,0	71 441,3	68 943,9	216 236,2	332 773,8	434 555,5	285 789,6	247 272,7	864 383,7	203 637,8
Autres services	34 150,0	93 799,9	193 383,1	21 770,3	192 238,5	651 643,5	47 300,0	33 300,0	50 276,1	509 468,9
TOTAL	800 920,0	1 168 019,6	1 498 437,2	1 989 294,5	2 847 984,7	4 470 724,8	4 427 309,0	3 925 501,2	4 602 438,6	4 721 261,3

Source : Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption
Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.18 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I.Institutions politiques	44 190,4	59 238,1	79 625,0	93 959,3	210 690,9	319 585,1	398 452,3	374 288,6	329 974,7	306 351,8
Présidence de la Républ.(1)	26 270,7	29 279,8	32 836,6	36 716,6	92 043,7	148 742,6	146 812,4	163 087,9	124 582,6	102 489,8
Assemblée Nationale & Sénat	9 466,8	12 522,7	13 577,9	33 314,0	84 373,6	110 146,7	129 889,8	108 832,8	114 111,8	105 938,9
Primature(2)	2 827,7	7 894,4	15 696,2	21 790,6	27 879,9	34 714,8	35 948,3	45 509,8	50 705,4	42 658,5
Organismes auxiliaires	5 625,3	9 541,3	17 514,3	2 138,1	6 393,8	25 981,0	5 005,6	12 662,4	17 499,8	20 435,6
Autres(3)	-	-	-	-	-	-	72 053,2	28 532,9	2 862,2	1 332,9
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	-	-	8 742,9	15 662,8	20 213,0	33 496,2
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Ministères	101 543,9	229 942,5	270 597,3	186 026,8	258 063,6	340 561,1	533 796,2	513 559,7	382 815,3	425 406,9
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	115,9	82,5	181,3	125,4	655,7	618,9	589,6	324,7	59,3	301,4
Intérieur	3 024,4	28 044,4	30 522,0	16 624,3	21 765,6	38 430,4	37 538,5	49 890,5	37 752,2	47 123,1
Affaires Etrangères	7 366,2	4 941,9	7 971,0	17 914,6	21 277,5	21 830,5	43 480,6	21 710,4	18 077,6	25 072,3
Défense Nationale	30 597,6	67 881,8	93 700,6	47 679,2	105 141,4	116 405,7	163 481,8	161 386,1	119 240,0	136 377,0
Anciens Combattants	0,9	96,7	14,8	-	29,3	-	91,3	15,8	49,2	39,1
Justice	1 554,3	2 484,7	3 356,2	3 831,9	2 882,2	7 947,0	8 085,2	9 491,9	11 952,5	15 090,1
Finances	30 362,6	75 945,8	77 663,5	53 945,7	33 032,7	49 875,3	79 070,8	121 845,7	71 176,8	50 135,8
Economie Nationale	386,4	527,8	233,0	55,8	680,6	363,7	339,9	2 132,7	2 018,9	2 064,7
Petites et moyennes entreprises	-	-	-	246,1	219,9	329,2	148,4	122,9	144,6	1 497,7
Education Nationale	1 816,7	17 254,4	19 856,3	1 042,2	9 190,2	7 862,9	26 700,4	11 384,5	24 807,2	12 648,4
Information et Presse	72,2	1 154,4	2 500,3	424,9	1 722,4	1 743,0	1 259,5	2 033,1	1 943,9	3 204,5
Agriculture	1 651,7	445,0	1 100,6	913,3	469,8	4 622,7	1 658,9	1 720,3	1 749,7	825,2
Travaux Publics (4)	346,5	190,1	956,8	3 486,2	2 435,1	3 779,1	3 536,2	7 719,5	708,0	1 097,0
Mines, Industrie et Artisanat	65,7	3 542,8	1 160,8	63,3	468,0	1 257,8	1 326,7	1 430,3	1 212,8	2 376,2
Transports et Communications.	716,6	27,1	40,1	96,5	161,0	399,1	14 390,7	22 710,3	2 349,8	3 524,4
Fonction Publique	331,7	1 160,0	1 279,3	645,0	1 729,3	2 086,6	1 196,0	1 218,4	1 357,5	1 459,1
Postes, Téléphones Télégrammes.	149,8	1 870,5	2 189,1	9,3	2 613,8	484,5	672,2	990,2	950,8	1 526,8
Santé Publique	5 476,6	9 029,8	9 448,9	8 500,5	2 424,2	8 762,6	14 032,2	23 419,8	22 114,2	21 767,8
Développement rural	106,1	120,6	132,9	11,6	412,2	294,1	735,4	595,6	783,8	1 725,1
Culture et Arts	342,7	72,9	88,0	408,6	858,0	1 247,1	1 097,5	1 274,9	695,5	3 041,5
Travail et Prévoyance Sociale	161,5	324,6	444,5	600,0	269,1	512,6	824,6	1 855,0	1 794,1	1 040,2
Energie	486,5	585,0	541,4	14,9	76,4	201,2	812,9	1 928,8	2 312,6	2 677,0
Tourisme et hôtellerie	286,3	616,1	888,1	-	36,2	28,5	62,4	75,4	62,3	1 164,0
Sports, Loisirs et Jeunesse	1 805,6	1 873,7	1 180,1	12 228,9	13 584,3	17 798,8	16 675,5	18 989,5	11 646,4	22 801,9
Urbanisme,Habitat et Affaires Foncières.	10,8	97,1	100,0	1 517,0	551,0	802,4	690,8	1 273,7	1 014,0	2 234,2
Plan	1 599,9	339,9	609,8	2 566,4	766,1	2 485,5	2 601,2	2 921,1	2 390,0	2 185,1
Reconstruction	85,1	-	43,6	2 274,9	12,3	8,7	6,3	3,7	16,6	34,8
Portefeuille	559,8	79,9	708,7	8,6	353,4	919,0	1 349,9	633,7	467,3	265,2
Commerce	372,1	17,8	22,7	1,2	136,7	116,7	258,3	808,6	78,7	675,1
Environnement	397,4	353,0	384,2	258,8	266,3	427,2	890,2	952,7	1 098,7	972,5
Affaires sociales	1 094,2	103,0	110,3	1 088,9	390,2	292,0	1 954,2	704,1	670,4	990,9
Recherche scientifique	2 514,7	108,6	125,1	26,5	367,5	654,8	230,3	349,9	297,5	1 315,4
Condition Féminine	132,5	74,5	-	-	1 677,3	485,2	773,6	1 011,9	773,9	961,4
Budget	4 502,1	7 123,7	11 643,8	6 051,1	15 125,9	34 092,5	49 711,4	25 546,9	25 605,4	42 744,0
Coopération internationale**	184,9	111,3	120,2	726,3	5 749,5	8 007,9	51 166,8	9 647,7	8 892,7	4 194,0
Relations avec le Parlement	47,2	-	43,7	106,8	407,7	280,9	223,1	219,6	108,0	1 349,3
Réformes institutionnelles	-	-	0,7	-	-	26,1	15,0	11,2	14,7	45,9
Rélation avec les Partis Politiques	-	49,8	0,3	4,6	-	104,1	82,8	90,2	99,5	150,6
Ministères non identifiés	2 818,7	3 211,2	1 234,6	2 527,4	10 124,8	4 976,8	6 035,3	5 118,4	6 328,1	8 708,2
III.Autres services	525 216,3	537 495	776 733,7	1 299 486,7	1 074 018,9	1 959 103,8	1 905 851,5	2 792 593,8	3 284 012,8	3 267 291,4
Villes et Provinces	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	203 963,1	170 100,4	236 283,1
Dette Publique	95 273,2	34 396,0	59 138,9	224 840,6	111 457,4	244 088,0	160 451,0	372 917,6	255 656,2	266 267,3
Dépenses communes (5)	247 742,0	314 968,0	494 017,2	603 596,0	604 270,1	1 111 170,0	1 293 459,0	1 463 767,0	1 609 074,7	2 384 279,0
Dépenses à ventiler	41 037,5	19 936,5	19 196,5	53 668,7	83 879,8	91 640,7	14 204,5	492 921,0	694 497,1	152 914,7
Subventions et transferts	45 454,0	62 057,0	62 797,0	99 140,6	97 163,6	104 361,9	176 820,0	246 056,3	303 989,0	177 883,4
Budget pour ordre	-	-	-	-		-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	40 399,0	45 034,0	74 694,0	180 526,7	75 655,7	59 274,8	90 476,0	12 968,8	250 695,4	49 664,0
Autres services (PPTE)	19 389,0	12 575,0	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo .

(1) En 2005 et 2006 Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(2) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption
Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(4) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées, et le TVA remboursable

*** Coopération Internationale et Coopération régionale.*

107 022

Tableau II.19 Dépenses courantes de l'Etat par nature

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I.Biens et services	403 385,7	544 041,0	859 821,6	891 197,6	894 073,8	2 086 980,1	2 215 632,5	2 912 557,9	3 399 221,6	3 403 022,6
1.Rémunérations	195 339,5	300 986,0	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8	1 802 647,6
2.Autres biens et services	208 046,1	243 055,0	398 521,3	349 773,9	289 803,7	1 025 810,1	959 497,5	1 502 811,5	1 821 340,8	1 600 375,0
Fournitures et matériel (1)	57 884,7	57 992,5	173 446,1	65 727,2	80 223,7	106 465,7	209 639,6	111 729,2	167 808,8	196 565,3
Frais généraux et divers	60 904,5	72 751,7	81 242,9	75 182,2	79 706,6	78 710,5	104 338,4	64 874,1	108 244,7	121 984,9
Dépenses extérieures (2)	-	4 416,5	5 845,7	-	-	-	18 066,0	11 582,1	12 109,8	11 978,1
Provinces et villes	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	199 774,2	170 100,4	236 283,1
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	2 567,9	5 880,9	4 157,0	10 350,3	7 327,9	29 114,6	28 440,1	45 937,1	61 546,9	49 248,6
A ventiler	50 767,5	53 484,8	66 939,5	60 800,1	20 953,3	462 950,9	428 572,4	1 068 914,8	1 301 530,1	984 315,1
II.Versements d'intérêts	113 097,3	34 396,0	41 015,4	63 111,0	51 512,4	126 625,4	160 780,8	243 168,9	139 559,1	156 078,5
1.Sur dette intérieure	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6
Découvert journalier(3)	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Sur dette extérieure	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0
Dette financière	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.Subventions et transferts	154 467,6	248 238,7	226 119,0	625 164,2	597 187,2	405 644,5	461 686,7	524 715,3	470 320,4	439 949,0
1.Organismes publics (4)	146 469,0	231 146,4	196 956,2	601 288,8	539 647,1	363 774,6	408 179,0	450 019,4	405 650,0	360 860,5
2.Entreprises	-	-	8 262,4	-	-	-	-	21 033,4	16 949,5	17 113,6
3.Ménages	7 360,9	15 662,6	15 303,0	15 954,9	42 685,6	29 630,4	35 118,8	34 017,5	30 448,0	49 893,9
Bourses d'études	-	2 509,0	2 146,1	1 183,1	-	-	-	22,9	-	168,6
Pensions civiles et militaires	2 884,8	3 694,1	4 942,8	4 827,6	6 998,0	8 397,6	11 810,9	17 633,0	17 514,6	24 155,1
Soins médicaux	2 241,8	5 889,5	3 956,3	3 729,3	17 214,4	16 102,5	12 691,7	8 641,9	7 855,9	13 707,4
Divers (5)	2 234,3	3 569,9	4 257,9	6 214,9	18 473,2	5 130,3	10 616,2	7 719,7	5 077,5	11 862,8
4.A l'étranger (6)	637,7	1 429,7	5 597,4	7 920,5	14 854,5	12 239,5	18 388,9	19 645,0	17 273,0	12 080,9
Total	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	4 009 101,1	3 999 050,1

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.
(2) Principalement les représentations diplomatiques.
(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.
(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.
(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.
(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.20 Budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Présidence	54,6	3 542,9	3 240,0	857,3	21 269,5	5 727,5	38 641,7	2 689,9	6 746,7	2 726,2
Affaires étrangères	54,6	-	200,7	-	-	-	-	237,1	3 252,0	3 700,0
Commerce	34,8	30,1	500,0	-	2 069,3	275,1	159,0	500,0	1 943,0	7 909,1
Finances	550,3	916,7	40 279,3	2 658,2	22 530,8	123 984,2	75 389,6	59 253,2	149 078,5	38 219,6
Education Nationale	3 556,1	13 121,3	16 753,6	66 983,9	124 894,0	153 351,4	117 164,0	120 287,4	76 004,8	47 191,8
Information	431,3	200,0	1 433,1	77,3	950,6	400,0	305,2	8 542,2	243,4	797,3
Agriculture,Pêche et Elevage	463,7	5 249,3	3 656,0	12 601,6	37 119,4	66 246,6	216 722,2	47 722,2	182 970,4	57 406,5
Développement rural	340,1	2 046,7	2 164,0	64 728,6	43 903,4	38 657,5	30 939,4	25 497,7	165 991,5	42 187,6
Travaux Publics et Aména-gement du Territoire	763,8	12 140,0	105 817,0	545 874,5	524 630,9	1 114 598,2	315 408,3	532 306,3	88 419,9	231 415,5
Mines et Affaires Foncières	324,6	577,8	1 546,1	-	7 595,8	3 669,3	12 187,6	1 000,0	27 743,1	74 925,9
Transports et Communications	193,2	1 667,5	8 578,3	15 200,1	199 689,2	360 050,2	140 147,2	108 357,8	77 883,2	332 045,5
Postes,Téléphones Télégrammes.	113,6	2 990,0	3 094,5	5 000,0	1 090,2	4 284,9	1 409,0	1 893,9	70 278,1	86 820,4
Santé Publique	5 062,1	6 132,0	12 236,1	104 917,4	245 424,0	111 874,9	344 923,9	125 208,0	328 211,3	132 115,5
Energie	386,4	2 726,2	37 302,0	64 356,9	707 432,2	1 382,5	367 381,0	246 035,2		162 601,9
ð unesse et Sports	48,7	193,9	800,0	-	-	1 000,0	1 232,1	5 092,2	1 398,8	3 602,1
Défense Nationale(1)	1 026,8	300,0	2 150,0	-	43 401,3	22 882,8	11 006,1	7 115,2	72 569,4	21 688,6
Culture et Arts	46,6	30,1	500,0	-	-	300,0	1 576,9	1 500,0	1 294,5	1 799,0
Portefeuille	-	30,1	425,0	3 780,8	23 705,0	1 331,9	11 617,6	7 561,6	7 063,7	3 598,3
Environnement	687,9	271,3	3 475,8	39 219,0	68 890,1	80 057,9	31 567,6	10 362,9	47 543,8	-
Plan	1 533,9	1 157,5	12 898,5	1 918,0	80 493,6	11 441,5	124 713,4	53 378,5	31 185,8	12 317,4
ù stice	61,1	30,1	750,0	-	14 916,4	8 667,6	5 968,7	5 714,3	8 074,3	9 958,3
Administration du Territoire	35,2	228,3	5 696,3	2 712,9	63 300,8	44 951,4	157 161,2	169 252,9	10 643,5	316 797,3
Primature	-	300,0	750,0	-	-	1 988,5	76,3	2 175,6	3 979,3	2 144,8
Affaires sociales	-	512,2	4 057,4	-	17 079,1	8 459,4	16 169,3	4 894,5	19 555,0	6 855,5
Recherche scientifique	-	691,2	-	-	1 500,0	3 602,1	1 294,3	2 403,6	2 414,9	3 154,5
Travail et Prevoyance Sociale	26,6	292,5	689,0	-	702,0	261,4	199,9	5 015,9	4 818,6	3 624,0
Fonction Publique	54,6	30,1	615,0	-	-	2 729,0	114,5	85,9	97 600,7	45 578,8
Economie Nationale	27,3	30,1	450,0	-	-	-	343,4	2 760,3	934,2	911,0
Assemblée Nationale & Sénat	140,7	5 687,7	680,0	-	8 460,4	3 379,5	2 615,2	501,4	10 772,5	5 434,2
Condition Féminine	-	30,1	300,0	-	12 467,1	1 900,0	25 600,0	11 931,5	8 969,6	42 427,6
Anciens Combattants	6,2	-	150,0	-	983,3	511,6	390,7	744,1	516,0	-
Budget	333,0	857,1	1 957,8	100,9	25 722,6	8 182,1	3 890,8	4 555,7	5 000,0	4 739,9
Conseil ù diciaire	-	-	-	-	2 851,8	-	405,9	10 595,8	11 462,0	2 000,0
Urbanisme et Habitat	772,9	1 031,5	2 900,0	-	1 098,4	8 443,1	8 660,8	13 525,9	4 812,1	21 084,8
Petites et Moyennes Entreprises	-	30,1	270,0	-	9 030,7	-	-	-	500,0	1 271,7
Reconstruction et Service National	-	-	-	-	-	95,9	101,6	1 379,8	-	1 630,6
Pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ministères et institutions	469,5	1 949,9	6 662,4	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4
Total (2)	17 600,0	65 024,6	282 978,0	933 099,4	2 759 532,9	2 275 599,3	2 181 862,2	2 509 163,4	2 846 565,7	2 864 957,6

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.
(2) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

Tableau II.21 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère et institution

(en millions de CDF)

Ministères	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1.Présidence.	329,7	2 296,5	3 221,9	3 513,7	6 751,4	4 565,1	1 814,2	27 751,2	9 677,2	1 850,2
2.Primature	-	-	4 437,1	13 233,2	6 088,0	1 014,3	2 130,1	948,3	7 540,3	271,2
3.Finances	667,8	0,6	29 421,6	29 092,9	37 576,2	44 116,2	4 605,4	58 944,5	33 855,1	10 059,1
4.Education Nationale	1 928,6	2 996,9	3 481,0	26 760,5	3 104,3	5 148,1	2 379,1	18 925,5	30 603,1	33 968,4
5.Information	-	357,0	4 399,7	-	6 246,7	8 510,5	23,7	-		1 081,5
6.Agriculture	1 888,8	1 974,6	12 427,1	43 595,9	11 617,9	3 980,1	27 082,4	33 471,4	73 157,2	27 467,8
7.Travaux Publics	15 538,0	1 325,0	20 060,8	269 510,4	416 211,2	160 237,0	41 870,7	119 848,0	32 810,3	131 282,9
8.Mines et Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	212,8	1 130,9	120,0	2 978,0
9.Transports et Communications.	155,9	2,8	231,0	20 244,7	-	973,1	15 599,5	32 974,9	41 426,8	102 657,8
10.Postes,Télégraphes Téléphones	-	-	-	1 810,8	31,6	690,2	-	6 518,0	672,1	801,8
11.Santé Publique	3 084,4	3 831,7	5 739,9	20 496,0	8 579,6	1 381,1	17 478,2	31 356,2	33 324,3	10 337,4
12.Energie	914,5	-	4 131,7	12 871,8	8 120,3	51,7	192 066,2	0,0	-	99 966,0
13.Défense Nationale	3 049,9	4 843,5	2 955,1	7 280,8	6 313,5	4 801,9	31 201,8	12 275,2	13 290,7	4 975,6
14.Environnement	-	-	-	938,4	-	115,3	-	-	-	5 088,9
15.Plan	19,1	1 034,1	1 063,3	10 104,8	13 168,2	1 104,5	7 238,6	1 698,5	6 029,1	3 575,4
16.Développement rural	1 688,6	980,1	1 129,6	15 622,9	3 709,8	-	38,3	645,7	57,1	7 968,1
17.Justice	-	-	-	-	136,9	268,9	135,6	321,1	297,1	4 071,7
18.Affaires sociales	776,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19.Affaires étrangères	109,9	75,0	899,7	53,9	1 500,1	4 013,1	933,2	-	120,1	537,5
20.Recherche scientifique	-	123,2	500,0	-	6,1	111,8	528,2	709,6	-	-
21.Assemblée Nationale	-	-	-	-	3 884,9	12 847,5	-	617,5		905,3
22.Condition féminine	228,4	-	-	-	-	-	66,7	-	356,7	1 465,5
23.Budget	12,5	42,2	365,9	31,1	7 487,5	966,7	794,5	1 080,0	814,2	2 306,9
24.Fonction Publique	178,0	37,5	81,2	52,3	440,7	-	-	40,1	644,3	11 835,6
25.Cultures & Arts	67,6	-	-	-	8,0	61,9	146,1	168,1	1 364,5	1 414,6
26.Sports & Loisirs	26,4	-	-	-	233,4	11,0	66,7	-	6 170,8	4 807,4
27.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28.Urbanisme & Habitat	1 731,6	370,7	574,1	-	-	-	-	65,8	125,0	12 771,0
29. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	22 688,4	665,0	-	-	2 184,6
30.Intérieur	268,0	-	-	2 483,4	1 578,7	2 420,3	12 044,0	3 262,7	6 277,0	19 290,0
31.Autres ministères	261,7	2 092,9	65 634,3	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1
Total (1)	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

Tableau II.22 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A.Auprès des institutions monétaires	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-723 426,0	-494 090,0
Banque Centrale du Congo	78 032,1	89 851,4	124 575,0	107 828,2	-661 280,0	-394 023,0	-699 115,0	-635 903,0	-595 457,0	-379 192,0
Banques de dépôts	-32 496,3	-22 515,9	-22 010,1	-49 426,1	-54 084,0	-92 625,0	-226 026,0	-184 389,0	-127 969,0	-114 898,0
B.Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-723 426,0	-494 090,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.23 Couverture des besoins nets de financement de l'Etat

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Besoins nets de financement	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-96 866,0	-229 336,0
Moyens de financement :	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0	229 336,0
A.Financement intérieur monétaire	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0	229 336,0
Banque Centrale du Congo	39 089,1	11 819,2	34 723,6	-16 746,7	-134 496,8	267 257,0	-305 092,0	63 212,0	40 446,0	216 265,0
Banques de dépôts	-13 785,6	9 980,4	505,9	-27 416,1	-12 151,3	-38 541,0	-133 401,0	41 637,0	56 420,0	13 071,0
B.Financement intérieur non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

© Image-BCC

Les relations économiques extérieures ont été caractérisées principalement par une détérioration du solde global de la balance des paiements, induite par le ralentissement du solde du compte de capital et d'opérations financières. Cette situation était due notamment au recul des investissements étrangers.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de change, l'Institut d'émission a effectué quelques opérations de vente des devises en vue de répondre à l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change.

S'agissant de la dette extérieure, le fait marquant en 2015 a été la non-accumulation d'arriérés. Toutefois, le service de la dette a été assuré au-delà des prévisions, à la suite des paiements anticipatifs effectués en faveur du groupe de la BAD, des montants devant échoir au 1er janvier 2016. Aussi, le stock de la dette extérieure a-t-il enregistré une baisse par rapport à 2014.

Pour ce qui est des aides extérieures, elles se sont contractées par rapport à 2014, sous l'impulsion principalement de la baisse globale de l'assistance multilatérale en faveur de la RDC.

En ce qui concerne la coopération régionale, il y a lieu de relever que cette dernière a été essentiellement marquée par la tenue de la réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des Etat membres du COMESA. A ce titre, il importe de relever que la RDC est désormais opérationnelle dans le système régional des paiements et des règlements depuis l'entrée en production en août 2015.

CHAPITRE I

COMMERCE DES BIENS

La valeur globale des échanges des biens, entre la République Démocratique du Congo et le Reste du monde, s'est chiffrée à 19.315,5 milliards de CDF en 2015 contre 23.156,1 milliards, une année plus tôt. Rapprochés au PIB, ces échanges ont représenté respectivement 55,0 % et 69,7 %.

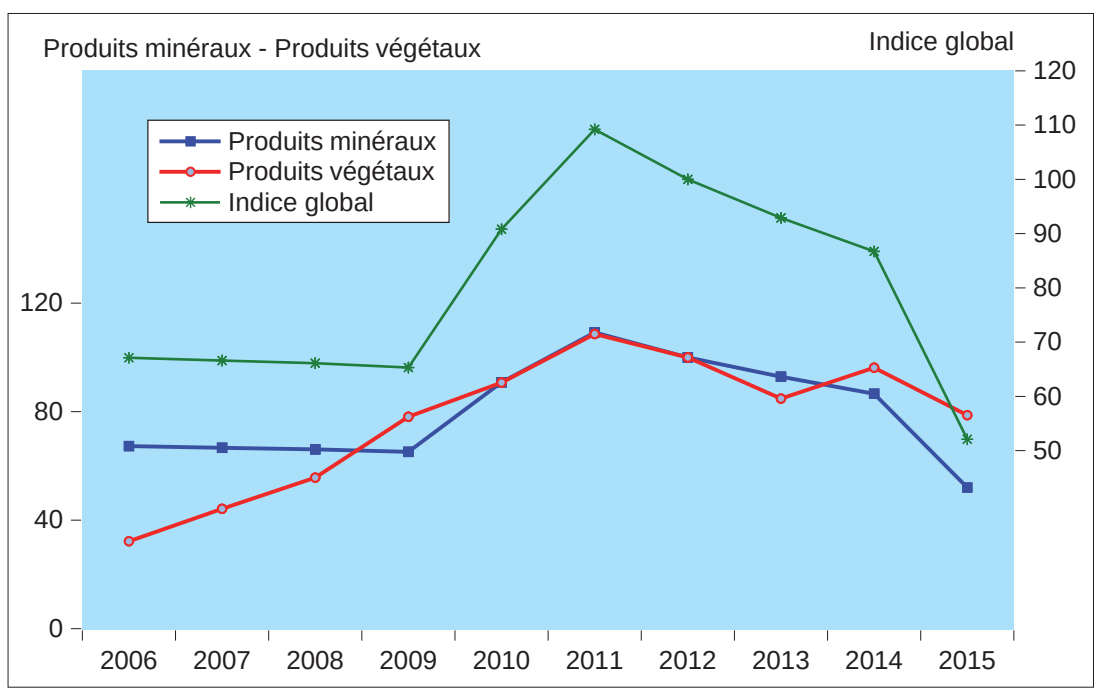
Les importations ont été couvertes à 97,3 % par les exportations contre 97,0 % en 2014. Cette situation résulte de la chute des cours des matières premières, dans un contexte d'une abondance de l'offre et du ralentissement de la croissance des économies émergentes, dont la Chine.

I.1. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

L'indice global des cours mondiaux de principaux produits exportés par la RDC s'est replié à 52,1 points après 86,7 points, une année plus tôt. Cette dégradation résulte de la baisse des cours de produits minéraux et végétaux sur le marché international.

Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits

(Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

I.1.1.Produits miniers et hydrocarbures

En 2015, l'indice des cours de principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC a chuté passant de 86,6 points à 52,0 point, à la suite principalement de la baisse de la demande chinoise pour les produits miniers et de l'abondance de l'offre pour les hydrocarbures.

L'évolution des cours de principaux produits exportés par la RDC se présente comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau III.1. Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures

Produits	Marchés	Cotation	2013	2014	2015
Cuivre	New York	USD/tm	7 349,8	6 873,0	5 523,0
	Londres	USD/tm	7 329,5	6 859,9	5 509,0
	Paris	EUR/tm	5 680,9	5 344,2	5 169,4
Etain	Londres	USD/tm	22 341,0	21 897,2	16 085,7
Zinc	Londres	USD/tm	1 909,9	2 160,9	1 933,0
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	14,4	14,5	15,0
Cobalt	Londres	USD/lb	13,0	14,7	13,5
Coltan	Londres	USD/lb	115,0	92,3	78,0
Or	New York	USD/o.t.	1 411,7	1 266,4	1 161,1
Pétrole	New York	USD/baril	97,9	93,4	48,9
Argent	New York	Cts/o.t.	2 389,2	1 908,8	1 572,0

Sources : Bourse Les Echos et Centre d'Evaluation, d'Expertise et de Certification des susbtances minérales précieuses et semi précieuses (CEEC).

La baisse du cours du cuivre est étroitement liée au ralentissement de la croissance en Chine, premier consommateur mondial, dans un contexte d'accroissement de l'offre mondiale de ce produit.

Pour ce qui est du prix du baril de pétrole, la dégradation résulte du fléchissement de la demande mondiale de ce produit, principalement celle de la Chine, face à une offre mondiale abondante fortement alimentée par la production du pétrole non conventionnel américain et celle de l'OPEP, sous l'impulsion notamment de la reprise de la production de l'Iran.

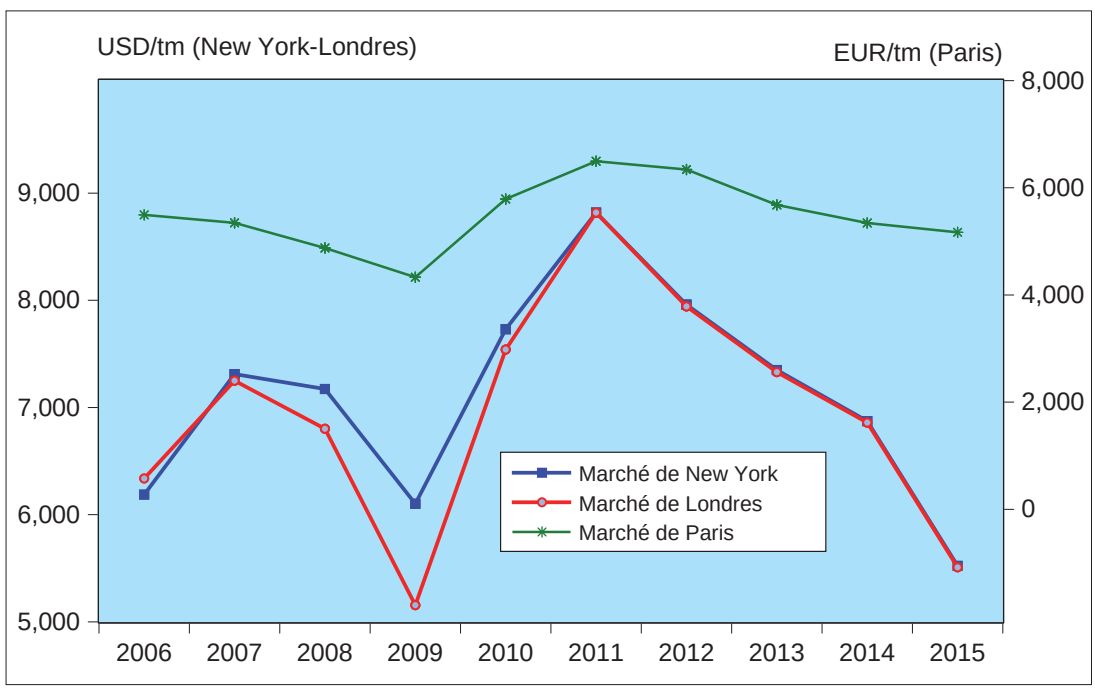
S'agissant du cours de l'or, sa baisse résulte de la réduction de la demande mondiale, consécutive à l'atténuation de son rôle de valeur-refuge, étant donné la diminution du risque lié à la détention d'autres actifs américains et européens. Par ailleurs, la publication par la Chine de son niveau de stock d'or, qu'elle évitait de dévoiler depuis 2009, a découragé un grand nombre de détenteurs d'or qui, ayant préalablement sous-estimé ce stock, tablait sur une forte demande chinoise et des cours plus attrayants.

En ce qui concerne le zinc, la chute de son cours est la conséquence de l'excès de production et de raffinage face au ralentissement de la demande de ce produit, particulièrement celle de la chine, laquelle représente près de la moitié de la consommation mondiale. Parallèlement, il s'est observé un surplus de l'offre d'argent et de plomb, lequel a été à la base du fléchissement du cours de l'argent.

Pour ce qui est du coltan, alors que la hause de sa production se poursuivait, plusieurs actions ont été prises au niveau des pays consommateurs, principalement européens, induisant la réduction de la demande de ces produits. En effet, les députés Européens ont voté un projet de règlement qui, une fois adopté au niveau de la tripartite « Parlementaires, Ministres du Conseil européen et membres de la Commission commerce international », obligera les fonderies et affineries ainsi que toutes les entreprises commercialisant des produits finis contenant notamment ces minerais à vérifier leurs provenances afin de s'assurer qu'elles n'alimentent pas les conflits armés et ne se rendent pas complices de la violence contre les populations. Cette perspective a été à la base de la baisse de cours de ce produit.

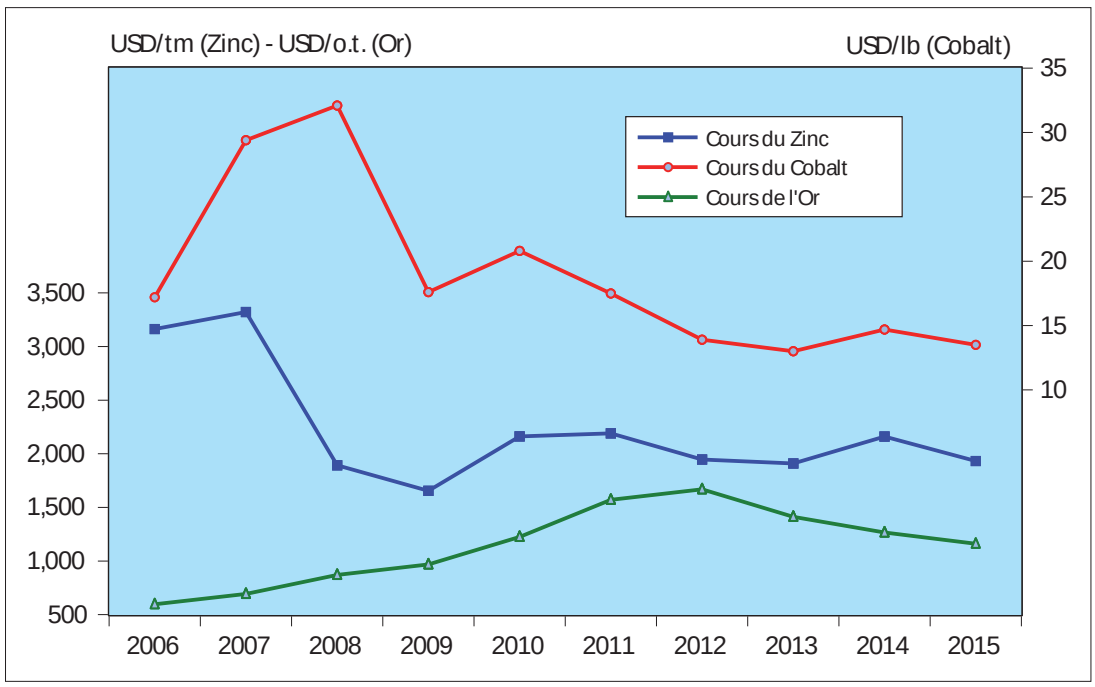
Quant à l'étain, la dégradation de son cours est consécutive à la baisse de la demande chinoise, dans un contexte d'accroissement de l'offre consécutif à l'amélioration des capacités de production par les compagnies minières et les fonderies, suite au bon comportement antérieur des cours.

Graphique III.2 Cours du cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque centrale du Congo à partir des données de « bourse Les échos ».

Graphique III.3 Cours du zinc et du cobalt sur le marché de Londres



Source : Banque centrale du Congo à partir des données de « bourse Les échos ».

I.1.2. Produits végétaux

L'indice des cours mondiaux de principaux produits végétaux exportés par la RDC a enregistré un recul, passant de 96,2 points en 2014 à 78,7 points en 2015, en raison de la baisse de l'ensemble de cours de ces produits à l'exception de celui du cacao. Il s'agit notamment des cafés arabica et robusta, de l'huile de palme, de l'huile de palmiste, du coton et du caoutchouc.

Tableau III.2 Evolution des cours des produits végétaux

Produits	Marchés	Cotation	2013	2014	2015
Café					
Robusta	Londres	USD/tonne	1 850,6	2 004,5	1 714,2
Arabica	New York	Cts/lb	126,0	176,4	132,9
Cacao	New York	USD/tonne	2 210,0	2 210,0	2 918,7
Huile					
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	517,6	611,8	441,0
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	901,7	894,5	774,6
Coton	New York	Cts/lb	83,3	76,6	63,3
Caoutchouc	Londres	Cts/Kg	279,7	196,5	155,6
Bois					
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m³	311,2	282,0	246,0
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m³	782,5	897,9	833,3

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

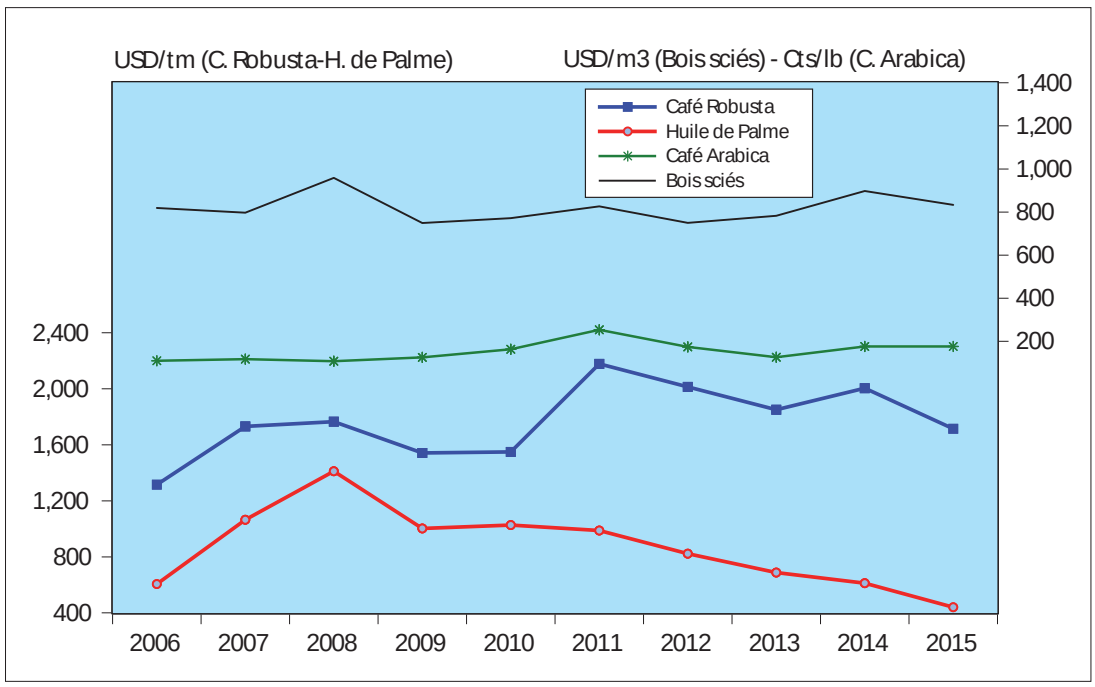
Les cours des cafés robusta et arabica ont enregistré des baisses consécutives à l'abondance de l'offre sur le marché mondial. En effet, nonobstant la baisse de l'un de grands producteurs, en l'occurrence le Brésil dont les cultures ont été perturbées par des conditions météorologiques défavorables, le marché a été alimenté par les hausses des productions du Vietnam, de la Colombie et de l'Indonésie.

La baisse du cours de l'huile de palme fait suite à une dégradation de la demande mondiale de ce produit affectée par, d'une part, les critiques récurrentes sur les effets sanitaires néfastes de cette huile et, d'autre part, la baisse de la demande en bio-carburants, dont l'huile de palme est l'un des produits phares, résultant de la chute des prix du pétrole.

La baisse du cours du coton est principalement le fait de la surabondance de son offre, dans un contexte d'une réduction de sa demande internationale, suite à la concurrence des fibres synthétiques à base de pétrole qui bénéficient des effets de la baisse du cours de ce dernier.

Le cours du caoutchouc a enregistré une baisse à la suite d'une offre excédentaire sur le marché mondial, impulsée par la production du caoutchouc synthétique.

Graphique III.4 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque centrale du Congo à partir des données de « bourse Les échos » et de « marchés tropicaux ».

I.2. DESTINATIONS DES EXPORTATIONS

Les exportations de la RDC se sont chiffrées à 9.523,5 milliards de CDF revenant de 11.399,9 milliards en 2014. Leurs trois premières destinations demeurent la Chine, la République Sud-Africaine et l'Union Européenne, lesquelles ont absorbé respectivement 25,7 %, 20,5 % et 4,5 % du total des exportations congolaises en 2015.

Comparativement à l'année précédente, les biens achetés par la Chine et l'Union Européenne auprès de la RDC sont passés respectivement de 2.611,9 milliards de CDF à 2.451,1 milliards et de 520,8 milliards à 415,0 milliards.

Tableau III.3 Exportations de la RDC par destination

(en pourcentage du total)

Pays	2014	2015
Chine	22,9	25,7
Afrique du Sud	16,3	20,5
Autres	60,8	53,8

Source : Banque Centrale du Congo.

I.3. PROVENANCE DES IMPORTATIONS

Les biens importés par la RDC sont évalués à 9.791,9 milliards de CDF en 2015 contre 11.756,2 milliards une année plus tôt. Les importations en provenance de l'Union européenne, de la Chine et de la république Sud-africaine ont représenté respectivement 23,5 %, 13,4 % et 12,5 % contre 23,2 %, 10,7 % et 10,6 %, une année plus tôt.

Tableau III.4 Importations de la RDC par provenance

(en pourcentage du total)

Pays	2014 (r)	2015 (p)
Union Européenne	23,2	23,5
Chine	10,7	13,4
Afrique du Sud	10,6	12,3
Autres	55,4	50,9

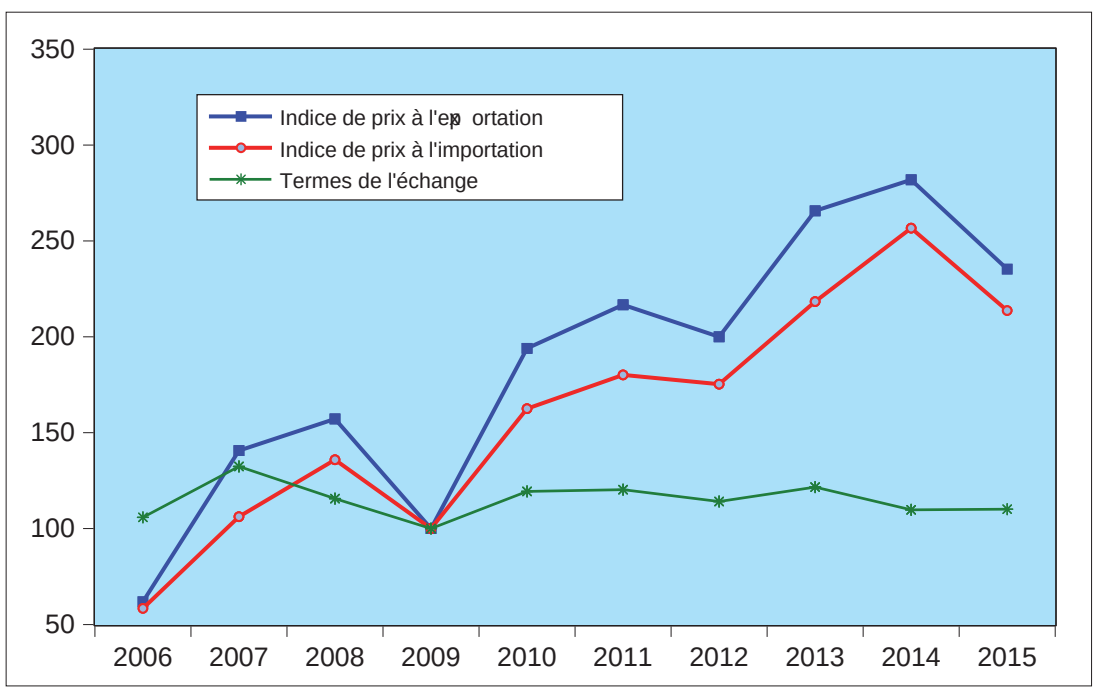
Source : Banque Centrale du Congo.

I.4. TERMES DE L'ECHANGE

En 2015, les termes de l'échange de la RDC se sont situés à 96,5 points contre 96,2 une année auparavant.

Graphique III.5 Evolution des termes de l'échange

(Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

La politique de change de la Banque Centrale du Congo a été menée dans un contexte marqué par la chute des cours des matières premières. Cette situation a induit une baisse remarquable du niveau des réserves de change, à la suite du ralentissement des encaissements en devises. Ainsi, pour être en phase notamment avec l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change, l'Institut d'émission a réalisé quelques opérations de vente des devises par le mécanisme d'adjudication bilatérale.

II.1. OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE

Les objectifs de la politique de change n'ont pas subi de modification en 2015. Ils ont concerné le lissage des fluctuations du taux de change et l'amélioration du niveau des réserves de change.

En ce qui concerne les instruments, le Comité de Politique Monétaire a orienté les actions de la Banque vers le recours aux interventions sur le marché des changes, à travers essentiellement les adjudications bilatérales des devises.

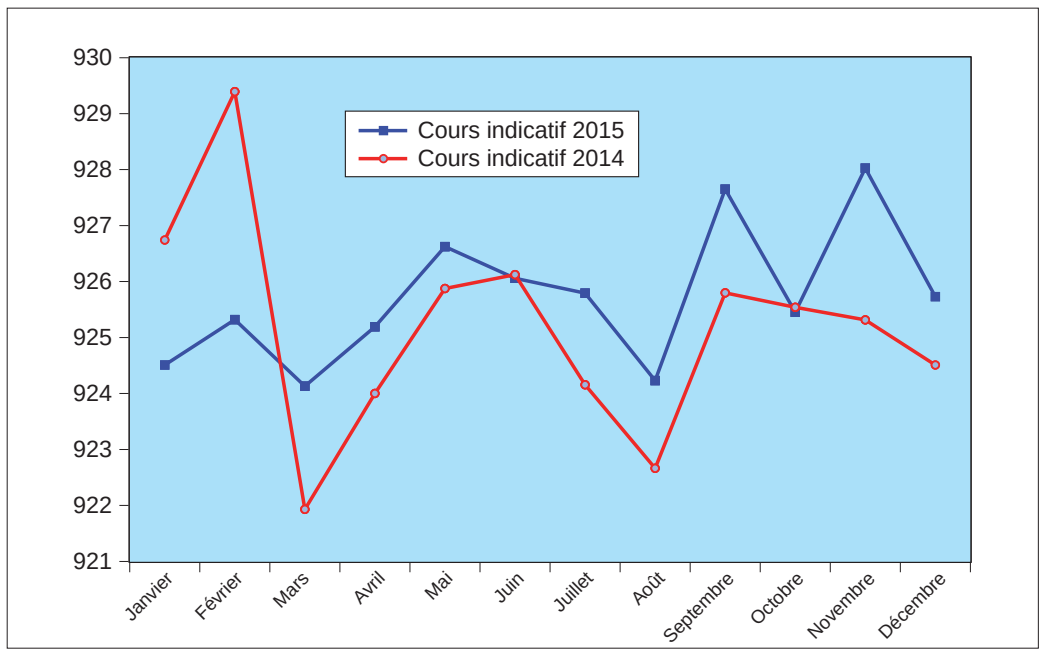
II.2. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

II.2.1. Stabilité du taux de change

Le marché de change est resté globalement stable en 2015, le taux de change ayant fluctué dans la fourchette de 924,0 CDF le dollar américain à 928,0 CDF. Aussi, comparativement à l'année précédente, une dépréciation de 0,4 % contre une appréciation de 0,1 % en 2014, a-t-elle été observée à l'indicatif.

Graphique III.6 Evolution du taux de change indicatif

(USD/CDF)

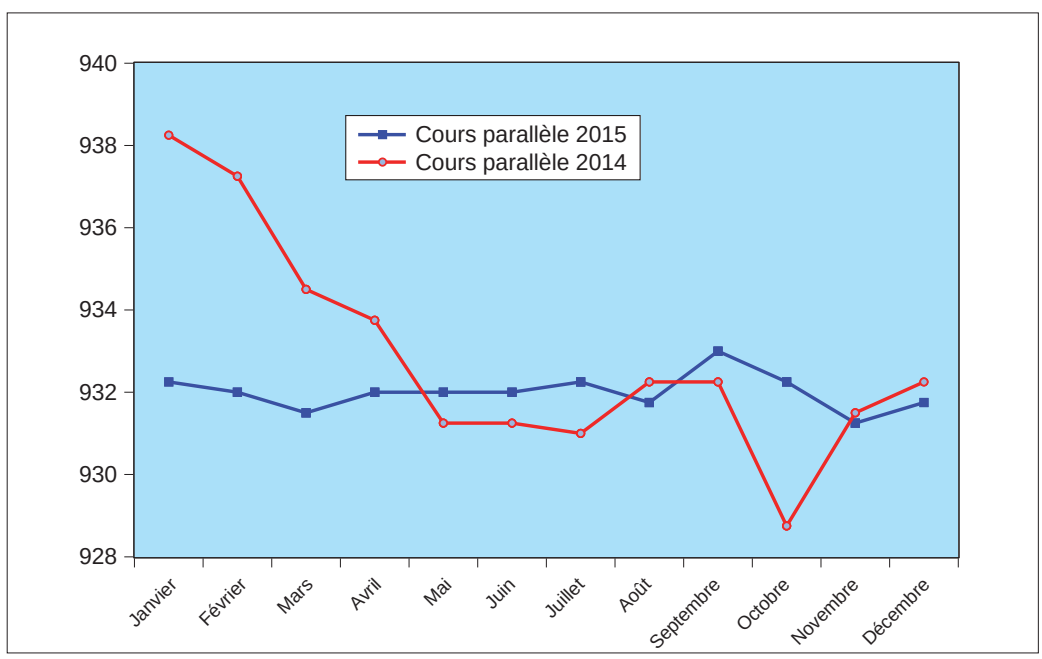


Source : Banque Centrale du Congo.

Sur le marché parallèle, la même tendance a été notée, en dépit d'un léger relèvement observé en fin d'année 2015. En effet, le taux parallèle a fluctué, en moyenne, dans la fourchette de 932,0 CDF le dollar américain à 937,0 CDF au cours de l'année sous analyse. En outre, comparativement à l'année 2014, il a été noté une dépréciation de 0,4 % en 2015 contre une appréciation de 0,6 %, une année auparavant.

Graphique III.7 Evolution du taux de change parallèle

(USD/CDF)

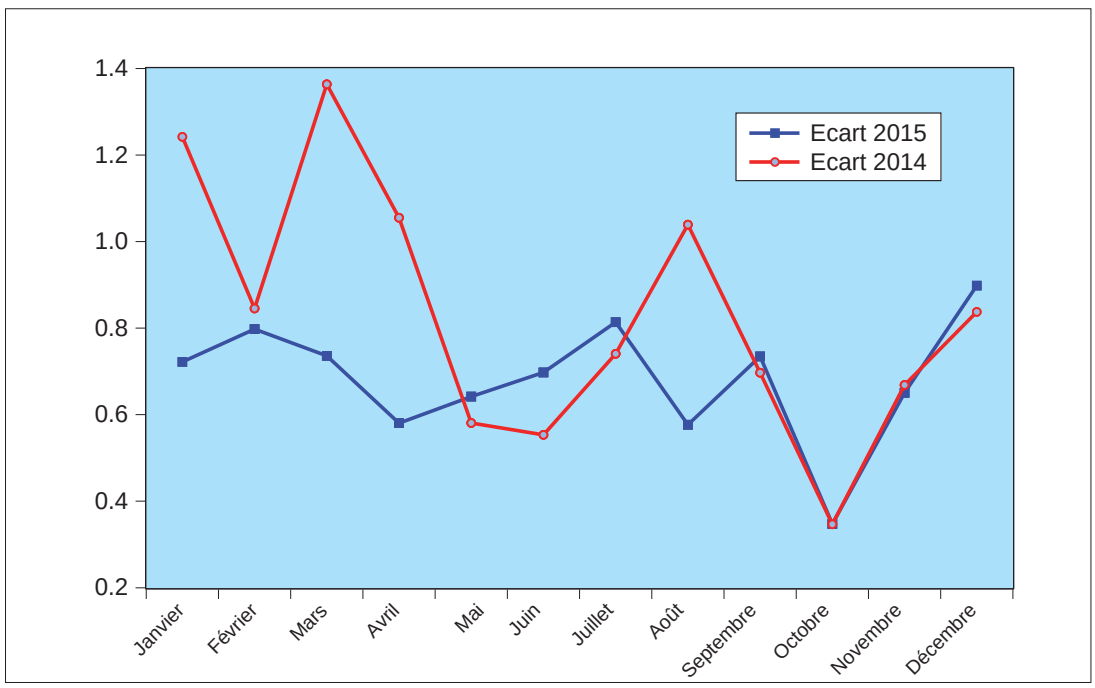


Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, le rapprochement entre les taux indicatif et parallèle indique une nette réduction de l'écart, lequel est passé de 0,8 % en moyenne en 2014 à 0,7 % en 2015.

Graphique III.8 Evolution de l'écart entre le taux indicatif et le taux parallèle

(en pourcentage)



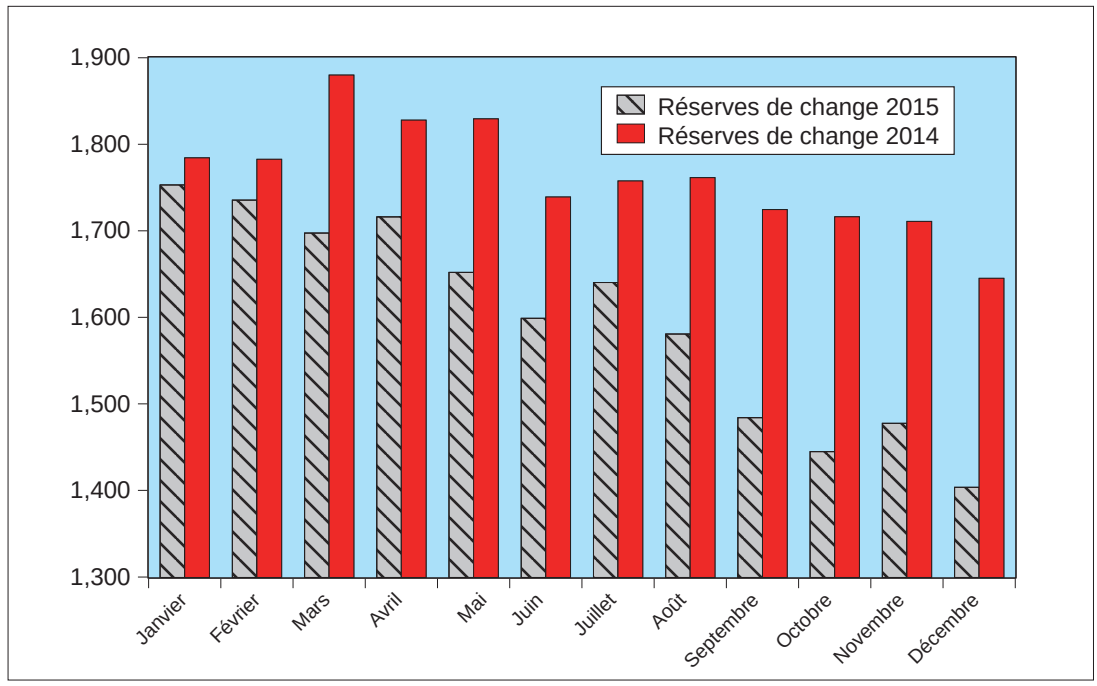
Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2. Réserves de change

En 2015, le rythme de consommation de réserves a été plus rapide qu'en 2014. En moyenne mensuelle, les réserves ont baissé de 20,1 millions de USD contre 6,1 millions en 2014. Il s'en est dégagé un stock de réserves de 1.403,6 millions de USD à fin décembre 2015 contre 1.645,2 millions à la période correspondante de 2014.

Graphique III.9 Evolution des réserves de change

(en millions de USD)

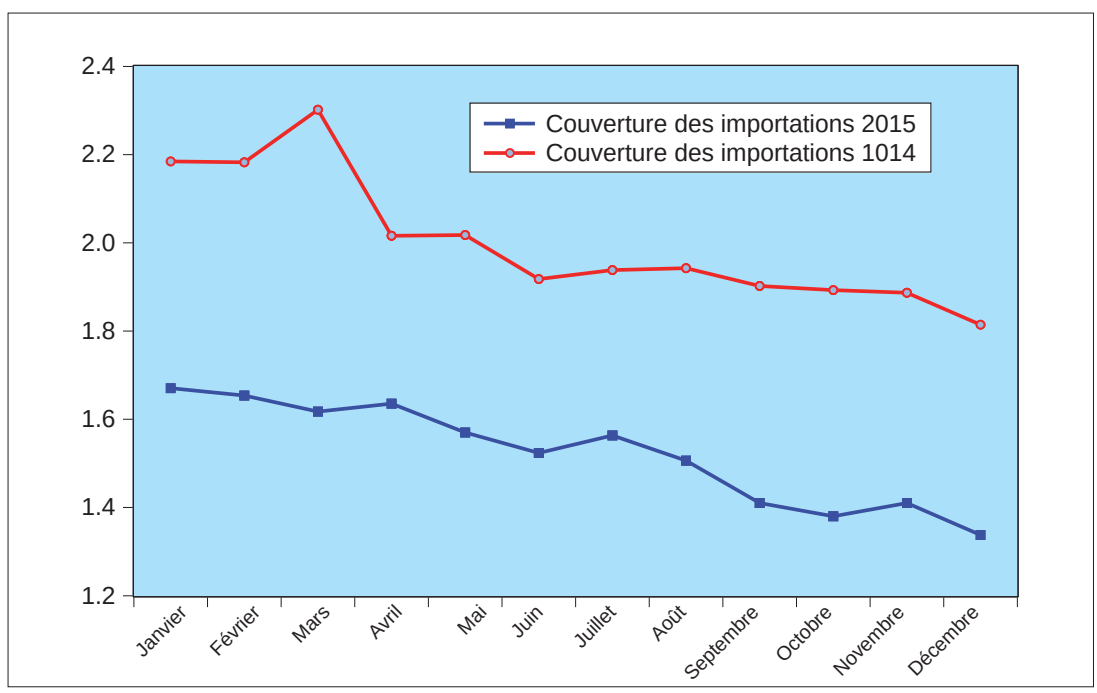


Source : Banque Centrale du Congo.

Ce niveau de réserves a représenté 1,3 mois d'importations des biens et services à fin 2015 contre 1,8 mois à fin 2014.

Graphique III.10 Evolution des réserves de change

(en mois d'importations)

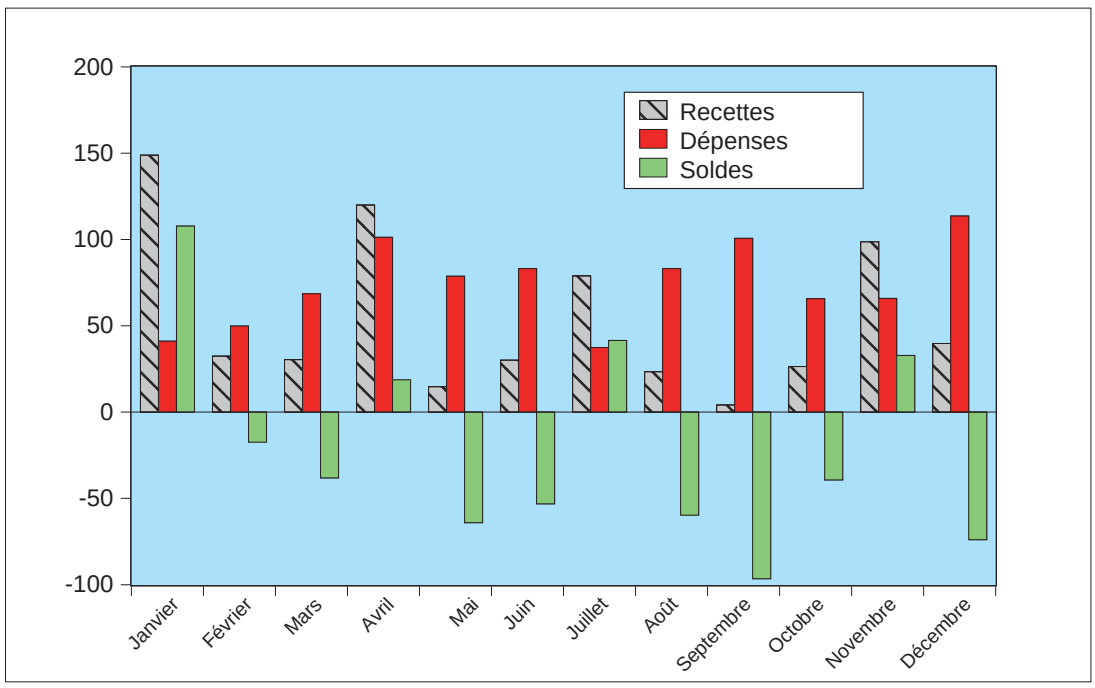


Source : Banque Centrale du Congo.

La baisse de réserves de change résulte du comportement déficitaire de la balance des paiements en 2015, lequel a induit une accentuation du déficit du budget en devises. En effet, d'une année à l'autre, ce déficit est passé de 75,9 millions de USD à 241,6 millions.

Graphique III.11 Evolution du budget en devises en 2015

(en millions de USD)



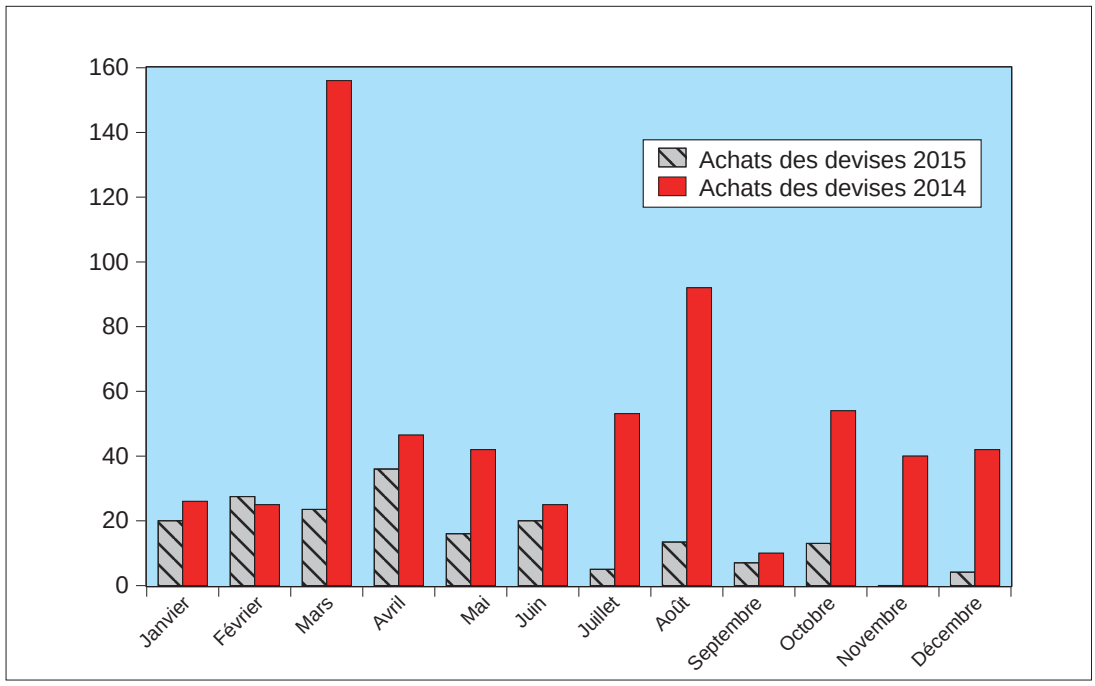
Source : Banque Centrale du Congo.

Ce déficit a découlé d'une contraction des recettes en devises dans un contexte d'expansion des dépenses. En effet, les recettes en devises n'ont atteint que 647,3 millions de USD contre 743,6 millions, une année auparavant.

La contraction des recettes a résulté essentiellement de la baisse des achats des devises par la Banque Centrale du Congo. En effet, d'une année à l'autre, ces achats sont passés de 611,6 millions de USD à 185,5 millions.

Graphique III.12 Evolution des achats des devises par la Banque Centrale du Congo

(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des dépenses, elles sont passées de 819,5 millions de USD en 2014 à 888,9 millions en 2015. Les dépenses du Trésor ont été de 800,0 millions, dont 66,6 % affectés au fonctionnement, contre 763,7 millions en 2014.

Les dépenses de la Banque Centrale du Congo ont été de 88,9 millions de USD, dont 56,6 % consacrés au remboursement des créances notamment vis-à-vis du Fonds Monétaire International.

CHAPITRE III

BALANCE DES PAIEMENTS

La Balance des paiements de la RDC a enregistré un déficit de 230,9 milliards de CDF contre un excédent de 107,5 milliards en 2014. Rapproché au PIB, ce déficit a représenté 0,7 % contre un excédent de 0,3 %, une année plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la diminution de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Tableau III.5 Composantes de la balance des paiements

(en millions de CDF)

Composante	2014	2015 (p)
Compte des transactions courantes	**-1 593 808,4**	**-1 431 223,4**
- Balance des biens	-356 302,0	-268 383,7
- Services nets	-2 560 475,9	-1 715 340,8
- Revenus nets	-557 958,6	-747 015,3
- Transferts courants nets	1 880 928,2	1 299 516,4
Compte de capital et d'opérations financières	**1 713 294,0**	**1 401 714,8**
- Capitaux publics nets	481 156,4	120 039,5
- Capitaux privés nets	-176 051,6	-49 766,2
- ACANFNP[1]	-8 530,7	163 232,0
- Opérations financières nettes	1 416 719,9	1 168 209,5
Erreurs et omissions	**-11 981,9**	**-201 351,6**
Solde global	**107 503,7**	**-230 860,2**
Moyens/Besoins de financement	**-107 503,7**	**230 860,2**

Source : Banque Centrale du Congo.

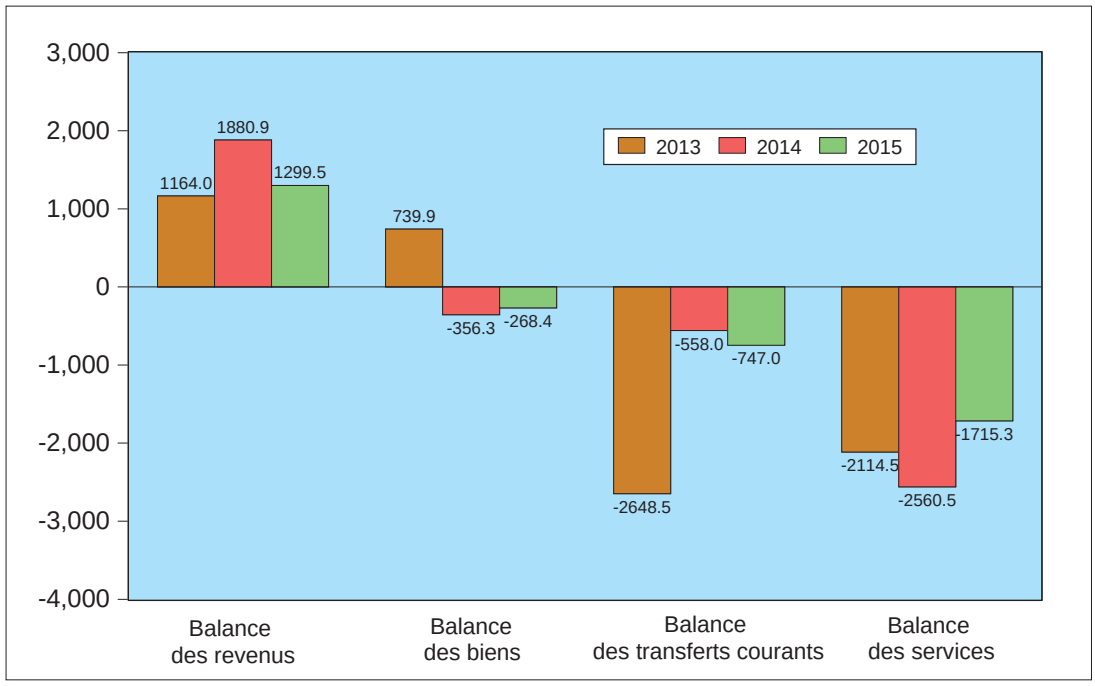
(1) Acquisition et cession d'actifs non financiers et non produits.

III.1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte courant, représentant 4,8 % du PIB en 2014, s'est établi à 4,1 % en 2015. La réduction de ce déficit résulte principalement de l'atténuation des déficits commercial et des services.

Graphique III.13 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.1. Compte des biens

La balance des biens s'est soldée par un déficit de 268,4 milliards de CDF en 2015 contre 356,3 milliards en 2014. Cette évolution se justifie par une baisse plus importante des importations par rapport aux exportations.

III.1.1.1. Exportations des biens

Les exportations des biens ont enregistré un recul de 16,4 % en 2015, après un accroissement de 6,7 % en 2014. Cette contre-performance tient de la baisse des cours de principaux produits d'exportation, de la RDC, au niveau mondial. La baisse de 14,2 % observée au niveau des produits miniers et hydrocarbures a été à la base de cette dégradation.

Tableau III.6 Structure des exportations

(en millions de CDF)(1)

	2014		2015(p)	
	Valeur	%	Valeur	%
I. Produits miniers et hydrocarbures	**10 886 538,1**	**95,5**	**9 281 289,0**	**97,5**
- Produits GECAMINES	391 937,9	3,4	121 653,8	1,3
- Autres sociétés	8 815 399,3	77,3	7 558 169,7	79,4
- Or	755 132,9	6,6	992 924,0	10,4
- Diamant	211 250,3	1,9	235 372,3	2,5
- Pétrole brut	712 817,6	6,3	373 169,1	3,9
II. Produits agricoles	**506 598,7**	**4,4**	**238 260,2**	**2,5**
- Café	227 818,3	2,0	28 679,5	0,3
- Caoutchouc	220 430,5	1,9	65 779,6	0,7
- Bois	42 145,4	0,4	94 972,1	1,0
- Autres (2)	16 204,5	0,1	48 828,9	0,5
III. Produits industriels et energétiques	**6 761,2**	**0,1**	**3 996,5**	**0,0**
- Ciment	4 562,5	0,0	323,1	0,0
- Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- Electricité	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres (3)	2 198,6	0,0	3 673,4	0,0
Total	**11 399 897,9**	**100,0**	**9 523 545,7**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen mensuel : 2014 = 925,23 CDF/USD ; 2015 = 925,99 CDF/USD
(2) Cacao, thé.
(3) Bouteilles vides, mitrailles ferreuses, sucre de canne.

III.1.1.1.1. Exportations des produits miniers et des hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et des hydrocarbures se sont chiffrées à 9.281,3 milliards de CDF contre 10.886,5 milliards en 2014, suite essentiellement à la baisse des cours des produits de base sur le marché international.

S'agissant du cuivre, malgré une légère hausse du volume passant de 1.030,1 milliers de tonnes à 1.039,0 milliers en 2015, une baisse de 23,4 % des exportations en valeur a été notée. Cette baisse s'explique par le recul des cours. En effet, le prix de la tonne de cuivre sur le London Metal Exchange (LME) est passé de 6.859,9 USD en 2014, à 5.509,0 USD en 2015.

En ce qui concerne le diamant, la hausse de la valeur des exportations observée s'explique par l'effet prix et l'effet quantité. En effet, le volume exporté a été de 15,8 millions de carats contre 14,9 millions en 2014. Parallèlement, son prix s'est chiffré à 15,0 USD le carat contre 14,5 USD, une année plus tôt.

S'agissant du pétrole brut, la baisse de la valeur des exportations de ce produit a été plus occasionnée par une diminution du prix sur le marché international que par la chute du volume exporté. En effet, le prix moyen annuel est passé de 93,4 USD le baril en 2014 à 48,9 USD en 2015, tandis que le volume exporté a baissé de 1,9 %, s'établissant à 8,1 millions de barils.

Tableau III.7 Exportations des produits miniers et hydrocarbures

(en millions de CDF, sauf indication contraire) (1)

	2013	2014 (r)	2015(p)	Variation en %	
				2014 (r)	2015(p)
Produits miniers et hydrocarbures	**10 356 797,7**	**10 886 538,1**	**9 281 289,0**	**5,1**	**-14,7**
Cuivre	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4	-4,6	-23,4
Cobalt	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8	17,9	8,0
Zinc	21 128,2	24 760,4	22 867,6	17,2	-7,6
Diamant	190 667,0	211 250,3	235 372,3	10,8	11,4
Plomb	0,0	1 493,1	1 134,1	-	-24,0
Or	169 779,2	755 132,9	992 924,0	344,8	31,5
Cassitérite	63 953,0	0,0	5,9	-100,0	-
Pétrole brut	797 147,3	712 817,6	373 169,1	-10,6	-47,6
Autres	7 458,0	83 168,4	19 560,6	1 015,2	-76,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen mensuel : 2013 = 919,67 CDF/USD ; 2014 = 925,23 CDF/USD ; 2015 = 925,99 CDF/USD

Concernant l'or, la hausse observée dans la valeur des exportations résulte exclusivement de l'accroissement du volume exporté, lequel est passé de 23.556,8 kg en 2014 à 31.536,8 kg en 2015. A l'inverse, son prix est passé d'une moyenne annuelle de 1.266,4 USD/o.t. à 1.161,1 USD/o.t. en 2015.

III.1.1.1.2. Exportations des produits agricoles

La valeur globale des exportations des produits agricoles a baissé de 53,0 %, consécutivement à la contraction de celles du café et du caoutchouc, respectivement de 87,4 % et 70,2 %. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des cours des produits agricoles sur le marché international.

Ainsi, d'une année à l'autre, les quantités exportées du café se sont établies à 8.936,3 tonnes en 2015, soit une régression de 4,9 %. Par contre, celles du caoutchouc ont été en progression de 51,7 %, s'établissant à 2.200,0 tonnes en 2015.

III.1.1.1.3. Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques ont connu un repli de 40,9 % par rapport à 2014. Cette situation tient du recul de 92,9 % des exportations de ciment.

III.1.1.2. Importations des biens

Les importations ont enregistré une régression de 16,7 % en 2015, après avoir progressé de 18,3 % l'année d'avant. Cette tendance a été observée au niveau de toutes les catégories de biens importés. En effet, les importations des biens de consommation, d'énergie, des matières premières et semi-produits ainsi que des biens d'équipement ont connu des replis respectifs de 25,1 %, 41,5 %, 25,6 % et 8,4 %. Il sied de relever que la structure des importations a été dominée par les rubriques « biens de consommation » et « biens d'équipement », lesquelles ont constitué ensemble 91,1 % du total.

Tableau III.8 Structure des importations

(en millions CDF, sauf indication contraire)(1)

	2014 (r)		2015 (e)	
	Valeur	**%**	**Valeur**	**%**
A. Biens de consommation	**3 477 772,8**	**29,6**	**2 603 773,5**	**26,6**
1. Non durables	2 546 770,3	21,7	1 900 238,9	19,4
2. Durables	931 002,5	7,9	703 534,5	7,2
B. Energie	**1 000 258,6**	**8,5**	**585 242,1**	**6,0**
1. Matières brutes	204 998,4	1,7	108 263,7	1,1
2. Matières élaborées	795 260,2	6,8	476 978,4	4,9
C. Matières premières et semi-produits	**380 543,9**	**3,2**	**283 163,4**	**2,9**
1. Destinées à l'agriculuture et l'alimentation	213 680,1	1,8	158 140,1	1,6
2. Destinée à l'industrie	166 863,9	1,4	125 023,3	1,3
D. Biens d'équipement	**6 897 624,7**	**58,7**	**6 319 750,4**	**64,5**
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	920 655,7	7,8	787 281,7	8,0
2. Matériels de transport	1 542 721,9	13,1	1 852 135,0	18,9
3. Machines pour industries spécialisées	1 545 999,6	13,2	1 167 025,2	11,9
4. Autres	2 888 247,5	**24,6**	2 513 308,5	**25,7**
Total	11 756 200,0	100,0	9 791 929,3	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen mensuel : 2014 = 925,23 CDF/USD ; 2015 = 925,99 CDF/USD.

III.1.2. Compte des services

Le déficit du compte des services s'est atténué, d'une année à l'autre, passant de 7,7 % du PIB en 2014 à 4,9 % en 2015. Cette évolution a été tributaire de l'amélioration du solde de la quasi totalité des rubriques des services.

Tableau III.9 Répartition des opérations sur les services

(en millions CDF)[1]

	2014 (r)			2015 (p)		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Transports	121 878,1	1 478 726,4	-1 356 848,4	83 647,4	934 043,5	-850 396,1
Voyages	41 999,8	261 429,0	-219 429,1	91,0	59 822,8	-59 731,9
Services de communication	10 084,1	52 912,4	-42 828,3	7 464,5	1 125,9	6 338,6
Services bâtiments et travaux publics	-	18 514,8	-18 514,8	-	15 389,8	-15 389,8
Services d'assurances	-	438 749,9	-438 749,9	-	375 056,8	-375 056,8
Services financiers	6 754,0	7 724,5	-970,5	4 999,5	32 257,8	-27 258,3
Services d'informatique et d'information	-	6 519,8	-6 519,81	-	-	-
Redevances et droits de licence	-	9 933,6	-9 933,62	-	-	-
Autres services aux entreprises	35 292,5	236 149,6	-200 857,2	8 614,1	192 973,2	-184 359,1
Services personnels, culturels et realtifs aux loisirs	181,1	2 718,0	-2 536,9	134,1	2 316,3	-2 182,3
Services fournis ou reçus par les adm. Pub.	75 069,3	338 356,8	-263 287,5	55 568,0	262 873,2	-207 305,2
TOTAL	**291 258,9**	**2 851 734,9**	**-2 560 476,0**	**160 518,4**	**1 875 859,3**	**-1 715 340,9**

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen mensuel : 2014 = 925,23 CDF/USD ; 2015 = 925,99 CDF/USD

III.1.3. Compte des revenus

Le compte des revenus a affiché un solde déficitaire représentant 2,1 % du PIB en 2015 contre 1,7 % en 2014. Cette situation est essentiellement le fait de l'aggravation du déficit des revenus des investissements de 49,8 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Tableau III.10 Evolution des opérations sur les revenus

(en millions CDF)

	2014 (r)	2015 (p)
1. Recettes	**101 219,2**	**4 952,0**
- Rémunération des salariés	20 705,0	4 368,2
- Revenus des investissements	80 514,1	583,8
2. Dépenses	**659 177,8**	**751 967,3**
- Rémunération des salariés	87 944,8	16 132,7
- Revenus des investissements	571 233,0	735 834,6
3. Solde	**-557 958,6**	**-747 015,3**
- Rémunération des salariés	-67 239,7	-11 764,5
- Revenus des investissements	-490 718,9	-735 250,8
Taux de change moyen USD/CDF	**925,2**	**926,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.4. Compte des transferts courants

L'excédent du compte des transferts sans contrepartie s'est détérioré, passant de 5,7 % du PIB à 3,7 %, d'une année à l'autre. Cette évolution résulte de la baisse de 21,1 % des excédents des transferts publics.

Tableau III.11 Evolution des transferts courants

(en millions CDF)

	2014 (r)	2015 (p)
1. Recettes	**101 219,2**	**4 952,0**
- Rémunération des salariés	20 705,0	4 368,2
- Revenus des investissements	80 514,1	583,8
2. Dépenses	**659 177,8**	**751 967,3**
- Rémunération des salariés	87 944,8	16 132,7
- Revenus des investissements	571 233,0	735 834,6
3. Solde	**-557 958,6**	**-747 015,3**
- Rémunération des salariés	-67 239,7	-11 764,5
- Revenus des investissements	-490 718,9	-735 250,8
Taux de change moyen USD/CDF	**925,2**	**926,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

III.2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières a affiché un excédent de 4,0 % du PIB contre 5,2 % enregistré une année plus tôt. Ce résultat découle du recul du solde des deux composantes de ce compte.

En effet, les excédents du compte de capital et celui du compte financier ont décru, passant respectivement de 0,9 % et 4,3 % du PIB en 2014 à 0,7 % et 3,3 % en 2015. L'évolution du solde des opérations financières est expliquée par le recul du compte des investissements directs et celui du compte de capital par la dégradation du compte des capitaux publics.

Tableau III.12 Evolution du compte de capital et d'opérations financières

(en millions CDF)

	2014 (r)			2015 (p)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1. Capital	**528 241,4**	**231 667,3**	**296 574,0**	**283 856,4**	**50 351,1**	**233 505,2**
1.1. Transferts des capitaux	527 610,2	222 505,4	305 104,8	120 039,5	49 766,2	70 273,3
* Capitaux publics	481 156,4	-	481 156,4	120 039,5	-	120 039,5
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts	481 156,4	-	481 156,4	120 039,5	-	120 039,5
* Capitaux privés	46 453,7	222 505,4	-176 051,6	0,0	49 766,2	-49 766,2
- Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts	46 453,7	222 505,4	-176 051,6	0,0	49 766,2	-49 766,2
1.2. Acquisition et cession ANFNP (1)	631,2	9 161,9	-8 530,7	163 816,93	584,9	163 232,0
2. Opérations financières	**2 616 170,7**	**1 199 450,8**	**1 416 719,9**	**2 912 160,3**	**1 743 950,7**	**1 168 209,5**
- Investissements directs	1 705 352,4	317 908,8	1 387 443,6	1 549 636,0	470 196,7	1 079 439,2
- Investissements de portefeuille	-	12 623,3	-12 623,3	-	87 179,8	-87 179,8
- Autres transferts	910 818,3	868 918,7	41 899,6	1 362 524,3	1 186 574,2	175 950,0
Total (1+2)	**3 144 412,1**	**1 431 118,0**	**1 713 294,1**	**3 196 016,7**	**1 794 301,9**	**1 401 714,8**
Taux de change moyen USD/CDF	**925,2**	**925,2**	**925,2**	**926,0**	**926,0**	**926,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

1) Actifs non financiers non produits.

III.3. BESOINS DE FINANCEMENT

Le déficit de la balance des paiements de 230,9 milliards de CDF a été financé par la consommation des avoirs extérieurs.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

Au 31 décembre 2015, le stock de la dette extérieure a représenté 12,7 % du PIB contre 13,7 % à fin décembre 2014, soit un niveau soutenable par rapport au seuil d'endettement. Si la RDC a contracté de nouveaux emprunts au cours de l'année en cours, il convient de relever qu'aucun arriéré de paiement du service de la dette n'a été enregistré.

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Les nouveaux engagements de la RDC en 2015, essentiellement de nature concessionnelle, se sont chiffrés à environ 301,8 millions de USD et se déclinent de la manière suivante :

Tableau III.13 Engagements en 2015

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant
Financement du projet de développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS)	20-janv	Concessionnel 57,9 %	IDA	88,0 millions de DTS
Financement du projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs	27-janv	Concessionnel 49,5 %	IDA	24,4 millions de DTS
Financement du projet de développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kabo bola)	28-mai	Concessionnel 35,1 %	EXIM BANK OF INDIA	34,5 millions de USD
Financement du projet de réhabilitation et d'équipement des cliniques universitaires de la ville de Kinshasa	28-mai	Concessionnel 35,9 %	EXIM BANK OF INDIA	109,9 millions de USD

Source : Direction Générale de la Dette Publique et Banque Centrale du Congo.

IV.2. TIRAGES

A fin 2015, l'ensemble de tirages effectués par la République Démocratique du Congo s'est situé à 171,3 millions de USD et se ventile comme suit :

Tableau III.14 Tirages en 2015

Désignation	Monnaie de contrat	Contre valeur en millions de USD
1. Club de Kinshasa		**152,4**
1.1. Exim bank of India		**38,9**
Projet de construction du barrage hydroélectrique de Katende II	USD	37,0
Projet de construction du barrage hydroélectrique de Katende II	USD	1,9
1.2. Exim Bank of China		**113,5**
Projet de construction du barrage hydroélectrique de Zongo II et des réseaux associés	USD	79,5
Projet de réseaux de télécommunication interne du gouvernement de la RDC	USD	4,8
Projet de réalisation du réseau national BackBone à fibre optique (Phase II)		29,3
2. Institutions Multilatérales		**18,9**
2.1. BADEA		**3,4**
Projet de réhabilitation et extension des installations d'adduction d'eau potable de la ville de Mbuji-Mayi (REGIDESO)	USD	1,7
Projet de réhabilitation des quelques écoles primaires de la RD-Congo	USD	0,2
Projet de construction, réhabilitation et équipement des centres de santé, à travers la RD-Congo	USD	1,5
2.2. BEI		**5,0**
Projet Inga Power Réhabilitation A (PMEDE-SAPMP)	EUR	2,5
Projet Inga Power Réhabilitation B (PMEDE-SAPMP)	EUR	2,5
2.3. FAD		**0,2**
Programme d'aménagement du lac Tanganyika	USD	0,2
2.4. IDA	**USD**	**9,5**
Projet de marché d'électricité en Afrique Centrale (Southern African Power Market Projetct) SAPMP	DTS	9,5
2.5. OFID		**0,8**
Projet intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du maniema (PIRAM)	USD	0,3
Projet de réhabilitation des quelques écoles primaires de la RD-Congo	USD	0,1
Projet de construction, réhabilitation et équipement des centres de santé, à travers la RD-Congo	USD	0,4
TOTAL	**USD**	**171,3**

Source : Direction Générale de la Dette publique.

IV.3. SERVICE DE LA DETTE

Le service de la dette effectué en 2015, s'est situé à 235,1 millions de USD contre une prévision de 181,1 millions de USD. Le dépassement du montant prévu s'explique par des paiements anticipatifs les 21 et 29 décembre 2015, en faveur du groupe de la BAD, des montants dont l'échéance était fixée au 1er janvier 2016.

Par ailleurs, la ventilation du service de la dette effectué se présente comme ci-après :

Tableau III.15 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2015

(en millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'éxécution
Institutions multilatérales	74,3	135,3	180,4
dont : - FMI	0,7	38,9	5 527,9
Club de Londres	2,0	-	-
Club de Kinshasa	32,1	29,5	91,9
Club de Paris	72,0	70,3	97,6
Total	**181,1**	**235,1**	**129,8**

Source : Direction Générale de la Dette Publique et Banque Centrale du Congo.

IV.4. STOCK DE LA DETTE

Au 31 décembre 2015, le stock de la dette extérieure de la République Démocratique du Congo s'est chiffré à 4.796,8 millions de USD, en recul de 2,6 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Tableau III.16 Evolution du stock de la dette extérieure

(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2014	2015	Variation (%)
I. Dette à moyen et long terme	**4 918,2**	**4 791,4**	**-2,58**
- Club de Paris	196,2	109,4	-44,22
- Club de Kinshasa	1 099,6	1 274,6	15,91
- Club de Londres	18,0	18,0	0,00
- Institutions multilatérales	2 339,1	2 121,3	-9,31
- Passif Conditionnel	1 265,3	1 268,1	0,22
II. Dette à court terme	**5,1**	**5,4**	**6,09**
- Divers BCC	5,1	5,4	6,09
Total général (I + II)	**4 923,3**	**4 796,8**	**-2,57**

Source : DGDP et Banque Centrale du Congo.

IV.5. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

IV.5.1. Club de Paris

Dans le cadre de la poursuite des négociations bilatérales visant à rendre effective l'annulation de la dette vis-à-vis de certains pays, après l'atteinte du point d'achèvement de l'I-PPTE, des séances de travail ont eu lieu au Ministère des Finances sur les questions liées à l'effacement de la dette de la RDC envers l'Espagne pour un total de 8,4 millions de USD. De ce montant, 5,0 millions font l'objet d'un abandon total par l'Espagne à la condition que la RDC effectue, après la signature de l'accord, le paiement de 3,4 millions. A fin 2015, l'accord de conversion de dette y afférent n'a toujours pas été signé par les deux parties.

En outre, il convient de relever que le contrat de désendettement et de développement « C2D » constitue un effort additionnel d'allègement de dette consenti par la France à la RDC, et porte sur des créances françaises d'aide publique au développement échues depuis le premier juillet 2010 jusqu'au 31 décembre 2016. Cet effort prend la forme d'une subvention correspondant au montant des échéances payé au titre de la dette pendant la durée du contrat. Un total de 40,3 millions d'euros, soit 44,1 millions au titre dudit C2D en 2015, a été affecté aux projets pro-pauvres.

IV.5.2. Créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris

Quelques créanciers bilatéraux, principalement ceux des pays arabes, ont rééchelonné leurs créances sur la RDC, pour une période relativement longue. C'est le cas du Fond Koweitien et du Fond Saoudien. S'agissant de l'Egypte, cette dernière a tout simplement annulé la totalité de sa créance sur la RDC.

D'autres créanciers n'ont pas pu, en 2015, négocier le réaménagement de la dette congolaise leur due. C'est le cas de l'Angola, de la Namibie, de la Taïwan et des Emirats Arabes Unis.

IV.5.3. Anciens propriétaires des biens zaïrianisés

Le montant total réglé en 2015 par le gouvernement de la RDC en faveur des anciens propriétaires des biens zaïranisés s'est élèvé à 2,6 millions de USD.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

En 2015, les donations extérieures se sont établies à 1.286,9 milliards de CDF contre 1.659,6 milliards en 2014, soit respectivement 3,7 % du PIB contre 5,0 % auparavant. Cette situation s'explique notamment par le recul des donations multilatérales.

Tableau III. 17 Provenance des donations extérieures d'origine publique

(En millions de CDF, sauf indication contraire)

	2014	2015 (p)	Variation (%)
A. Donations Multilatérales	**1 159 686,0**	**724 133,7**	**-37,6**
- Nations Unies	142 292,4	64 027,4	-55,0
- Commission Européenne	119 674,3	163 649,9	36,7
- Banque mondiale	747 016,6	387 921,0	-48,1
- BAD	150 702,7	107 609,4	-28,6
- ACBF (1)	-	-	-
- GAVI	-	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-
B. Donations Bilatérales	**499 904,4**	**562 797,0**	**12,6**
- Belgique	34 169,5	73 958,0	116,4
- France	32 782,6	41 801,4	27,5
- Allemagne	-	1 740,7	-
- Italie	-	-	-
- Finlande	-	-	-
- Canada	32 302,4	-	-100,0
- à pon	-	-	-
- Pays-Bas	2 130,8	-	-100,0
- Espagne	-	-	-
- Suède	28 288,8	17 947,8	-36,6
- Suisse	-	19 353,1	-
- Royaume-Uni	281 970,1	190 135,0	-32,6
- USA	0,0	171 517,9	-
- Chine	81 889,9	45 417,1	-44,5
- Inde	-	-	-
- Afrique du Sud	0,0	-	-
- Autres	6 370,2	-	-100,0
C. ONG	**-**	**-**	**-**
Total	**1 659 590,4**	**1 286 930,7**	**-22,5**
Taux de change moyen USD/CDF	925,2	926,0	

Source : Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements (PGAI).

(1) African Capacity Building Foundation.

V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE

L'assistance dont a bénéficié la RDC de ses partenaires multilatéraux s'est chiffrée à 724,1 milliards de CDF en 2015, en baisse de 37,6 % par rapport à 2014. Cette assistance a concerné essentiellement la « coopération technique, projets d'investissement et autres ».

Tableau III.18 Types de donations d'origine multilatérale

(en millions de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2014	2015 (p)	2014	2015 (p)	2014	2015 (p)
Total	**1 054 428,1**	**646 160,5**	**99 353,0**	**45 141,5**	**5 906,1**	**32 831,7**
Nations Unies	100 542,0	64 027,4	37 023,3	-	4 727,1	-
Commission Européenne	119 674,5	128 874,8	-	3 795,4	-	30 979,8
Banque Mondiale	703 733,1	354 262,4	43 283,7	33 658,6	-	-
BAD	130 478,6	98 995,9	19 045,9	7 687,5	1 179,1	926,0
Autres	-	-	-	-	-	926,0
Taux de change moyen USD/CDF	925,2	926,0	925,2	926,0	925,2	926,0

Source : PGAI et Banque Centrale du Congo.

V.1.1. Nations-Unies

Les donations des Nations-Unies ont baissé de 55,0 %, par rapport à 2014, se situant à 64,0 milliards de CDF en 2015. La totalité de cette assistance a porté sur la « coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.1.2. Commission Européenne

Les appuis de la Commission Européenne, évalués à 163,6 milliards de CDF, ont été en hausse de 36,7 % par rapport à leur niveau de 2014. L'essentiel de ces appuis, soit 78,8 %, a été dirigé vers les projets ayant trait à la« Coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.1.3. Banque Mondiale

L'aide de la Banque Mondiale s'est chiffrée à 387,9 milliards de CDF, représentant une baisse de 48,1 % par rapport à 2014. Cette aide a été orientée dans les volets « Coopération technique, projets d'investissement et autres » ainsi que « Aide alimentaire ».

V.1.4. Banque Africaine de Développement

L'assistance de la Banque Africaine de Développement en faveur de la RDC a reculé de 28,6 % en 2015, se situant à 107,6 milliards de CDF. Tous les secteurs ont été concernés par cette assistance.

V.2. ASSISTANCE BILATERALE

Les données pour 2015 montrent que l'aide bilatérale a globalement progressé de 12,6 %. Elle s'est ainsi chiffrée à 562,8 milliards de CDF contre 499,9 milliards en 2014. Cette progression résulte principalement des appuis en provenance des Etats-Unis.

Tableau III.19 Types de donations d'origine bilatérale

(en millions de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2014	2015 (p)	2014	2015 (p)	2014	2015 (p)
Total	**392 918,3**	**477 000,9**	**12 000,8**	**31 647,9**	**94 985,1**	**54 148,2**
Belgique	22 346,4	48 105,3	4 498,1	19 083,4	7 325,5	6 769,3
USA	-	160 772,1	-	7 964,8	-	2 781,1
Royaume-Uni	226 181,3	156 958,9	-	-	55 788,5	33 176,1
Canada	24 008,3	-	921,2	-	7 373,3	-
Chine	81 297,6	42 570,1	592,5	2 847,0	-	-
Autres pays	39 084,8	68 594,6	5 989,0	1 752,7	24 497,7	11 421,7
Taux de change moyen USD/CDF	925,2	926,0	925,2	926,0	925,2	926,0

Source : PGAI et Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE

En 2015, les actions relevant de la coopération internationale ont concerné les volets multilatéral et bilatéral.

VI.1. COOPERATION MULTILATERALE

VI.1.1. Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

En 2015, la coopération internationale au niveau de l'OMC a été marquée par la participation de la RDC à la 10ème Conférence Ministérielle à Nairobi. Cette Conférence était inscrite dans le cadre des négociations post-Bali et du cycle des négociations de Doha lancé en 2001 au Qatar, lesquelles avaient permis de mettre en place un programme de libéralisation des échanges commerciaux.

Cette réunion s'est inscrite dans l'optique de la mise en œuvre rapide de la phase II du programme devant permettre l'obtention des résultats. Cette phase devrait accorder beaucoup d'importance à la mobilisation des ressources tant du gouvernement que des bailleurs, afin d'assurer la pérennisation du programme après 2022.

VI.I.2. Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC)

Les activités de cette communauté, impliquant directement les banques centrales, ont principalement porté sur la tenue des réunions du Comité des Gouverneurs (CCBG) aux mois de mai et octobre 2015.

VI.I.2.1. 40ème réunion du CCBG à Maputo

Cette réunion a eu lieu le 17 mai 2015, sous le thème « Rôle de l'inclusion financière dans la croissance économique : défis et perspectives ».

Plusieurs points y ont été abordés dont (i) l'examen de l'évolution économique au sein de la région en 2014 et (ii) l'examen des rapports des sous-comités.

S'agissant du premier point, il a été noté que globalement, les pays de la SADC ont enregistré une décélération du rythme de croissance de leur PIB réel, lequel est passé de 5,3 %, en moyenne régionale, en 2013 à 4,8 % en 2014, soit un écart de 2,2 points par rapport à l'objectif de 7,0 % retenu dans les critères de convergence de la communauté. Ce ralentissement de la croissance reflète la situation qui a prévalu

dans la quasi totalité d'économies de la Sous-région en 2014, la majorité de ces pays, exportateurs nets, ayant subi le contrecoup de la baisse des cours des matières premières.

Il y a lieu de noter que le taux moyen d'inflation s'est situé à 5,9 % en 2014 alors qu'il était de 6,6 % une année plus tôt, pour un seuil de 3 à 7 %. Cette évolution a bénéficié notamment des effets de la baisse des cours mondiaux des produits énergétiques, étant donné que la plupart des pays de la SADC en sont importateurs nets.

Par ailleurs, depuis la fin de la crise économique des années 2008 - 2009, la sous-région a observé, en 2014, une discipline budgétaire qui s'est traduite par un niveau de déficit budgétaire inférieur au seuil maximal de 3,0 % du PIB. En effet, bien qu'en légère hausse par rapport à 2013, le surplus des dépenses sur les recettes publiques n'a représenté que 2,6 % du produit intérieur brut en 2014. Cette performance est le reflet des efforts déployés par l'ensemble de pays de la sous-région pour contenir leurs déficits dans les limites autorisées.

Le critère des réserves de changes a été le plus difficile à réaliser pour les économies de la SADC, après celui du taux de croissance économique, en dépit d'une légère amélioration de son niveau à 4,8 mois de couverture d'importations en moyenne en 2014, contre 4,6 mois en 2013 et un seuil de 6 mois. Le Botswana est, avec ses 18,7 mois de couverture, le pays de la SADC ayant disposé de la plus large couverture de ses importations au sein de la sous-région, suivi de l'Angola dont les réserves ont représenté 6,9 mois, puis du Lesotho et de l'Ile Maurice avec 6,2 mois chacun.

S'agissant du deuxième point relatif aux rapports des sous-comités du CCBG, il convient de relever ce qui suit :

1.1. Sous-comité Macroéconomique

Ce Sous-comité s'est réuni les 25 et 26 février 2015 à Livingstone, en Zambie. En sus de l'évaluation des critères de convergence, les questions sur les monnaies de règlement du système des paiements et l'auto-évaluation du Sous-comité avaient également été abordées.

De ce fait, les Gouverneurs ont notamment approuvé :

- le thème de recherche sur « les ressources naturelles et la création de fonds souverains » confié à la Banque du Botswana ;
- le maintien à six mois du niveau de la couverture des importations pour les réserves internationales à moyen terme, en attendant les conclusions des études que devrait mener chaque pays pour la détermination de son niveau optimal.

1.2. Sous-comité Système des paiements

En rapport avec le processus d'opérationnalisation du Système des Paiements et de Compensation de la SADC, il y a lieu de noter que :

- entre juillet 2013 et janvier 2015, cinq banques centrales et cinquante-huit banques commerciales ont adhéré au Système de règlement électronique régional intégré (SIRESS), lequel a dénoué des opérations d'un volume de 798,0 milliards de rands ;
- le projet de loi sur le SIRESS et le processus d'enregistrement de ses marques et brevets étaient en cours de finalisation.

1.3. Sous-comité Supervision bancaire

Ce Sous-comité s'est réuni en Namibie du 10 au 12 février 2015. Les principales questions abordées lors de ces travaux ont porté principalement sur :

- le projet de modèle de loi type pour les banques centrales ;
- la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- les indicateurs de solidité financière ;
- le rapport de stabilité financière.

Les Gouverneurs ont recommandé au sous-comité d'examiner les implications transfrontalières en cas de crise dans la sous-région et de prévoir leur résolution.

1.4. Sous-comité Contrôle de change

A l'issue de la réunion du Sous-comité de contrôle de change, tenue du 07 au 10 décembre 2015, les recommandations suivantes ont été formulées :

- s'agissant du traitement et de la transmission des fonds d'organisation des réunions de la SADC dans les pays hôtes, le Secrétariat de la SADC devra :

(1) ouvrir, au besoin, un compte en monnaie forte (dollar américain) dans les sept pays membres où la réglementation de change permet aussi la circulation de celle-ci ;

(2) approcher les quatre pays membres dont la réglementation autorise l'ouverture d'un compte en monnaie forte et non sa circulation afin de négocier en bilatéral des dispositions particulières ;

(3) consulter les quatre autres pays membres absents à la réunion afin de solliciter une dérogation particulière.

En ce qui concerne l'examen et la validation de l'Indice de Restriction de Contrôle de Change (ECRI) :

(1) chaque Etat membre devra effectuer un examen complet et une validation des 153 questions et réponses du modèle ECRI avant le 31 janvier 2016 et communiquer au secrétariat de la SADC les commentaires dudit examen.

(2) le consultant devra organiser un atelier d'examen et de validation des préoccupations soulevées lors de la réunion du Comité de Contrôle de Change (ECC) de la SADC et former les Etats membres sur le fonctionnement de ECRI.

De ce qui précède, les Gouverneurs ont approuvé la constitution d'un Comité technique de travail composé des représentants des banques centrales, avec pour mission de :

- mettre en place un indice restrictif de contrôle de change pour la SADC et de veiller à sa mise à jour régulière suivant une fréquence annuelle ;
- entreprendre les travaux nécessaires à la libéralisation effective du contrôle des changes dans la région.

VI.I.2.2. 41ème réunion du CCBG à Luanda

Au cours de cette réunion, les Gouverneurs ont essentiellement examiné le rapport de la réunion précédente. Les points abordés se présentent comme suit :

A propos de l'évolution économique récente, le timing du document y relatif devrait être examiné et désormais, deux présentations devraient être faites au cours d'une session. La première donnant un aperçu historique sur les développements économiques et la seconde se concentrant sur les informations récentes ainsi que les projections.

En ce qui concerne le Sous-comité macroéconomique, les Gouverneurs ont constaté que les recherches des études en cours faisaient allusion aux problèmes structurels et non aux matières relatives à la politique monétaire, à la stabilité financière ou à l'interaction entre ces domaines dans la région SADC. Les Gouverneurs ont recommandé que la recherche soit orientée sur les questions majeures auxquelles ils font face.

En rapport avec le système des paiements, les Gouverneurs ont accepté que toutes les monnaies des Etats membres de la SADC et le dollar américain, soient éligibles comme monnaies de paiement dans le système régional. Ils ont instruit la sous-commission du système des paiements du CCBG de développer les critères d'éligibilité pour l'inclusion de ces monnaies, en vue des paiements dans le système régional.

Quant à la supervision bancaire, les Gouverneurs ont autorisé la tenue d'une réunion sur le projet de loi type applicable aux banques centrales de la SADC au Zimbabwe au cours de Novembre-Décembre 2015, afin d'examiner et finaliser les chapitres du projet de loi ci-dessus.

VI.I.3. Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA)

Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de cette organisation, dont la tenue de la réunion du Comité des Gouverneurs des banques centrales et celle du Conseil de convergence.

VI.I.3.1. Réunion du Comité des Gouverneurs

Au cours de ces assises, tenues en novembre 2015 à Lusaka en Zambie, les Gouverneurs ont notamment examiné les rapports sur :

- la mise en œuvre du système régional des paiements et des règlements (REPSS) ;
- la convergence macroéconomique ;
- la réunion du sous-comité politique monétaire et de change.

1. Rapport sur la mise en œuvre du REPSS

L'exposé fait par le Secrétaire exécutif de la chambre de compensation a permis aux Gouverneurs de noter les avantages de ce système, notamment la rapidité dans le paiement, la réduction des coûts et les recommandations de la réunion des utilisateurs tenue à Kinshasa, en février 2015.

Ainsi, tout en saluant les avantages reconnus du REPSS, en termes de célérité et de réduction de coût et en félicitant certaines Banques, comme la Banque Centrale du Congo pour l'utilisation du système, les Gouverneurs ont instruit le Secrétariat à formuler un message uniforme et bien structuré qui décrit clairement les avantages d'effectuer et de recevoir des paiements par le biais du REPSS et des banques centrales respectives. Ce message devrait ensuite être envoyé à toutes les banques centrales pour adaptation et distribution à leurs médias respectifs.

2. Rapport sur la convergence macroéconomique

A ce niveau, la réunion a noté les progrès accomplis dans le cadre de la convergence macroéconomique au sein de la région. En effet, il a été indiqué que la région a notamment réalisé :

- un taux de croissance économique de 6,4 % en 2014 contre 6,3 % en 2013, impulsé par (i) l'augmentation des échanges commerciaux avec les pays émergents, (ii) la croissance de la demande intérieure, (iii) la performance de l'agriculture, des industries extractives, de la construction et des services et (iv) la baisse du prix de pétrole profitable pour les pays importateurs du pétrole. Toutefois, la baisse des prix des produits de base a été préjudiciable aux pays exportateurs ;
- une baisse de l'inflation dont le taux est passé de 8,0 % en 2013 à 7,4 % en 2014, sous l'influence principale de la baisse des prix des produits importés et de la mise en œuvre des politiques macroéconomiques prudentes ;

– un niveau moyen des réserves de change inférieur à la cible de 4 mois d'importations des biens et services.

Par ailleurs, la réunion a noté avec préoccupation la réticence de certains pays membres à soumettre leurs indicateurs macroéconomiques à temps. De ce qui précède, les Gouverneurs ont exhorté les Etats membres à soumettre leurs rapports économiques dans le respect de délai fixé par le Comité. Ces rapports devraient également comporter les développements récents dans les variables macroéconomiques qui sont facilement disponibles, tels que : le taux de change, le taux d'inflation et l'adéquation des réserves internationales.

3. Rapport du sous-comité politique monétaire et de change

Les Gouverneurs ont noté que, sous la supervision de l'Institut monétaire du COMESA, les études suivantes ont été réalisées par les experts des pays membres :

– effets de la politique budgétaire sur le mécanisme de conduite et de transmission de la politique monétaire ; et

– défis de la dollarisation pour les Etats membres du COMESA.

Concernant la première étude, l'accent devrait être mis sur les points saillants du cadre opérationnel des politiques budgétaires et monétaires, la littérature théorique et empirique, les tendances de la performance budgétaire, la revue des évolutions juridiques et institutionnelles en place, les défis auxquels fait face le régime de politique budgétaire en vigueur, l'analyse empirique des canaux de transmission des effets de la politique budgétaire sur la politique monétaire et les recommandations.

Cependant, le Secrétariat a informé la réunion que certains chercheurs n'ont pas respecté les étapes ci-dessus dans leurs travaux. Ainsi, les Gouverneurs ont décidé que les recommandations à prendre en compte dans le cadre de cette étude devraient découler des travaux révisés dans le respect des standards internationaux.

En ce qui concerne la deuxième étude, les Gouverneurs ont noté les causes, les inconvénients et les avantages de la dollarisation dans la région. Ils ont cependant formulé quelques remarques portant essentiellement sur certaines notions concernant la définition et les aspects de la dollarisation, lesquelles n'ont pas été prises en compte dans l'étude réalisée.

Les Gouverneurs ont pris acte des recommandations formulées, après l'examen des résultats obtenus.

Outre ces études, l'IMC a également réalisé les formations sur :

– la gestion des réserves internationales, en collaboration avec la Banque d'Egypte ;

– la modélisation et la prévision des séries temporelles et des données de panel, en collaboration avec la Banque d'Angleterre.

Après examen, les Gouverneurs ont instruit l'IMC d'organiser une formation sur la gestion des risques liés à la liquidité, aux taux d'intérêt et aux taux de change,

en collaboration avec la Banque d'Egypte en 2016. Une autre formation sur la modélisation et la projection macroéconomique, en collaboration avec la Banque d'Angleterre, devrait être organisée par l'IMC en 2016.

Par ailleurs, la réunion a pris acte du plan de travail 2016 du sous-comité politique monétaire et de change, lequel prévoit la réalisation de sept études et trois actions de renforcement des capacités. La réunion a également noté, avec préoccupation, la volatilité des taux de change de certaines monnaies de la région. Aussi, a-t-elle suggéré à l'IMC d'organiser en 2016 un atelier en vue de permettre aux experts des banques centrales de partager leurs expériences en matière de politiques mises en œuvre pour lisser ces fluctuations.

VI.I.3.2. Réunion du Conseil de convergence

La réunion inaugurale du Conseil de convergence, qui a connu la participation des Gouverneurs des banques centrales et des Ministres des finances, s'est tenue le 21 novembre 2015 à Lusaka en Zambie et a examiné le rapport de la réunion d'experts, laquelle avait eu lieu du 13 au 15 novembre 2014, à Nairobi au Kenya.

Au cours de ces assises, les points suivants ont été examinés :

(1) le Fonds de la démarginalisation économique des femmes du COMESA. La réunion a adopté l'étude y relative et a décidé que (i) ce Fonds soit logé au niveau de la banque de la ZEP, (ii) la formule de contribution soit toujours la même que pour toutes les contributions et (iii) le secrétariat explore d'autres sources de financement pour alimenter le fonds à faire valider par le Conseil ;

(2) le rapport d'une équipe d'experts chargée d'accélérer la mise en œuvre du cadre de la surveillance budgétaire multilatérale du COMESA. Ce rapport qui a été adopté présente (i) les termes de référence du conseil de convergence, (ii) les lignes directrices pour les procédures de dérapages excessifs (ESP) et (iii) les modalités opérationnelles de la facilité SWAP du COMESA ;

(3) le rapport sur les meilleures pratiques qui permettent d'améliorer la faible capacité d'absorption des fonds de la part des partenaires de développement par les Etats membres. A ce sujet, la réunion a décidé que le secrétariat devrait proposer des actions concrètes pour accroître la capacité d'absorption de la région ;

(4) la stratégie du COMESA pour le cadre de transformation et une croissance inclusive. A cet effet, la réunion a décidé que la croissance inclusive et transformationnelle soit introduite dans tous les programmes du COMESA et que toutes les parties prenantes participent à la préparation de l'agenda spécifique des Etats membres pour cette croissance ;

(5) la politique industrielle du COMESA, 2015-2020. Le secrétariat a informé la réunion que cette politique a été déjà soumise et validée par le Sommet des Chefs

d'Etat et qu'il s'attèle à la mise en œuvre de ladite politique, via l'élaboration d'une feuille de route ad hoc ;

(6) la proposition de création d'obligations d'infrastructure du COMESA. Après examen des recommandations du consultant, la réunion les a adoptées moyennant les amendements suivants :

- la Banque de la ZEP devra gérer les obligations d'infrastructures et le Fonds d'infrastructures du COMESA (FIC) comme une seule facilité de la région ;
- le secrétariat du COMESA et la Banque de la ZEP devront mettre en œuvre les lignes directrices pour la mobilisation des fonds en vue du financement des projets bancables.

VI.2. COOPERATION BILATERALE

Du point de vue de la coopération bilatérale, il y a lieu de relever la tenue de la quatrième négociation intergouvernementale République Démocratique du Congo (RDC) – République Fédérale d'Allemagne (RFA), du 24 au 27 novembre 2015, à Berlin. Au cours de ces négociations, les parties ont examiné les financements à allouer aux différents pôles d´intervention pour la prochaine phase de la coopération technique et financière qui couvre la période allant d´avril 2016 à mars 2019.

La répartition des secteurs par pôle se présente comme suit :

- pôles prioritaires : eau et assainissement, développement économique durable, protection et gestion durable des ressources naturelles, secteur de la biodiversité et des forêts ainsi que celui des matières premières ;
- hors pôles prioritaires : consolidation de la paix, secteur de la santé, relance des économies des provinces du Maniema et du Sud-Kivu.

© Image-BCC

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.20 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits	Marchés	Cotation	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cuivre	New York	USD/tm	6 187,6	7 311,3	7 172,2	6 102,0	7 730,1	8 819,1	7 960,3	7 349,8	6 873,0	5 523,0
	Londres	USD/tm	6 338,5	7 249,7	6 801,3	5 155,2	7 540,7	8 818,8	7 943,6	7 329,5	6 859,9	5 509,0
	Paris (1)	EUR/tm	5 496,3	5 346,5	4 877,1	4 331,8	5 790,4	6 494,7	6 341,9	5 680,9	5 344,2	5 169,4
Etain	Londres	USD/tm	8 358,9	14 085,2	18 085,2	14 855,2	21 281,5	26 094,9	21 104,1	22 341,0	21 897,2	16 085,7
Zinc	Londres	USD/tm	3 163,2	3 321,5	1 892,4	1 655,1	2 162,7	2 190,5	1 946,0	1 909,9	2 160,9	1 933,0
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	24,9	22,6	26,5	13,7	18,4	20,0	13,2	14,4	14,5	15,0
Cobalt	Londres (2)	USD/lb	17,2	29,4	32,1	17,6	20,8	17,5	13,9	13,0	14,7	13,5
Coltan	Londres	USD/lb	…	…	…	39,6	61,9	125,4	117,1	115,0	92,3	78,0
Or	New York	USD/o.t.	597,3	693,6	871,0	968,8	1 225,2	1 570,8	1 668,0	1 411,7	1 266,4	1 161,1
Pétrole	New York (3)	USD/baril	61,6	71,7	100,5	61,7	79,5	95,1	94,2	97,9	93,4	48,9
Argent	New York	Cts/o.t.	1 029,4	1 058,2	1 086,9	1 466,0	2 014,6	3 515,8	3 120,5	2 389,2	1 908,8	1 572,0

Sources : Bourse Les Echos et Centre d'Evaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi précieuses.

(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.
(2) Avant de 2009, la cotation est celle sur le Marché de Bruxelles.
(3) Avant 2008, la cotation est celle sur le Marché de l'Arabie Saoudite

Tableau III.21 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits	Marchés	Cotation	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Café												
Robusta	Londres	USD/tonne	1 315,8	1 731,0	1 765,0	1 541,4	1 549,6	2 178,4	2 013,8	1 850,6	2 004,5	1 714,2
Arabica	New York	Cts/lb	109,6	117,6	108,0	125,5	163,3	253,4	174,6	126,0	176,4	132,9
Cacao	New York (Marché à terme)	USD/tonne	1 496,2	1 887,2	2 548,3	2 801,2	2 928,0	2 929,1	2 237,7	2 210,0	2 210,0	2 918,7
Huile (1)												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	481,3	778,3	962,1	682,5	734,9	743,2	640,0	517,6	611,8	441,0
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	571,3	877,3	1 135,0	694,2	923,5	917,6	864,1	901,7	894,5	774,6
Coton	New York	Cts/lb	52,6	57,9	64,4	57,0	93,7	137,1	79,9	83,3	76,6	63,3
Caoutchouc (2)	Londres C.I.F.	Cts/Kg	147,7	170,8	194,9	190,9	250,2	483,3	336,2	279,7	196,5	155,6
Bois Sapelli												
Bois dur grume (3)	Cameroun F.O.B.	USD/m³	297,8	272,6	292,2	286,4	340,0	306,2	287,4	311,2	282,0	246,0
Bois dur scié (3)	Cameroun F.O.B.	USD/m³	818,9	797,1	958,3	748,8	771,4	826,2	750,0	782,5	897,9	833,3

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2009, la cotation est celle du marché de Bruxelles.
(2) Avant 2011, Pence/kg.
(3) AFRISTAT à partir de 2007.

Tableau III.22 Evolution des indices des cours des matières premières

(Indice 2012 = 100)

Périodes	Indices de principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global (1)
2006	67,3	32,2	67,1
2007	66,7	44,2	66,6
2008	66,1	55,7	66,1
2009	65,2	78,1	65,3
2010	90,8	90,7	90,8
2011	109,2	108,6	109,2
2012	100,0	100,0	100,0
2013	92,9	84,8	92,9
2014	86,6	96,2	86,7
2015 (p)	52,0	78,7	52,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.
(p) Provisoire.

Tableau III.23 Répartition des exportations par principaux pays de destination

(Valeur F.O.B.)

PAYS	en millions de CDF									
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (e)
1. Union Européenne	669 443,3	1 107 262,4	525 293,7	991 974,7	1 707 140,1	1 812 468,1	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9	415 024,8
U.E.B.L. (1)	372 103,6	557 791,2	229 400,6	291 991,1	681 065,8	680 389,8	671 330,9	890 052,7	305 489,2	262 239,2
France	24 094,2	161 512,2	28 827,3	101 135,5	171 441,9	163 554,3	165 214,2	241 566,0	15 009,7	12 662,0
Italie	18 509,4	27 855,4	9 896,8	15 829,3	33 328,2	33 090,4	32 751,6	46 324,6	4 839,1	3 192,0
Allemagne	12 322,3	16 859,8	7 145,9	12 141,4	23 076,8	23 800,0	23 112,1	31 969,6	32 494,4	21 397,0
Pays-Bas	18 589,2	36 040,9	20 417,2	48 418,1	69 870,6	77 548,4	72 663,6	91 979,3	2 499,6	6 400,4
Royaume-Uni	1 037,2	1 954,8	2 511,6	6 317,0	7 717,5	9 306,6	8 388,7	14 993,2	139 865,0	88 748,1
Irlande, Danemark et Grèce	91 111,1	1 343,9	1 163,7	3 019,6	3 838,6	4 493,0	4 105,9	7 803,3	2 130,2	684,1
Portugal	20 184,9	28 954,9	20 775,1	39 043,8	60 556,6	68 045,3	63 385,6	78 077,2	2 930,5	2 526,8
Espagne	3 111,5	5 925,4	-	2 858,1	6 986,3	7 544,3	7 162,9	11 355,9	5 183,8	7 789,9
Autres pays de l'U.E.	108 379,9	269 024,0	205 155,5	471 220,8	649 257,8	744 695,9	687 002,8	845 454,0	10 355,4	9 385,3
2. Amérique du Nord	62 788,5	232 005,7	136 731,0	236 468,2	403 269,3	438 809,4	415 095,3	563 300,2	483 820,5	427 846,6
3. Japon	1 835,0	3 420,8	12 447,2	34 284,6	37 450,5	47 379,8	41 793,1	59 255,9	603,3	281,8
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	14 719,8	2 321,3	4 944,4	8 729,6	11 949,6	14 668,1	13 115,1	21 975,4	699 115,9	625 353,8
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	748 786,6	1 345 010,2	679 416,2	1 271 457,1	2 159 809,6	2 313 325,4	2 205 121,8	2 904 107,3	1 704 336,6	1 468 507,0
5. Destinations diverses	517 147,4	1 831 489,3	3 175 362,2	2 253 571,6	5 519 903,0	6 395 523,4	5 833 199,8	7 775 999,8	9 695 561,4	8 055 038,7
Chine (2)	…	…	230 796,3	367 923,9	1 261 373,6	1 990 228,2	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8	2 451 082,2
Brésil (3)	…	…	52 575,8	61 608,3	175 285,7	187 132,0	177 475,6	248 909,3	0,0	0,0
Afrique du Sud (3)®	…	…	110 700,9	65 727,0	181 869,6	231 814,0	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4	1 947 700,7
Autres pays	…	…	2 781 289,1	1 758 312,4	3 901 374,1	3 986 349,3	2 406 736,2	4 158 842,1	5 225 919,2	3 656 255,8
Total	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7
Taux de change moyen USD/CDF	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
- Avant 2008, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.
- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.
(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.
(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.
(r) Chiffres rectifiés.

Tableau III.24 Répartition des importations par principaux pays fournisseurs

(Valeur F.O.B.)

PAYS	en millions de CDF									
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (e)
1. Union Européenne	473 980,8	817 571,7	612 476,4	1 159 700,5	1 720 160,6	1 852 949,7	1 845 415,2	2 264 960,9	2 728 521,3	2 296 943,0
U.E.B.L (1)	148 062,9	269 695,3	239 851,4	422 981,0	621 596,4	681 049,8	672 739,2	825 683,0	868 245,7	771 149,1
France	115 100,2	177 878,6	111 573,6	187 131,4	313 244,0	322 901,6	328 605,9	403 312,7	478 024,6	405 601,2
Italie	32 424,3	69 313,4	56 219,7	105 929,8	153 270,3	166 607,2	165 202,6	202 760,5	114 231,7	69 674,4
Allemagne	47 619,4	87 779,8	72 582,5	123 250,1	188 779,8	203 956,9	202 835,7	248 949,3	238 103,1	176 371,2
Pays-Bas	45 047,0	79 792,0	79 391,5	142 124,5	201 642,9	224 635,5	220 133,8	270 180,1	454 996,4	323 266,6
Royaume-Uni	20 399,8	21 902,0	15 379,3	28 586,0	43 390,4	46 045,6	46 193,8	56 695,8	93 059,2	108 524,3
Irlande, Danemark et Grèce	21 835,5	31 435,8	3 596,2	7 225,4	25 499,8	18 092,6	22 549,0	27 675,4	73 157,1	179 988,4
Portugal	6 221,6	9 052,8	5 714,8	12 818,0	17 935,9	19 073,9	19 115,5	23 461,3	36 454,0	19 554,8
Espagne	12 682,6	19 239,4	-	17 228,4	32 203,1	35 492,0	34 959,7	42 907,6	133 498,7	78 942,8
Autres pays de l'U.E.	24 587,4	51 482,6	28 167,4	112 425,9	122 598,2	135 094,5	133 080,1	163 335,2	238 750,7	163 870,1
2. Amérique du Nord	58 178,3	122 221,8	85 450,0	167 563,2	246 663,8	262 901,1	263 186,9	323 021,1	322 257,5	299 944,0
3. Japon	15 554,1	19 153,5	22 786,5	43 231,1	57 249,9	65 444,5	63 354,4	77 757,7	43 515,7	38 395,0
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	31 377,4	41 081,3	8 234,8	83 317,1	81 436,2	86 428,5	86 702,4	106 413,7	505 561,3	389 180,5
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	579 090,5	1 000 028,3	728 947,6	1 453 811,9	2 105 510,5	2 267 723,7	2 258 658,9	2 772 153,4	3 599 855,7	3 024 462,5
5. Provenances diverses	774 294,2	1 716 258,2	3 045 050,9	2 537 355,0	5 179 794,6	5 929 640,3	5 718 864,1	7 168 054,0	8 156 344,3	6 767 466,8
Chine (2)	…	…	645 685,1	521 575,5	1 081 548,5	1 678 337,3	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2	1 308 416,8
Brésil (3)	…	…	31 333,2	43 903,4	71 462,2	71 411,3	73 584,9	90 591,5	67 129,2	34 161,3
Afrique du Sud (3)®	…	…	61 112,7	90 004,6	118 196,8	136 495,4	1 127 429,1	1 170 133,6	1 248 883,4	1 202 641,1
Autres pays	…	…	2 306 920,0	1 881 871,5	3 908 587,1	4 043 396,3	3 098 702,8	4 113 971,6	5 580 173,5	4 222 247,6
Total	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3
Taux de change moyen USD/CDF	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
- Avant 2008, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.
- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.
(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.
(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.
(r) Chiffres rectifiés.

Tableau III.25 Balance commerciale

Périodes	en millions de CDF			en millions de USD		
	Exportations F.O.B. (1)	Importations F.O.B.	Solde	Exportations F.O.B. (1)	Importations F.O.B.	Solde
2006	1 265 934,0	1 353 384,7	-87 450,7	2 704,7	2 891,6	-186,8
2007	3 176 499,5	2 716 286,4	460 213,1	6 147,9	5 257,2	890,7
2008	3 854 778,4	3 773 998,6	80 779,8	6 869,8	6 725,8	144,0
2009	3 525 028,7	3 991 167,0	-466 138,3	4 371,0	4 949,0	-578,0
2010	7 679 712,6	7 285 305,1	394 407,4	8 477,9	8 042,5	435,4
2011	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014 (r)	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015 (p)	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Avant de 2009, les exportations au prix C.I.F.

Tableau III.26 Evolution des termes de l'échange

(Base : 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2006	30,9	33,3	92,8	15,7	17,0	92,8
2007	70,3	60,6	116,1	39,5	34,0	116,1
2008	78,6	77,5	101,4	48,0	47,3	101,4
2009	50,0	57,0	87,7	43,9	50,0	87,7
2010	97,0	92,7	104,6	95,5	91,3	104,6
2011	108,3	102,7	105,4	108,3	102,8	105,4
2012	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2013	132,8	124,6	106,6	132,9	124,6	106,6
2014 (r)	140,9	146,4	96,2	141,8	147,4	96,2
2015 (p)	117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(r) chiffres rectifiés.
(p) provisoire.

Tableau III.27 Cours interbancaires des devises (1)

(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR	1 ZAR	1 AUD
2006										
Décembre	521,9	1023,9	390,3	431,4	444,8	105,0	785,9	688,7	74,0	…
2007										
Décembre	500,6	1011,0	499,0	438,5	445,1	110,9	785,0	727,5	73,0	…
2008										
Décembre	606,0	905,3	491,3	529,9	664,2	124,4	918,7	816,2	60,9	…
2009										
Décembre	904,5	1469,3	857,1	879,4	968,3	201,6	1433,5	1322,5	120,8	…
2010										
Décembre	911,8	1422,4	902,8	937,1	1092,3	183,5	1398,6	1203,9	133,5	…
2011										
Décembre	898,1	1401,7	797,5	964,1	1164,8	180,0	1393,9	1184,2	111,5	…
2012										
Décembre	914,9	1459,7	928,7	1003,2	1003,2	183,0	1408,1	1200,2	105,8	…
2013										
Janvier	916,0	1462,4	922,9	991,8	1030,8	185,6	1406,7	1217,6	104,3	961,4
Février	917,8	1425,5	910,8	998,5	986,7	187,3	1403,1	1228,8	103,3	948,0
Mars	917,2	1383,1	894,7	970,5	965,9	181,4	1369,8	1190,1	99,9	948,1
Avril	917,5	1403,4	900,2	978,4	940,8	181,9	1380,1	1192,9	100,3	953,1
Mai	918,8	1406,3	901,7	962,5	911,9	182,0	1377,9	1193,9	98,8	912,8
Juin	918,4	1421,6	891,1	982,1	942,3	184,6	1390,1	1210,7	91,8	868,0
Juillet	918,1	1393,3	879,3	970,3	920,6	182,9	1379,6	1199,9	92,6	842,2
Août	918,0	1423,9	880,7	987,1	939,6	186,5	1394,7	1223,2	91,3	830,4
Septembre	919,3	1454,9	885,3	993,4	926,0	186,9	1398,9	1225,9	92,1	852,0
Octobre	923,2	1486,3	891,4	1023,1	944,5	192,0	1421,1	1259,4	93,1	877,9
Novembre	925,1	1485,2	882,9	1013,0	926,4	190,3	1415,9	1248,0	90,7	864,1
Décembre	926,6	1516,4	871,4	1038,0	894,9	193,7	1425,4	1270,4	89,4	829,3
2014										
Janvier	927,8	1527,1	849,4	1026,7	892,8	192,7	1424,7	1264,2	85,7	825,7
Février	927,4	1534,6	838,8	1036,0	908,4	192,9	1427,7	1265,6	84,3	831,6
Mars	926,0	1539,8	833,5	1051,6	905,1	195,2	1433,1	1280,5	86,2	838,8
Avril	924,3	1547,0	840,5	1046,7	901,5	194,5	1430,7	1276,1	87,7	861,0
Mai	924,8	1558,0	848,6	1041,2	908,5	193,7	1430,5	1270,6	88,8	859,4
Juin	925,0	1561,4	853,1	1031,7	905,9	188,3	1425,3	1255,2	86,6	865,4
Juillet	924,1	1577,9	862,0	1030,3	908,7	190,8	1424,7	1251,9	86,7	867,9
Août	924,6	1545,7	845,9	1016,0	898,0	187,7	1411,4	1231,4	86,6	860,2
Septembre	924,3	1508,0	840,9	989,2	863,9	182,1	1387,7	1194,6	84,5	840,3
Octobre	925,1	1486,0	825,2	970,9	857,3	178,8	1375,2	1172,6	83,5	813,7
Novembre	924,3	1458,2	816,7	957,4	797,3	175,8	1356,4	1152,8	83,4	799,7
Décembre	925,1	1433,4	800,8	949,5	775,1	174,1	1348,0	1155,8	80,6	766,5
2015										
Janvier	925,4	1406,7	773,6	943,3	783,5	165,2	1319,9	1083,5	80,0	751,1
Février	925,3	1417,9	739,5	989,6	779,6	161,1	1307,0	1050,3	79,9	720,3
Mars	925,6	1387,1	734,3	946,3	769,4	153,0	1283,2	1003,9	76,7	716,4
Avril	925,5	1383,3	748,8	964,2	774,4	153,0	1279,7	999,4	77,2	715,2
Mai	924,8	1429,2	760,3	993,0	766,5	157,4	1298,7	1032,5	77,3	730,6
Juin	925,6	1438,0	748,7	991,9	747,1	158,2	1299,7	1050,5	75,1	714,0
Juillet	925,5	1440,6	721,9	971,8	750,5	155,3	1291,3	1018,6	74,4	687,2
Août	925,6	1443,6	704,7	957,1	751,8	157,1	1297,7	1030,7	71,9	675,9
Septembre	926,3	1421,6	698,7	952,7	770,4	158,5	1302,0	1039,5	68,0	654,0
Octobre	927,3	1404,3	709,0	957,4	772,5	158,8	1303,8	1041,5	68,8	643,2
Novembre	927,7	1391,6	699,1	920,6	757,6	152,0	1282,3	997,3	65,8	662,5
Décembre	927,3	1391,5	677,8	930,6	761,0	153,7	1285,1	1008,5	62,2	671,7

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

Tableau III.28 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles

(données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles (1)		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2006						
Décembre	503,4	0,0	515,9	0,0	2,5	-
2007						
Décembre	503,0	729,8	504,7	0,0	0,3	-
2008						
Décembre	639,3	905,1	657,5	0,0	2,8	-
2009						
Décembre	902,7	1292,0	904,6	0,0	0,2	-
2010 (1)						
Décembre	915,1	1202,0	931,7	1214,1	1,8	1,0
2011						
Décembre	910,8	1173,9	914,0	1178,0	0,3	0,3
2012						
Décembre	915,2	1214,2	923,3	1211,8	0,9	-0,2
2013						
Janvier	918,2	1237,5	925,7	1169,3	0,8	-5,5
Février	918,4	1203,5	922,0	1177,6	0,4	-2,2
Mars	918,9	1173,2	922,3	1146,8	0,4	-2,2
Avril	917,1	1202,3	922,0	1158,7	0,5	-3,6
Mai	918,1	1191,1	922,7	1132,7	0,5	-4,9
Juin	917,5	1194,8	925,0	1143,0	0,8	-4,3
Juillet	916,3	1213,7	922,7	1136,8	0,7	-6,3
Août	917,9	1212,5	928,0	1147,0	1,1	-5,4
Septembre	921,6	1249,9	929,0	1156,3	0,8	-7,5
Octobre	919,0	1273,6	932,8	1192,3	1,5	-6,4
Novembre	921,1	1260,2	938,8	1188,1	1,9	-5,7
Décembre	925,5	1266,4	938,0	1173,4	1,4	-7,3
2014						
Janvier	926,7	1255,6	938,3	1197,2	1,2	-4,7
Février	929,4	1274,0	937,3	1196,5	0,8	-6,1
Mars	921,9	1271,3	934,5	1191,4	1,4	-6,3
Avril	924,0	1280,3	933,8	1191,9	1,1	-6,9
Mai	925,9	1255,3	931,3	1235,6	0,6	-1,6
Juin	926,1	1261,0	931,3	1188,9	0,6	-5,7
Juillet	924,2	1235,7	931,0	1165,3	0,7	-5,7
Août	922,7	1219,0	932,3	1166,0	1,0	-4,4
Septembre	925,8	1174,1	932,3	1161,6	0,7	-1,1
Octobre	925,5	1169,7	928,8	1143,0	0,3	-2,3
Novembre	925,3	1154,9	931,5	1138,0	0,7	-1,5
Décembre	924,5	1127,8	932,3	1138,3	0,8	0,9
2015						
Janvier	925,3	1044,5	932,0	1105,0	0,7	5,8
Février	924,1	1050,5	931,5	1086,7	0,8	3,4
Mars	925,2	1004,6	932,0	1049,3	0,7	4,5
Avril	926,6	1029,0	932,0	1058,7	0,6	2,9
Mai	926,1	1010,6	932,0	1026,0	0,6	1,5
Juin	925,8	1035,3	932,3	1026,3	0,7	-0,9
Juillet	924,2	1010,9	931,8	1016,4	0,8	0,5
Août	927,7	1041,3	933,0	1017,0	0,6	-2,3
Septembre	925,5	1038,6	932,3	1017,0	0,7	-2,1
Octobre	928,0	1014,3	931,3	1016,4	0,3	0,2
Novembre	925,7	979,7	931,8	1002,4	0,7	2,3
Décembre	927,9	1018,3	936,3	1005,1	0,9	-1,3

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de Janvier 2010, cours de change parallèle observé sur les principaux points de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau III.29 Balance générale des paiements (1)

(en millions de USD)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (p)
I. COMPTE COURANT OU DES TRANSACTIONS COURANTES	-395,3	-134,1	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 260,5	-3 108,8	-1 722,6	-1 545,6
1. Biens et services	-659,8	-334,5	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 494,7	-3 152,5	-2 142,3
A. Biens	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	-385,1	-289,8
- Exportations	*2 704,7*	*6 147,9*	*6 869,8*	*4 371,0*	*8 477,9*	*9 471,9*	*8 743,4*	*11 613,0*	*12 321,2*	*10 284,8*
* Marchandises générales	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8
- Importations	*2 891,6*	*5 257,2*	*6 725,8*	*4 949,0*	*8 042,5*	*8 915,6*	*8 677,2*	*10 808,4*	*12 706,3*	*10 574,6*
* Marchandises générales	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6
B. Services	-472,9	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 299,2	-2 767,4	-1 852,4
- Crédit	*432,9*	*392,5*	*828,1*	*650,0*	*388,6*	*739,4*	*287,7*	*296,1*	*314,8*	*173,3*
* Transports	2,7	21,8	37,0	52,4	88,7	114,5	91,3	91,8	131,7	90,3
* Voyages	3,1	0,7	0,7	24,0	10,7	11,4	6,9	8,4	45,4	0,1
* Services de communications	57,5	62,3	101,4	92,5	67,4	74,4	44,5	17,4	10,9	8,1
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service d'assurance	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	5,8	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	38,5	41,7	67,9	69,7	45,1	49,6	29,8	11,6	7,3	5,4
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Redevances et droits de licence	49,6	53,8	125,0	108,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres services aux entreprises	66,4	71,9	117,0	103,1	77,7	69,5	51,4	37,2	38,1	9,3
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,0	1,1	1,8	24,8	1,2	1,0	0,8	0,3	0,2	0,1
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	214,1	139,1	377,4	127,7	97,8	413,2	63,0	129,4	81,1	60,0
- Débit	*905,8*	*1 617,7*	*2 099,6*	*1 817,0*	*2 662,7*	*2 889,3*	*2 331,6*	*2 595,3*	*3 082,2*	*2 025,8*
* Transports	357,0	734,5	995,2	800,0	1 513,1	1 412,6	921,5	1 253,0	1 598,2	1 008,7
* Voyages	92,7	108,7	126,7	121,2	149,6	298,3	107,5	170,0	282,6	64,6
* Services de communications	1,0	1,0	1,4	33,5	0,9	1,2	3,0	35,7	57,2	1,2
* Services de bâtiment et travaux publics	21,2	20,8	28,1	51,2	14,1	18,8	47,2	99,5	20,0	16,6
* Service d'assurance	93,4	213,7	249,6	197,1	326,1	338,3	401,7	438,2	474,2	405,0
* Services financiers	27,2	28,4	46,7	72,0	33,3	42,4	75,5	40,4	8,3	34,8
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,2	7,0	0,0
* Redevances et droits de licence	1,9	1,9	2,6	34,3	0,0	0,0	0,0	20,3	10,7	0,0
* Autres services aux entreprises	166,8	331,7	402,7	348,5	458,1	519,1	380,9	234,9	255,2	208,4
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,2	2,1	2,9	34,5	1,9	2,5	6,3	2,6	2,9	2,5
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	142,4	174,8	243,7	124,8	165,6	255,9	388,0	286,4	365,7	283,9
2. Revenus primaires	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 047,5	-2 879,8	-603,1	-806,7
- Crédit	*17,6*	*26,0*	*17,7*	*26,0*	*48,3*	*168,2*	*18,3*	*144,8*	*109,4*	*5,3*
* Rémunérations des salariés	12,8	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4	4,7
* Revenus des investissements	4,9	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	87,0	0,6
- Débit	*474,5*	*687,5*	*935,8*	*805,0*	*1 094,5*	*1 266,1*	*1 065,8*	*3 024,7*	*712,5*	*812,1*
* Rémunérations des salariés	31,5	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	95,1	17,4
* Revenus des investissements	443,0	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 888,7	617,4	794,7
3. Revenus secondaires	721,4	861,8	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 265,7	2 032,9	1 403,4
- Crédit	*1 203,1*	*1 484,4*	*1 738,3*	*1 704,2*	*1 688,0*	*2 430,4*	*2 709,6*	*2 369,0*	*2 527,7*	*1 887,0*
* Transferts publics	819,1	909,1	1 243,0	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	1 793,7	1 389,8
* Transferts privés	384,0	575,3	495,4	318,4	781,5	1 012,9	843,7	968,2	734,0	497,2
- Débit	*481,7*	*622,6*	*742,5*	*303,2*	*845,2*	*1 019,5*	*944,7*	*1 103,3*	*494,8*	*483,6*
* Transferts publics	129,6	168,5	202,8	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2	139,2	86,8
* Transferts privés	352,1	454,0	539,6	227,2	632,6	773,0	614,4	784,1	355,6	396,8
II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	13,2	-56,1	401,6	458,0	678,1	1 325,8	1 831,8	3 188,7	1 851,8	1 513,8
4. Capital	81,7	-1,5	110,0	144,0	-160,6	932,6	486,4	192,7	320,5	252,2
- Crédit	*151,5*	*54,8*	*170,5*	*403,8*	*333,6*	*1 240,5*	*645,1*	*206,6*	*570,9*	*306,5*
* Transferts des capitaux	151,5	52,6	170,5	401,0	333,6	1 240,1	645,1	136,9	570,2	129,6
Capitaux publics	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6
Capitaux privés	0,1	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	0,0
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,1	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	0,0
* cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	2,2	0,0	2,9	0,0	0,4	0,1	69,7	0,7	176,9
- Débit	*69,9*	*56,3*	*60,5*	*259,8*	*494,2*	*307,9*	*158,7*	*13,9*	*250,4*	*54,4*
* Transferts des capitaux	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7
Capitaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capitaux privés	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	0,1	0,0	0,6	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4	9,9	0,6
5. Opérations financières	-68,5	-54,6	291,5	314,0	838,7	393,1	1 345,4	2 996,0	1 531,2	1 261,6
- Crédit	*1 202,2*	*2 903,6*	*3 274,6*	*2 554,5*	*5 180,4*	*3 493,2*	*6 061,3*	*4 232,3*	*2 827,6*	*3 144,9*
* Investissements directs	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5
* Investissements de portefeuille	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres investissements	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	2 134,0	984,4	1 471,4
- Débit	*1 270,7*	*2 958,2*	*2 983,0*	*2 240,5*	*4 341,7*	*3 100,1*	*4 715,9*	*1 236,3*	*1 296,4*	*1 883,3*
* Investissements directs	18,4	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6	507,8
* Investissements de portefeuille	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1
* Autres investissements	839,0	1 110,3	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	832,3	939,1	1 281,4
III. SOLDE AVANT ERREURS ET OMISSIONS	-382,1	-190,2	-648,2	-665,0	-1 364,1	45,2	571,3	79,9	129,1	-31,9
6. Erreurs et omissions	-42,7	-80,8	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,9	-18,2	-12,3	-221,3
IV. SOLDE GLOBAL	-424,8	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	61,7	116,8	-253,2
V. MOYENS DE FINANCEMENT	424,8	271,0	632,2	912,0	1 198,0	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2
7. Financement traditionnel	-35,8	-293,0	121,3	469,0	771,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2
1. Arriérés (réduction -)	0,0	0,0	0,0	123,7	197,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-35,8	-293,0	121,3	345,3	574,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	*31,7*	*-199,2*	*82,0*	*790,6*	*807,0*	*166,4*	*-347,2*	*-43,8*	*30,3*	*258,2*
* Crédit net du FMI	44,1	-35,6	-9,5	-526,4	-421,4	157,6	-0,2	-2,2	-40,5	-28,3
- FMI compte spécial en DTS	1,1	-3,0	-2,8	126,4	69,1	-2,6	0,7	2,0	30,9	59,7
- Crédit FMI	43,0	-32,6	-6,7	-652,8	-490,5	160,2	-0,8	-4,2	-71,4	-87,9
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-12,4	-163,7	91,5	-264,2	-385,7	8,8	-347,1	-41,7	70,8	286,5
- Autres avoirs en devises	-24,4	-23,6	105,9	-134,9	-376,2	7,8	-347,8	-38,3	74,8	285,0
- Autres engagements	12,0	-140,0	-14,4	-129,3	-9,4	1,0	0,7	-3,4	-4,0	1,5
- Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)	*-4,1*	*-93,8*	*39,3*	*-445,3*	*-232,3*	*-91,1*	*-254,0*	*-17,9*	*-147,1*	*-5,0*
* Avoirs	-71,8	-139,0	-36,7	-401,6	-216,4	-80,7	-304,1	-130,3	-111,3	-72,4
* Engagements	67,7	45,2	76,0	-43,7	-15,8	-10,4	50,2	112,5	-35,8	67,4
8. Financement exceptionnel	460,6	564,0	510,9	443,0	426,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Consolidation des arriérés	121,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Allégement de la dette	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Réechélonnement dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de la dette	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9. Solde résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.
(r) chiffres rectifiés.
(p) provisoire.

Tableau III.30 Balance générale des paiements (1)

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (p)
I. COMPTE COURANT OU DES TRANSACTIONS COURANTES	-185 024,9	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 859 074,5	-1 593 808,4	-1 431 223,4
1. Biens et services	-308 806,2	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-1 983 724,5
A. Biens	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	-356 302,0	-268 383,7
- *Exportations*	*1 265 934,0*	*3 176 499,5*	*3 854 778,4*	*3 525 028,7*	*7 679 712,6*	*8 708 848,8*	*8 038 321,5*	*10 680 107,0*	*11 399 897,9*	*9 523 545,7*
* Marchandises générales	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- *Importations*	*1 353 384,7*	*2 716 286,4*	*3 773 998,6*	*3 991 167,0*	*7 285 305,1*	*8 197 364,0*	*7 977 523,0*	*9 940 207,4*	*11 756 200,0*	*9 791 929,3*
* Marchandises générales	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-221 355,4	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 560 475,9	-1 715 340,8
- *Crédit*	*202 624,4*	*202 782,8*	*464 650,0*	*524 171,8*	*352 040,8*	*679 834,3*	*264 493,1*	*272 304,2*	*291 258,9*	*160 518,4*
* Transports	1 277,4	11 273,3	20 740,8	42 281,0	80 349,0	105 275,9	83 930,7	84 468,1	121 878,1	83 647,4
* Voyages	1 443,6	383,5	383,0	19 337,0	9 719,8	10 481,6	6 340,6	7 735,4	41 999,8	91,0
* Services de communications	26 916,8	32 187,7	56 887,7	74 589,9	61 054,3	68 406,4	40 932,8	15 980,3	10 084,1	7 464,5
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	21 935,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service d'assurance	0,0	0,0	0,0	16 129,0	0,0	5 332,8	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	18 028,0	21 558,3	38 101,6	56 243,0	40 881,0	45 604,3	27 415,5	10 703,1	6 754,0	4 999,5
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Redevances et droits de licence	23 224,8	27 772,7	70 121,2	87 514,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres services aux entreprises	31 062,1	37 144,8	65 648,8	83 146,2	70 357,4	63 901,1	47 236,7	34 167,7	35 292,5	8 614,1
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	483,4	578,1	1 021,7	20 030,1	1 087,0	919,4	735,2	287,0	181,1	134,1
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	100 188,4	71 884,6	211 745,2	102 966,1	88 592,2	379 912,8	57 901,6	118 962,5	75 069,3	55 568,0
- *Débit*	*423 979,9*	*835 820,2*	*1 178 128,8*	*1 465 359,1*	*2 412 008,9*	*2 656 541,6*	*2 143 563,4*	*2 386 811,6*	*2 851 734,8*	*1 875 859,3*
* Transports	167 103,8	379 513,8	558 449,7	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	847 198,8	1 152 370,6	1 478 726,4	934 043,4
* Voyages	43 407,3	56 173,8	71 090,9	97 771,8	135 515,3	274 315,1	98 831,7	156 382,8	261 429,0	59 822,8
* Services de communications	490,0	531,0	781,5	27 003,5	815,3	1 134,4	2 797,2	32 817,8	52 912,4	1 125,9
* Services de bâtiment et travaux publics	9 902,1	10 729,9	15 792,1	41 320,8	12 772,5	17 265,9	43 354,7	91 548,6	18 514,8	15 389,8
* Service d'assurance	43 709,2	110 420,1	140 081,5	158 949,7	295 397,9	311 075,3	369 287,5	402 991,4	438 749,9	375 056,8
* Services financiers	12 742,9	14 659,9	26 189,9	58 056,5	30 164,8	39 017,4	69 437,8	37 130,5	7 724,5	32 257,8
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13 059,3	6 519,8	0,0
* Redevances et droits de licence	902,0	977,4	1 438,5	27 630,2	0,0	0,0	0,0	18 669,3	9 933,6	0,0
* Autres services aux entreprises	78 056,1	171 396,3	225 953,6	281 031,7	414 970,3	477 295,5	350 177,7	216 006,0	236 149,6	192 973,2
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 008,1	1 092,4	1 607,8	27 791,6	1 721,1	2 333,7	5 754,5	2 429,9	2 718,0	2 316,3
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	66 658,4	90 325,6	136 743,3	100 650,1	150 008,9	235 321,6	356 723,4	263 405,2	338 356,7	262 873,2
2. Revenus primaires	-213 849,7	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 648 501,9	-557 958,6	-747 015,3
- *Crédit*	*8 259,5*	*13 442,2*	*9 949,5*	*20 979,2*	*43 752,6*	*154 649,9*	*16 789,0*	*133 183,1*	*101 219,2*	*4 952,0*
* Rémunérations des salariés	5 969,2	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0	4 368,2
* Revenus des investissements	2 290,3	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	80 514,1	583,8
- *Débit*	*222 109,2*	*355 206,9*	*525 091,6*	*649 158,7*	*991 489,9*	*1 164 103,7*	*979 855,3*	*2 781 685,0*	*659 177,8*	*751 967,3*
* Rémunérations des salariés	14 749,3	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	87 944,7	16 132,7
* Revenus des investissements	207 359,9	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6
3. Revenus secondaires	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	1 880 928,2	1 299 516,4
- *Crédit*	*563 101,7*	*766 960,8*	*975 417,6*	*1 374 391,3*	*1 529 049,0*	*2 234 608,3*	*2 491 081,6*	*2 178 713,7*	*2 338 736,7*	*1 747 323,8*
* Transferts publics	383 374,1	469 719,9	697 448,3	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7
* Transferts privés	179 727,6	297 240,9	277 969,3	256 756,5	707 895,2	931 301,3	775 623,1	890 468,1	679 145,7	460 393,2
- *Débit*	*225 470,7*	*321 662,7*	*416 613,7*	*244 508,1*	*765 661,3*	*937 369,6*	*868 563,8*	*1 014 678,5*	*457 808,5*	*447 807,4*
* Transferts publics	60 655,3	87 068,3	113 810,3	61 251,1	192 629,2	226 642,1	303 671,3	293 547,2	128 774,4	80 373,1
* Transferts privés	164 815,4	234 594,3	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 727,5	564 892,5	721 131,4	329 034,1	367 434,4
II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	6 180,8	-29 243,7	225 318,9	369 333,7	614 212,1	1 218 983,3	1 684 087,4	2 932 578,2	1 713 294,0	1 401 714,8
4. Capital	38 225,8	-795,5	61 733,6	116 125,9	-145 506,8	857 509,6	447 159,7	177 251,8	296 574,1	233 505,3
- *Crédit*	*70 931,0*	*28 300,4*	*95 679,4*	*325 680,7*	*302 191,8*	*1 140 566,0*	*593 105,0*	*190 012,8*	*528 241,4*	*283 856,4*
* Transferts des capitaux	70 931,0	27 171,8	95 679,4	323 356,1	302 191,8	1 140 198,2	593 049,2	125 904,1	527 610,1	120 039,5
Capitaux publics	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5
Capitaux privés	58,6	848,7	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	58,6	848,7	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0
* cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	1 128,6	0,0	2 324,6	0,0	367,8	55,9	64 108,7	631,2	163 816,9
- *Débit*	*32 705,2*	*29 095,9*	*33 945,8*	*209 554,7*	*447 698,6*	*283 056,4*	*145 945,3*	*12 761,0*	*231 667,3*	*50 351,1*
* Transferts des capitaux	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2
Capitaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capitaux privés	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	60,8	15,5	346,3	222,9	1 050,8	43 223,3	6 743,4	3 135,3	9 161,9	584,9
5. Opérations financières	-32 045,0	-28 448,2	163 585,3	253 207,8	759 719,0	361 473,8	1 236 927,7	2 755 326,5	1 416 719,9	1 168 209,5
- *Crédit*	*562 699,3*	*1 500 239,3*	*1 837 428,9*	*2 060 087,5*	*4 692 687,6*	*3 211 789,7*	*5 572 525,1*	*3 892 311,2*	*2 616 170,6*	*2 912 160,1*
* Investissements directs	119 875,8	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9
* Investissements de portefeuille	51,1	0,0	56,1	0,0	271,8	2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres investissements	442 772,4	566 064,4	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 962 613,5	910 818,3	1 362 524,2
- *Débit*	*594 744,3*	*1 528 687,5*	*1 673 843,6*	*1 806 879,7*	*3 932 968,7*	*2 850 315,9*	*4 335 597,5*	*1 136 984,8*	*1 199 450,7*	*1 743 950,7*
* Investissements directs	8 591,8	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2	317 908,7	470 196,7
* Investissements de portefeuille	193 446,9	947 369,0	883 785,7	959 232,5	2 932 846,0	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8
* Autres investissements	392 705,6	573 928,7	759 725,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	765 420,9	868 918,7	1 186 574,2
III. SOLDE AVANT ERREURS ET OMISSIONS	-178 844,0	-98 534,6	-363 718,1	-536 288,2	-1 235 698,3	41 545,7	525 267,2	73 503,7	119 485,6	-29 508,6
6. Erreurs et omissions	-19 985,6	-41 460,2	8 974,5	-199 193,7	150 489,0	27 675,2	27 488,9	-16 393,5	-11 981,9	-201 351,6
IV. SOLDE GLOBAL	-198 829,7	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	57 110,2	107 503,7	-230 860,2
V. MOYENS DE FINANCEMENT	198 829,7	139 994,8	354 743,6	735 481,8	1 085 209,3	-69 220,9	-552 756,1	-57 110,2	-107 503,7	230 860,2
7. Financement traditionnel	-16 756,1	-151 404,2	68 064,0	378 226,1	699 127,6	-69 220,9	-552 756,1	-57 110,2	-107 503,7	230 860,2
1. Arriérés (réduction -)	0,0	0,0	0,0	99 758,1	178 451,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-16 756,1	-151 404,2	68 064,0	278 467,9	520 675,7	-69 220,9	-552 756,1	-57 110,2	-107 503,7	230 860,2
- *Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)*	*14 837,1*	*-102 939,2*	*46 011,9*	*637 581,1*	*731 063,6*	*-152 967,3*	*-319 226,7*	*-40 583,1*	*27 314,5*	*238 394,4*
* Crédit net du FMI	20 640,9	-18 369,5	-5 330,6	-424 516,4	-381 701,7	144 903,8	-153,1	-2 031,2	-38 140,3	-24 699,5
- *FMI compte spécial en DTS*	514,9	-1 547,9	-1 571,1	101 935,6	62 594,7	-2 408,9	622,3	1 830,4	29 092,2	54 132,7
- *Crédit FMI*	20 126,0	-16 821,6	-3 759,5	-526 452,0	-444 296,3	147 312,8	-775,4	-3 861,6	-67 232,5	-78 832,2
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-5 803,8	-84 569,7	51 342,6	-213 064,7	-349 361,9	8 063,5	-319 073,6	-38 551,9	65 454,8	263 094,0
- *Autres avoirs en devises*	-11 420,4	-12 217,4	59 422,7	-108 790,4	-340 820,3	7 180,8	-319 712,4	-35 440,9	69 190,2	261 713,6
- *Autres engagements*	5 616,6	-72 352,3	-8 080,1	-104 274,3	-8 541,6	882,7	638,8	-3 111,0	-3 735,4	1 380,4
- *Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)*	*-1 919,0*	*-48 465,0*	*22 052,1*	*-359 113,1*	*-210 387,8*	*-83 805,8*	*-233 529,4*	*-16 527,1*	*-134 818,2*	*-7 534,2*
* Avoirs	-33 605,8	-71 840,8	-20 593,1	-323 871,2	-196 040,9	-74 186,4	-279 609,9	-120 632,1	-101 442,3	-70 616,8
* Engagements	31 686,8	23 375,8	42 645,2	-35 242,0	-14 347,0	-9 619,4	46 080,6	104 104,9	-33 375,9	63 082,6
8. Financement exceptionnel	215 585,8	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Consolidation des arriérés	56 909,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Allégement de la dette	158 675,9	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchélonnement dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de la dette	158 675,9	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9. Solde résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

(r) chiffres rectifiés.

(p) provisoire.

Tableau III.31 Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6)

(en millions de USD)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (p)
I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. CREDIT	4 358,4	8 050,8	9 453,9	6 751,3	10 602,8	12 809,9	11 758,9	14 422,9	15 273,1	12 350,5
Biens et services	3 137,6	6 540,4	7 697,9	5 021,0	8 866,5	10 211,3	9 031,1	11 909,1	12 636,0	10 458,1
Biens	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8
** Marchandises générales*	*2 704,7*	*6 147,9*	*6 869,8*	*4 371,0*	*8 477,9*	*9 471,9*	*8 743,4*	*11 613,0*	*12 321,2*	*10 284,8*
** Exportations nettes de biens (négoce international)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Services	432,9	392,5	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	296,1	314,8	173,3
** Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Transports*	*2,7*	*21,8*	*37,0*	*52,4*	*88,7*	*114,5*	*91,3*	*91,8*	*131,7*	*90,3*
** Voyages*	*3,1*	*0,7*	*0,7*	*24,0*	*10,7*	*11,4*	*6,9*	*8,4*	*45,4*	*0,1*
** Services de construction*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*27,2*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Service d'assurance et de pension*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*20,0*	*0,0*	*5,8*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services financiers*	*38,5*	*41,7*	*67,9*	*69,7*	*45,1*	*49,6*	*29,8*	*11,6*	*7,3*	*5,4*
** Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs*	*49,6*	*53,8*	*125,0*	*108,5*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services de télécommunications, d'informatique et d'information*	*57,5*	*62,3*	*101,4*	*92,5*	*67,4*	*74,4*	*44,5*	*17,4*	*10,9*	*8,1*
** Autres services aux entreprises*	*66,4*	*71,9*	*117,0*	*103,1*	*77,7*	*69,5*	*51,4*	*37,2*	*38,1*	*9,3*
** Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs*	*1,0*	*1,1*	*1,8*	*24,8*	*1,2*	*1,0*	*0,8*	*0,3*	*0,2*	*0,1*
** Biens er services des administrations publiques non compris ailleurs*	*214,1*	*139,1*	*377,4*	*127,7*	*97,8*	*413,2*	*63,0*	*129,4*	*81,1*	*60,0*
Revenus primaires	17,6	26,0	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	144,8	109,4	5,3
Rémunération des salariés	12,8	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4	4,7
Revenus de placements	4,9	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	87,0	0,6
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	1 203,1	1 484,4	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 369,0	2 527,7	1 887,0
Administration publiques (Transferts publics)	819,1	909,1	1 243,0	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	1 793,7	1 389,8
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM	384,0	575,3	495,4	318,4	781,5	1 012,9	843,7	968,2	734,0	497,2
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. DEBIT	4 753,7	8 184,9	10 503,7	7 874,2	12 645,0	14 090,5	13 019,4	17 531,7	16 995,8	13 896,1
Biens et services	3 797,4	6 874,9	8 825,4	6 766,1	10 705,2	11 804,9	11 008,8	13 403,7	15 788,5	12 600,4
Biens	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6
** Marchandises générales*	*2 891,6*	*5 257,2*	*6 725,8*	*4 949,0*	*8 042,5*	*8 915,6*	*8 677,2*	*10 808,4*	*12 706,3*	*10 574,6*
** Exportations nettes de biens (négoce international)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Services	905,8	1 617,7	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 331,6	2 595,3	3 082,2	2 025,8
** Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Transports*	*357,0*	*734,5*	*995,2*	*800,0*	*1 513,1*	*1 412,6*	*921,5*	*1 253,0*	*1 598,2*	*1 008,7*
** Voyages*	*92,7*	*108,7*	*126,7*	*121,2*	*149,6*	*298,3*	*107,5*	*170,0*	*282,6*	*64,6*
** Services de construction*	*21,2*	*20,8*	*28,1*	*51,2*	*14,1*	*18,8*	*47,2*	*99,5*	*20,0*	*16,6*
** Service d'assurance et de pension*	*93,4*	*213,7*	*249,6*	*197,1*	*326,1*	*338,3*	*401,7*	*438,2*	*474,2*	*405,0*
** Services financiers*	*27,2*	*28,4*	*46,7*	*72,0*	*33,3*	*42,4*	*75,5*	*40,4*	*8,3*	*34,8*
** Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs*	*1,9*	*1,9*	*2,6*	*34,3*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*20,3*	*10,7*	*0,0*
** Services de télécommunications, d'informatique et d'information*	*1,0*	*1,0*	*1,4*	*33,5*	*0,9*	*1,2*	*3,0*	*49,9*	*64,2*	*1,2*
** Autres services aux entreprises*	*166,8*	*331,7*	*402,7*	*348,5*	*458,1*	*519,1*	*380,9*	*234,9*	*255,2*	*208,4*
** Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs*	*2,2*	*2,1*	*2,9*	*34,5*	*1,9*	*2,5*	*6,3*	*2,6*	*2,9*	*2,5*
** Biens er services des administrations publiques non compris ailleurs*	*142,4*	*174,8*	*243,7*	*124,8*	*165,6*	*255,9*	*388,0*	*286,4*	*365,7*	*283,9*
Revenus primaires	474,5	687,5	935,8	805,0	1 094,5	1 266,1	1 065,8	3 024,7	712,5	812,1
Rémunération des salariés	31,5	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	95,1	17,4
Revenus de placements	443,0	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 888,7	617,4	794,7
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	481,7	622,6	742,5	303,2	845,2	1 019,5	944,7	1 103,3	494,8	483,6
Administration publiques (Transferts publics)	129,6	168,5	202,8	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2	139,2	86,8
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM (1) (Transferts privés)	352,1	454,0	539,6	227,2	632,6	773,0	614,4	784,1	355,6	396,8
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. SOLDES	-395,3	-134,1	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 260,5	-3 108,8	-1 722,6	-1 545,6
Biens et services	-659,8	-334,5	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 494,7	-3 152,5	-2 142,3
Biens	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	-385,1	-289,8
** Marchandises générales*	*-186,8*	*890,7*	*144,0*	*-578,0*	*435,4*	*556,3*	*66,1*	*804,5*	*-385,1*	*-289,8*
** Exportations nettes de biens (négoce international)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*

Suite du tableau III.31

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (p)
Services	-472,9	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 299,2	-2 767,4	-1 852,4
** Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Transports*	*-354,3*	*-712,7*	*-958,3*	*-747,6*	*-1 424,4*	*-1 298,1*	*-830,2*	*-1 161,2*	*-1 466,5*	*-918,4*
** Voyages*	*-89,7*	*-108,0*	*-126,0*	*-97,3*	*-138,9*	*-286,9*	*-100,6*	*-161,6*	*-237,2*	*-64,5*
** Services de construction*	*-21,2*	*-20,8*	*-28,1*	*-24,0*	*-14,1*	*-18,8*	*-47,2*	*-99,5*	*-20,0*	*-16,6*
** Service d'assurance et de pension*	*-93,4*	*-213,7*	*-249,6*	*-177,1*	*-326,1*	*-332,5*	*-401,7*	*-438,2*	*-474,2*	*-405,0*
** Services financiers*	*11,3*	*13,4*	*21,2*	*-2,2*	*11,8*	*7,2*	*-45,7*	*-28,7*	*-1,0*	*-29,4*
** Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs*	*47,7*	*51,9*	*122,4*	*74,3*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*-20,3*	*-10,7*	*0,0*
** Services de télécommunications, d'informatique et d'information*	*56,5*	*61,3*	*100,0*	*59,0*	*66,5*	*73,2*	*41,5*	*-32,5*	*-53,3*	*6,8*
** Autres services aux entreprises*	*-100,4*	*-259,8*	*-285,7*	*-245,4*	*-380,4*	*-449,6*	*-329,5*	*-197,7*	*-217,1*	*-199,1*
** Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs*	*-1,1*	*-1,0*	*-1,0*	*-9,6*	*-0,7*	*-1,5*	*-5,5*	*-2,3*	*-2,7*	*-2,4*
** Biens er services des administrations publiques non compris ailleurs*	*71,6*	*-35,7*	*133,7*	*2,9*	*-67,8*	*157,3*	*-325,0*	*-157,1*	*-284,6*	*-223,9*
Revenus primaires	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 047,5	-2 879,8	-603,1	-806,7
Rémunération des salariés	-18,8	-17,5	-22,7	-11,4	-41,5	75,0	-43,1	-102,8	-72,7	-12,7
Revenus de placements	-438,1	-643,9	-895,3	-767,5	-1 004,7	-1 172,9	-1 004,4	-2 777,0	-530,4	-794,0
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	721,4	861,8	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 265,7	2 032,9	1 403,4
Administration publiques (Transferts publics)	689,5	740,6	1 040,1	1 309,9	693,9	1 171,0	1 535,6	1 081,6	1 654,5	1 303,0
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM (Transferts privés)	31,9	121,2	-44,3	91,1	148,9	239,9	229,2	184,1	378,4	100,4
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
II. COMPTE DE CAPITAL										
CREDIT	151,5	54,8	170,5	403,8	333,6	1 240,5	645,1	206,6	570,9	306,5
Cessions brutes d'actifs non financiers non produits	0,0	2,2	0,0	2,9	0,0	0,4	0,1	69,7	0,7	176,9
Transferts en capital	151,5	52,6	170,5	401,0	333,6	1 240,1	645,1	136,9	570,2	129,6
** Administration publiques (Transferts publics)*	*151,4*	*50,9*	*117,1*	*227,0*	*77,7*	*913,0*	*392,4*	*47,2*	*520,0*	*129,6*
** Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM*	*0,1*	*1,6*	*53,5*	*174,0*	*255,9*	*327,1*	*252,7*	*89,7*	*50,2*	*0,0*
DEBIT	69,9	56,3	60,5	259,8	494,2	307,9	158,7	13,9	250,4	54,4
Acquisitions brutes d'actifs non financiers non produits	0,1	0,0	0,6	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4	9,9	0,6
Transferts en capital	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7
** Administration publiques (Transferts publics)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM*	*69,7*	*56,3*	*59,9*	*259,6*	*493,1*	*260,8*	*151,4*	*10,5*	*240,5*	*53,7*
SOLDE	81,7	-1,5	110,0	144,0	-160,6	932,6	486,4	192,7	320,5	252,2
III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL	-313,6	-135,6	-939,7	-979,0	-2 202,8	-348,0	-774,1	-2 916,1	-1 402,1	-1 293,5
IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)	-356,3	-216,4	-923,7	-1 226,0	-2 036,7	-317,9	-744,2	-2 934,3	-1 414,4	-1 514,8
Acquisition nette d'actifs financiers	845,9	2 687,2	2 350,8	1 328,5	3 143,7	3 175,3	5 317,1	1 298,0	1 413,2	1 630,2
Investissements directs	18,4	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6	507,8
Investissements de portefeuille	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	839,0	1 110,3	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	832,3	939,1	1 281,4
Avoirs de réserves	-424,8	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	61,7	116,8	-253,2
Accroissement net du passif	1 202,2	2 903,6	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 493,2	6 061,3	4 232,3	2 827,6	3 144,9
Investissements directs	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5
Investissements de portefeuille	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	2 134,0	984,4	1 471,4
VI. ERREURS ET OMISSIONS NETTES (2)	-42,7	-80,8	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,8	-18,2	-12,3	-221,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

(2) Compte financier net moins la somme des soldes des comptes courant et de capital.

Tableau III.32 Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6)

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (p)
I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. CREDIT	2 039 919,7	4 159 685,4	5 304 795,6	5 444 570,9	9 604 555,0	11 777 941,3	10 810 685,2	13 264 308,0	14 131 112,7	11 436 339,9
Biens et services	1 468 558,4	3 379 282,4	4 319 428,4	4 049 200,5	8 031 753,4	9 388 683,1	8 302 814,6	10 952 411,2	11 691 156,8	9 684 064,1
Biens	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7
** Marchandises générales*	*1 265 934,0*	*3 176 499,5*	*3 854 778,4*	*3 525 028,7*	*7 679 712,6*	*8 708 848,8*	*8 038 321,5*	*10 680 107,0*	*11 399 897,9*	*9 523 545,7*
** Exportations nettes de biens (négoce international)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Services	202 624,4	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4
** Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Transports*	*1 277,4*	*11 273,3*	*20 740,8*	*42 281,0*	*80 349,0*	*105 275,9*	*83 930,7*	*84 468,1*	*121 878,1*	*83 647,4*
** Voyages*	*1 443,6*	*383,5*	*383,0*	*19 337,0*	*9 719,8*	*10 481,6*	*6 340,6*	*7 735,4*	*41 999,8*	*91,0*
** Services de construction*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*21 935,5*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Service d'assurance et de pension*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*16 129,0*	*0,0*	*5 332,8*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services financiers*	*18 028,0*	*21 558,3*	*38 101,6*	*56 243,0*	*40 881,0*	*45 604,3*	*27 415,5*	*10 703,1*	*6 754,0*	*4 999,5*
** Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs*	*23 224,8*	*27 772,7*	*70 121,2*	*87 514,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services de télécommunications, d'informatique et d'information*	*26 916,8*	*32 187,7*	*56 887,7*	*74 589,9*	*61 054,3*	*68 406,4*	*40 932,8*	*15 980,3*	*10 084,1*	*7 464,5*
** Autres services aux entreprises*	*31 062,1*	*37 144,8*	*65 648,8*	*83 146,2*	*70 357,4*	*63 901,1*	*47 236,7*	*34 167,7*	*35 292,5*	*8 614,1*
** Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs*	*483,4*	*578,1*	*1 021,7*	*20 030,1*	*1 087,0*	*919,4*	*735,2*	*287,0*	*181,1*	*134,1*
** Biens er services des administrations publiques non compris ailleurs*	*100 188,4*	*71 884,6*	*211 745,2*	*102 966,1*	*88 592,2*	*379 912,8*	*57 901,6*	*118 962,5*	*75 069,3*	*55 568,0*
Revenus primaires	8 259,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	4 952,0
Rémunération des salariés	5 969,2	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0	4 368,2
Revenus de placements	2 290,3	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	80 514,1	583,8
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	1 747 323,8
Administration publiques (Transferts publics)	383 374,1	469 719,9	697 448,3	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM	179 727,6	297 240,9	277 969,3	256 756,5	707 895,2	931 301,3	775 623,1	890 468,1	679 145,7	460 393,2
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. DEBIT	2 224 944,5	4 228 976,2	5 893 832,6	6 350 192,8	11 454 465,4	12 955 379,0	11 969 505,5	16 123 382,5	15 724 921,0	12 867 563,3
Biens et services	1 777 364,6	3 552 106,6	4 952 127,4	5 456 526,1	9 697 314,1	10 853 905,7	10 121 086,4	12 327 019,0	14 607 934,7	11 667 788,6
Biens	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3
** Marchandises générales*	*1 353 384,7*	*2 716 286,4*	*3 773 998,6*	*3 991 167,0*	*7 285 305,1*	*8 197 364,0*	*7 977 523,0*	*9 940 207,4*	*11 756 200,0*	*9 791 929,3*
** Exportations nettes de biens (négoce international)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Services	423 979,9	835 820,2	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 386 811,6	2 851 734,8	1 875 859,3
** Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Transports*	*167 103,8*	*379 513,8*	*558 449,7*	*645 153,1*	*1 370 642,9*	*1 298 783,0*	*847 198,8*	*1 152 370,6*	*1 478 726,4*	*934 043,4*
** Voyages*	*43 407,3*	*56 173,8*	*71 090,9*	*97 771,8*	*135 515,3*	*274 315,1*	*98 831,7*	*156 382,8*	*261 429,0*	*59 822,8*
** Services de construction*	*9 902,1*	*10 729,9*	*15 792,1*	*41 320,8*	*12 772,5*	*17 265,9*	*43 354,7*	*91 548,6*	*18 514,8*	*15 389,8*
** Service d'assurance et de pension*	*43 709,2*	*110 420,1*	*140 081,5*	*158 949,7*	*295 397,9*	*311 075,3*	*369 287,5*	*402 991,4*	*438 749,9*	*375 056,8*
** Services financiers*	*12 742,9*	*14 659,9*	*26 189,9*	*58 056,5*	*30 164,8*	*39 017,4*	*69 437,8*	*37 130,5*	*7 724,5*	*32 257,8*
** Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs*	*902,0*	*977,4*	*1 438,5*	*27 630,2*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*18 669,3*	*9 933,6*	*0,0*
** Services de télécommunications, d'informatique et d'information*	*490,0*	*531,0*	*781,5*	*27 003,5*	*815,3*	*1 134,4*	*2 797,2*	*45 877,1*	*59 432,2*	*1 125,9*
** Autres services aux entreprises*	*78 056,1*	*171 396,3*	*225 953,6*	*281 031,7*	*414 970,3*	*477 295,5*	*350 177,7*	*216 006,0*	*236 149,6*	*192 973,2*
** Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs*	*1 008,1*	*1 092,4*	*1 607,8*	*27 791,6*	*1 721,1*	*2 333,7*	*5 754,5*	*2 429,9*	*2 718,0*	*2 316,3*
** Biens er services des administrations publiques non compris ailleurs*	*66 658,4*	*90 325,6*	*136 743,3*	*100 650,1*	*150 008,9*	*235 321,6*	*356 723,4*	*263 405,2*	*338 356,7*	*262 873,2*
Revenus primaires	222 109,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	751 967,3
Rémunération des salariés	14 749,3	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	87 944,7	16 132,7
Revenus de placements	207 359,9	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	447 807,4
Administration publiques (Transferts publics)	60 655,3	87 068,3	113 810,3	61 251,1	192 629,2	226 642,1	303 671,3	293 547,2	128 774,4	80 373,1
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM (1) (Transferts privés)	164 815,4	234 594,3	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 727,5	564 892,5	721 131,4	329 034,1	367 434,4
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. SOLDES	-185 024,9	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 859 074,5	-1 593 808,4	-1 431 223,4
Biens et services	-308 806,2	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-1 983 724,5
Biens	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	-356 302,0	-268 383,7
** Marchandises générales*	*-87 450,7*	*460 213,1*	*80 779,8*	*-466 138,3*	*394 407,4*	*511 484,8*	*60 798,6*	*739 899,6*	*-356 302,0*	*-268 383,7*
** Exportations nettes de biens (négoce international)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
Services	-221 355,4	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 560 475,9	-1 715 340,8
** Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Transports*	*-165 826,4*	*-368 240,5*	*-537 708,9*	*-602 872,1*	*-1 290 293,9*	*-1 193 507,0*	*-763 268,2*	*-1 067 902,6*	*-1 356 848,3*	*-850 396,0*
** Voyages*	*-41 963,7*	*-55 790,3*	*-70 707,9*	*-78 434,8*	*-125 795,5*	*-263 833,4*	*-92 491,1*	*-148 647,4*	*-219 429,1*	*-59 731,9*
** Services de construction*	*-9 902,1*	*-10 729,9*	*-15 792,1*	*-19 385,3*	*-12 772,5*	*-17 265,9*	*-43 354,7*	*-91 548,6*	*-18 514,8*	*-15 389,8*
** Service d'assurance et de pension*	*-43 709,2*	*-110 420,1*	*-140 081,5*	*-142 820,7*	*-295 397,9*	*-305 742,5*	*-369 287,5*	*-402 991,4*	*-438 749,9*	*-375 056,8*

Suite du tableau III.32

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (p)
** Services financiers*	*5 285,1*	*6 898,3*	*11 911,7*	*-1 813,5*	*10 716,2*	*6 586,9*	*-42 022,3*	*-26 427,4*	*-970,5*	*-27 258,3*
** Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs*	*22 322,8*	*26 795,3*	*68 682,6*	*59 883,8*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*-18 669,3*	*-9 933,6*	*0,0*
** Services de télécommunications, d'informatique et d'information*	*26 426,7*	*31 656,7*	*56 106,2*	*47 586,4*	*60 239,1*	*67 272,0*	*38 135,6*	*-29 896,8*	*-49 348,1*	*6 338,6*
** Autres services aux entreprises*	*-46 994,0*	*-134 251,5*	*-160 304,8*	*-197 885,6*	*-344 612,8*	*-413 394,3*	*-302 941,0*	*-181 838,2*	*-200 857,2*	*-184 359,1*
** Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs*	*-524,7*	*-514,3*	*-586,0*	*-7 761,5*	*-634,1*	*-1 414,3*	*-5 019,4*	*-2 142,9*	*-2 536,9*	*-2 182,3*
** Biens er services des administrations publiques non compris ailleurs*	*33 530,0*	*-18 441,0*	*75 001,9*	*2 316,0*	*-61 416,7*	*144 591,3*	*-298 821,8*	*-144 442,7*	*-263 287,5*	*-207 305,2*
Revenus primaires	-213 849,7	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 648 501,9	-557 958,6	-747 015,3
Rémunération des salariés	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7	-94 543,2	-67 239,7	-11 764,5
Revenus de placements	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-923 435,6	-2 553 958,8	-490 718,9	-735 250,8
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	1 880 928,2	1 299 516,4
Administration publiques (Transferts publics)	322 718,8	382 651,6	583 638,0	1 056 383,7	628 524,6	1 076 664,9	1 411 787,2	994 698,5	1 530 816,6	1 206 557,6
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM (Transferts privés)	14 912,2	62 646,5	-24 834,0	73 499,5	134 863,1	220 573,8	210 730,5	169 336,7	350 111,6	92 958,8
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
II. COMPTE DE CAPITAL										
CREDIT	70 931,0	28 300,4	95 679,4	325 680,7	302 191,8	1 140 566,0	593 105,0	190 012,8	528 241,4	283 856,4
Cessions brutes d'actifs non financiers non produits	0,0	1 128,6	0,0	2 324,6	0,0	367,8	55,9	64 108,7	631,2	163 816,9
Transferts en capital	70 931,0	27 171,8	95 679,4	323 356,1	302 191,8	1 140 198,2	593 049,2	125 904,1	527 610,1	120 039,5
** Administration publiques (Transferts publics)*	*70 872,4*	*26 323,1*	*65 681,9*	*183 044,6*	*70 384,6*	*839 449,2*	*360 762,6*	*43 366,6*	*481 156,4*	*120 039,5*
** Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM*	*58,6*	*848,7*	*29 997,5*	*140 311,5*	*231 807,2*	*300 749,0*	*232 286,6*	*82 537,5*	*46 453,7*	*0,0*
DEBIT	32 705,2	29 095,9	33 945,8	209 554,7	447 698,6	283 056,4	145 945,3	12 761,0	231 667,3	50 351,1
Acquisitions brutes d'actifs non financiers non produits	60,8	15,5	346,3	222,9	1 050,8	43 223,3	6 743,4	3 135,3	9 161,9	584,9
Transferts en capital	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2
** Administration publiques (Transferts publics)*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*	*0,0*
** Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM*	*32 644,4*	*29 080,4*	*33 599,5*	*209 331,9*	*446 647,9*	*239 833,1*	*139 201,9*	*9 625,8*	*222 505,3*	*49 766,2*
SOLDE	38 225,8	-795,5	61 733,6	116 125,9	-145 506,8	857 509,6	447 159,7	177 251,8	296 574,1	233 505,3
III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL	-146 799,0	-70 086,4	-527 303,4	-789 496,0	-1 995 417,2	-319 928,1	-711 660,5	-2 681 822,8	-1 297 234,2	-1 197 718,1
IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)	-166 784,7	-111 546,6	-518 328,9	-988 689,6	-1 844 928,2	-292 252,9	-684 171,6	-2 698 216,2	-1 309 216,2	-1 399 069,7
Acquisition nette d'actifs financiers	395 914,6	1 388 692,7	1 319 100,0	1 071 397,9	2 847 759,4	2 919 536,8	4 888 353,5	1 194 095,0	1 306 954,4	1 513 090,4
Investissements directs	8 591,8	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2	317 908,7	470 196,7
Investissements de portefeuille	193 446,9	947 369,0	883 785,7	959 232,5	2 932 846,0	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	392 705,6	573 928,7	759 725,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	765 420,9	868 918,7	1 186 574,2
Avoirs de réserves	-198 829,7	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	57 110,2	107 503,7	-230 860,2
Accroissement net du passif	562 699,3	1 500 239,3	1 837 428,9	2 060 087,5	4 692 687,6	3 211 789,7	5 572 525,1	3 892 311,2	2 616 170,6	2 912 160,1
Investissements directs	119 875,8	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9
Investissements de portefeuille	51,1	0,0	56,1	0,0	271,8	2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	442 772,4	566 064,4	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 962 613,5	910 818,3	1 362 524,2
VI. ERREURS ET OMISSIONS NETTES (2)	-19 985,6	-41 460,2	8 974,5	-199 193,7	150 489,0	27 675,2	27 488,9	-16 393,5	-11 981,9	-201 351,6

Cfr Tabl. III.31.

Tableau III.33 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (r)	2015 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	1 206 422,5	3 061 196,8	3 716 786,8	3 434 884,1	7 550 445,5	8 583 093,7	7 927 148,0	10 356 797,7	10 886 538,1	9 281 289,0
Cuivre	219 479,6	1 053 966,4	1 379 307,9	1 335 569,5	2 814 496,8	3 772 693,0	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4
Cobalt	245 101,3	1 193 656,8	1 425 733,5	1 385 503,9	3 436 324,1	3 395 224,4	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8
Zinc	106 198,7	57 263,5	13 961,0	25 343,2	18 503,9	38 181,7	18 854,1	21 128,2	24 760,4	22 867,6
Diamant	409 525,8	427 569,8	378 484,0	189 336,9	281 246,5	335 241,2	269 592,3	190 667,0	211 250,3	235 372,3
Plomb	-	-	-	-	-	-	-	-	1 493,1	1 134,1
Or	1 343,0	2 079,3	3 866,1	4 907,5	5 341,9	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0
Cassitérite	-	9 208,1	76 447,7	91 923,7	121 734,0	123 632,2	56 296,5	63 953,0	0,0	5,9
Pétrole brut	209 594,4	316 315,7	433 325,7	394 129,6	594 124,6	903 940,7	870 129,2	797 147,3	712 817,6	373 169,1
Autres	15 179,6	1 137,2	5 660,9	8 169,8	278 673,7	4 924,8	6 350,8	7 458,0	83 168,4	19 560,6
Produits agricoles	45 408,7	84 878,8	100 131,5	62 609,4	100 548,6	97 256,1	84 066,8	216 055,0	506 598,7	238 260,2
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	17 520,1	33 310,4	49 917,9	30 215,3	42 261,7	28 885,5	16 971,8	47 008,3	227 818,3	28 679,5
Thé	40,3	0,4	0,5	-	-	-	-	-	102,0	246,7
Cacao	79,4	1 080,2	120,0	24,3	37,5	159,0	47,4	6 737,3	16 102,4	40 504,8
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	3 529,3	8 797,6	9 132,5	-	-	8 251,0	4 363,1	80 833,8	220 430,5	65 779,6
Bois	24 239,5	41 690,1	40 941,5	32 369,8	58 231,4	59 960,6	61 431,2	78 532,7	42 145,4	94 972,1
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 643,6
Autres	-	-	19,08	-	18,12	-	1 253,2	2 942,9	-	433,8
Produits industriels	14 102,8	30 424,0	37 860,2	27 535,2	28 718,4	28 498,9	27 106,8	107 254,3	6 761,2	3 996,5
Ciment	9 110,9	7 110,6	6 889,7	12 722,1	12 096,0	11 627,1	7 553,6	6 814,1	4 562,5	323,1
Produits chimiques	391,8	436,8	474,3	684,8	-	-	-	0,0	-	-
Sucre de canne	3 601,1	4 014,6	4 359,9	6 294,5	-	-	-	-	-	-
Divers	999,0	18 862,1	26 136,2	7 833,8	16 622,4	16 871,9	19 553,2	100 440,2	2 198,6	3 673,4
Total	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7
Taux de change moyen USD/CDF	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0

Source: Banque Centrale du Congo.

(r) chiffes rectifiés.
(p) provisoire.

Tableau III.34 Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres (1)

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (e)	2014 (r)	2015 (e)
A. Biens de consommation	468 503,2	675 557,8	813 960,4	1 051 514,6	1 216 052,2	1 860 959,0	1 720 603,9	2 255 855,8	3 477 772,8	2 603 773,5
Alimentation, boissons, tabacs	279 227,9	402 632,5	485 120,4	626 702,7	724 767,1	1 079 869,9	1 012 063,4	1 321 195,7	2 033 447,9	1 525 872,2
Textiles, habillement	11 712,6	16 888,9	20 349,0	26 287,9	30 401,3	51 749,3	133 742,6	139 421,9	193 574,6	135 567,1
Autres biens non durables	53 877,9	77 689,2	93 605,4	120 924,2	139 846,0	238 046,7	280 799,9	342 761,7	513 322,4	374 366,7
Biens de consommation durables	123 684,8	178 347,3	214 885,5	277 599,8	321 037,8	491 293,2	293 997,9	452 476,4	737 427,8	567 967,4
B. Energie	250 472,6	330 681,0	613 956,5	547 522,5	684 009,8	934 951,7	2 693 569,7	1 743 996,5	1 000 258,6	585 242,1
Matières brutes	500,9	661,4	1 227,9	1 095,0	1 368,0	1 869,9	725 905,0	373 286,8	204 998,4	108 263,7
Matières élaborées	249 971,7	330 019,6	612 728,6	546 427,5	682 641,7	933 081,8	1 967 664,7	1 370 709,7	795 260,2	476 978,4
C. Matières premières et semi-produits	69 721,4	88 108,6	172 161,9	164 062,9	213 144,4	331 772,1	712 888,7	535 252,8	380 543,9	283 163,4
Destinés à l'alimentation	32 629,6	41 234,8	80 571,8	76 781,4	99 751,6	154 992,9	348 807,4	259 054,4	183 744,1	136 306,0
Destinés à l'agriculture	1 603,6	2 026,5	3 959,7	3 773,4	4 902,3	7 907,3	8 580,7	7 956,1	5 887,7	4 593,1
Textiles, cuirs, caoutchouc	8 018,0	10 132,5	19 798,6	18 867,2	24 511,6	33 602,5	12 828,1	20 317,2	16 076,9	14 012,6
Produits chimiques, colorants	15 966,2	20 176,9	39 425,1	37 570,4	48 810,1	62 475,8	159 432,6	115 172,3	81 190,6	60 854,9
Matériaux de construction	3 486,1	4 405,4	8 608,1	8 203,1	10 657,2	36 987,0	90 332,1	65 869,5	46 532,2	32 588,3
Minerais et produits métalliques	5 229,1	6 608,1	12 912,1	12 304,7	15 985,8	24 071,0	39 709,0	31 976,3	23 064,2	17 567,6
Autres	2 788,9	3 524,3	6 886,5	6 562,5	8 525,8	11 735,8	53 198,8	34 907,0	24 048,3	17 240,9
D. Biens d'équipement	564 687,5	1 621 939,0	2 173 919,8	2 228 067,0	5 172 098,8	5 069 681,2	2 850 460,7	5 405 102,2	6 897 624,7	6 319 750,4
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	50 821,9	145 974,5	195 652,8	200 526,0	465 488,9	454 243,4	523 012,2	803 254,1	920 655,7	787 281,7
Véhicules routiers non domestiques	295 896,3	849 896,0	1 139 133,9	1 167 507,1	2 710 179,8	1 698 530,7	124 649,0	821 254,8	1 371 968,7	1 679 699,5
Autres matériels de transport	20 893,4	60 011,7	80 435,0	82 438,5	191 367,7	119 934,4	74 131,4	135 853,0	170 753,2	172 435,6
Machines pour industries spécialisées	19 199,4	55 145,9	73 913,3	75 754,3	175 851,4	1 775 909,3	228 952,7	976 214,9	1 545 999,6	1 167 025,2
Autres	177 876,6	510 910,8	684 784,7	701 841,1	1 629 211,1	1 021 063,3	1 899 715,4	2 668 525,5	2 888 247,5	2 513 308,5
Total	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3
Taux de change moyen USD/CDF	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.
(r) chiffes rectifiés.
(p) provisoire.

Tableau III.35 Dette extérieure

(en millions de USD)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (r)	2014	2015 (p)
Stock	10 522,1	10 973,2	10 878,8	12 467,7	4 783,4	4 652,2	4 939,7	5 203,9	4 923,3	4 796,8
* F.M.I.	831,3	867,2	653,4	1 602,4	321,5	476,4	476,0	474,5	474,5	436,3
* Club de Paris	5 349,0	5 856,4	5 972,3	6 679,3	353,2	346,5	354,9	292,3	196,2	109,4
* Club de Kinshasa	612,7	586,3	540,3	609,2	1 452,0	1 497,6	1 776,8	1 075,7	1 099,6	1 274,6
* Club de Londres	28,6	41,4	41,4	41,4	80,8	80,8	80,8	80,8	18,0	18,0
* Institutions multilatérales	3 383,3	3 446,2	3 501,7	3 371,8	2 570,0	2 245,0	2 245,7	2 009,9	1 864,6	1 685,0
* Autres (1)	317,3	175,8	169,7	163,7	5,9	6,0	5,4	1 270,7	1 270,4	1 273,5
Encours	9 761,9	10 606,2	10 383,9	10 764,7	4 197,4	4 089,7	4 455,0	4 694,7	4 389,6	4 592,8
* F.M.I.	831,3	867,2	653,4	796,9	321,5	476,4	476,4	474,5	474,5	…
* Club de Paris	5 272,7	5 650,1	5 640,0	5 944,9	352,5	345,4	354,8	292,3	188,4	…
* Club de Kinshasa	255,5	439,9	396,9	463,9	1 025,2	1 095,3	1 372,7	719,9	701,4	…
* Club de Londres	28,6	28,6	28,6	28,6	-	-	-	-	-	…
* Institutions multilatérales	3 373,9	3 444,6	3 500,2	3 371,6	2 492,3	2 166,8	2 245,7	2 009,9	1 827,1	…
* Autres (1)	-	175,8	164,9	158,8	5,91	6,0	5,4	1 198,2	1 198,2	…
Service de la dette										
- Service dû	931,3	675,3	1 751,9	2 538,1	192,6	168,0	172,9	191,5	188,0	181,1
* F.M.I.	3,5	70,3	146,4	156,9	66,3	2,6	1,0	-	0,5	0,7
* Club de Paris	142,3	206,3	807,2	1 736,2	33,5	4,5	12,8	43,7	75,5	72,0
* Club de Kinshasa	402,5	201,3	400,8	403,3	36,1	108,0	64,2	57,1	33,8	32,1
* Club de Londres	28,6	12,8	41,4	41,4	-	0,0	-	-	-	2,0
* Institutions multilatérales	24,7	28,1	186,4	28,9	56,6	52,9	95,0	90,7	78,3	74,3
* Autres	329,8	156,5	169,7	171,4	-	-	-	-	-	-
- Service effectué	142,6	163,0	378,7	208,0	158,9	184,1	172,9	191,5	209,4	235,1
* F.M.I.	3,5	70,3	135,4	134,3	53,2	3,6	1,0	-	0,7	38,9
* Club de Paris	66,0	-	-	-	33,5	3,3	12,8	43,7	74,9	70,3
* Club de Kinshasa	45,3	54,9	55,3	15,3	22,2	124,2	64,2	57,1	31,0	29,5
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	15,3	26,5	188,0	51,5	50,0	53,0	95,0	90,7	102,7	96,4
* Autres	12,5	11,4	-	6,9	-	-	-	-	-	-
- Arriérés	788,8	512,2	1 373,2	2 330,1	33,7	-16,2	-	-	-21,4	-54,0
* F.M.I.	-	-	10,9	22,6	13,1	-1,0	-	-	-0,2	-38,2
* Club de Paris	76,3	206,3	807,2	1 736,2	0,0	1,2	-	-	0,5	1,7
* Club de Kinshasa	357,2	146,4	345,5	388,0	14,0	-16,3	-	-	2,8	2,6
* Club de Londres	28,6	12,8	41,4	41,4	-	-	-	-	-	2,0
* Institutions multilatérales	9,4	1,6	-1,6	-22,6	6,7	-0,1	-	-	-24,4	-22,1
* Autres	317,3	145,2	169,7	164,5	-	-	-	-	-	-

Sources : DGDP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.
(r) chiffes rectifiés.
(p) provisoire.

Tableau III.36 Dette extérieure

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (r)	2014	2015 (p)
Stock	5 337 283,7	5 519 366,0	6 955 046,5	11 254 040,2	4 377 457,9	4 237 321,0	4 520 651,9	4 816 208,1	4 551 588,9	4 445 484,8
* F.M.I.	421 646,9	436 189,5	417 713,9	1 446 385,4	294 241,6	433 878,6	435 659,8	439 114,3	438 642,5	404 332,1
* Club de Paris	2 713 270,0	2 945 687,2	3 818 182,0	6 029 078,5	323 205,4	315 572,1	324 795,5	270 478,3	181 351,7	101 396,9
* Club de Kinshasa	310 793,0	294 875,5	345 455,9	549 897,4	1 328 786,3	1 364 063,6	1 626 064,1	995 591,7	1 016 608,6	1 181 221,1
* Club de Londres	14 492,0	20 823,6	26 448,7	37 342,9	73 942,5	73 594,3	73 946,1	74 780,7	16 641,2	16 681,7
* Institutions multilatérales	1 716 156,8	1 733 390,4	2 238 736,1	3 043 572,2	2 351 873,7	2 044 792,9	2 055 226,1	1 860 206,1	1 723 858,0	1 561 614,2
* Autres (1)	160 925,1	88 399,8	108 510,0	147 763,7	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 176 037,0	1 174 487,0	1 180 238,8
Encours	4 951 682,5	5 334 750,0	6 638 631,7	9 716 869,5	3 841 182,9	3 725 011,6	4 077 121,6	4 344 951,1	4 062 552,3	4 256 388,6
* F.M.I.	421 646,9	436 189,5	417 713,9	719 356,3	294 241,6	433 878,6	435 989,2	439 114,3	439 114,3	…
* Club de Paris	2 674 553,0	2 841 921,2	3 605 788,8	5 366 240,3	322 601,5	314 588,4	324 713,1	270 478,3	174 401,8	…
* Club de Kinshasa	129 584,9	221 263,5	253 715,6	418 726,6	938 190,8	997 594,8	1 256 232,9	666 223,6	649 148,0	…
* Club de Londres	14 492,0	14 370,3	18 265,4	25 788,9	-	-	-	-	-	…
* Institutions multilatérales	1 711 405,8	1 732 585,6	2 237 745,1	3 043 380,6	2 280 740,6	1 973 530,3	2 055 226,1	1 860 206,1	1 690 959,3	…
* Autres (1)	-	88 419,9	105 402,9	143 376,8	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 108 928,8	1 108 928,8	…
Service de la dette										
- Service dû	472 411,5	339 666,4	1 120 023,9	2 291 064,7	176 260,2	152 984,2	158 233,7	177 224,6	173 808,6	167 839,4
* F.M.I.	1 798,0	35 359,9	93 585,0	141 667,7	60 675,7	2 328,7	906,0	-	443,4	651,8
* Club de Paris	72 177,1	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	30 698,9	4 115,1	11 695,9	40 481,5	69 770,8	66 745,8
* Club de Kinshasa	204 164,5	101 251,1	256 238,9	364 045,9	33 061,8	98 330,4	58 726,8	52 827,7	31 217,2	29 747,3
* Club de Londres	14 492,0	6 438,2	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	-	1 853,5
* Institutions multilatérales	12 513,5	14 133,9	119 172,9	26 114,5	51 823,8	48 210,0	86 905,0	83 915,4	72 377,2	68 841,0
* Autres	167 266,4	78 717,3	108 510,0	154 686,3	-	-	-	-	-	-
- Service effectué	72 318,4	81 986,7	242 110,5	187 796,3	145 385,9	167 700,3	158 233,7	177 224,6	193 551,9	217 840,2
* F.M.I.	1 798,0	35 334,8	86 591,4	121 267,9	48 679,9	3 242,5	906,0	-	670,73	36 030,5
* Club de Paris	33 460,1	-	-	-	30 687,0	3 005,7	11 695,9	40 481,5	69 270,3	65 154,2
* Club de Kinshasa	22 956,4	27 613,9	35 340,7	13 822,7	20 285,7	113 142,2	58 726,8	52 827,7	28 668,4	27 331,8
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	7 762,5	13 329,1	120 178,3	46 514,3	45 733,3	48 309,9	86 905,0	83 915,4	94 942,5	89 323,6
* Autres	6 341,3	5 708,9	-	6 191,4	-	-	-	-	-	-
- Arriérés	400 093,2	257 679,7	877 913,4	2 103 268,4	30 874,3	-14 716,1	-	-	-19 743,3	-50 000,8
* F.M.I.	-	-	6 993,5	20 399,8	11 995,7	-913,8	-	-	-227,3	-35 378,7
* Club de Paris	38 717,0	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	11,9	1 109,4	-	-	500,5	1 591,6
* Club de Kinshasa	181 208,1	73 637,2	220 898,2	350 223,2	12 776,1	-14 811,8	-	-	2 548,8	2 415,4
* Club de Londres	14 492,0	6 413,1	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	-	1 853,5
* Institutions multilatérales	4 751,0	804,8	-1 005,5	-20 399,8	6 090,5	-99,9	-	-	-22 565,3	-20 482,6
* Autres	160 925,1	73 008,4	108 510,0	148 494,9	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	507,2	503,0	639,3	902,7	915,1	910,8	915,2	925,5	924,5	926,8

Sources : DGDP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.
(r) chiffes rectifiés.
(p) provisoire.

Tableau III.37 Provenance des donations extérieures d'origine publique (1)

(en millions de USD)

	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2015 (p)
A. Donations Multilatérales	**974,6**	**791,4**	**768,2**	**939,4**	**752,0**	**939,0**	**941,8**	**930,3**	**1 253,4**	**782,0**
- Nations Unies	518,7	288,6	225,7	144,0	108,7	40,7	174,9	125,5	153,8	69,1
- Commission Européenne	152,6	206,0	221,4	204,6	215,9	313,3	241,6	183,3	129,3	176,7
- Banque mondiale	279,9	183,7	243,8	358,1	290,2	443,5	411,6	542,1	807,4	418,9
- BAD	15,3	77,4	33,1	206,4	110,6	77,3	91,6	79,3	162,9	116,2
- ACBF (2)	-	0,4	0,1	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI (3)	8,1	35,3	44,1	26,4	26,7	64,1	22,1	-	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Donations Bilatérales	**671,5**	**853,4**	**804,8**	**724,7**	**988,2**	**781,6**	**1 151,0**	**654,1**	**540,3**	**607,8**
- Belgique	100,8	211,6	183,7	171,7	176,0	157,4	133,7	67,4	36,9	79,9
- France	7,6	28,3	18,3	43,6	28,6	20,4	-	-	35,4	45,1
- Allemagne	11,3	25,9	20,4	51,0	44,0	1,4	170,2	10,3	-	1,9
- Italie	15,8	5,5	20,7	-	5,7	-	-	-	-	-
- Finlande	2,6	6,4	0,3	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	47,8	44,9	31,8	49,9	27,9	34,2	35,9	42,5	34,9	-
- Japon	18,3	22,4	59,8	53,0	134,1	36,7	90,7	-	-	-
- Pays-Bas	47,7	99,7	65,8	73,4	57,2	56,2	22,8	73,7	2,3	-
- Espagne	7,6	19,0	31,6	6,7	-	-	-	-	-	-
- Suède	60,5	35,0	41,0	20,1	23,2	78,1	88,9	36,1	30,6	19,4
- Suisse	2,1	5,2	4,7	0,0	-	-	-	-	-	20,9
- Royaume-Uni	252,6	238,2	143,4	103,9	362,5	219,4	204,1	229,8	304,8	205,3
- USA	74,6	11,7	147,8	78,2	85,4	128,6	208,8	181,1	0,0	185,2
- Chine	0,2	47,5	8,9	65,7	18,6	36,7	134,2	13,0	88,5	49,0
- Inde	9,8	0,9	13,7	7,5	25,0	12,5	61,7	-	-	-
- Afrique du Sud	0,1	39,3	4,1	-	-	-	0,0	0,1	-	-
- Autres	12,3	11,9	8,9	-	-	-	-	-	6,9	-
C. ONG	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total	**1 646,1**	**1 644,8**	**1 573,0**	**1 664,1**	**1 740,1**	**1 720,6**	**2 092,9**	**1 584,4**	**1 793,7**	**1 389,8**

Source : Plateforme de Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements (PGAI).

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi. Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.
(2) African Capacity Building Foundation.
(3) GAVI à partir de 2011.

Tableau III.38 Provenance des donations extérieures d'origine publique [1]

(en millions de CDF)

	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2015 [p]
A. Donations Multilatérales	**456 151,2**	**408 894,6**	**431 025,6**	**757 589,4**	**681 173,2**	**863 360,8**	**865 867,6**	**855 527,1**	**1 159 686,0**	**724 133,6**
- Nations Unies	242 753,5	149 089,1	126 660,9	116 098,1	98 433,4	37 421,7	160 767,2	115 443,5	142 292,4	64 027,4
- Commission Européenne	71 411,2	106 446,5	124 217,0	165 002,9	195 549,2	288 100,3	222 086,8	168 620,7	119 674,3	163 649,9
- Banque mondiale	131 012,3	94 893,4	136 823,1	288 809,3	262 899,1	407 809,6	378 436,9	498 541,4	747 016,6	387 921,0
- BAD	7 179,5	39 996,6	18 560,9	166 413,7	100 149,0	71 084,2	84 242,0	72 921,6	150 702,7	107 609,4
- ACBF [2]	-	213,3	35,2	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI [3]	3 794,8	18 255,7	24 728,6	21 265,4	24 142,5	58 945,0	20 334,7	-	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Donations Bilatérales	**314 309,9**	**440 944,1**	**451 606,7**	**584 464,1**	**895 129,3**	**718 598,8**	**1 058 223,0**	**601 571,2**	**499 904,4**	**562 797,0**
- Belgique	47 175,3	109 343,9	103 086,0	138 479,9	159 404,4	144 711,0	122 872,9	62 002,3	34 169,5	73 958,0
- France	3 558,8	14 634,3	10 256,9	35 178,4	25 943,3	18 764,3	-	-	32 782,6	41 801,4
- Allemagne	5 288,8	13 395,3	11 459,7	41 135,5	39 857,1	1 312,1	156 444,2	9 492,8	-	1 740,7
- Italie	7 399,5	2 866,0	11 632,2	-	5 126,4	-	-	-	-	-
- Finlande	1 205,9	3 285,5	144,0	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	22 375,8	23 205,2	17 815,7	40 271,8	25 283,1	31 479,2	33 010,3	39 101,6	32 302,4	-
- Japon	8 541,9	11 576,7	33 564,0	42 711,3	121 468,6	33 720,4	83 398,9	-	-	-
- Pays-Bas	22 307,4	51 505,7	36 940,9	59 173,3	51 818,7	51 629,1	21 000,9	67 761,3	2 130,8	-
- Espagne	3 578,2	9 808,3	17 739,8	5 397,3	-	-	-	-	-	-
- Suède	28 322,5	18 083,7	23 013,6	16 172,5	21 006,1	71 850,8	81 691,6	33 227,7	28 288,8	17 947,8
- Suisse	960,0	2 697,1	2 628,0	25,0	-	-	-	-	-	19 353,1
- Royaume-Uni	118 206,3	123 085,3	80 461,1	83 825,8	328 363,5	201 702,5	187 651,6	211 355,0	281 970,1	190 135,0
- USA	34 895,3	6 022,4	82 910,7	63 092,3	77 333,3	118 226,3	191 997,9	166 557,8	-	171 517,9
- Chine	113,1	24 550,0	4 987,0	52 974,1	16 888,5	33 704,5	123 360,5	12 000,8	81 889,9	45 417,1
- Inde	4 601,6	474,8	7 715,2	6 026,8	22 636,3	11 498,7	56 761,7	-	-	-
- Afrique du Sud	37,5	20 283,4	2 283,2	-	-	-	32,5	71,7	-	-
- Autres	5 742,0	6 126,6	4 968,5	-	-	-	-	-	6 370,2	-
C. ONG	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	-	-	-
Total	**770 461,1**	**849 838,7**	**882 632,3**	**1 342 053,5**	**1 576 302,5**	**1 581 959,6**	**1 924 090,6**	**1 457 098,3**	**1 659 590,4**	**1 286 930,7**
Taux de change moyen USD/CDF	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0

Source : Cfr Tabl. III.38.

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi. Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT

START
AUTO
ON/OFF
ON/OFF

L'activité au niveau du secteur monétaire a été marquée par la mise en œuvre d'une politique monétaire souple. En effet, le taux directeur a été maintenu à un niveau bas, le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale a été abaissé et le bon BCC a procédé à des injections de la liquidité. Toutefois, les agrégats monétaires ont enregistré une croissance modérée, en ralentissement par rapport à l'année précédente, suite à la contraction des avoirs extérieurs nets.

Par ailleurs, le marché monétaire est demeuré dynamique, du moins dans son volet refinancement, où l'augmentation des transactions a été en corrélation avec les problèmes de liquidité rencontrés par quelques banques commerciales. Enfin, l'activité bancaire a poursuivi son trend croissant, bien qu'en décélération par rapport à 2014.

CHAPITRE I

POLITIQUE MONETAIRE

En 2015, la Banque Centrale du Congo a mené sa politique monétaire dans un environnement économique difficile, caractérisé par un ralentissement de la croissance aussi bien sur le plan national qu'international. A cet effet, l'Autorité Monétaire a maintenu la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante.

En effet, le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale a été revu à la baisse. En plus, l'instrument Bon BCC est resté dynamique et son action a été orientée vers l'injection de la liquidité. Le taux directeur, pour sa part, a été maintenu inchangé.

Par ailleurs, il convient de relever que l'objectif final de la politique monétaire a été réalisé en deçà de sa cible.

I.1. CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Le dispositif opératoire de la politique monétaire n'a pas subi de modifications durant l'année 2015. En effet, la Banque Centrale du Congo a recouru, comme en 2014, à ses trois instruments de politique monétaire. Il s'est agi du taux d'intérêt appliqué sur les opérations de refinancement, des coefficients de la réserve obligatoire et du Bon de la Banque Centrale du Congo (Bon BCC).

Quant au suivi de la politique monétaire, il a été régulièrement assuré par le Comité de la Politique Monétaire au travers ses réunions hebdomadaires et mensuelles.

I.2. FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE

Au cours de l'année 2015, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection de 122,0 milliards de CDF contre un niveau programmé de 109,8 milliards. L'essentiel de cette injection est localisé au niveau des facteurs autonomes, avec un import de 82,6 milliards.

Tableau IV.1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire

(flux en milliards de CDF)

	1er semestre			2ème semestre			2015		
	Prog.	Réal	**Ecart**	Prog.	Réal	**Ecart**	Prog.	Réal	**Ecart**
1. Fact. autonomes	126,5	31,8	-94,7	63,5	94,3	30,8	190,0	82,6	-107,1
2. Fact. Institutionnels	18,5	-17,4	-35,9	61,7	-21,5	-83,3	80,2	-39,4	-119,6
Impact (1-2)	108,0	49,3	-58,8	1,8	115,8	114,1	109,8	122,0	12,5

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Facteurs autonomes de la liquidité

A fin 2015, les facteurs autonomes de la liquidité bancaire n'ont contribué à l'expansion de la liquidité qu'à hauteur de 82,6 milliards de CDF contre un niveau programmé de 190,0 milliards. Cet écart s'explique par le comportement des avoirs extérieurs nets qui se sont amenuisés de 238,4 milliards alors qu'ils devraient soutenir l'expansion de la liquidité à hauteur de 77,1 milliards.

Tableau IV.2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité

(flux en milliards de CDF)

	1er semestre			2ème semestre			2015		
	Prog.	Réal	**Ecart**	Prog.	Réal	**Ecart**	Prog.	Réal	**Ecart**
Facteurs autonomes	**126,5**	**31,8**	**-94,7**	**63,5**	**94,3**	**30,8**	**190,0**	**82,6**	**-107,1**
a) AEN	91,3	-11,7	-103,0	-14,2	-226,7	-212,5	77,1	-238,4	-315,5
b) AIN*	35,2	43,5	8,3	77,7	321,0	243,3	112,9	321,0	208,1
. Crédits intérieurs	35,2	50,8	15,5	77,7	240,5	162,8	112,9	291,3	178,4
CNE	66,2	15,5	-50,7	89,1	200,6	111,5	155,3	216,1	60,8
Créances sur BCM (RME)	-33,0	33,5	66,5	-11,0	41,7	52,7	-44,0	75,2	119,2
Créances sur secteur privé	2,0	1,7	-0,3	-0,4	-1,7	-1,3	1,6	0,0	-1,6
. APN	0,0	-7,2	-7,2	0,0	80,5	80,5	0,0	29,7	29,7

Source : Banque Centrale du Congo.

** : AIN hors refinancement et bon BCC*

Le comportement des facteurs autonomes de la liquidité en 2015 a révélé deux tendances :

- la première, de janvier à juin, marquée par une réalisation des facteurs autonomes en deçà de leur niveau programmé. En effet, ils ont déversé 31,8 milliards de CDF contre une prévision de 126,5 milliards. Cette situation s'explique par l'injection de 43,5 milliards de CDF, soit 8,3 milliards de plus que prévu, via les avoirs intérieurs nets. Toutefois, les avoirs extérieurs ont induit une ponction de 11,7 milliards de CDF contre une injection prévue de 91,3 milliards.
- La deuxième, de juillet à décembre, caractérisée par une réalisation au-delà du niveau projeté. En effet, les réalisations ont été de 94,3 milliards de CDF contre une programmation de 63,5 milliards. Cette situation s'explique essentiellement par les injections de 321,0 milliards opérées via les avoirs intérieurs nets.

I.2.2. Réaction de la politique monétaire

I.2.2.1. Comportement des facteurs institutionnels

En 2015, les facteurs institutionnels ont globalement opéré une injection de 39,4 milliards de CDF contre une ponction programmée de 80,2 milliards. Ces injections ont été réalisées via le Bon BCC à concurrence de 60,4 milliards alors que le refinancement et la réserve obligatoire ont induit des ponctions respectives de 13,3 et de 7,7 milliards.

Tableau IV.3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité

(flux en milliards de CDF)

	1er semestre			2ème semestre			2015		
	Prog.	Réal	**Ecart**	Prog.	Réal	**Ecart**	Prog.	Réal	**Ecart**
Facteurs Institutionnels	**18,5**	**-17,4**	**-35,9**	**61,7**	**-21,5**	**-83,3**	**80,2**	**-39,4**	**-119,6**
a) Encours Bons BCC	37,6	-76,9	-114,6	40,8	17,0	-23,8	78,4	-60,4	-138,3
b) Réserve Obligatoire	27,4	14,7	-12,8	21,0	-7,0	-28,0	48,4	7,7	-40,8
c) Encours refinancement	46,6	-44,8	-91,4	0,0	31,5	31,5	46,6	-13,3	-59,9

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2.2. Orientation des instruments de la politique monétaire

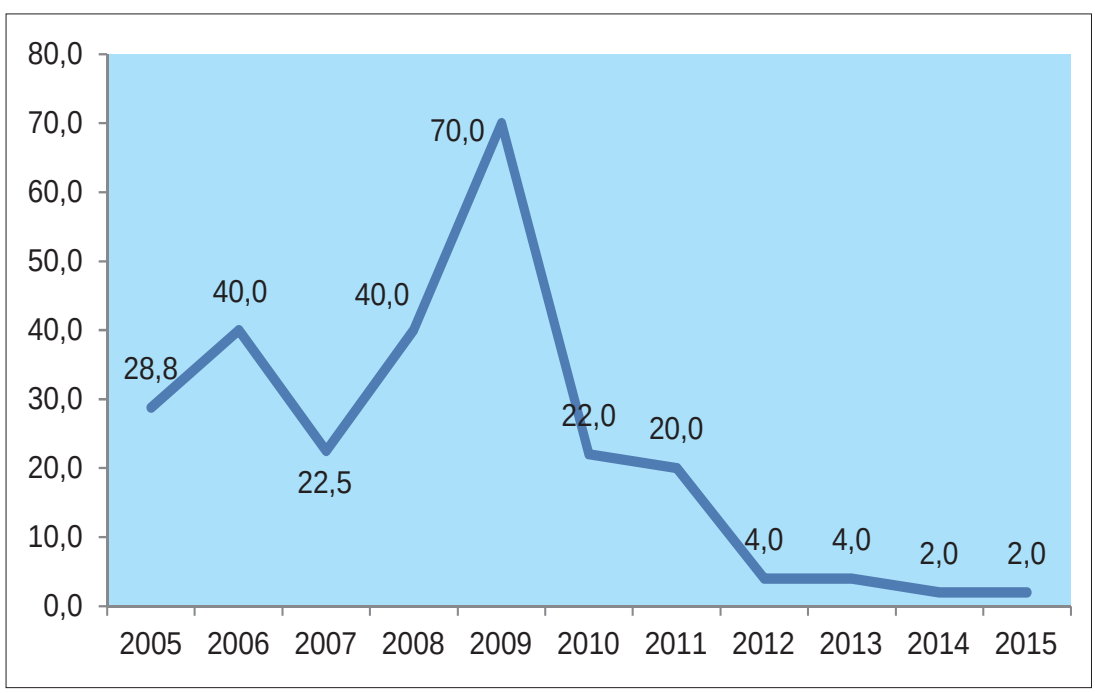
La manipulation des instruments de la politique monétaire, en 2015, s'est inscrite dans le sens de l'assouplissement. Ainsi, le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale est tombé à 2,0 %, venant de 5,0 %. Le taux directeur a été maintenu à 2,0 % au cours de l'année et ce, dans un contexte de stabilité macroéconomique. Quant à l'encours du Bon BCC, il a baissé à 47,0 milliards de CDF, induisant une injection de 60,4 milliards.

I.2.2.2.1. Comportement du taux directeur

Après la dernière modification intervenue au mois de novembre 2013, le taux directeur est resté constant à 2,0 %. Cette situation s'explique notamment par le faible niveau d'inflation.

Graphique IV.1. Evolution du taux directeur

(en pourcentage)



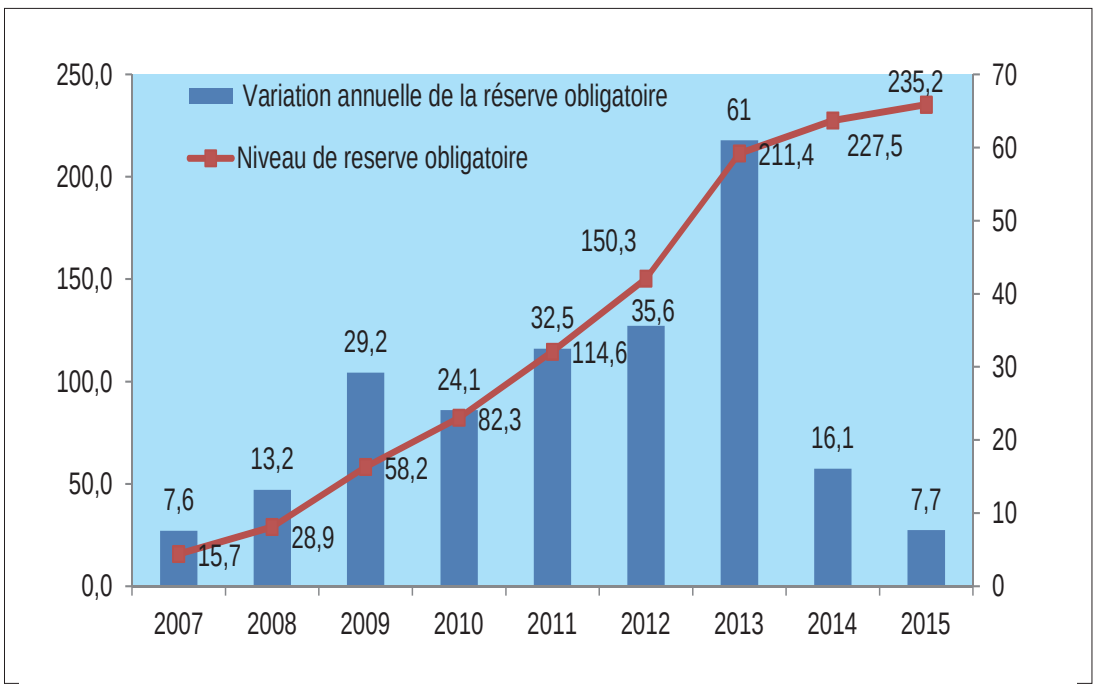
Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2.2.2. Comportement de la réserve obligatoire

La ponction réalisée par la réserve obligatoire en 2015 a été moins importante que prévu, soit une stérilisation de 7,7 milliards de CDF pour un niveau programmé de 48,4 milliards. Cette ponction demeure faible par rapport à celle réalisée l'année précédente, soit 16,1 milliards.

Graphique IV.2 ***Evolution de la réserve obligatoire***

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

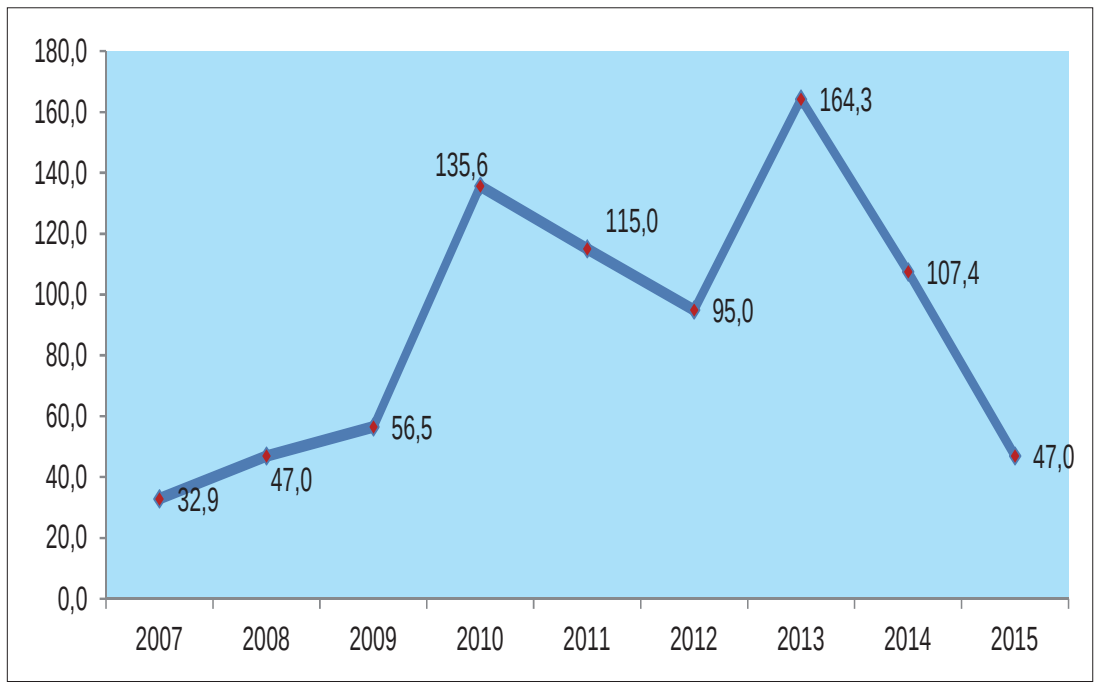
Cette faible ponction tient de la modification du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 5,0 % à 2,0 % au mois d'avril.

I.2.2.2.3. Comportement du Bon BCC

La manipulation de l'instrument Bon BCC, au cours de l'année 2015, a été dynamique dans son rôle de régulation de la liquidité. Son utilisation s'est orientée globalement dans le sens de l'injection de la liquidité. En effet, au 31 décembre 2015, l'encours s'est situé à 47,0 milliards de CDF, dégageant une injection de 60,4 milliards par rapport à 2014.

Graphique IV.3 ***Evolution annuelle de l'encours du Bon BCC***

(en milliards de CDF)



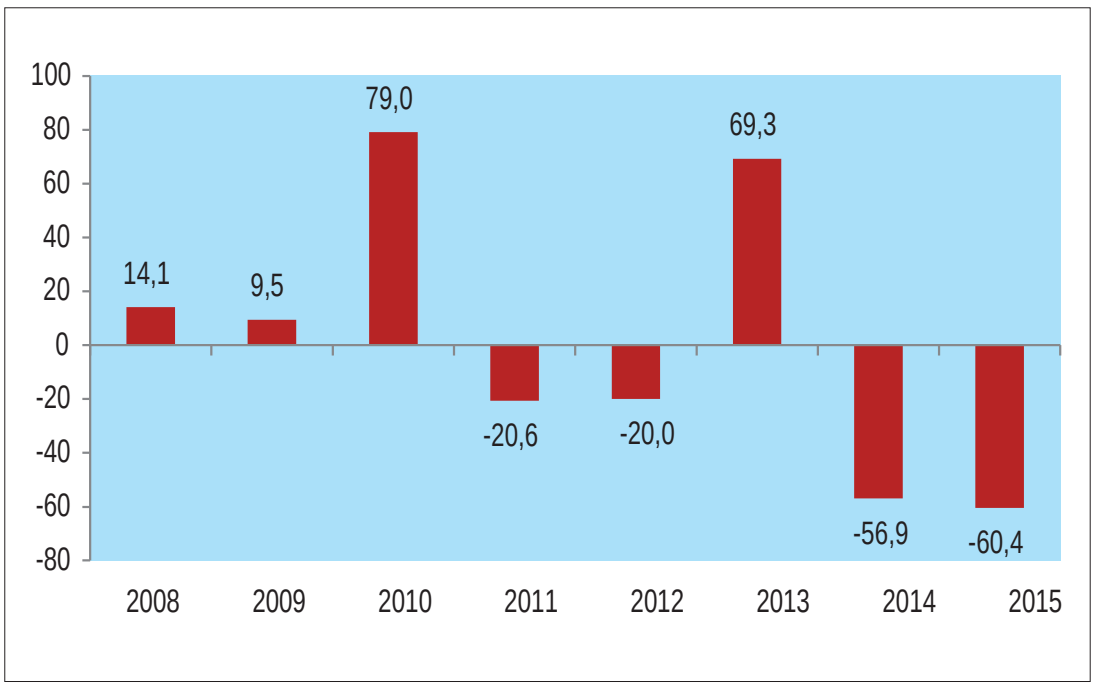
Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse infra annuelle du comportement de cet instrument fait ressortir deux phases majeures :

- de janvier à mai : marquée par la chute de l'encours du Bon BCC jusqu'à 20,0 milliards de CDF revenant de 107,4 milliards à fin décembre 2014. L'action de cet instrument visait à contrer les ponctions de la liquidité réalisées à travers les opérations du Trésor. En effet, au cours de cinq premiers mois, les dépôts de l'Etat se sont accrus de 84,7 milliards de CDF contre une baisse prévue de 30,8 milliards ;
- de juin à décembre : caractérisée par une évolution sinusoïdale de l'encours, globalement orientée vers la ponction. Ainsi, l'encours s'est situé à fin décembre 2015 à 47,0 milliards de CDF. Il importe de noter que pour le seul mois de novembre le Bon BCC a ponctionné 24,0 milliards de CDF, dans le but d'anticiper l'expansion des dépenses publiques à l'occasion des festivités de fin d'année.

Graphique IV.4 ***Variation annuelle de l'encours du bon BCC***

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

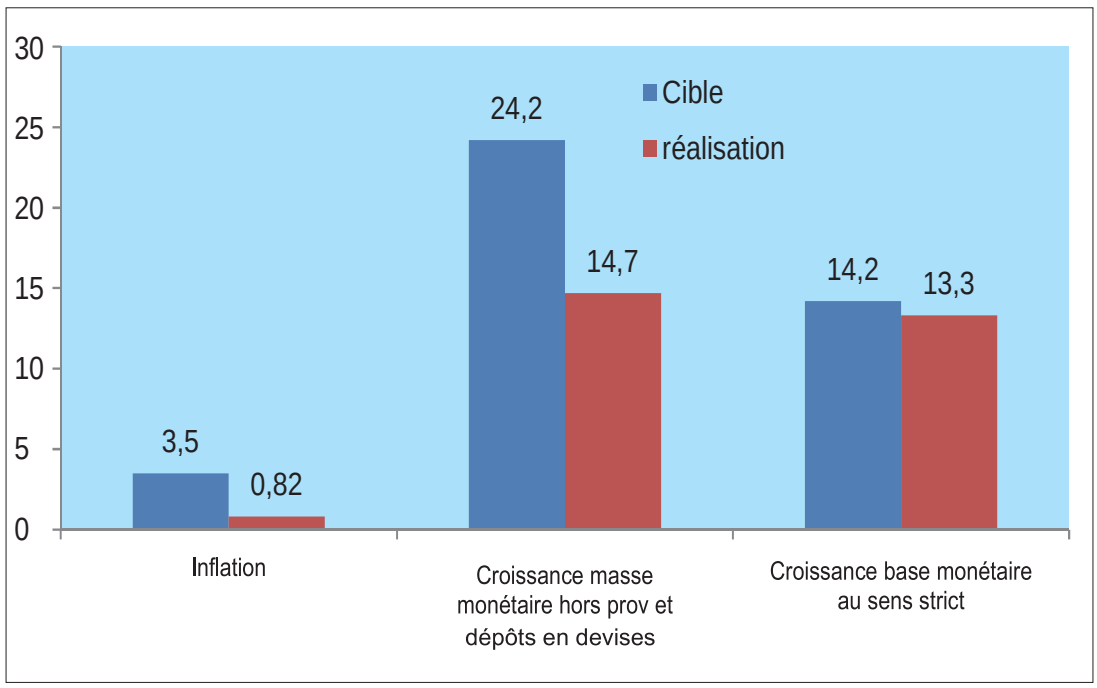
I.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

A fin 2015, tous les objectifs de la politique monétaire, à savoir : le taux d'inflation, la base monétaire au sens strict et la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises, ont été réalisés en deçà de leurs cibles.

En effet, le taux d'inflation s'est établi à 0,815 % contre un objectif de 3,5 %. Ce niveau, sensiblement bas de l'inflation, est expliqué notamment par la mise en œuvre des politiques monétaire et budgétaire prudentes et par la stabilité de la valeur externe de la monnaie nationale, dans un contexte de baisse des cours sur le marché international.

Graphique IV.5 ***Objectifs de la politique monétaire***

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne les objectifs intermédiaire et opératoire, ils ont connu des variations modérées. La base monétaire au sens strict s'est accrue de 13,3 % contre une cible de 14,2 %. Quant à la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises, elle a progressé de 14,7 %, dégageant une importante marge de 8,5 points de pourcentage par rapport à la programmation.

CHAPITRE II

EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

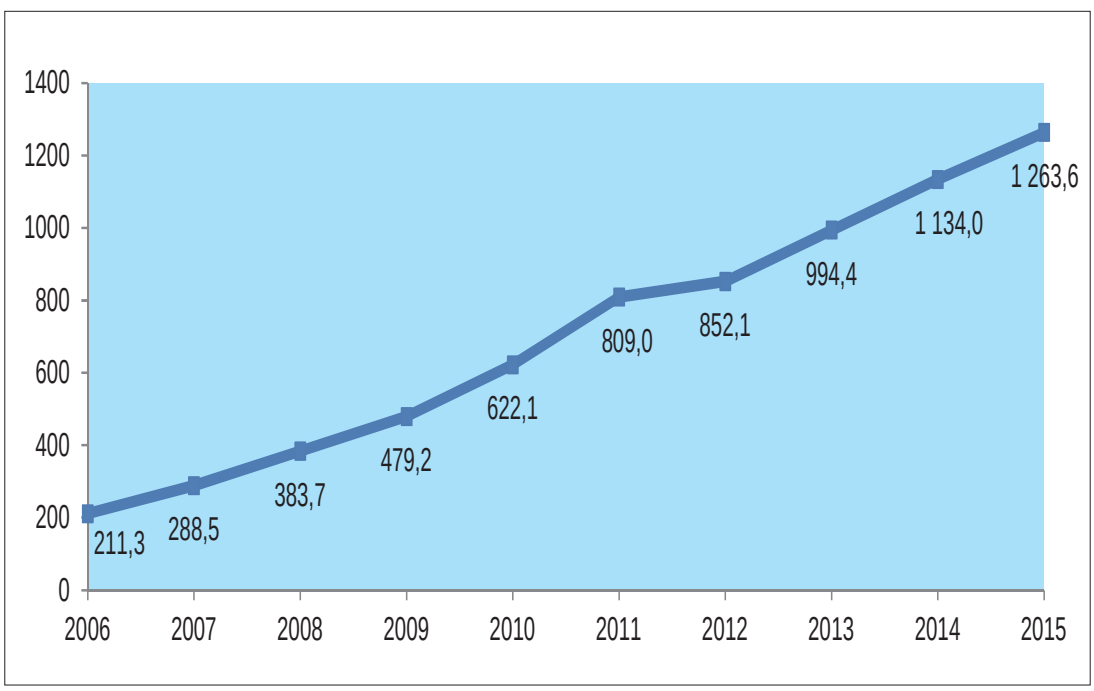
En 2015, l'offre de monnaie s'est accrue dans un contexte de la poursuite de la croissance économique. Cette hausse a été expliquée par celle des avoirs intérieurs, les avoirs extérieurs nets ayant subi une baisse importante. Par ailleurs, le multiplicateur monétaire s'est stabilisé autour de son niveau de l'année précédente.

II.1. BASE MONETAIRE

A fin 2015, le rythme de progression de la base monétaire a été modéré par rapport à 2014. En effet, cet agrégat s'est accru de 11,4 %, s'établissant à 1.263,6 milliards de CDF, contre une hausse de 14,0 % en 2014. La situation observée est en phase avec le ralentissement de l'activité économique.

Graphique IV.6 Evolution de la Base monétaire

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.1. Composantes de la base monétaire

La structure de la base monétaire est demeurée dominée par la circulation fiduciaire et les dépôts des banques. Toutefois, le poids de la circulation fiduciaire a baissé en faveur de celui des dépôts des banques, traduisant l'accroissement de la

scripturalisation des opérations. En effet, la circulation fiduciaire a représenté 68,7 % de la base monétaire contre 72,1 % une année auparavant, tandis que le poids des dépôts des banques a augmenté de 5,0 points de pourcentage, s'établissant à 29,5 %.

D'une année à l'autre, la circulation fiduciaire s'est établie à 868,1 milliards de CDF, enregistrant un accroissement de 6,2 %, correspondant à un ralentissement de 1,3 point de pourcentage par rapport à 2014.

Les dépôts des banques se sont accélérés, atteignant 371,4 milliards, soit une hausse de 36,4 % contre 29,4 % en 2014. Les importants virements effectués par le Trésor, en particulier aux deux derniers mois de l'année, expliquent cette évolution.

Tableau IV.4 Composantes de la base monétaire

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	Variation en %	
				2014	2015
Base monétaire	995,2	1 134,0	1 263,6	14,0	11,4
Base monétaire sens strict	988,3	1 110,3	1 258,2	12,3	13,3
Circulation fiduciaire	760,5	817,4	868,1	7,5	6,2
Dépôt des banques	210,5	272,3	371,4	29,4	36,4
Dépots en devises	2,8	20,1	2,1	617,9	-89,6
Provisions pour importations	4,1	3,6	3,3	-12,2	-8,3

Source : Banque centrale du Congo.

Quant aux autres rubriques, leur poids est devenu très marginal, ne représentant que 0,9 % contre 4,8 % en 2014. S'agissant particulièrement des dépôts en devises, leur recul s'explique essentiellement par l'amenuisement des recettes dans le secteur public.

II.1.2. Contreparties de la base monétaire

En ce qui concerne les contreparties, l'expansion de la base monétaire en 2015, à l'instar de deux années précédentes, est expliquée par la progression des avoirs intérieurs nets contrebalancée par le recul des avoirs extérieurs nets.

En effet, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 47,1 %, se situant à 1 148,9 milliards de CDF. Cette évolution s'explique principalement par la hausse du crédit net à l'Etat.

Ce dernier a enregistré une hausse de 82,4 %, atteignant -46,1 milliards de CDF. Il s'est agi d'une consommation des excédents antérieurement constitués, à concurrence de 216,1 milliards de CDF.

Pour ce qui est des créances sur les banques, elles se sont accrues de 38,1 %, pour se fixer à 224,3 milliards de CDF contre une forte hausse de 240,5 % en 2014.

Quant aux Autres Postes Nets, ils ont enregistré une hausse de 10,4 %, atteignant 959,8 milliards de CDF. Cette hausse des APN est principalement expliquée par le recul de l'encours du Bon BCC de 56,2 %.

Tableau IV.5 Contreparties de la base monétaire

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	Variation en %	
				2014	2015
Avoirs extérieurs nets	381,5	353,1	114,7	-7,4	-67,5
Avoirs intérieurs nets	613,7	780,9	1 148,9	27,2	47,1
Crédit Net à l'Etat	-302,3	-262,2	-46,1	13,3	82,4
Creances sur les banques	47,7	162,4	224,3	240,5	38,1
Autres banques	6,6	10,9	10,9	65,2	0,0
Autres postes nets	861,8	869,7	959,8	0,9	10,4

Source : Banque Centrale du Congo.

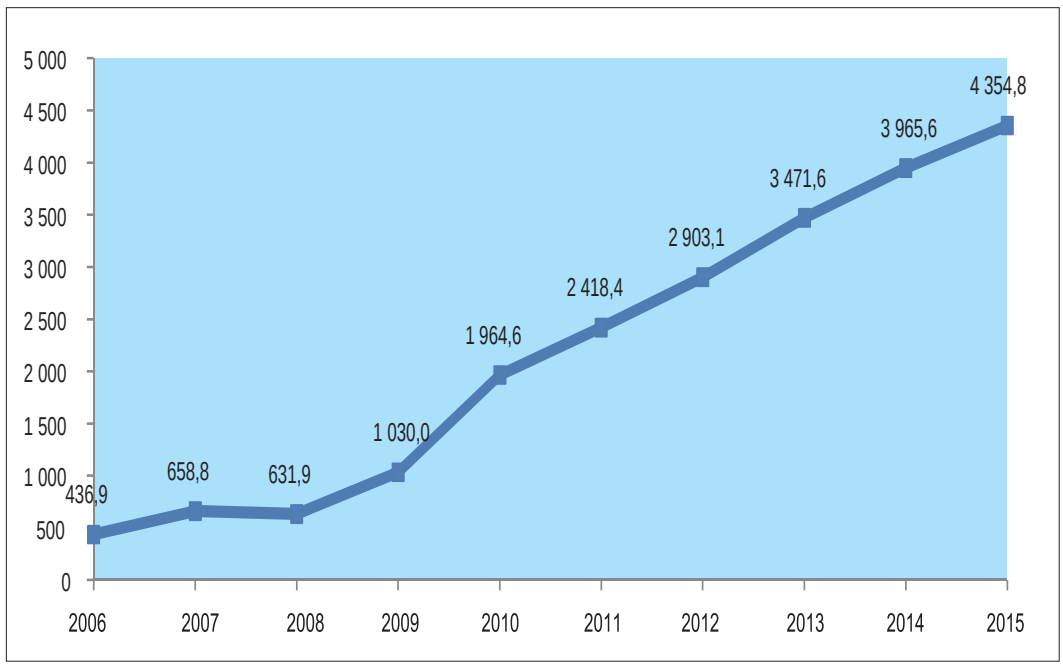
S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils se sont détériorés de 67,5 % par rapport à leur niveau de 2014, s'établissant à 114,7 milliards de CDF. La baisse des avoirs extérieurs nets est expliquée par la faiblesse des recettes en devises dans un contexte d'une progression des dépenses.

II.2. MASSE MONETAIRE

En 2015, la masse monétaire s'est accrue de 9,8 %, se situant à 4.354,8 milliards de CDF. Cette hausse résulte principalement de l'accroissement des avoirs intérieurs nets. Toutefois, l'accroissement enregistré au cours de l'année sous revue constitue une décélération par rapport à celui de 13,5 % observé une année auparavant.

Graphique IV.7 Evolution de la masse monétaire

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.1. Composantes de la masse monétaire

La structure de la masse monétaire est demeurée dominée par les dépôts en devises, dont la part est passée de 68,9 % à 67,6 %, d'une année à l'autre. En outre, le poids de la circulation fiduciaire a légèrement baissé à 18,0 % contre 18,7 % une année auparavant.

Par ailleurs, l'augmentation de la masse monétaire est principalement localisée au niveau des dépôts en devises qui se sont accrus de 211,4 milliards de CDF, soit 54,3 % de la croissance totale de la masse monétaire. Les rapatriements des recettes d'exportation de certains produits miniers justifient en partie cette évolution.

Tableau IV.6 Composantes de la masse monétaire

(en millions de CDF, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	Variation en %	
				2014	2015
Masse monétaire M2	3 471,6	3 965,6	4 354,8	14,2	9,8
Monnaie M1	1 072,6	1 181,6	1 323,9	10,2	12,0
Circulation fiduciaire	692,9	742,5	781,9	7,2	5,3
Dépôts à vue	379,7	439,1	542	15,6	23,4
Quasi-monnaie	2 398,9	2 766,4	3015	15,3	9,0
Dépots à terme en MN	30,4	35,6	72,8	17,1	104,5
Dépots en devises	2 368,6	2 730,8	2 942,2	15,3	7,7
Provisions pour importations	21,7	17,6	15,9	-18,9	-9,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Les disponibilités monétaires ont enregistré, quant à elles, une hausse de 142,3 milliards de CDF, soit 12,0 % contre 10,2 % en 2014. Sur cette rubrique, il a été noté un accroissement plus important des dépôts à vue que celui des billets. La stabilité macroéconomique, combinée à des taux d'intérêt créditeurs réels de plus en plus élevés, a expliqué la scripturalisation ainsi observée.

II.2.2. Contreparties de la masse monétaire

A l'instar de la base monétaire, l'expansion de la masse monétaire en 2015 est essentiellement tirée par celle des avoirs intérieurs nets. Ceux-ci se sont accrus de 25,7 %, sous l'impulsion des créances au secteur privé et des créances nettes sur l'Etat.

Tableau IV.7 Contreparties de la masse monétaire

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	Variation en %	
				2014	2015
Avoirs extérieurs nets	1 445,9	1 552,3	1 321,4	7,4	-14,9
Avoirs intérieurs nets	2 047,3	2 413,4	3 033,3	17,9	25,7
Créances nettes sur l'Etat	-495,6	-398,7	-161,0	-19,5	-59,6
Créances sur le secteur privé	1 444,6	1 779,3	2 087,2	23,2	17,3
Autres postes nets	963,5	910,7	1 030,9	-5,5	13,2

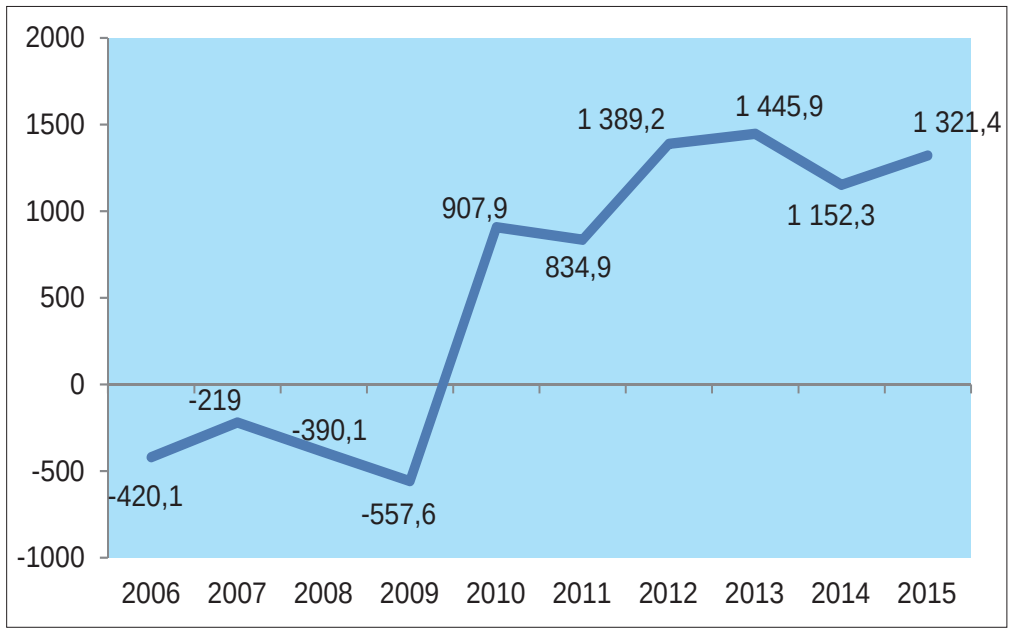
Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2.1 Evolution des avoirs extérieurs nets

En 2015, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont subi une baisse de 14,9 % par rapport à 2014, se situant à 1.321,4 milliards de CDF. Cette évolution est principalement le fait de la baisse de 238,4 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale.

Graphique IV.8 Evolution des avoirs extérieurs nets

(en milliards de CDF)



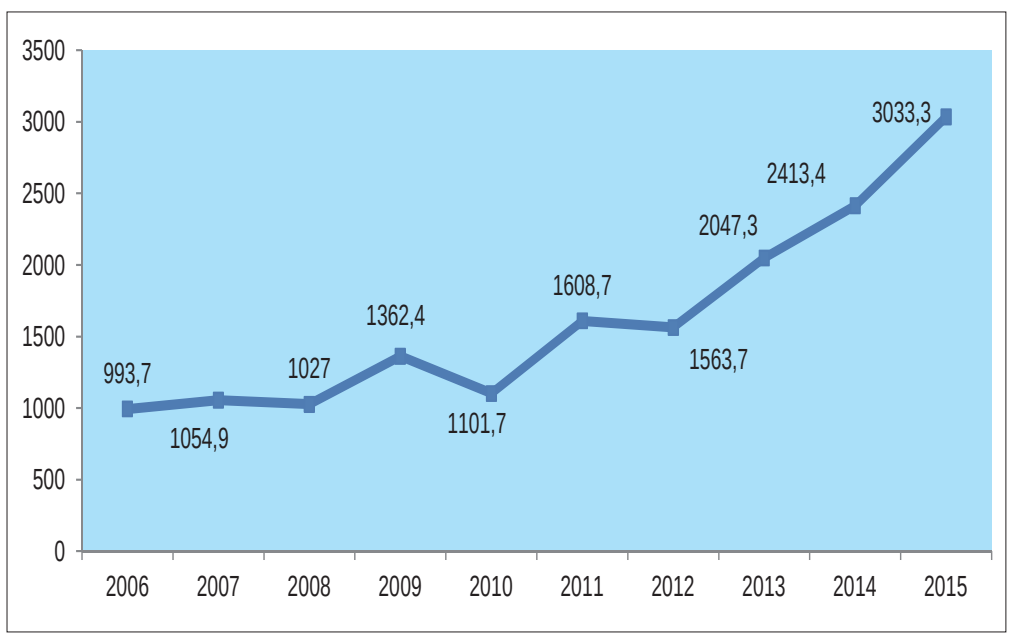
Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2.2. Evolution des avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets ont connu une augmentation de 25,7 % en 2015, s'établissant à 3.033,3 milliards de CDF. Cette évolution tient de la hausse des créances sur le secteur privé et du crédit net à l'Etat.

Graphique IV.9 Evolution des avoirs intérieurs nets

(En millions de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

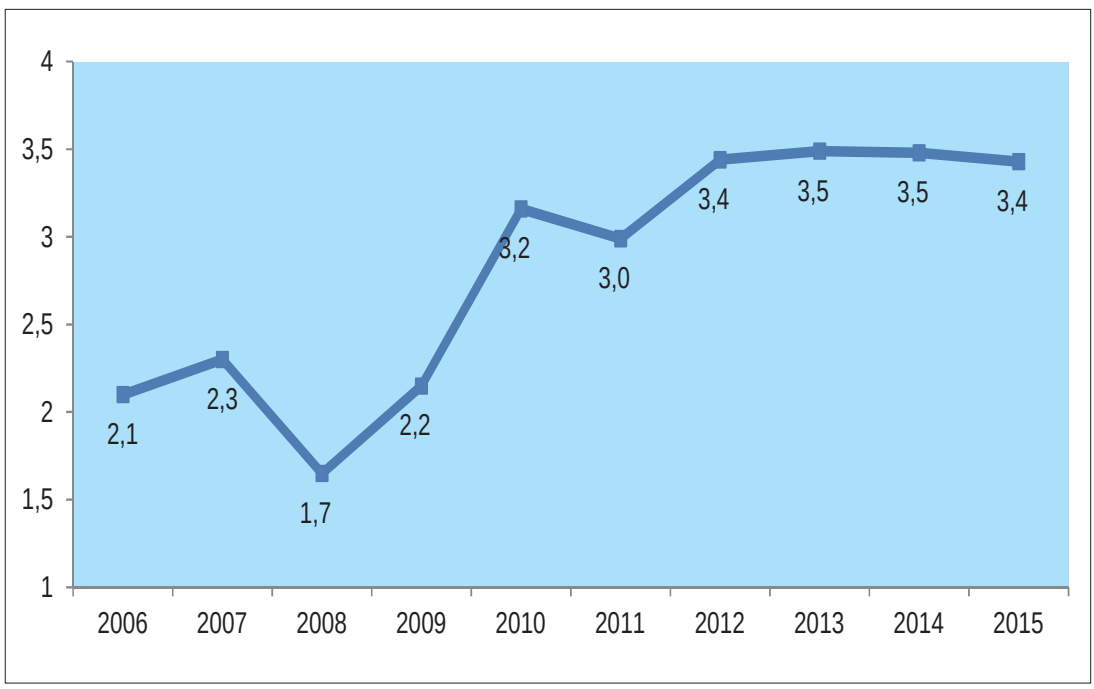
En ce qui concerne les créances nettes sur l'Etat, établies à -398,7 milliards de CDF en 2014, elles se sont accrues de 237,8 milliards de CDF en 2015, traduisant la baisse des dépôts de l'Etat auprès du système bancaire.

Quant aux crédits au secteur privé, ils ont augmenté de 17,3 %, en décélération par rapport à la croissance de 23,2 % observée en 2015. Cette évolution est en droite ligne avec le ralentissement de l'activité économique.

II.3. EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE

L'évolution de la base et de la masse monétaire a révélé que le multiplicateur est demeuré globalement stable, évoluant autour de 3.

Graphique IV.10 Evolution monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

MARCHE MONETAIRE

L'année 2015 a été marquée par le dynamisme des activités du marché monétaire dans ses trois compartiments. Par rapport au PIB, le volume global des transactions s'est accéléré.

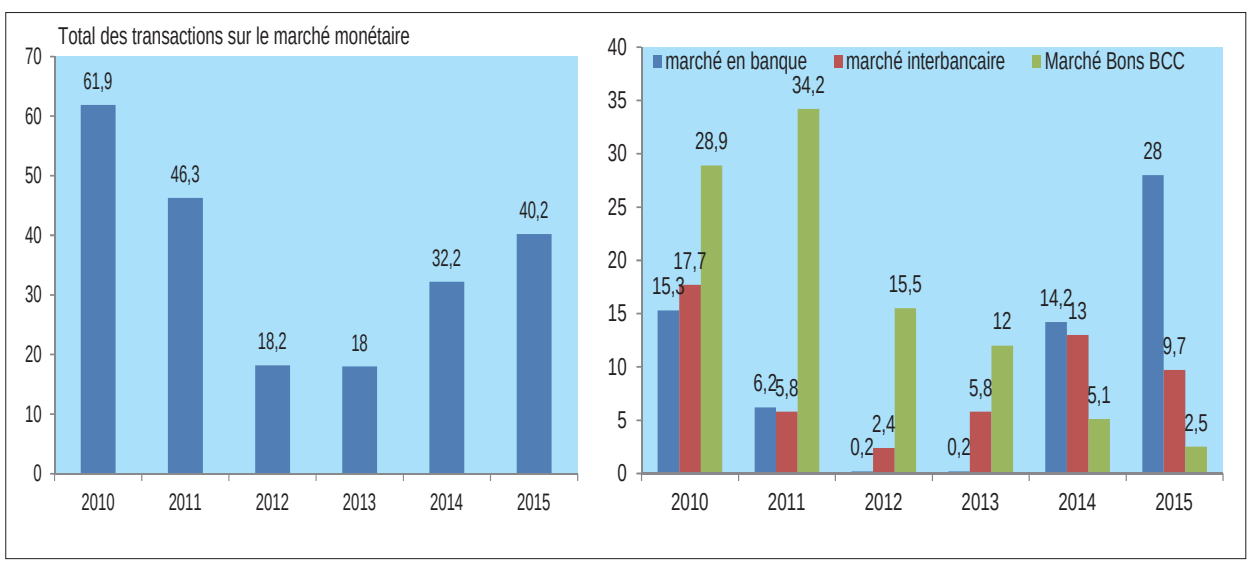
Les taux d'intérêts sont demeurés stables dans l'ensemble, excepté ceux sur le Bon BCC qui ont sensiblement baissé. Cette stabilité est justifiée par celle du cadre macroéconomique attestée par le faible niveau d'inflation.

III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

L'analyse de la profondeur du marché monétaire révèle un accroissement du volume de refinancement par rapport à 2014. En effet, les transactions ont représenté 40,2 % du PIB en 2015 contre 32,2 % en 2014. Les opérations sur le marché interbancaire ont baissé de plus de 26,0 %, consécutivement à un assèchement de la liquidité observé. Cette même évolution a été notée au niveau des souscriptions au Bon BCC, lesquelles ont baissé de près de 50,0 % en 2015.

Graphique IV.11 Profondeur du marché monétaire

(en pourcentage du PIB)



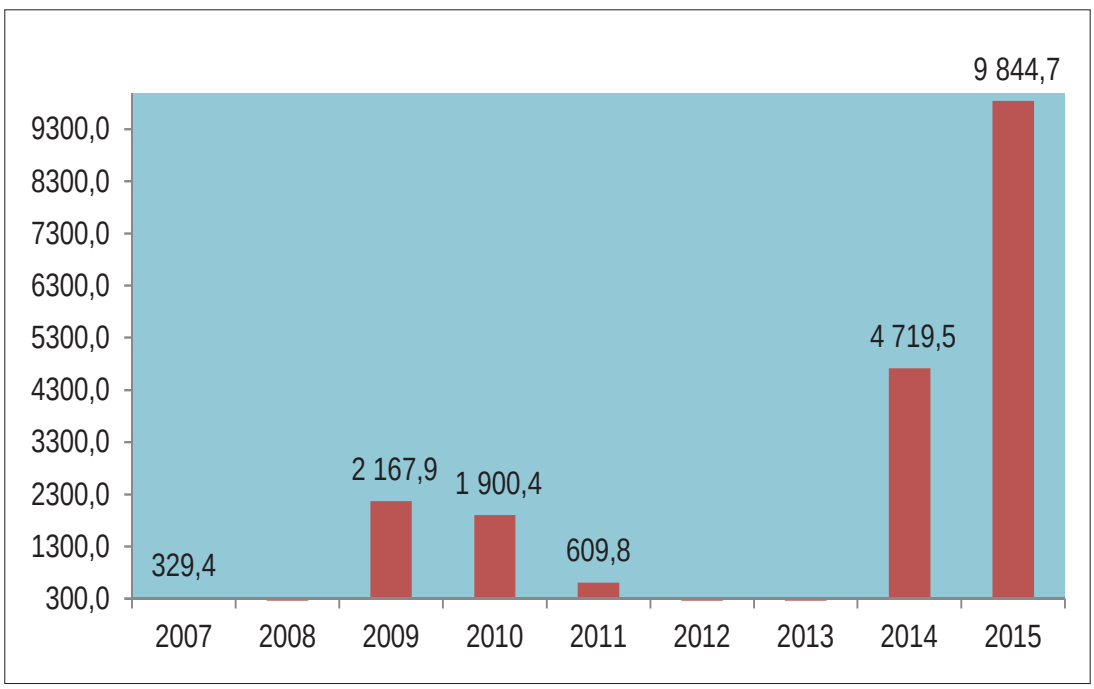
Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.1. Marché en banque

Contrairement à 2014, où le guichet de prêts à court terme n'avait enregistré aucune opération, un volume de 26,5 milliards de CDF a été réalisé en 2015, uniquement au mois de décembre. En revanche, le guichet des facilités permanentes est demeuré dynamique avec un volume d'activités de 9.844,7 milliards de CDF contre 4.719,8 milliards en 2014. Cette situation est principalement attribuable aux problèmes de liquidité rencontrés par une banque de la place.

Graphique IV.12 Evolution du volume annuel du refinancement

(en milliards de CDF)



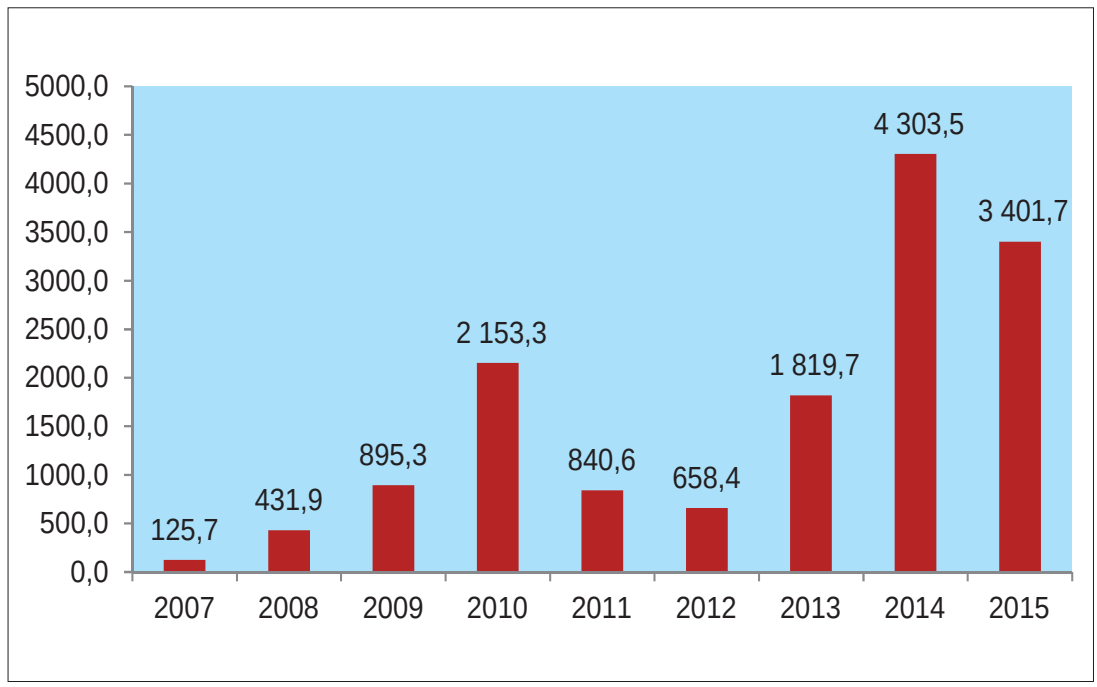
Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.2. Marché interbancaire

Le guichet interbancaire est demeuré actif, quoiqu'en baisse de 26,5 %, dégageant un volume global de 3.401,7 milliards de CDF. Cette régression est observée à partir du deuxième semestre de l'année sous analyse, durant laquelle les transactions ont chuté de 340,1 milliards, s'établissant à 508,0 milliards de CDF à fin juin par rapport à fin juillet.

Graphique IV.13 Volume annuel des transactions interbancaires

(en milliards de CDF)



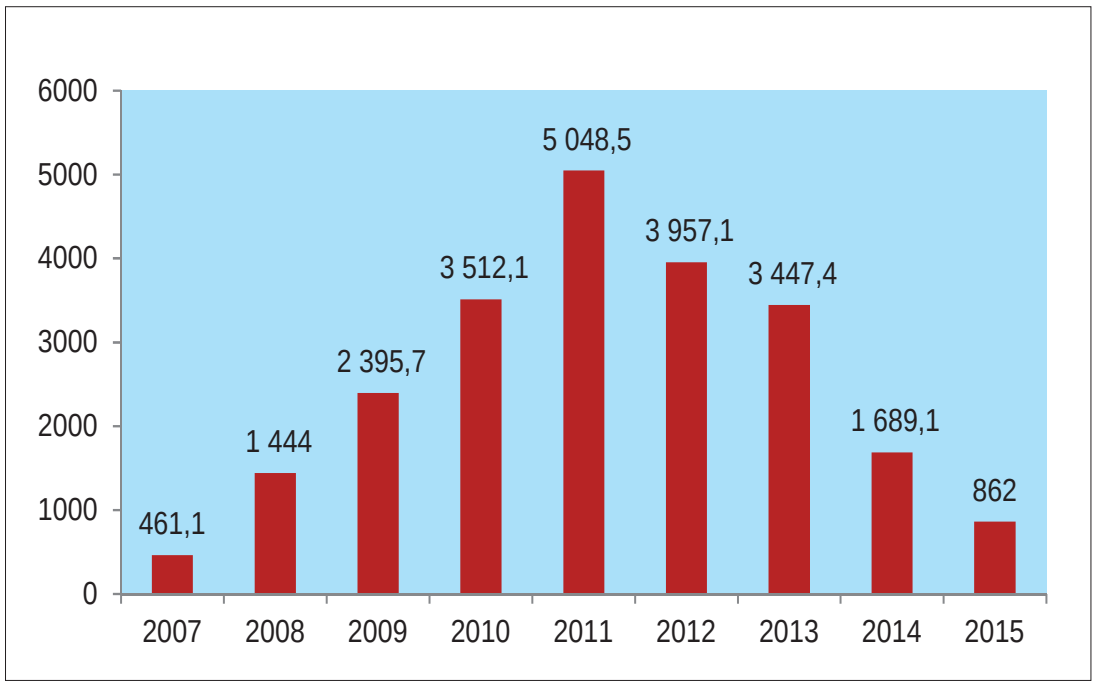
Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Marché du Bon BCC

En 2015, le Bon BCC a joué un rôle important dans la régulation de la liquidité. Toutefois, le volume des transactions a sensiblement baissé comparativement à l'année précédente, se chiffrant à 862,0 milliards de CDF contre 1.689,1 milliards en 2014. Cette évolution est consécutive à la stabilité macroéconomique observée au cours de la période, laquelle a conduit la Banque Centrale à procéder à des réductions sensibles des fourchettes d'appels d'offres.

Graphique IV.14 Volume annuel des ventes des Bons BCC

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne l'encours, il a globalement été orienté dans le sens de l'injection de la liquidité. Ainsi, à fin décembre 2015, l'encours s'est établi à 47,0 milliards, enregistrant une injection de 60,4 milliards de CDF par rapport à fin 2014.

Tableau IV.8 Evolution de l'encours du Bon BCC

(en milliards de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Encours Bon BCC	32,9	47,0	56,5	135,6	115,0	95,0	164,3	107,6	47,0
Variation cumulée de l'encours		14,1	9,5	79,0	-20,6	-20,0	69,3	-56,9	-60,4
Taux moyen pondéré à 7 jours	15,5	33,2	68,3	18,16	15,24	0,2	1,7	1,8	0,5

Source : Banque Centrale du Congo.

III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET

III.2.1. Evolution des taux d'intérêt nominaux

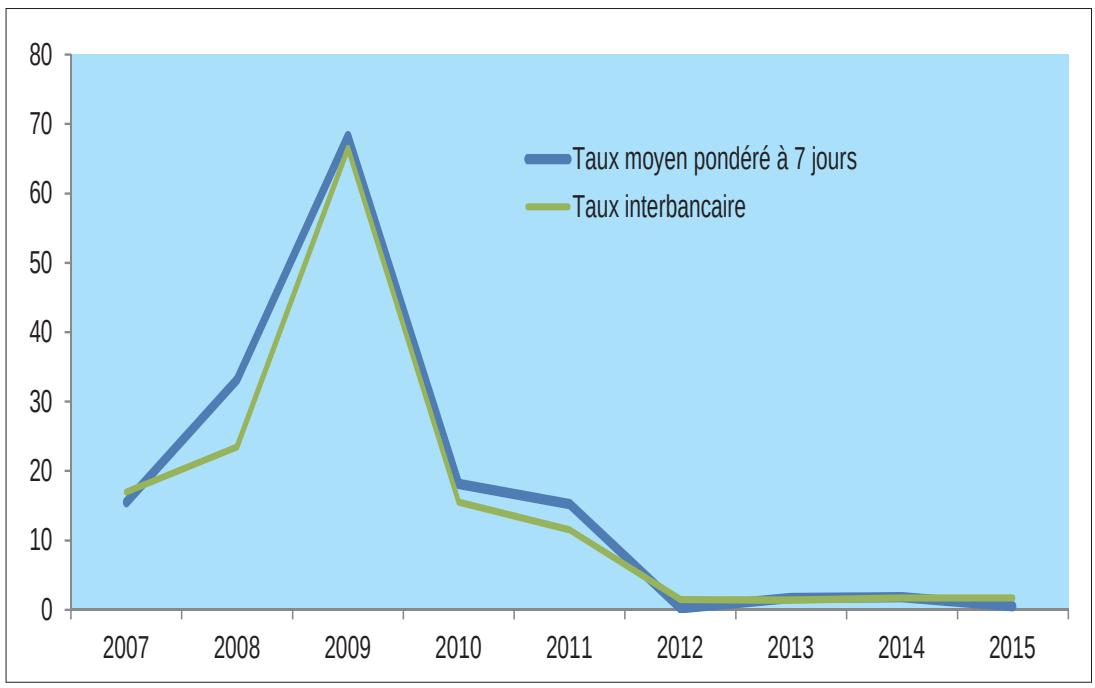
Les taux d'intérêt nominaux n'ont pas beaucoup varié en 2015 eu égard à la stabilité observée sur les marchés des biens et services ainsi que de change.

Le taux directeur, à l'instar de l'année 2014, est resté constant tout au long de l'année, étant donné le maintien de l'inflation anticipée en deçà de sa cible.

Néanmoins, le taux moyen pondéré sur le Bon BCC a enregistré une baisse. Il est passé de 1,82 % en décembre 2014 à 0,47 %, après un creux de 0,25 % au mois de mars. La contraction des fourchettes d'appels d'offres, laquelle a accru la concurrence entre les banques, a expliqué cette évolution.

Graphique IV.15 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché interbancaire

(en pourcentage)



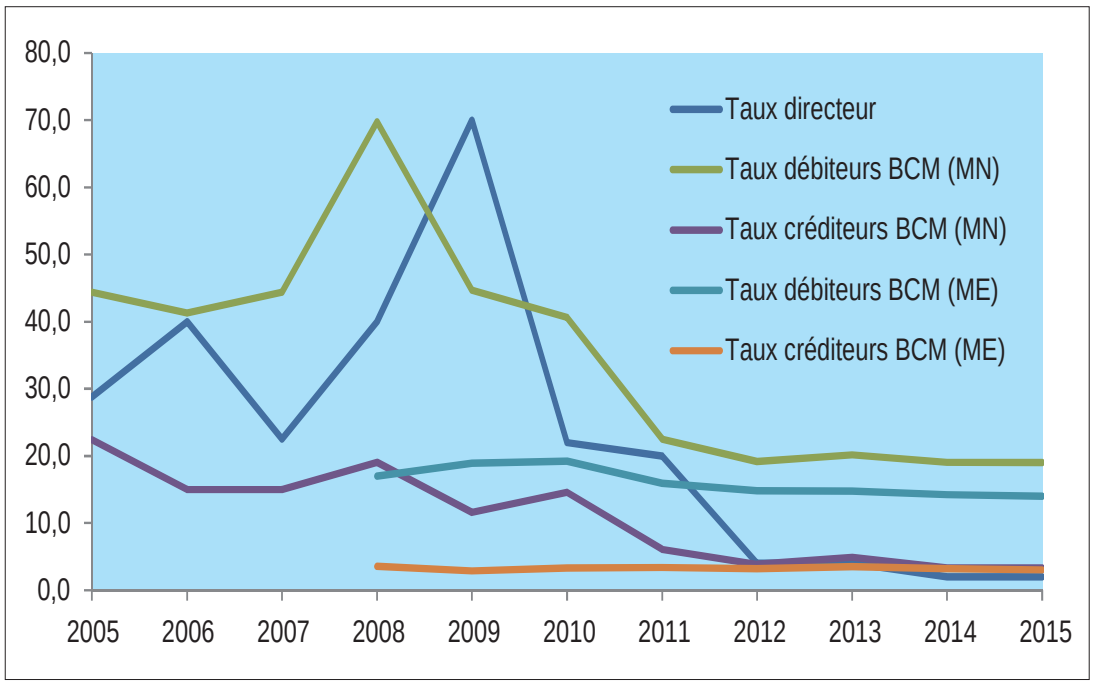
Source : Banque Centrale du Congo.

La constance du taux directeur, au cours de l'année, a entrainé celle du taux sur le marché interbancaire. Ainsi, en moyenne, le taux d'intérêt sur ce marché a été maintenu à 1,7 % comme en 2014.

Ce même comportement a été observé au niveau des taux appliqués par les banques à leurs clients. En effet, les taux débiteurs en monnaies nationale (MN) et étrangères (ME) se sont stabilisés respectivement autour de 20,0 % et 14,0 %. De même, les taux créditeurs en MN et ME ont tourné autour de 3,0 % à partir de mars 2015.

Graphique IV.16 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

3.2.2. Taux réels

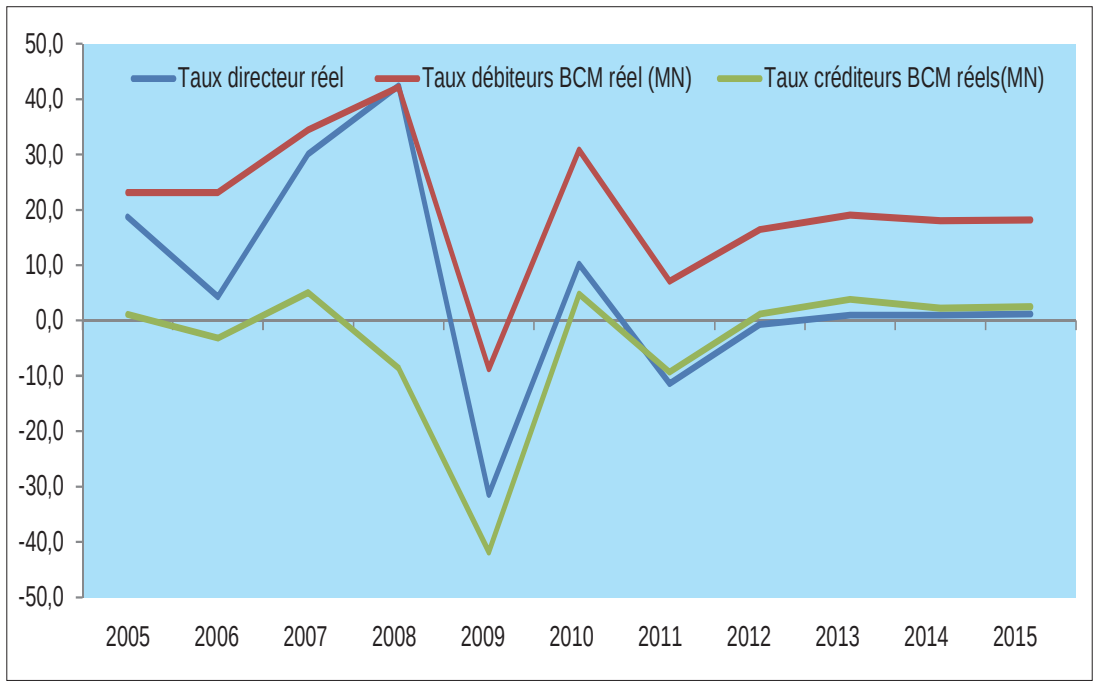
En 2015, le principe de la positivité du taux directeur réel a été observé. En effet, la marge de positivité est demeurée stable autour de 1,0 point de pourcentage, suite à l'évolution faible du taux d'inflation.

Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen pondéré réel du Bon BCC à 7 jours, excepté le mois de janvier où il a été positif de 0,5 point de pourcentage, celui-ci est demeuré négatif tout au long du reste de l'année. Cette négativité est expliquée par les niveaux nominaux de plus en plus bas proposés par les banques.

Quant au Bon BCC à 28 jours de maturité, il a affiché une positivité de son niveau réel au cours du premier trimestre, alors que pour celui à 84 jours, cela a été observé au cours des neuf premiers mois de l'année sous analyse.

Graphique IV.17 Taux d'intérêt réel

(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE IV

ACTIVITE BANCAIRE

L'activité bancaire a poursuivi son dynamisme en 2015. Les crédits et les dépôts bancaires, quoiqu'en décélération par rapport à l'année précédente, ont enregistré des rythmes d'accroissement plus rapides que l'activité économique. Par ailleurs, l'activité bancaire reste prédominée par des opérations à court terme bien que le taux de dollarisation ait légèrement fléchi, d'une année à l'autre.

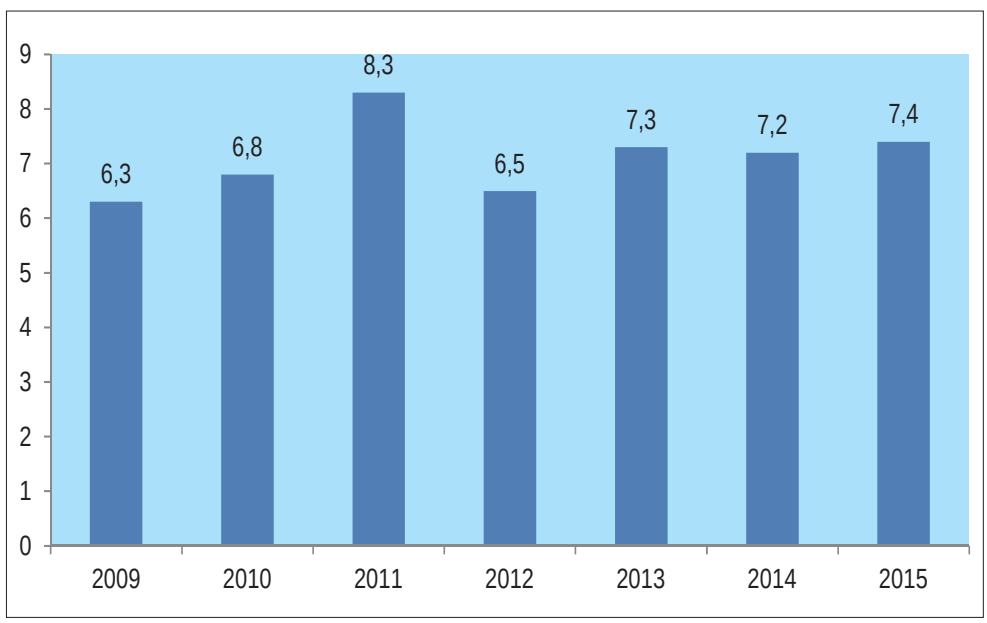
IV.1. ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

L'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 2.604,5 milliards de CDF, en augmentation de 9,4 % par rapport à l'année précédente. Le ratio des crédits à l'économie sur le PIB a légèrement progressé à 7,4 %, après 7,2 % observé en 2014.

Toutefois, ce ratio de crédit, par rapport au PIB, demeure faible comparativement à celui des pays, tels que la Côte d'ivoire et le Ghana, qui enregistrent des taux respectifs de 29,0 % et 33,0 %. Cette situation s'explique par la persistance des facteurs structurels qui continuent de plomber le secteur financier. Il s'agit, d'une part, de la faible répartition géographique d'activités rentables, de l'existence d'un grand nombre d'états financiers peu fiables d'entreprises et de la faiblesse des revenus des ménages ainsi que, d'autre part, des coûts d'exploitation et d'emprunt élevés des banques.

Graphique IV.18 Evolution de l'encours des crédits

(en pourcentage du PIB)

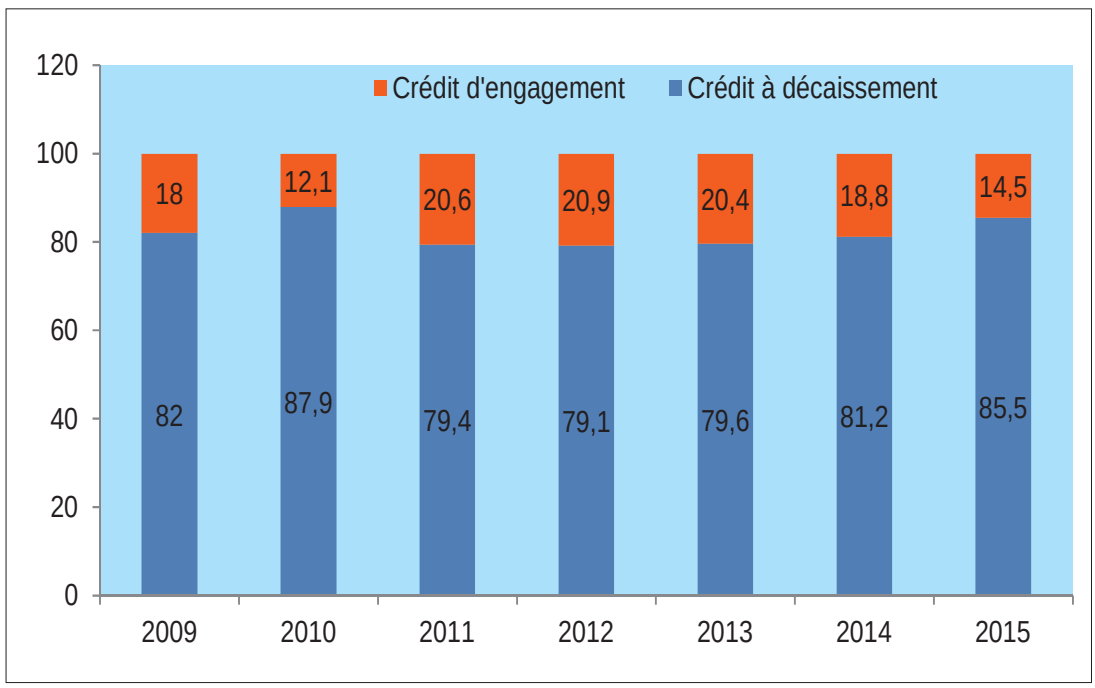


Source : Banque Centrale du Congo.

Le crédit à l'économie en 2015 demeure prédominé par le crédit à décaissement, établi à 2.240,7 milliards de CDF, soit 85,5 % du total. La différence concerne le crédit d'engagement.

Graphique IV.19 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire

(en pourcentage)



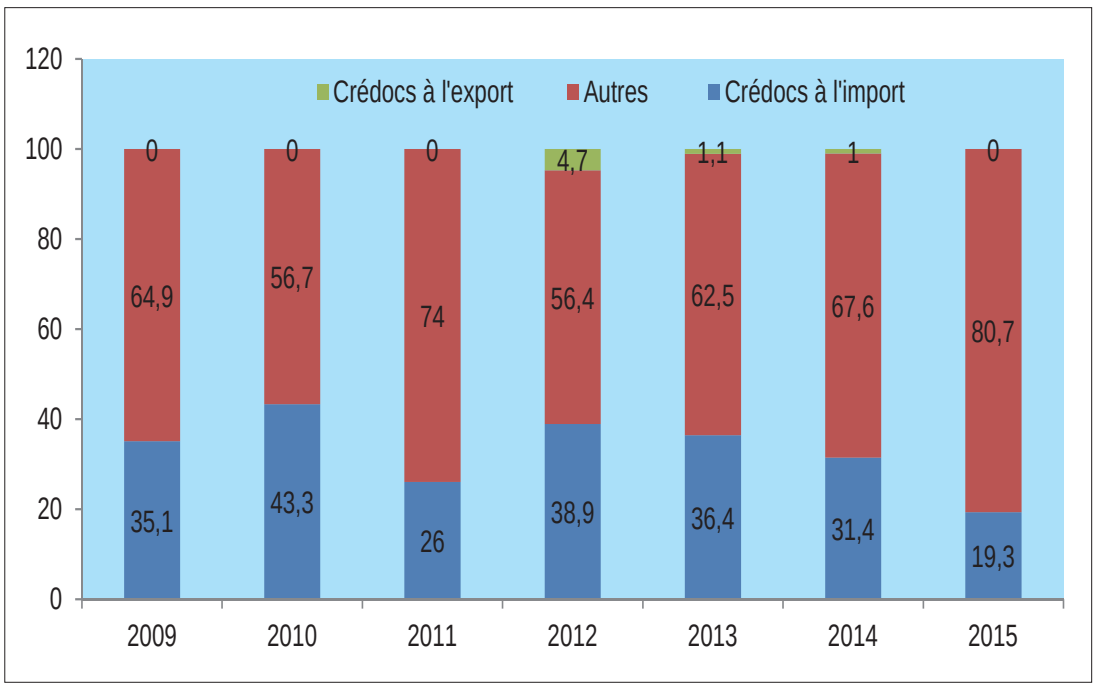
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1. Crédit à décaissement

Le crédit à décaissement a été octroyé à 89,0 % aux entreprises privées et ménages et 11,0 % au secteur public. Ce crédit demeure dominé par celui en devises dont la part dans l'encours total a été de 88,8 %, en légère baisse de 0,9 point de pourcentage. Cette prépondérance du crédit en devises traduit la persistance de la dollarisation de l'économie, en dépit de mesures mises en œuvre par le Gouvernement et la Banque Centrale depuis trois ans.

Graphique IV.20 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1.1. Crédit à décaissement aux entreprises et aux particuliers

Le crédit à décaissement aux entreprises et aux ménages a atteint 1.990,1 milliards de CDF en 2015, enregistrant un accroissement de 9,3 %, soit le même taux de variation que celui enregistré en 2014. Rapproché au total des crédits, il a représenté 85,5 %, soit une hausse de 4,3 points de pourcentage par rapport à 2014.

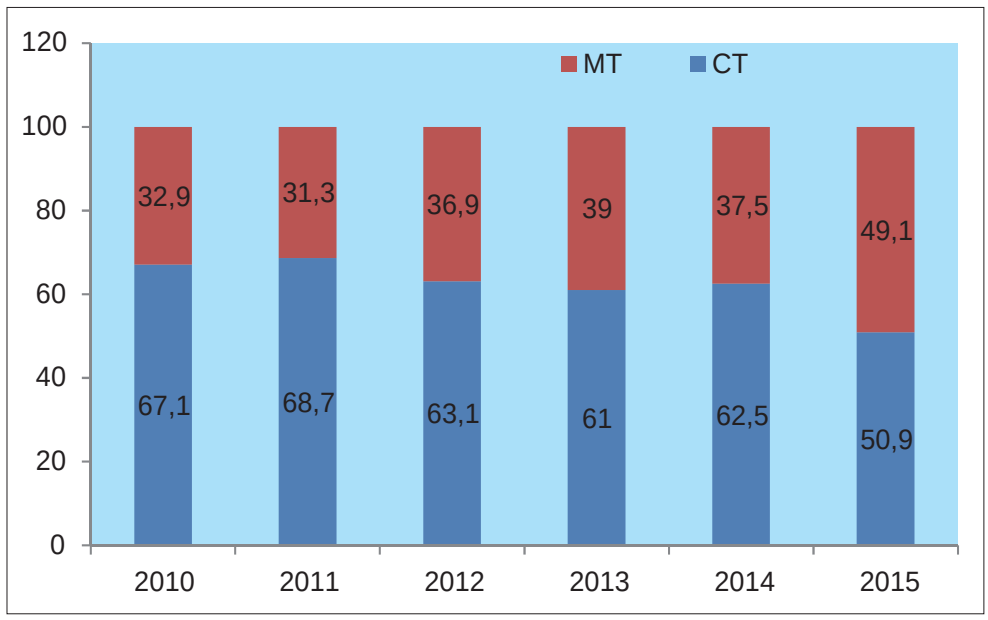
IV.1.1.1.1. Ventilation selon la maturité

Le crédit à décaissement alloué aux entreprises et aux ménages est resté dominé par celui à court terme, lequel a représenté 65,4 % du total en 2015 contre 63,0 % en 2014. Il s'est établi à 1.300,6 milliards de CDF, soit une augmentation de 13,5 % par rapport à 2014. Cette prépondérance des crédits à court terme s'explique par l'aversion des banques aux risques élevés, auxquels sont liés les prêts à moyen et long termes.

Quant aux prêts bancaires à moyen et long termes, ils n'ont augmenté que de 2,3 %, d'une année à l'autre, atteignant 689,5 milliards de CDF. Ils ont représenté 34,6 % du total contre 37,0 % en 2014.

Graphique IV.21 Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme

(en pourcentage)



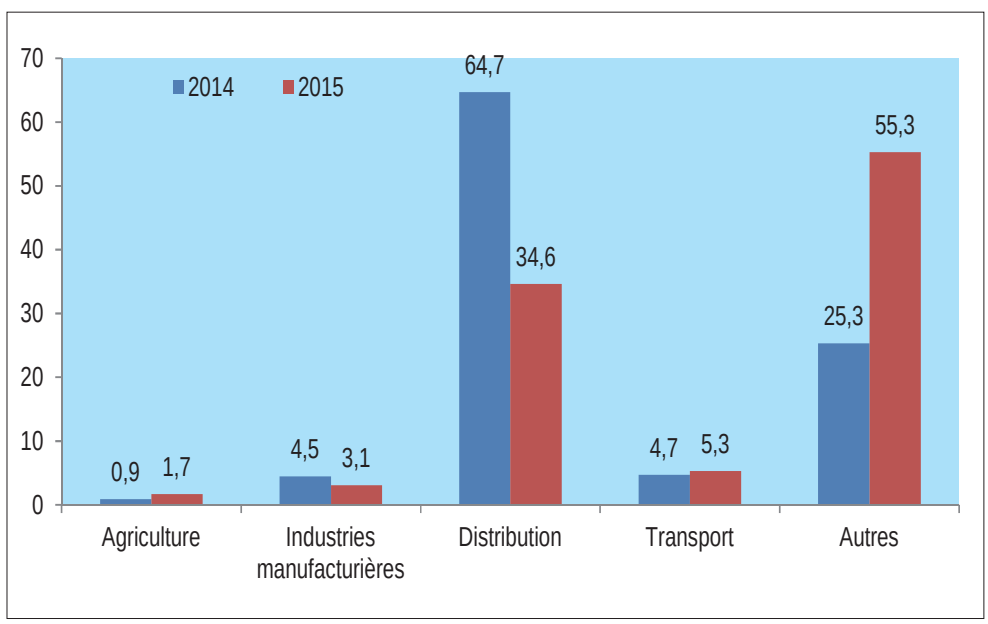
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1.1.2. Ventilation par secteur d'activités

L'encours du crédit, à fin 2015, a été prédominé par celui accordé au secteur tertiaire, lequel a représenté 81,8 % du total. Il s'agit principalement de la « distribution » pour laquelle il est associé d'importantes rentabilités et un taux de rotation élevé. Les concours en faveur des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 9,2 % et 9,0 % du total.

Graphique IV.22 Allocation sectorielle des crédits

(en variation %)



Source : Banque Centrale du Congo.

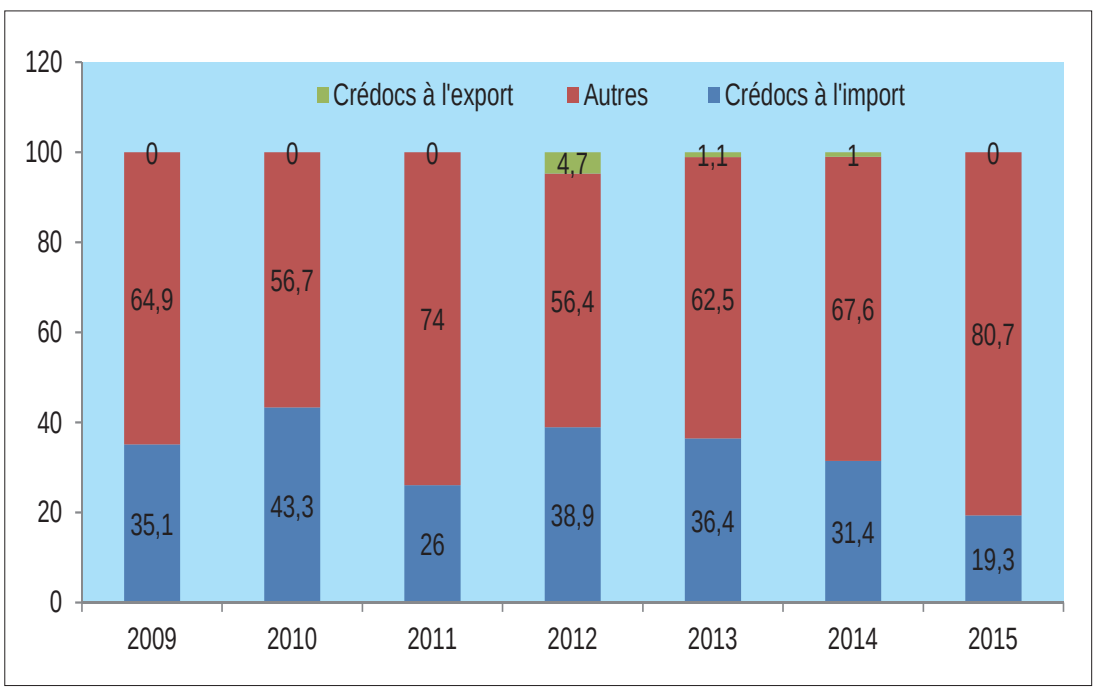
IV.1.2. Crédit d'engagement

Le crédit d'engagement s'est chiffré à 336,9 milliards de CDF en 2015, subissant une régression de 19,8 % par rapport à 2014. En conséquence, son poids dans le total du crédit est passé de 18,8 % en 2014 à 14,5 %. Cette variation est corrélée à celle des échanges avec le reste du monde. En effet, la baisse des importations et exportations au cours de cette année a entrainé celle de la garantie accordée, par les banques, aux entreprises évoluant dans le commerce extérieur.

Ainsi, les crédits documentaires à l'importation ont baissé de 50,9 %, s'établissant à 64,9 milliards de CDF en 2015, pendant que rien n'a été accordé à l'exportation, contre un volume de 4,1 milliards une année auparavant.

Graphique IV.23 Structure des crédits d'engagement

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.9 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers

(en milliards de CDF)

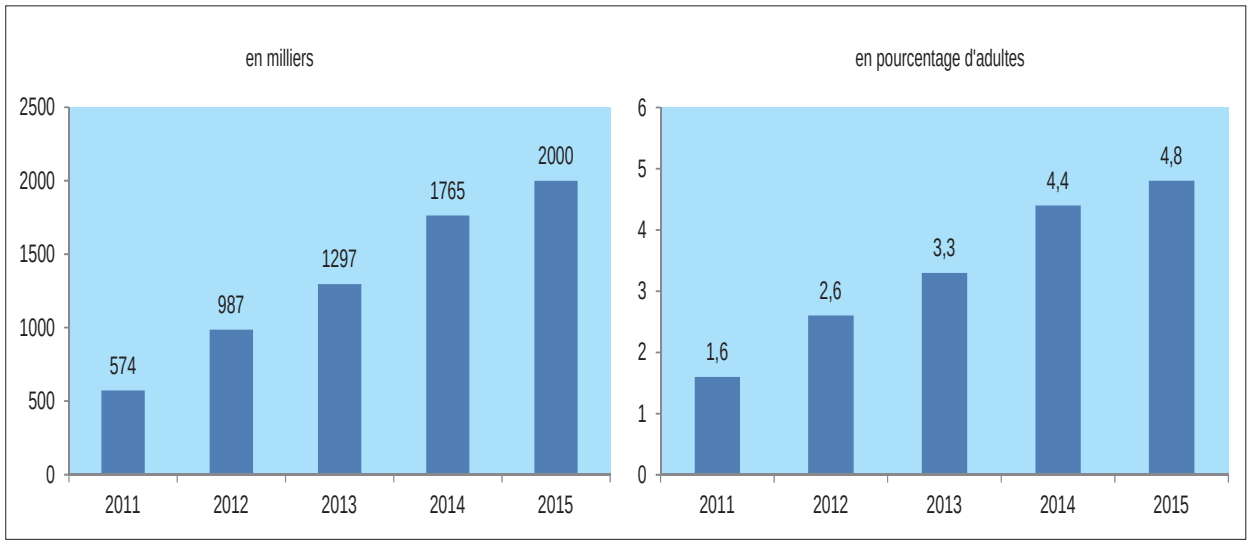
I. Crédits à décaissement	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	490,4	**480,8**	**647,5**	**963,3**	**1 340,9**	**1 665,7**	**1 820,3**	**1 990,1**
A. Crédits à court terme	412,3	367,5	436,9	681,0	930,9	1 062,3	**1 146,1**	**1 300,6**
1. Agriculture	15,2	69,2	43	19,0	34,3	25,8	10,0	21,8
2. Industrie	29,9	36,3	31,1	78,0	95	172,9	51,3	40,6
3. Distribution	79,8	53,4	56,5	124,2	**322,2**	387,5	741,5	450,2
4. Transport	34,4	37,4	66,3	96,3	128	82,2	53,4	69,2
5. Autres	253	171,1	240	363,5	351,4	394	290,0	718,8
B. Crédits à M.T.	**78,2**	**113,4**	**210,6**	**282,3**	**410**	**603,4**	**674,2**	**689,5**
1. Investissements productifs	9,8	17,9	85,5	107,0	131,2	297,2	217,3	330,3
2. Prêts spéciaux	8,6	0	0	0,0	0	0	24,5	72,8
3. Autres	59,7	95,5	125,1	175,3	278,8	306,1	432,3	286,5
II. Crédits d'engagement	**108**	**65,9**	**167,8**	**254,5**	**320,7**	**427,8**	**420,1**	**336,9**
1. Crédocs à l'import	49,9	23,1	72,6	66,1	124,9	155,7	132,1	64,9
2. Crédocs à l'export	0	0	0	0	14,8	4,7	4,1	0,0
3. Autres	58,1	42,8	95,2	188,4	181	267,3	283,9	272,0
III. Total crédits des BCM	**598,4**	**546,7**	**815,4**	**1 217,9**	**1 661,6**	**2 093,5**	**2 240,4**	**2 327,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.3. Nombre d'emprunteurs

En 2015, le volume de crédit à l'économie n'a enregistré qu'un accroissement de 9,4 % alors que le nombre d'emprunteurs a quasiment doublé. Il a atteint 385.000 unités contre 189.000 une année plutôt. En dépit de cette évolution, ce nombre demeure très faible, représentant moins de 1,0 % d'adultes. Les contraintes structurelles évoquées précédemment expliquent la faiblesse de ce taux.

Graphique IV.24 Evolution du nombre d'emprunteurs



Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2. ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS

L'encours global des dépôts bancaires s'est accru de 11,7 %, atteignant 3.536,0 milliards de CDF, contre un accroissement de 13,5 % en 2014. Cette décélération est liée à celle de l'activité économique dans son ensemble.

IV.2.1. Encours des dépôts par catégorie de déposants

A l'instar de 2014, les dépôts sont dominés par ceux des particuliers. En effet, les dépôts des ménages et des pouvoirs publics subordonnés ont représenté respectivement 42,4 % et 28,1 % du total. Il y a lieu de noter que les dépôts de ces derniers ont connu une forte progression, d'une année à l'autre, de 532,2 %. Par contre, ceux des entreprises privées ont baissé de 49,1 %.

Tableau IV.10 Encours des dépôts par catégorie des déposants

(en milliards de CDF)

Déposants	2011	2012	2013	2014	2015
Particuliers	721,9	1 019,7	1 074,5	1 402,9	1 500,35
Entreprises privées	891,7	911,9	1396,4	1308,0	665,22
Entreprises publiques	100,1	294,4	172,1	237,7	254,34
Organismes financiers non monétaires	55,1	-	81,6	23,8	21,80
Pouvoirs publics subordonnés	29,8	24,0	53,6	157,7	996,93
Organismes publics à caractère administratif	6,1	222,8	9,8	34,8	97,38
Total	**1 804,8**	**2 473,2**	**2 787,8**	**3 164,9**	**3 536,02**

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.2.Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

Les dépôts à vue, établis à 2.546,8 milliards de CDF, correspondent à 72,0 % du volume total des dépôts bancaires. Cependant, cette prédominance structurelle des dépôts à vue a enregistré une baisse de 0,7 point au cours de l'année sous revue.

D'une année à l'autre, les dépôts à vue et à terme se sont respectivement accrus de 10,7 % et 14,5 %. Il sied de relever que la hausse plus importante des dépôts à terme, comparativement à celle des dépôts à vue, est due notamment à la faiblesse des contraintes de la réserve obligatoire sur les dépôts à terme, ayant entrainé une hausse de la rémunération y afférente.

Tableau IV.11 Evolution des dépôts bancaires

(en milliards de CDF)

	2011	2012	2013	2014	2015
Dépôts à vue	1 637,2	2 249,5	2 496,0	2 301,3	2 546,8
Dépôts à terme	167,6	223,7	291,8	863,6	989,2
Total	1 804,8	2 473,2	2 787,8	3 164,9	3 536,0

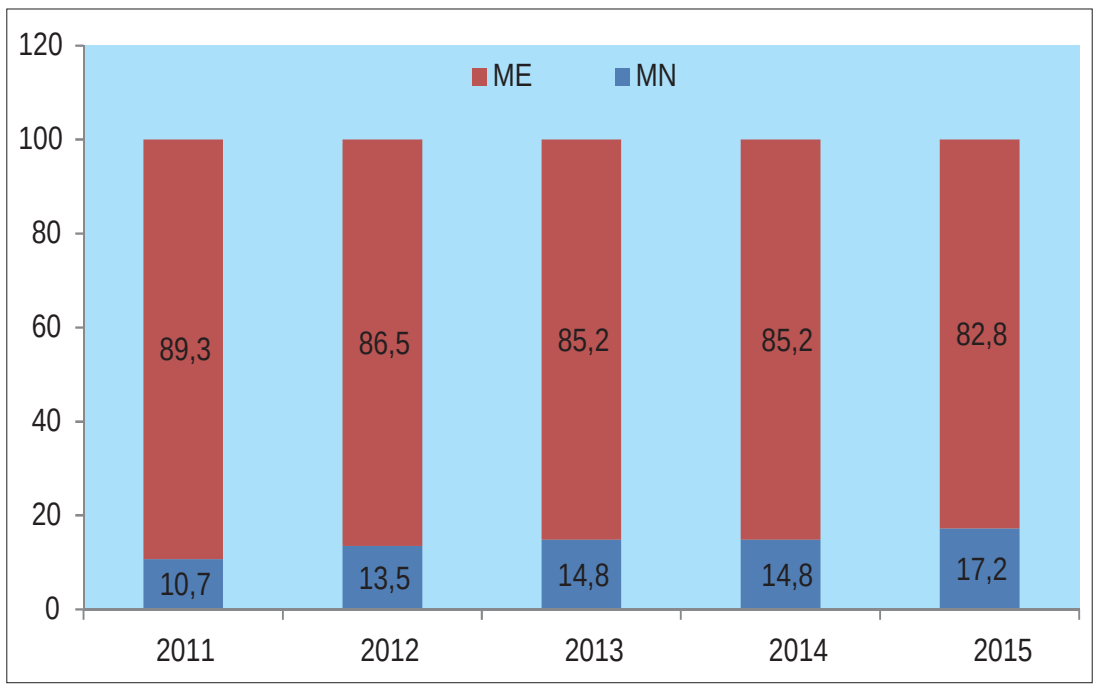
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.3. Encours de dépôts suivant la monnaie de constitution

Selon la monnaie de constitution, les dépôts restent dominés par ceux en devises. En effet, les dépôts en devises ont représenté 82,8 % du total contre 85,2 % en 2014. Il se dégage ainsi une baisse du taux dollarisation de l'économie nationale.

Graphique IV.25 Structure des dépôts suivant la monnaie

(en pourcentage du total)



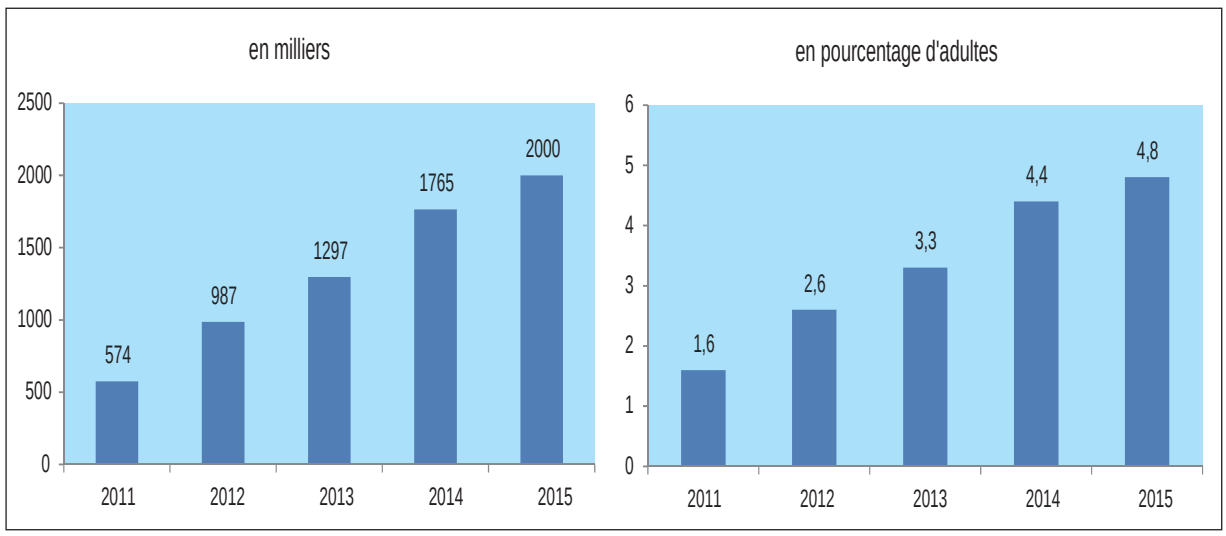
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.4. Nombre des déposants

En 2015, le nombre de déposants a augmenté comparativement à 2014, atteignant environ 2,0 millions de clients, venant de 1,8 million. Rapporté à la population adulte, il est passé de 4,4 % à 4,8 %.

Il sied de relever que le nombre de déposants a sensiblement augmenté au cours de ces cinq dernières années, venant de 574.000 clients en 2011. Cette hausse exponentielle de déposants s'explique notamment par le processus de bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat.

Graphique IV.26 Nombre de déposants dans les banques



Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.12 Situation des institutions de dépots (1)

(en millions de CDF)

	2006(r)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	**-320 023**	**-172 601**	**-296 792**	**-40 957**	**907 868**	**834 878**	**1 389 151**	**1 445 872**	**1 552 286**	**1 321 426**
a) Avoirs	225 141	308 031	349 210	1 549 392	2 047 759	2 106 483	2 712 617	2 897 474	2 899 544	2 654 315
b) Engagements	545 164	480 632	646 003	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 323 467	1 451 602	1 347 259	1 332 889
2. Avoirs intérieurs nets (2.1+2.2)	**756 945**	**831 435**	**1 338 169**	**1 584 493**	**1 101 741**	**1 608 736**	**1 563 749**	**2 047 344**	**2 413 361**	**3 033 324**
2.1. Crédits intérieurs	**251 415**	**373 351**	**724 294**	**859 446**	**424 933**	**800 706**	**704 091**	**1 083 886**	**1 502 706**	**2 002 454**
a) Créances nettes sur l'Etat	130 635	176 212	248 900	172 837	-390 053	-161 337	-600 433	-495 598	-398 744	-160 950
b) Crédits à l'économie	120 780	197 138	475 394	686 609	814 986	962 043	1 304 524	1 579 483	1 901 450	2 163 404
2.2. Autres postes nets	**505 530**	**458 084**	**613 875**	**725 047**	**676 808**	**808 030**	**859 658**	**963 458**	**910 656**	**1 030 869**
3 . Masse monétaire	**436 922**	**658 834**	**1 041 377**	**1 543 536**	**2 009 609**	**2 443 614**	**2 952 900**	**3 493 216**	**3 965 647**	**4 354 749**
- Monnaie	211 983	300 273	392 484	479 875	706 164	790 059	883 844	1 072 635	1 181 584	1 323 861
- Quasi - monnaie	224 939	358 561	648 893	1 063 661	1 303 445	1 653 556	2 069 055	2 420 581	2 784 064	3 030 888

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Nouvelle appellation de la situation monétaire intégrée suivant le MSMF

Tableau IV.13 Situation des institutions de dépots (1)

(en millions de DTS)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	**-420,1**	**-219,0**	**-298,6**	**-29,0**	**647,4**	**594,2**	**984,7**	**1 016,8**	**1 158,5**	**1 025,3**
a) Avoirs	295,6	390,8	351,3	1 098,9	1 460,2	1 499,3	1 922,8	2 037,6	2 163,9	2 059,4
b) Engagements	715,7	609,8	649,9	1 128,0	812,8	905,1	938,1	1 020,8	1 005,4	1 034,2
2. Avoirs intérieurs nets (2.1+2.2)	**993,7**	**1 054,9**	**1 346,2**	**1 123,8**	**785,6**	**1 145,0**	**1 108,4**	**1 439,8**	**1 801,1**	**2 353,5**
2.1 Crédits Intérieurs	**218,3**	**473,7**	**728,7**	**609,6**	**303,0**	**569,9**	**499,1**	**762,2**	**1 121,5**	**1 553,7**
a) Créances nettes sur l'Etat	59,8	223,6	250,4	122,6	-278,1	-114,8	-425,6	-348,5	-297,6	-124,9
b) Crédits à l'économie	158,6	250,1	478,3	487,0	581,1	684,7	924,7	1 110,8	1 419,0	1 678,5
2.2. Autres postes nets	**775,4**	**581,2**	**617,6**	**514,2**	**482,6**	**575,1**	609,3	677,5	679,6	799,8
3. Masse monétaire	**573,6**	**835,9**	**1 047,6**	**1 094,8**	**1 433,0**	**1 739,2**	**2 093,1**	**2 456,6**	**2 959,5**	**3 378,8**
- Monnaie	278,3	381,0	394,8	340,4	503,5	562,3	626,5	754,3	881,8	1 027,2
-Quasi - monnaie	295,3	455,0	652,8	754,4	929,4	1 176,9	1 466,6	1 702,2	2 077,7	2 351,6
DTS/CDF	761,7	788,1	994,0	1 409,9	1 402,4	1 405,0	1 410,8	1 422,0	1 340,0	1 288,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.14 Situation des institutions de dépots 2015 (1)

(en millions de CDF)

	2014	**2015**			
		Mars	**Juin**	**Septembre**	**Décembre**
1. Avoirs extérieurs nets	**1 552 286**	**1 698 286**	**1 611 848**	**1 426 706**	**1 321 426**
a) Avoirs ex érieurs	2 899 544	2 979 166	2 908 164	2 773 025	2 654 315
b) Engagements ex érieurs	1 347 259	1 280 880	1 296 316	1 346 319	1 332 889
2. Avoirs intérieurs nets	**2 413 361**	**2 395 700**	**2 691 611**	**2 784 530**	**3 033 324**
2.1 Crédits intérieurs	**1 502 706**	**1 420 941**	**1 733 033**	**1 775 170**	**2 002 454**
a) Créances nettes sur l'Etat	-398 744	-435 009	-376 881	-375 600	-160 950
b) Crédits à Economie	1 901 450	1 855 949	2 109 914	2 150 770	2 163 404
2.2 Autres postes nets	**910 656**	**974 759**	**958 578**	**1 009 360**	**1 030 869**
3. Masse monétaire	**3 965 647**	**4 093 986**	**4 303 459**	**4 211 236**	**4 354 749**
Monnaie	1 181 584	1 195 728	1 202 362	1 164 159	1 323 861
Quasi - Monnaie	2 784 064	2 898 258	3 101 096	3 047 077	3 030 888

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.14 bis Situation des institutions de dépots 2015 (1)

(en millions de DTS)

	2014	2015			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Avoirs extérieurs nets	**1 158,5**	**1 325,9**	**1 239,6**	**1 095,8**	**1 025,3**
a) Avoirs extérieurs	2 163,9	2 325,9	2 236,6	2 129,9	2 059,4
b) Engagements extérieurs	1 005,4	1 000,0	997,0	1 034,1	1 034,2
2. Avoirs intérieurs nets	**1 801,1**	**1 870,3**	**2 070,0**	**2 138,7**	**2 353,5**
2.1 Crédits intérieurs	**1 121,5**	**1 109,3**	**1 332,8**	**1 363,5**	**1 553,7**
a) Créances nettes sur l'Etat	-297,6	-339,6	-289,8	-288,5	-124,9
b) Crédits à Economie	1 419,0	1 449,0	1 622,7	1 651,9	1 678,5
2.2 Autres postes nets	**679,6**	**761,0**	**737,2**	**775,3**	**799,8**
3. Masse monétaire	**2 959,5**	**3 196,2**	**3 309,7**	**3 234,5**	**3 378,8**
Monnaie	881,8	933,5	924,7	894,2	1 027,2
Quasi - Monnaie	2 077,7	2 262,7	2 385,0	2 340,4	2 351,6
DTS/CDF	1 340,0	1 280,9	1 300,3	1 302,0	1 288,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.15 Liquidités monétaire et quasi monétaires

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. Circulation fiduciaire hors banques	**182 233**	**233 253**	**304 568**	**381 486**	**489 377**	**615 345**	**595 164**	**692 945**	**742 508**	**781 868**
Circulation fiduciaire hors BCC(1)	185 333	243 785	320 274	394 659	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-3 100	-10 532	-15 706	-13 173	-20 694	-32 142	-47 396	-67 513	-74 915	-86 189
2. Monnaie scripturale	**254 689**	**425 581**	**736 809**	**1 162 050**	**1 520 232**	**1 828 270**	**2 357 736**	**2 800 271**	**3 223 139**	**3 572 882**
Dépôts à vue	**29 749**	**67 020**	**87 916**	**98 389**	**216 787**	**174 714**	**288 680**	**379 690**	**439 076**	**541 993**
- Banque Centrale du Congo	324	1 032	1 592	7 352	3 878	8 614	3 575	17 382	20 484	18 749
- Banques Créatrices de Monnaie	29 426	65 988	86 324	91 037	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591	523 244
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	**213 516**	**340 964**	**605 961**	**1 021 994**	**1 258 433**	**1 628 356**	**2 046 264**	**2 398 929**	**2 766 424**	**3 014 955**
Dépôts à terme en MN	**441**	**2 500**	**1 306**	**3 497**	**8 465**	**17 544**	**25 741**	**30 355**	**35 622**	**72 775**
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	441	2 500	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775
Dépôts en devises des résidents	**213 075**	**338 464**	**604 656**	**1 018 497**	**1 249 968**	**1 610 812**	**2 020 524**	**2 368 575**	**2 730 802**	**2 942 180**
- Banque Centrale du Congo	4 424	1 946	2 705	3 368	4 984	6 476	3 600	2 835	20 103	2 175
- Banques Créatrices de Monnaie	208 651	336 518	601 951	1 015 129	1 244 984	1 604 336	2 016 924	2 365 740	2 710 698	2 940 005
Provision pour paiements des importations	**11 424**	**17 597**	**42 932**	**41 667**	**45 012**	**25 199**	**22 791**	**21 652**	**17 640**	**15 933**
- Banque Centrale du Congo	2 818	2 960	2 908	4 151	3 862	3 772	3 901	4 069	3 624	3 258
- Banques Créatrices de Monnaie	8 606	14 637	40 024	37 516	41 150	21 427	18 890	17 583	14 016	12 675
Total (1 + 2)	**436 922**	**658 834**	**1 041 377**	**1 543 536**	**2 009 609**	**2 443 614**	**2 952 900**	**3 493 216**	**3 965 647**	**4 354 749**

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste «Emissions monétaires»

Tableau IV.16 Liquidités monétaire et quasi monétaires

(en millions de CDF)

	2014	2015			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Circulation fiduciaire hors banques	**381 486**	**673 697**	**715 554**	**688 653**	**489 377**
Circulation fiduciaire hors BCC	394 659	757 923	796 583	775 774	510 071
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-13 173	-84 226	-81 029	-87 120	-20 694
2. Monnaie scripturale	**1 162 050**	**3 420 289**	**3 587 742**	**3 522 582**	**1 520 232**
Dépôts à vue	**98 389**	**522 031**	**486 646**	**475 505**	**216 787**
- Banque Centrale du Congo	7 352	15 732	6 343	7 048	3 878
- Banques Créatrices de Monnaies	91 037	506 299	480 303	468 457	212 909
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	**1 021 994**	**2 880 716**	**3 081 755**	**3 032 013**	**1 258 433**
Dépôts à terme en M.N.	**3 497**	**39 150**	**42 426**	**75 749**	**8 465**
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	3 497	39 150	42 426	75 749	8 465
Dépôts en devises des résidents	**1 018 497**	**2 841 566**	**3 039 329**	**2 956 264**	**1 249 968**
- Banque Centrale du Congo	3 368	19 840	1 534	1 849	4 984
- Banques Créatrices de Monnaies	1 015 129	2 821 726	3 037 795	2 954 415	1 244 984
Provision pour paiements des importations	**41 667**	**17 542**	**19 341**	**15 065**	**45 012**
- Banque Centrale du Congo	4 151	3 228	3 326	3 337	3 862
- Banques Créatrices de Monnaies	37 516	14 314	16 015	11 728	41 150
Total (1 + 2)	**1 543 536**	**4 093 986**	**4 303 296**	**4 211 236**	**2 009 609**

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17 Variation de la masse monétaire

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
Variations de la masse monétaire	**159 811**	**221 912**	**382 543**	**502 160**	**466 073**	**434 006**	**509 285**	**540 316**	**472 432**	**389 102**
Monnaie fiduciaire	73 090	88 290	92 211	87 391	226 289	83 895	93 786	188 790	108 949	142 277
Monnaie scripturale	86 721	133 622	290 332	414 768	239 784	350 111	415 500	351 526	363 483	246 825
Origine des variations	**159 811**	**221 912**	**382 543**	**502 160**	**466 073**	**434 006**	**509 285**	**540 316**	**472 432**	**389 102**
1. Avoirs extérieurs nets	-46 146	147 422	-124 191	255 835	948 825	-72 989	554 272	56 721	106 414	-230 860
2. Avoirs intérieurs nets	205 957	74 490	506 734	246 324	-482 752	506 995	-44 987	483 595	366 018	619 962
Créances nettes sur l'Etat	25 303	130 677	72 687	-76 062	-562 890	228 715	-439 096	104 835	96 854	237 794
Crédits à l'économie	57 311	76 358	278 256	211 215	128 377	147 057	342 481	274 960	321 966	261 955
Autres postes nets	123 342	-132 545	155 791	111 172	-48 239	131 222	51 627	103 800	-52 802	120 213

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17 bis Contribution à la croissance de la masse monétaire

(en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
Variations de la masse monétaire	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Monnaie fiduciaire	45,7	39,8	24,1	17,4	48,6	19,3	18,4	34,9	23,1	36,6
Monnaie scripturale	54,3	60,2	75,9	82,6	51,4	80,7	81,6	65,1	76,9	63,4
Origine des variations	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
1. Avoirs extérieurs nets	-28,9	66,4	-32,5	50,9	203,6	-16,8	108,8	10,5	22,5	-59,3
2. Avoirs intérieurs nets	128,9	33,6	132,5	49,1	-103,6	116,8	-8,8	89,5	77,5	159,3
Créances nettes sur l'Etat	15,8	58,9	19,0	-15,1	-120,8	52,7	-86,2	19,4	20,5	61,1
Crédits à l'économie	35,9	34,4	72,7	42,1	27,5	33,9	67,2	50,9	68,2	67,3
Autres postes nets	77,2	-59,7	40,7	22,1	-10,4	30,2	10,1	19,2	-11,2	30,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.18 Contribution à la croissance de la masse monétaire

(en millions de CDF)

	2015			
	Mars	**Juin**	**Septembre**	**Décembre (p)**
Variations de la masse monétaire	**+128 339**	**+209 473**	**-92 223**	**+143 513**
Monnaie fiduciaire	+14 144	+6 635	-38 204	+159 702
Monnaie scripturale	+114 194	+202 838	-54 019	-16 189
Origine des variations	**+128 339**	**+209 473**	**-92 223**	**+143 513**
1. Avoirs extérieurs nets	+146 001	-86 438	-185 142	-105 280
2. Avoirs intérieurs nets	-17 662	+295 911	+92 920	+248 794
Créances nettes sur l'Etat	-36 265	+58 127	+1 281	+214 650
Crédits à l'économie	-45 500	+253 965	+40 856	+12 634
Autres postes nets	+64 103	-16 181	+50 782	+21 509

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.19 Ventilation des émissions monétaires en francs congolais

(en millions de CDF)

BILLETS	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
20000 FC							12 000 000	51 600 000	77 200 000	114 800 000
10000 FC							14 200 000	72 400 000	106 100 000	146 600 000
5000 FC							20 900 000	64 900 000	110 650 000	162 150 000
1000 FC							14 740 000	69 940 000	167 390 000	246 970 000
500 FC	82 739 393	156 266 158	258 866 158	394 946 158	515 716 108	603 936 109	673 436 109	711 236 109	764 311 109	797 035 000
200 FC	32 084 911	40 082 790	45 882 790	48 642 790	72 548 790	100 388 790	101 396 790	106 196 790	118 816 790	127 257 000
100 FC	57 163 103	61 415 417	64 917 417	79 277 917	95 058 917	107 958 917	108 698 917	109 298 917	114 848 917	118 817 000
50 FC	15 576 347	16 772 521	22 072 521	25 540 021	29 578 521	41 560 521	45 570 521	45 570 521	47 607 521	50 473 337
20 FC	3 680 672	4 034 110	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510
10 FC	1 199 061	1 469 681	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081
5 FC	370 807	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652
1 FC	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122
50 CC	49 356	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352
20 CC	14 970	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967
10 CC	8 267	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266
5 CC	3 016	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015
1 CC	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
T O T A L	192 931 174	280 528 201	400 128 000	556 796 000	721 291 450	862 233 452	999 331 452	1 239 531 451	1 515 313 451	1 772 491 451

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 Dépots bancaires à vue (1)
Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011®	2012	2013	2014	2015 (p)
A. Secteur d'activités	**152 050**	**386 161**	**648 579**	**1 060 166**	**1 075 392**	**1 637 240**	**2 249 446**	**2 495 955**	**2 301 280**	**2 546 830**
Agriculture	4 193	2 160	3 515	8 176	10 268	48 947	46 189	47 922	44 185	48 899
forestière	338	268	167	213	678	2 641	2 249	2 496	2 301	2 547
Elevage et pêche	413	655	958	1 642	466	3 246	4 498	4 919	5 966	4 584
Industries extractives	1 885	10 428	23 544	41 140	40 447	123 513	179 956	199 676	169 102	211 642
Industries manufacturières	6 423	15 707	23 781	31 268	38 491	115 559	212 450	224 636	197 115	229 215
Eau, gaz, électricité	5 351	4 250	8 102	17 989	15 286	104 808	118 732	99 838	92 051	70 038
travaux publics	1 226	4 389	7 762	14 936	14 745	39 757	62 494	54 960	59 038	58 832
Commerce	18 562	46 256	55 541	84 323	82 593	172 666	214 922	349 205	301 598	356 556
Transports	4 557	7 038	12 498	25 585	27 575	69 747	95 978	60 234	60 342	80 480
et d'assurances(2)	726	22 805	2 912	3 253	4 432	8 885	10 223	7 659	7 454	10 287
Autres services	45 222	122 089	221 074	341 781	329 084	738 887	1 015 175	1 126 425	1 038 568	1 149 306
Divers (3)	63 334	150 115	288 724	489 861	511 328	208 584	286 579	317 985	323 559	324 444
B. Catégorie de déposants	**152 050**	**386 161**	**648 579**	**1 060 166**	**1 075 392**	**1 637 240**	**2 249 446**	**2 495 955**	**2 301 280**	**2 546 830**
Particuliers	36 524	115 330	255 744	408 624	410 891	628 307	917 623	962 027	973 746	1 051 350
Entreprises privées	78 733	208 067	325 574	531 063	543 637	823 899	811 472	1 250 285	965 768	230 336
Entreprises publiques	14 026	23 851	28 304	64 500	61 332	96 492	275 644	151 852	167 021	168 822
Organismes financiers non monétaires	11 156	13 521	19 686	31 056	39 689	54 193	0	3 114	3 341	3 661
Pouvoirs publics subordonnés	4 726	5 249	10 584	21 352	15 818	28 528	22 432	50 268	156 567	995 944
administratif	6 884	20 142	8 687	3 571	4 025	5 822	222 275	78 408	34 837	96 717
C. Provinces	**152 050**	**386 161**	**648 579**	**1 060 166**	**1 075 392**	**1 637 240**	**2 249 446**	**2 495 955**	**2 301 280**	**2 546 830**
Kinshasa	120 044	279 508	465 799	756 884	798 588	1 192 347	1 713 076	1 781 938	1 577 609	1 784 039
Bas-Congo	4 946	10 143	16 645	24 455	24 078	37 212	45 002	57 574	66 736	72 129
Bandundu	99,00	-	111	111	111	171	608	262	2 177	3 823
Equateur	98,00	-	91	91	91	140	2 242	215	2 547	3 093
Orientale	533	1 561	3 635	7 371	6 509	10 647	38 791	17 353	36 869	39 384
Kivu	8 479	28 309	42 622	71 821	58 798	100 217	106 454	169 090	147 152	150 282
Katanga	16 067	62 311	111 952	190 553	181 110	285 004	332 016	448 620	448 935	473 273
Kasai Oriental	1 242	3 406	4 576	5 055	3 785	6 784	4 954	11 900	10 157	10 609
Kasai Occidental	540	922	3 146	3 824	2 320	4 719	6 302	9 003	9 098	10 198

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

Tableau IV.21 Dépots bancaires à termes (1)
Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces et échéance

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011®	2012	2013	2014	2015 (p)
A. Secteur d'activités	**21 308**	**45 485**	**98 499**	**97 816**	**96 646**	**167 595**	**223 668**	**291 808**	**863 631**	**989 194**
Agriculture	33	71	45	1	1	5 010	4 593	5 603	16 582	18 993
Elevage et pêche	3	5	-	357	362	332	447	575	2 239	1 781
Industries extractives	-	-	2 324	7 326	1 941	12 643	17 893	23 345	63 461	82 202
Industries manufacturières	-	-	610	1 356	1 212	11 829	21 124	26 263	73 974	89 027
Eau, gaz, électricité	861	1 839	1 295	2 087	3 186	10 729	11 806	11 672	34 545	27 203
travaux publics	187	399	152	125	22	4 070	6 214	6 425	22 156	22 850
Commerce	3 055	6 522	7 457	17 185	16 524	17 675	21 370	40 826	113 185	138 487
Transports	767	1 638	213	2 441	2 039	7 140	9 543	7 042	22 645	31 259
et d'assurances	51	108	77	58	58	910	1 016	895	2 797	3 996
Autres services	3 251	6 940	27 904	12 771	15 889	75 636	100 941	131 693	389 757	446 393
Divers	13 100	27 963	58 422	54 108	55 412	21 352	28 495	37 176	121 426	126 015
B. Catégorie de déposants	**21 308**	**45 485**	**98 499**	**97 816**	**96 646**	**167 595**	**223 668**	**291 808**	**863 631**	**989 194**
Particuliers	9 279	19 808	40 175	52 621	55 978	93 616	102 143	112 473	429 232	449 000
Entreprises privées	10 691	22 821	50 644	42 144	36 650	67 882	100 521	146 174	342 311	434 886
Entreprises publiques	992	2 117	1 295	2 186	2 003	3 609	18 841	20 287	70 654	85 519
Organismes financiers non monétaires	346	739	6 384	535	535	922	-	8 548	20 501	18 141
administratif	-	-	-	330	-	283	557	983	405	665
C. Province	**21 308**	**45 485**	**98 499**	**97 816**	**96 646**	**167 595**	**223 668**	**291 808**	**863 631**	**989 194**
Kinshasa	18 632	39 771	82 619	65 141	62 180	109 719	162 468	208 331	463 784	483 838
Bas-Congo	76	162	463	569	569	981	5 000	6 731	47 011	49 369
Orientale	30	65	62	114	118	200	4 310	2 029	12 700	17 914
Sud, Nord Kivu et Maniema	346	738	536	2 799	2 827	4 849	13 432	19 531	116 799	141 893
Katanga	2 225	4 749	14 607	28 436	30 331	50 659	36 891	52 449	208 466	281 943
Kasai Oriental	-	-	183	668	526	1 028	550	1 391	4 701	5 024
Kasai Occidental	-	-	28	88	96	159	700	1 053	4 620	3 264
D. Echéance	**21 308**	**45 485**	**98 499**	**97 816**	**96 646**	**167 595**	**223 668**	**291 808**	**863 631**	**989 194**
15 jours	6 603	14 095	8 236	40	40	70	92	121	1 440	2 781
1 mois	2 131	4 550	5 142	12 748	9 134	18 841	24 964	32 804	130 489	184 015
3 mois	3 523	7 519	68 057	36 915	36 591	63 351	83 940	110 303	246 160	288 695
6 mois	6 246	13 332	5 498	20 747	21 016	35 997	47 696	62 675	223 835	258 696
1 an et plus	2 806	5 990	11 566	27 366	29 865	49 338	66 977	85 905	261 707	255 007

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

Tableau IV.22 Crédits aux entreprises et aux particuliers

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)
A. Banques	183 469	278 438	278 438	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610	2 093 524	2 240 450	2 326 986
- crédits à décaissement	126 400	200 833	200 833	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 820 285	1 990 135
- crédits de signature	57 070	77 605	77 605	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165	336 851
B. Institutions spécialisées	36 657	65 732	89 295	96 478	1 237	25 151	35 697	48 257	29 187	19 964
Total (A+B)	220 126	344 170	367 733	643 178	816 604	1 243 026	1 697 308	2 141 781	2 269 637	2 346 949

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.23 Crédits aux entreprises et aux particuliers *(utilisations des crédits)*

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
A. Crédits à court terme	**115 152**	**169 307**	**412 259**	**367 471**	**436 917**	**681 043**	**930 926**	**1 062 353**	**1 146 124**	**1 300 610**
1. Agriculture	9 747	7 921	15 195	69 246	43 001	19 014	34 339	25 757	9 995	21 774
2. Industries manufacturières	13 379	16 375	29 869	36 337	31 131	77 989	94 974	172 868	51 334	40 623
3. Distribution	16 437	23 267	79 806	53 441	56 456	124 248	322 172	387 515	741 484	450 217
4. Transport	23 555	33 752	34 353	37 365	66 325	96 304	128 016	82 189	53 355	69 194
B. Crédits à moyen terme	**11 247**	**31 526**	**78 151**	**113 376**	**210 631**	**282 303**	**409 978**	**603 366**	**674 161**	**689 525**
1. Investissements productifs	4 844	6 456	9 847	17 890	85 525	106 998	131 193	297 214	217 334	330 318
2. Prêts spéciaux	9	2 327	8 638	-	-	-	-	-	24 525	72 757
3. Autres	6 394	22 742	59 666	95 487	125 106	175 305	278 785	306 152	432 302	286 450
I. Crédits à décaissement total (A+B)	**126 400**	**200 833**	**490 411**	**480 847**	**647 548**	**963 345**	**1 340 903**	**1 665 719**	**1 820 285**	**1 990 135**
II. Crédits d'engagement	**57 070**	**77 605**	**108 073**	**65 853**	**167 819**	**254 530**	**320 707**	**427 805**	**420 165**	**336 851**
1. Crédocs à l'exportation	-	-	81	-	-	-	14 814	4 700	4 112	0
2. Crédocs à l'importation	15 753	38 588	49 938	23 098	72 576	66 120	124 862	155 791	132 146	64 863
- payables à l'embarquement	4 742	5 262	6 506	24	23 140	38 612	90 734	143 532	101 049	44 630
- payables à délai d'embarquement	9 429	26 207	33 248	3 826	49 436	27 508	34 129	12 259	31 098	20 233
3. Autres	41 317	39 017	58 055	42 755	95 243	188 410	181 031	267 314	283 907	271 988
TOTAL GENERAL (I + II)	**183 469**	**278 438**	**598 484**	**546 700**	**815 367**	**1 217 875**	**1 661 610**	**2 093 524**	**2 240 450**	**2 326 986**

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.24 Ventilation des crédits bancaires à decaissement par secteur d'activité

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
Agriculture, forêts, élevage et pêche	7 458	8 459	18 491	12 420	20 400	19 014	53 087	38 127	37 388	49 246
Production minière	10 058	15 185	24 595	17 504	36 340	71 908	63 905	177 503	186 443	157 391
Production industrielle	7 794	9 639	26 344	13 931	51 189	87 649	85 378	56 428	68 916	93 239
Bâtiments et travaux publics	2 136	7 637	12 100	30 684	13 680	38 417	94 974	39 253	45 146	42 676
Energie	4 903	3 954	2 407	7 625	15 465	21 230	46 278	82 768	50 469	65 156
Transports	12 859	18 687	37 237	22 116	62 216	62 354	128 016	113 318	101 800	110 003
Distribution	18 408	23 534	84 008	91 131	44 129	96 666	136 908	238 745	381 090	333 009
matières premières ,produits finis ou semi-finis	245	284	5 208	83 241	247 092	225 677	275 894	346 952	451 129	473 328
Autres	62 538	113 453	280 021	202 195	157 038	340 429	456 465	572 625	636 763	916 621
Total	**126 400**	**200 833**	**490 411**	**480 847**	**647 548**	**963 345**	**1 340 903**	**1 665 719**	**1 959 145**	**2 240 670**

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.25 Ventilation des crédits bancaires à decaissement par branche d'activité

(en miilions de CDF)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010(p)	2011	2012	2013	2014	2015(p)
Production agricole	21 956	52 738	43 892	7 709	7 419	8 818	23 709	16 184	28 942	28 969
Traitement et conditionnement de la production agricole	5 752	14 160	7 660	1 411	2 358	3 804	8 613	12 658	25 416	0
Sylviculture et exploitation forestière	8 551	30 422	18 623	3 335	9 465	3 097	13 168	12 246	25 004	14 448
Elevage	429	8 335	11 779	79	605	2 603	5 580	9 696	22 454	5 829
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	58 837	79 154	3 450	20 005	25 845	71 908	98 538	86 215	98 973	86 240
Minerais non métalliques	237	1 452	634	1 106	7 639	87 649	105 367	82 076	94 834	78 234
Alimentation	5 333	19 171	24 108	1 197	8 294	13 568	28 367	31 578	44 336	30 796
Boissons	11 651	20 702	13 958	7 872	14 694	18 652	98 742	83 579	96 337	108 126
Tabac	-	9 852	-	9 000	6 584	5 202	30 856	16 578	29 336	37 625
Textiles et confections	4 014	34 040	7 522	3 558	5 368	9 532	15 035	10 873	23 631	29 067
Industries chimiques	203	14 193	19 248	835	11 424	13 568	38 125	25 365	38 123	34 181
Matériaux de construction	16 381	8 185	2 572	3 046	4 100	3 025	61 733	39 254	52 012	61 639
Métallurgie et fabrications métalliques	10 425	17 333	4 434	1 256	1 099	2 357	6 548	5 368	18 126	11 747
Autres industries manufacturières	13 296	21 890	24 761	6 403	14 695	5 698	9 208	10	12 768	6 389
Eau, gaz,électricité	16 526	26 041	71 026	7 156	13 590	27 640	46 278	91 581	104 339	62 305
Industries du bâtiment et travaux publics	13 676	19 074	114 897	21 544	12 742	38 417	33 241	39 253	52 011	42 676
Commerce de gros et demi-gros	100 369	67 507	61 444	47 881	105 594	163 584	165 537	268 124	280 882	401 003
Commerce de détail	15 483	70 631	30 199	29 613	52 328	48 562	60 358	78 928	91 686	70 180
Compagnies pétrolières	29 496	17 322	12 108	10 273	7 816	13 531	21 305	22 756	35 514	29 135
Transports	4 038	52 360	31 721	18 703	61 278	62 354	78 016	113 318	126 076	110 003
Entreprises immobilières et d'assurances	1 376	98		10 510	34 610	36 167	18 461	20 917	33 675	70 916
Autres services	115 171	-	93 038	77 950	56 501	108 164	126 780	128 985	141 743	156 140
Divers	124 994	-	29 194	190 406	183 503	215 445	247 341	470 177	482 935	765 021
Total	578 195	584 659	626 267	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 959 145	2 240 670

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.26 Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité

(en millions de CDF)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
Production agricole	435	266	3 514	20	426	625	856	1 036	746	891
Traitement et conditionnement de la production agricole	116	194	7 660	8	21	32	3 549	6 593	6 303	5 448
Sylviculture et exploitation forestière	86	101	416	30	58	654	851	2 035	1 745	1 590
Elevage	4 066	7 345	8 155	1 246	3 579	5 412	8 321	9 563	8 983	7 001
Minerais métalliques	1 481	978	3 450	1 516	5 009	8 654	12 950	13 547	13 257	12 729
Minerais non métalliques	-	-	634	36	6 578	8 564	18 308	23 586	23 296	17 056
Alimentation	449	669	1 627	16	46	65	109	8 658	8 368	8 513
Boissons	27 244	34 734	5 757	10 794	35 678	26 547	39 077	42 365	42 075	42 220
Tabac	-	-		-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	11 354	6 588	7 522	110	569	6 259	8 974	13 587	13 297	13 442
Industries chimiques	9 401	-	-	1 739	8 652	7 564	5 353	6 328	6 038	5 980
Matériaux de construction	14 669	7 439	2 572	447	3 026	2 035	8 479	13 578	13 285	13 432
Métallurgie et fabrications métalliques	1 351	2 719	3 634	469	2 154	2 036	3 258	5 369	5 079	3 327
Autres industries manufacturières	2 850	915	6 798	196	521	625	958	2 346	2 058	1 847
Eau, gaz, électricité	2 074	5 484	56 340	470	988	1 024	3 205	4 564	4 274	4 419
Industries du bâtiment et travaux publics	39 537	57 352	111 495	23 689	45 631	43 953	48 745	65 348	65 058	65 203
Commerce de gros et demi-gros	38 334	19 744	19 135	2 757	6 587	85 641	96 888	129 377	129 086	82 299
Commerce de détail	8 949	8 674	7 999	446	2 565	3 652	4 570	7 562	7 271	7 417
Compagnies pétrolières	4 171	-		1 133	321	486	658	2 457	2 166	2 312
Transports	4 038	10 855	11 337	3 412	7 854	8 652	10 579	18 369	18 079	18 224
Entreprises immobilières et d'assurances	-	1 448	28 621	-	-	-	-	5 634	5 345	5 490
Autres services	14 463	33 861	42 843	7 154	15 322	8 326	5 235	7 852	7 562	7 707
Divers	3 639	7 474	12 561	10 165	22 235	33 724	39 785	38 051	38 054	37 259
Total	188 708	206 840	342 071	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	421 425	363 804

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.27 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits

(en millions de CDF)

Formes des crédits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015p)
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	51 999	33 391	5 860	22 689	72 576	66 120	124 862	155 791	132 566	74 236
Crédits documentaires à l'exportation	-	-	863	-	-	-	14 814	4 699	4 112	-
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres(lettre de garantie,cautions,avals)	137 312	113 456	245 680	43 163	95 243	188 410	181 031	267 315	284 747	289 568
Total	189 311	146 848	252 403	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	421 425	363 804

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.28 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité

(en millions de CDF)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)
Production agricole	2 319	19 593	21 946	3 219	230	6 574	8 642	9 634	7 626	5 216
Traitement et conditionnement de la production agricole	697	-		944	32	125	325	587	235	161
Sylviculture et exploitation forestière	6 677	1 006	1 821	3 173	-	-	-	156	156	107
Elevage	168	8 850	3 624	973	-	-	124	547	0	568
Pêche	-	116		39	-	-	-	-	-	-
Industries métalliques	-	-		-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	1 027	17	2 248	12 639	124	564	8 940	12 476	7 472	5 111
Boissons	6	2 800	8 201	2 092	-	0	13	24	19	13
Tabac	-	-		-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	1 994	1 119	8 100	1 055	86	166	199	357	187	0
Industries chimiques	504	1 373	1 925	3 166	21	325	424	687	268	128
Matériaux de construction	200	1 990	1 990	332	41	987	1 237	1 837	1 249	854
Métallurgie et fabrications métalliques	300	300	799	50	-	13	22	357	102	0
Autres industries manufacturières	2 068	1 348	1 796	6 646	76	325	393	1 578	1 251	70
Eau, gaz, électricité	850	857	1 469	2 195	-	647	569	973	739	856
Industries du bâtiment et travaux publics	-	851	3 402	2 388	-	0	124	546	562	505
Commerce de gros et demi-gros	2 644	2 254	4 231	14 548	237	569	865	2 374	1 370	937
Commerce de détail	2 969	305	2 220	9 759	12	25	136	367	145	99
Compagnies pétrolières	1 234	771	771	33	-	-	52	154	77	53
Transports	-	1 660	3 100	1 948	156	248	395	943	24	16
Autres services	5 111	5 070	5 019	11 121	54	325	5 674	6 574	2 427	1 660
Divers	7 888	15 453	16 633	20 158	168	8 259	7 565	8 086	5 278	3 610
Total	36 657	65 732	89 295	96 478	1 237	19 151	35 697	48 257	29 187	19 964

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.29 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. Avoirs extérieurs nets	**-433 605**	**-333 265**	**-390 062**	**-557 610**	**171 534**	**19 178**	**337 135**	**381 523**	**353 118**	**114 724**
Avoirs	77 783	90 864	**49 733**	902 154	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 141 734
Engagements	511 388	424 129	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 027 010
2. Avoirs intérieurs nets	**644 919**	**621 728**	**859 565**	**1 721 156**	**450 571**	**789 820**	**514 963**	**613 697**	**780 860**	**1 148 921**
2.1 Crédits intérieurs	**178 823**	**206 618**	**295 189**	**959 066**	**-322 241**	**-54 412**	**-352 681**	**-248 073**	**-88 912**	**189 086**
a) Créances nettes sur l'Etat	163 131	198 728	272 446	200 253	-335 969	-68 712	-374 407	-302 311	-262 167	-46 052
b) Crédits à l'économie	15 692	7 889	22 743	758 812	13 728	14 300	21 726	54 238	173 255	235 137
2.2 Autres postes nets	**466 096**	**415 110**	**564 377**	**762 090**	**772 812**	**844 232**	**867 645**	**861 771**	**869 772**	**959 836**
3. Base monétaire(sens large)	**211 313**	**288 463**	**383 711**	**479 241**	**622 105**	**808 998**	**51 298**	**995 220**	**1 133 978**	**1 263 645**
Base monétaire (sens strict)	204 072	283 557	378 098	469 315	613 259	798 750	47 396	988 316	1 110 251	1 258 212
Dépôts en devises & provisions pour importations	7 241	4 906	5 613	9 926	8 846	10 248	3 901	6 904	23 727	5 434

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.30 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo

(en millions de CDF)

	2015			
	Mars	**Juin**	**Septembre**	**Décembre(p)**
1. Avoirs extérieurs nets	**407 122**	**341 428**	**224 439**	**114 724**
Avoirs	1 460 534	1 404 234	1 265 408	1 141 734
Engagements	1 053 412	1 062 806	1 040 969	1 027 010
2. Avoirs intérieurs nets	**717 722**	**813 389**	**852 605**	**1 148 921**
2.1 Crédits intérieurs	**-185 250**	**-82 976**	**-73 194**	**189 086**
a) Créances nettes sur l'Etat	-330 675	-246 632	-270 749	-46 052
b) Crédits à l'économie	145 425	163 656	197 555	235 137
2.2 Autres postes nets	**902 972**	**896 365**	**925 798**	**959 836**
3. Base monétaire(sens large)	**1 124 844**	**1 154 817**	**1 077 044**	**1 263 645**
Base monétaire (sens strict)	1 101 776	1 149 957	1 071 858	1 258 212
Dépôts en devises & provisions pour importations	23 068	4 860	5 186	5 434

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.31 Situation monétaire des autres institutions de dépots

(en millions de CDF)

	2006®	2007®	2008®	2009®	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. Avoirs extérieurs nets	**113 583**	**160 664**	**179 062**	**516 653**	**736 334**	**815 700**	**1 052 016**	**1 064 349**	**1 199 167**	**1 206 702**
Avoirs	147 359	217 167	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964	1 512 581
Engagements	33 776	56 503	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261	276 173	242 797	305 880
3. Avoirs intérieurs nets (1)	**112 026**	**209 707**	**478 603**	**547 642**	**849 879**	**1 053 777**	**1 314 724**	**1 713 453**	**1 992 727**	**2 367 269**
3.1 Crédits intérieurs	**87 364**	**171 137**	**448 819**	**584 685**	**756 214**	**864 014**	**1 068 320**	**1 379 640**	**1 753 986**	**2 037 626**
a) Créances nettes sur l'Etat	-32 496	-22 516	-23 546	-27 416	-54 084	-92 625	-226 026	-193 287	-136 577	-114 898
b) Crédits à l'économie	119 860	193 653	472 366	612 101	810 298	956 639	1 294 346	1 572 927	1 890 563	2 152 524
3.2 Autres postes nets	**24 662**	**38 570**	**29 784**	**-37 043**	**-52 480**	**-51 499**	**-67 096**	**-7 681**	**-136 836**	**-158 611**
3. Total des dépôts (2)	**225 609**	**370 371**	**657 666**	**1 064 295**	**1 586 213**	**1 869 478**	**2 366 739**	**2 777 802**	**3 191 894**	**3 573 970**
Dépôts en monnaie nationale	7 911	16 716	14 386	10 560	221 374	183 644	310 846	392 662	454 213	596 019
Dépôts en monnaies étrangères & provisions pour importations	217 698	353 655	643 280	1 053 735	1 364 838	1 685 833	2 055 894	2 385 140	2 737 681	2 977 951

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales

(2) y compris les engagements des banques commerciales vis-à-vis de la BCC.

Tableau IV.32 Situation monétaire des autres institutions de dépots

(en millions de CDF)

	2015			
	Mars	**Juin**	**Septembre**	**Décembre(p)**
1. Avoirs extérieurs nets	**1 291 164**	**1 270 420**	**1 202 267**	**1 206 702**
Avoirs	1 518 632	1 503 930	1 507 617	1 512 581
Engagements	227 468	233 510	305 351	305 880
2. Avoirs intérieurs nets(1)	**1 992 474**	**2 145 882**	**2 330 970**	**2 254 592**
2.1 Crédits intérieurs	**1 741 396**	**1 967 080**	**2 030 536**	**2 037 626**
a) Créances nettes sur l'Etat	-104 334	-130 249	-104 851	-114 898
b) Crédits à l'économie	1 845 730	2 097 329	2 135 388	2 152 524
2.2 Autres postes nets	**-73 244**	**-145 519**	**-104 849**	**-158 611**
3. Total des dépôts	**3 385 436**	**3 584 570**	**3 518 481**	**3 573 970**
Dépôts en monnaie nationale	545 449	522 729	544 206	596 019
Dépôts en monnaie étrangère& provisions	2 839 987	3 061 841	2 974 275	2 977 951

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales

Tableau IV.33 Reserves de la Banque Centrale du Congo

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. AVOIRS EN DEVISES	**77 651**	**89 225**	**45 873**	**351 210**	**698 212**	**687 680**	**1 009 315**	**1 056 147**	**985 867**	**724 154**
Avoirs libres	77 651	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	724 154
2. AVOIRS EN DTS	**132**	**1 639**	**3 860**	**550 944**	**495 319**	**495 278**	**497 026**	**500 805**	**471 712**	**417 580**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**77 783**	**90 864**	**49 733**	**902 154**	**1 193 531**	**1 182 958**	**1 506 341**	**1 556 952**	**1 457 580**	**1 141 734**
4. OR	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**91 543**	**21 028**	**17 534**	**20 134**	**11 327**	**12 150**	**12 844**	**9 878**	**6 142**	**7 523**
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-13 761**	**69 837**	**32 199**	**882 020**	**1 182 204**	**1 170 808**	**1 493 497**	**1 547 075**	**1 451 438**	**1 134 211**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-433 605**	**-333 265**	**-390 062**	**-557 610**	**171 534**	**19 178**	**337 135**	**381 523**	**353 118**	**114 724**
Réserves nettes	-13 761	69 837	32 199	882 020	1 182 204	1 170 808	1 493 497	1 547 075	1 451 438	1 134 211
F.M.I. position nette	-419 844	-403 102	-422 260	-719 352	-294 249	-433 874	-435 657	-439 119	-413 789	-362 067
Allocations cumulatives	-	-	-	-720 278	-716 421	-717 756	-720 706	-726 433	-684 530	-657 421

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.33 bis Reserves de la Banque Centrale du Congo

(en millions de USD)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. AVOIRS EN DEVISES	**154,24**	**177,39**	**71,75**	**389,08**	**762,96**	**755,01**	**1 102,87**	**1 141,16**	**1 066,37**	**781,38**
Avoirs libres	154,24	177,39	71,75	389,08	762,96	755,01	1 102,87	1 141,16	1 066,37	781,38
2. AVOIRS EN DTS	**0,26**	**3,26**	**6,04**	**610,36**	**541,26**	**543,77**	**543,10**	**541,12**	**510,23**	**450,58**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**154,51**	**180,65**	**77,79**	**999,44**	**1 304,22**	**1 298,78**	**1 645,97**	**1 682,28**	**1 576,60**	**1 231,96**
4. Or	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**181,84**	**41,80**	**27,43**	**22,31**	**12,38**	**13,34**	**14,03**	**10,67**	**6,64**	**8,12**
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-27,33**	**138,84**	**50,36**	**977,14**	**1 291,84**	**1 285,44**	**1 631,93**	**1 671,60**	**1 569,96**	**1 223,85**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-861,30**	**-662,56**	**-610,12**	**-617,74**	**187,44**	**21,06**	**368,38**	**412,23**	**381,95**	**123,79**
Réserves nettes	-27,33	138,84	50,36	977,14	1 291,84	1 285,44	1 631,93	1 671,60	1 569,96	1 223,85
F.M.I. position nette	-833,97	-801,40	-660,48	-796,93	-321,54	-476,35	-476,04	-474,46	-447,58	-390,68
Provisions arriérés	-	-	-	-797,95	-782,86	-788,03	-787,51	-784,91	-740,43	-709,38

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.34 Reserves de la Banque Centrale du Congo

(en millions de CDF)

	2015			
	Mars	**Juin**	**Septembre**	**Décembre(p)**
1. AVOIRS EN DEVISES	**1 011 648**	**955 030**	**837 454**	**724 154**
Avoirs libres	1 011 648	955 030	837 454	724 154
2. AVOIRS EN DTS	448 886	504 196	484 523	417 580
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**1 460 534**	**1 459 225**	**1 321 977**	**1 141 734**
4. Or	**-**	**-**	**-**	**-**
a) Avoirs en or	-	-	**-**	**-**
- Or en dépôt	-	-	**-**	**-**
- Or en nantissement	-	-	**-**	**-**
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	**-**	**-**
- Or D.G.M.P.	-	-	**-**	**-**
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	**5 519**	**5 496**	**5 491**	**7 523**
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**1 455 014**	**1 453 729**	**1 316 486**	**1 134 211**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**407 122**	**396 419**	**281 009**	**114 724**
Réserves nettes	1 455 014	1 453 729	1 316 486	1 134 211
F.M.I. position nette	-393 543	-393 061	-371 891	-362 067
14000 FMI Allocations- DTS	-654 350	-664 249	-663 586	-657 421

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.34 bis Reserves de la Banque Centrale du Congo

(en millions de USD)

	2015			
	Mars	**Juin**	**Septembre**	**Décembre(p)**
1. AVOIRS EN DEVISES	1 092	1 032	904	781
Avoirs libres	1 092	1 032	904	781
2. AVOIRS EN DTS	485	545	523	451
3. DEVISES ET DTS (1+2)	1 577	1 577	1 427	1 232
4. Or	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	6	6	6	8
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	1 571	1 571	1 421	1 224
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	440	428	303	124
Réserves nettes	1 571	1 571	1 421	1 224
F.M.I. position nette	-425	-425	-401	-391
Provisions arriérés	-707	-718	-716	-709

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.35 Taux d'intérets appliqués par le systèmé bancaire

(en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
TAUX DEBITEUR BCC										
Banque centrale - taux directeur	40,0	22,5	40,0	70,00	22,00	20,00	4,00	2,00	2,00	2,00
Banque centrale - facilité permanent	42,5	25,0	42,5	72,50	24,50	22,50	5,25	3,00	3,00	3,00
TAUX CREDITEUR BCC										
Taux annuel des Bons BCC (1)										
- à 7 jours	41,00	15,50	33,16	68,27	18,16	15,24	0,20	1,72	1,82	0,47
- à 14 jours	43,00	17,50		-		-	-	-		
- à 28 jours	45,00	19,50	25,50	65,00	19,10	17,32	2,13	1,63	1,58	0,51
- à 84 jours									1,72	0,38
TAUX SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE										
Marché interbanc. - moyenne min/max	30,0	17,0	23,5	66,50	15,50	11,50	1,50	1,38	1,38	1,73
Marché interbancaire – minimum	28,0	14,5	17	65,00	9,00	10,00	1,00	1,00	1,00	1,70
Marché interbancaire – maximum	32,0	19,5	30	68,00	22,00	13,00	2,00	1,75	1,75	1,75
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux crédits - MN	44,4	41,3	44,38	69,77	44,69	40,61	22,51	19,18	20,13	19,04
Banques comm. - taux crédits - ME	-	-	-	16,98	18,90	19,22	15,93	14,84	14,77	14,23
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux dépôts - MN	22,4	15,0	15,0	19,03	11,57	14,58	6,10	3,87	4,93	3,29
Banques comm. - taux dépôts - ME				3,55	2,87	3,30	3,35	3,19	3,47	3,18
DIFFERENCE ENTRE TAUX DEBITEUR ET CREDITEUR EN MN	22,0	26,3	29,4	50,7	33,1	26,0	16,4	15,3	15,2	15,8
COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES										
Dépôts à vue MN	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	0,00
Dépôts à terme en MN	4,00	4,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00
Dépôts à vue en ME	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
dépôts à terme ME	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00	8,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.36 Taux d'intérets appliqués par le systèmé bancaire

(en pourcentage)

	2014	2015											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
TAUX DEBITEUR BCC													
Banque centrale - taux directeur	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
Banque centrale - facilité permanent	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
TAUX CREDITEUR BCC													
Taux annuel des Bons BCC (1)													
- à 7 jours	1,82	1,36	0,57	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,47
- à 14 jours													
- à 28 jours	1,58	1,65	1,60	1,39	0,50	0,25	0,25	0,25	0,25	0,36	0,58	0,35	0,51
- à 84 jours	1,72		0,00	1,38		0,85			0,63	0,63	0,63	0,38	0,38
TAUX SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE													
Marché interbanc. - moyenne min/max	1,38	1,63	1,38	1,38	1,63	1,75	1,50	1,63	1,63	1,63	1,50	1,65	1,73
Marché interbancaire – minimum	1,00	1,50	1,00	1,00	1,50	1,50	1,25	1,50	1,50	1,50	1,00	1,55	1,70
Marché interbancaire – maximum	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	2,00	1,75	1,75	1,75	1,75	2,00	1,75	1,75
TAUX D'INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux crédits - MN	20,13	20,13	20,15	20,13	19,04	19,19	19,18	19,18	19,19	19,17	19,01	19,04	19,04
Banques comm. - taux crédits - ME	14,77	14,77	14,70	14,77	14,20	14,28	13,72	13,81	13,81	13,81	14,13	14,21	14,23
TAUX D'INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux dépôts - MN	4,93	4,82	4,55	3,73	3,54	3,48	3,54	3,54	3,54	3,29	3,29	3,29	3,29
Banques comm. - taux dépôts - ME	3,47	3,31	3,41	3,11	3,18	3,19	3,19	3,15	3,17	3,17	3,16	3,18	3,18
DIFFERENCE ENTRE TAUX DEBITEUR ET CREDITEUR EN MN	15,20	15,31	15,60	16,40	15,50	15,71	15,64	15,64	15,65	15,88	15,72	15,75	15,75
COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES													
Dépôts à vue MN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à terme en MN	5,00	5,00	5,00	5,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
Dépôts à vue en ME	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
dépôts à terme ME	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.37 Situation consolidée des avoirs extérieures nets des organismes monétaires

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
A. Avoirs extérieurs bruts	**225 141**	**308 031**	**349 210**	**1 549 605**	**2 047 759**	**2 106 483**	**2 659 514**	**2 897 474**	**2 899 544**	**2 654 315**
a) Banque Centrale du Congo	**77 782**	**90 864**	**49 733**	**902 366**	**1 193 531**	**1 182 958**	**1 506 341**	**1 556 952**	**1 457 580**	**1 141 734**
1. Avoirs en or	-	-	-	213	-	-	-	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	131	1 639	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580
3. Avoirs en devises	77 651	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	724 154
b) Banques de dépôts	**147 359**	**217 167**	**299 478**	**647 239**	**854 229**	**923 525**	**1 153 173**	**1 340 522**	**1 441 964**	**1 512 581**
B. Engagements extérieurs	**545 164**	**480 632**	**560 210**	**1 590 349**	**1 139 892**	**1 271 605**	**1 327 935**	**1 451 602**	**1 347 259**	**1 332 889**
a) Banque Centrale du Congo	**511 388**	**424 129**	**439 794**	**1 459 764**	**1 021 997**	**1 163 780**	**1 169 206**	**1 175 429**	**1 104 462**	**1 027 010**
1. Crédit F.M.I.	419 845	403 102	422 260	719 352	294 249	433 874	435 657	439 119	413 789	362 067
2. Autres engagements	91 543	21 028	17 534	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142	7 523
3. FMI allocations DTS	-	-	-	720 278	716 421	717 756	720 706	726 433	684 530	657 421
b) Banques de dépôts	**33 776**	**56 503**	**120 415**	**130 585**	**117 895**	**107 824**	**158 729**	**276 173**	**242 797**	**305 880**
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	**-320 022**	**-172 601**	**-210 999**	**-40 957**	**907 868**	**834 878**	**1 331 579**	**1 445 872**	**1 552 286**	**1 321 426**
(sens strict)										
a) Banque Centrale du Congo	-433 605	-333 265	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	114 724
b) Banques de dépôts	113 583	160 664	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.38 Situation consolidée des avoirs extérieures nets des organismes monétaires en 2015

(en millions de CDF)

	2015			
	Mars	ů in	Septembre	Décembre(p)
A. Avoirs extérieurs bruts	**2 979 166**	**2 908 164**	**2 773 025**	**2 654 315**
a) Banque Centrale du Congo	**1 460 534**	**1 404 234**	**1 265 408**	**1 141 734**
1. Avoirs en or	-	-	-	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	448 886	449 205	427 953	417 580
3. Avoirs en devises	1 011 648	955 030	837 454	724 154
b) Banques de dépôts	**1 518 632**	**1 503 930**	**1 507 617**	**1 512 581**
B. Engagements exterieurs	**1 280 880**	**1 296 316**	**1 346 319**	**1 332 889**
a) Banque Centrale du Congo	**1 053 412**	**1 062 806**	**1 040 969**	**1 027 010**
1. Crédit F.M.I.	393 543	393 061	371 891	362 067
2. Autres engagements	5 519	5 496	5 491	7 523
3. FMI allocations DTS	654 350	664 249	663 586	657 421
b) Banques de dépôts	**227 468**	**233 510**	**305 351**	**305 880**
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	**1 698 286**	**1 611 848**	**1 426 706**	**1 321 426**
a) Banque Centrale du Congo	407 122	341 428	224 439	114 724
b) Banques de dépôts	1 291 164	1 270 420	1 202 267	1 206 702

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.39 Situation résumée de la Société financière de développement

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
1. Trésorerie	175 414	19 939	9 373	19 447	13 668	19 599	3 630	298	7 659	6 003
2. Crédits à moyen terme et long terme	479 097	423 509	805 177	1 045 989	1 150 498	1 105 990	6 532	18 251	16 516	22 002
3. Crédits à C.T	114 739	272 919	214 481	202 330	511 205	552 230	910	214	257	103
4. Immobilisés nets	141 802	191 350	206 893	298 381	437 461	361 410	22 555	22 924	22 931	22 669
5. autres								20 358	15 649	15 361
Avoirs = Engagements	911 052	907 718	1 235 924	1 566 147	2 112 832	2 039 229	33 627	62 045	63 013	66 137
1. Fonds propres	500 601	555 143	938 623	1 253 743	574 160	537 525	32 902	60 350	60 660	60 897
Capital	-	-	-	-	2 025	2 025	2 025	58 880	58 880	58 880
Réserves et provisions	-	-	-	-	572 135	535 500	31 017	1 470	1 780	1 615
2. Quasi-capital	570 756	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008	1 696	2 134	5 239
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	671	530	530
Prêts à C et long terme de l'Etat	1 896	-	-	-	-	-	-	158	-	-
Fonds consolidés (1)	568 860	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008	867	1 604	4 709
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	25 512	24 680	34 345	36 753	-2 750	-6 364	159	-	-	-
5. Autres	-185 817	-255 539	-295 103	-426 298	570 188	602 302	-9 442	-	-	-

Source : Société Financière de Développement.

(1) Y compris les fonds divers et dettes à CT

Tableau IV.40 Situation résumée de la Société Financière de Développement

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)
1. Trésorerie	524	444	1 238	5 006	8 003	3 543	1 406	1 755	1 526	92 972
2. Créances diverses	8 797	9 103	20 857	50 631	46 321	47 936	42 307	30 481	44 914	8 176
3. Réassurance	779	608	727	1 321	1 897	6 015	6 706	6 706	6 706	6 706
4. Immobilisés nets (1)	4 090	3 473	5 311	7 581	58 774	66 073	68 291	56 926	54 797	2 752
ACTIF = PASSIF	14 190	13 628	28 133	64 540	114 994	123 567	118 709	95 868	107 943	110 606
1. Fonds propres	2 230	1 584	2 030	3 339	77 641	85 375	77 505	45 424	44 964	43 177
a) Capital libéré (2)	295	295	295	295	72 376	72 376	72 376	72 376	43 162	43 162
b) Bénéfices et réserves	1 934	1 289	1 735	3 044	5 264	12 999	5 129	7 471	1 802	15
2. Dettes diverses à LT	96	135	143	62	65	62	63	206	206	231
3. Provisions techniques	460	1 548	2 257	2 711	6 312	8 954	6 347	9 936	10 129	9 457
4. Provisions mathématiques	7	81	40	181	-	13	13	68	67	67
5. Engagements à court terme	11 359	10 232	23 690	58 219	30 977	29 161	32 264	40 508	52 849	57 674
6. Autres éléments nets	38	49	-28	27	-	-44	2 517	-274	-274	0

Source: Direction financière de la SONAS.

(1) Y compris le portefeuille titres.
(2) A titre symbolique.

Tableau IV.41 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014(p)	2015
I. RECETTES	14 527	26 368	32 628	57 694	66 124	79 215	77 636	78 802	71 536	76 286
1. Primes et frais	13 227	26 193	28 731	40 508	55 050	72 551	71 065	72 425	65 691	72 914
Automobiles et cycles	10 363	11 200	23 681	33 295	44 760	49 772	52 114	51 325	44 451	53 137
Incendie	673	1 332	1 436	3 291	3 579	8 676	7 655	8 726	7 429	9 615
Transport	774	3 009	1 696	1 517	4 443	3 348	3 378	2 758	8 898	4 097
Risques divers(1)	1 250	1 333	1 809	2 234	1 371	9 957	7 070	6 343	4 130	5 121
Vie	167	9 319	110	171	896	798	707	563	611	796
Assurance voyage							141	2 711	171	149
2. Autres recettes	1 300	175	3 896	17 186	11 074	6 664	6 571	6 377	5 845	3 372
II. DEPENSES	14 306	17 335	32 559	57 194	65 019	78 759	77 623	76 043	71 529	72 767
1. Réglements des sinistres	1 781	2 877	5 522	7 521	11 296	16 870	10 230	8 449	11 625	14 329
Automobiles et cycles	1 540	2 004	4 631	5 698	9 791	13 225	8 362	7 569	9 699	11 900
Incendie	36	335	148	376	400	1 258	899	296	438	297
Transport	30	78	225	1 054	655	2 047	239	106	699	690
Risques divers(1)	116	293	146	58	327	224	178	141	205	154
Vie	60	167	372	335	123	116	552	335	584	1 289
2. Frais de réglements										
& Autres charges techniques							2 717	3 489	4 686	4 151
3. Commisions	1 263	714	2 506	3 329	3 967	4 470	5 239	4 910	4 883	5 062
4. Dépenses d'exploitation	9 423	12 648	20 485	39 900	36 336	45 398	59 437	57 905	37 776	37 539
5. Provisions diverses	-	-	898	1 229	9 717	9 160	0	141	125	10 129
6. Charges diverses	1 839	1 096	3 149	5 215	3 703	2 860	0	1 148	808	1 557
III. SOLDE (I - II)	221	9 034	68	500	1 104	456	13	2 759	8	3 519

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Y compris les primes et frais ainsi que les réglements des sinistres Multi-Branches.

Tableau IV.42 Evolution du multiplicateur monétaire

(en millions de CDF, sauf indication contrire)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
Circulation fiduciaire hors banques	182 234	233 253	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	673 697
Caisse des banques	3 100	10 532	15 706	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	84 226
Dépôts de banques	18 415	38 740	56 232	69 711	99 310	142 649	198 462	210 476	272 344	328 121
Dépôts des entr.publiques	207	417	678	2 407	1 357	1 541	2 378	2 483	2 157	4 910
Dépôts des entr.privées et part	117	615	914	4 944	2 521	7 073	1 197	14 899	18 327	10 822
Dépôts des inst; fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	204 072	283 557	378 098	471 722	613 259	798 750	844 597	988 316	1 110 251	1 101 776
Masse monétaire (M2)	436 922	658 834	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 965 647	4 354 749
Multiplicateur monétaire(M2/BM)	**2,14**	**2,32**	**2,75**	**3,27**	**3,28**	**3,06**	**3,50**	**3,53**	**3,57**	**3,95**

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.43 Les différents taux d'intérêt appliques par le système bancaire

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
TAUX DEBITEUR BCC											
Banque centrale - taux directeur	28,8	40,0	22,5	40,0	70,0	22,0	20,0	4,0	2,0	2,0	2,0
Banque centrale - facilité permanent	31,3	42,5	25,0	42,5	72,5	24,5	22,5	5,3	3,0	3,0	3,0
TAUX CREDITEUR BCC											
Taux annuel des Bons BCC (1)											
- à 7 jours	24,8	41,0	15,5	33,2	68,3	18,2	15,2	0,2	1,7	1,8	0,5
- à 14 jours	26,8	43,0	17,5		-		-	-	-		
- à 28 jours	28,8	45,0	19,5	25,5	65,0	19,1	17,3	2,1	1,6	1,6	0,5
TAUX SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE											
Marché interbanc. - moyenne min/max	39,0	30,0	17,0	23,5	66,5	15,5	11,5	1,5	1,4	1,4	1,7
Marché interbancaire – minimum		28,0	14,5	17	65,0	9,0	10,0	1,0	1,0	1,0	1,7
Marché interbancaire – maximum		32,0	19,5	30	68,0	22,0	13,0	2,0	1,8	1,8	1,8
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES											
Banques comm. - taux crédits - MN	32,0	44,4	41,3	44,4	69,8	44,7	40,6	22,5	19,2	20,1	19,0
Banques comm. - taux crédits - ME	-	-	-	-	17,0	18,9	19,2	15,9	14,8	14,8	14,2
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES											
Banques comm. - taux dépôts - MN	22,0	22,4	15,0	15,0	19,0	11,6	14,6	6,1	3,9	4,9	3,3
Banques comm. - taux dépôts - ME					3,6	2,9	3,3	3,4	3,2	3,5	3,2
DIFFERENCE ENTRE TAUX DEBITEUR ET CREDITEUR EN MN	10,0	22,0	26,3	29,4	50,7	33,1	26,0	16,4	15,3	15,2	15,8
COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES											
Dépôts à vue MN	2,0	4,0	4,0	5,0	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	2,0
Dépôts à terme en MN	2,0	4,0	4,0	5,0	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	0,0	0,0
Dépôts à vue en ME	2,0	4,0	4,0	5,0	7,0	7,0	7,0	7,0	8,0	8,0	8,0
Dépôts à terme ME	2,0	4,0	4,0	5,0	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0

TITRE V

PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES

CHAPITRE I

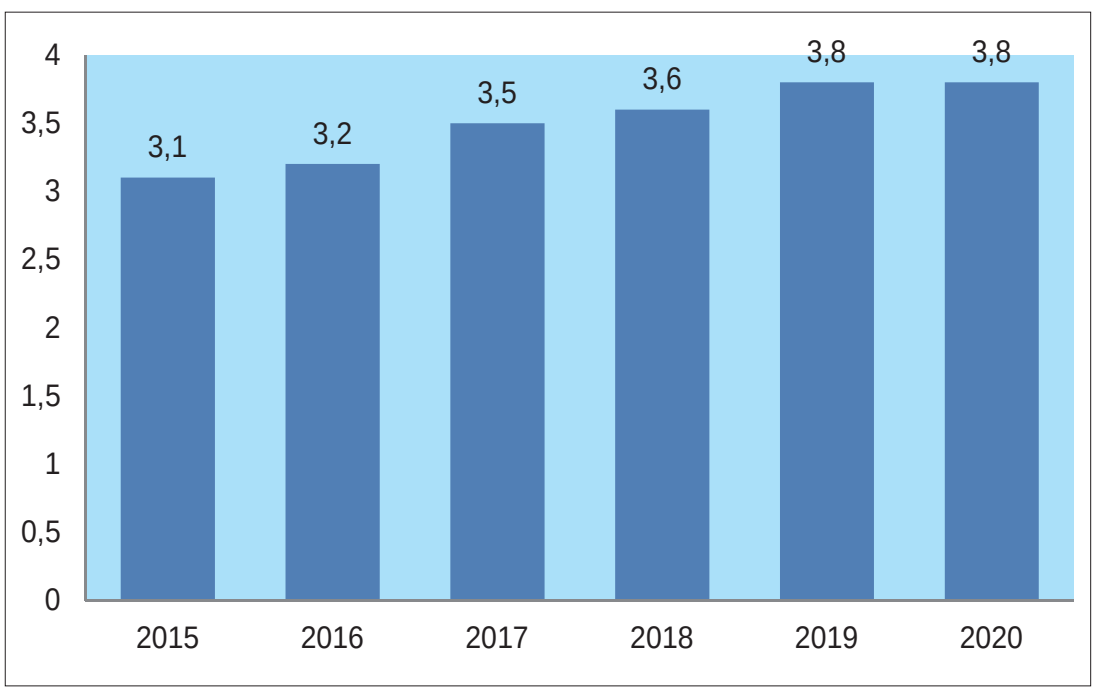
PERSPECTIVES MONDIALES 2016-2017

La reprise de l'économie mondiale va se poursuivre durant les deux années à venir mais elle devrait demeurer lente et de plus en plus fragile. En effet, selon les perspectives du Fonds Monétaire International (FMI), du mois d'avril 2016, la croissance économique mondiale pourrait s'établir à 3,2 % et 3,5 %, respectivement en 2016 et 2017, sous l'impulsion principale des pays émergents et en développement. S'agissant particulièrement de l'année 2016, l'évolution attendue serait justifiée notamment par la faiblesse de l'activité dans les pays exportateurs de pétrole et le ralentissement modéré de l'économie Chinoise.

A moyen terme, l'activité économique devrait continuer de s'affermir et s'inscrire au-dessus de 3,8 % à partir de 2019, pour les raisons suivantes : (i) la réussite du rééquilibrage de l'économie chinoise, (ii) l'accélération de l'activité dans les pays exportateurs des produits de base et (iii) l'augmentation de la résilience de la croissance dans les pays émergents et en développement.

Graphique V.1 Profil de la croissance économique mondiale

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo à partir des données du FMI, WEO avril 2016.

Les perspectives de la Banque Mondiale, quant à elles, s'avèrent également pessimistes. En effet, l'activité économique mondiale ne devrait croître que de 2,9 % et 3,1 %, durant les deux prochaines années, à la suite d'un certain nombre des risques

pouvant retarder la reprise économique mondiale. Ces risques sont notamment liés aux ramifications internationales de la transition de l'économie chinoise.

Pour ce qui est de l'inflation mondiale, elle devrait rester faible en 2016, selon le FMI, du fait de la baisse des cours du pétrole. Cependant, dans certains pays émergents et en développement, la baisse du niveau général des prix serait quelque peu contrebalancée par une accélération de la dépréciation de la monnaie nationale. Par contre en 2017, l'inflation, pourrait légèrement s'accélérer dans les pays avancés et se stabiliser plus ou moins dans les pays émergents et en développement.

I.1. PAYS AVANCES

I.1.1. Activité économique

Les économies avancées devraient connaître une croissance économique de 1,9 % en 2016 et 2,0 % en 2017, tirée essentiellement par l'économie américaine qui pourrait croitre, en moyenne, de 2,5 %. Le dynamisme de la croissance américaine serait impulsé par le retrait du frein budgétaire et l'amélioration du marché de l'immobilier.

Dans la Zone euro, l'activité économique croîtrait de 1,5 % en 2016 et de 1,7 % en 2017. La croissance économique devrait être soutenue par les effets favorables de la baisse des prix de l'énergie, une expansion budgétaire modeste et des conditions financières favorables. La faiblesse de cette croissance par rapport à son niveau potentiel serait due (i) à la crise de la dette, (ii) à la faiblesse des investissements, (iii) au vieillissement de la population et (iv) à la lenteur de la croissance de la productivité totale des facteurs.

Au Japon, la croissance économique se situerait à 0,5 % en 2016 et -0,1 % en 2017. La baisse des prix du pétrole et les mesures budgétaires adoptées dans la loi des finances devraient stimuler la croissance en 2016. En 2017, les perspectives économiques s'assombriraient suite notamment au relèvement de la taxe sur la consommation.

I.1.2. Inflation

L'inflation s'établirait à 0,7 % et 1,5 % respectivement en 2016 et 2017, à la suite notamment de l'évolution attendue des prix du pétrole. Dans les pays de la Zone Euro, l'inflation globale se situerait à 0,4 % en 2016 et 1,1 % en 2017, en raison de l'assouplissement monétaire de la Banque Centrale Européenne.

Dans l'économie japonaise, par contre, l'inflation pourrait se situer à - 0,2 % en 2016 à la suite de la baisse des coûts de l'énergie et de l'appréciation du yen. Cependant, à moyen terme, elle pourrait se fixer entre 1,0 et 1,5 % du fait de la mise en œuvre de la politique monétaire accommodante et à la réduction de l'écart de production.

I.2. PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

I.2.1. Activité économique

La croissance économique des pays émergents et en développement pourrait s'établir à 4,1 % et 4,6 %, respectivement en 2016 et 2017. Cette croissance serait impulsée principalement par les pays d'Afrique subsaharienne, ceux du Moyen-Orient et de la Communauté des Etats Indépendants.

En Afrique subsaharienne, l'évolution de la production réelle s'établirait à 3,0 % en 2016 et 4,0 %, une année après. Ces résultats seraient portés par un léger rebond, notamment en 2017, des prix de produits de base et à la mise en œuvre efficiente des politiques économiques, dans certains pays.

Au Moyen Orient, Afrique du nord, Afghanistan et Pakistan, l'activité économique pourrait se situer à 3,1 % en 2016 et 3,5 % en 2017.

Dans la Communauté des Etats Indépendants, la croissance passerait d'un taux de -1,1 % en 2016 et à 1,3 % en 2017.

I.2.2. Inflation

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation se fixerait à 4,5 % en 2016 et 4,2 % en 2017, suite à la baisse des prix des cours du pétrole. Néanmoins, cette baisse serait atténuée par les répercussions des dépréciations monétaires sur les prix intérieurs dans les pays exportateurs.

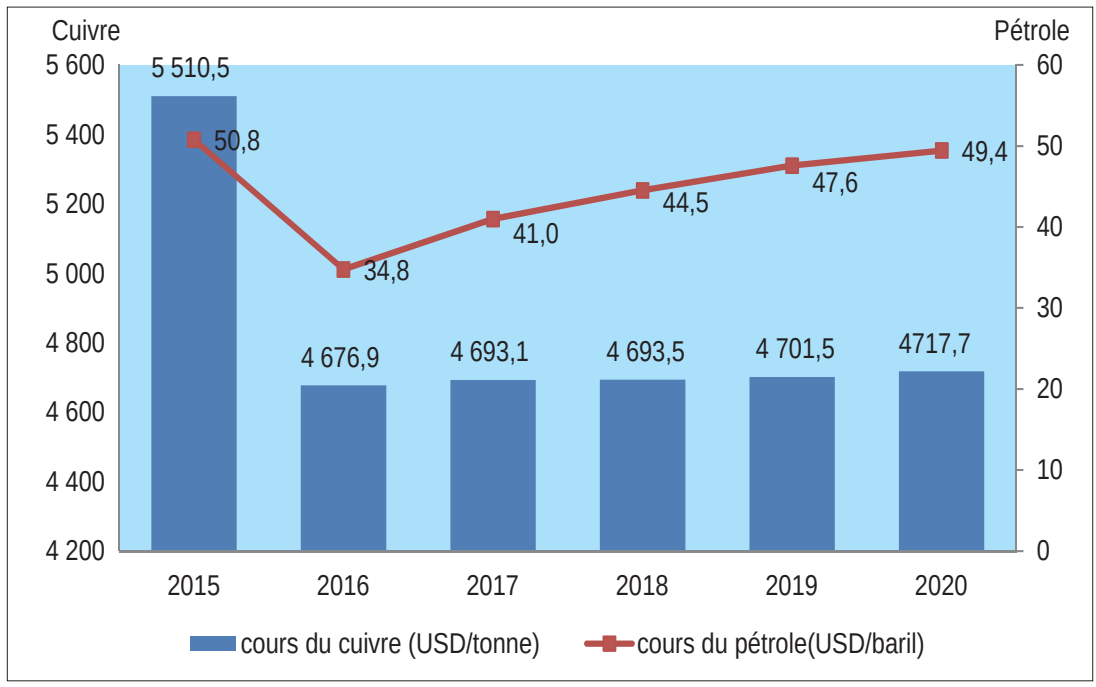
En Afrique sub-saharienne, d'une manière générale, l'évolution du niveau général des prix serait notamment contenue, consécutivement au ralentissement des cours du pétrole et des denrées alimentaires.

I.3. MARCHES DES PRODUITS DE BASE

Durant les deux prochaines années, les cours des produits de base pourraient s'inscrire en baisse, suite au recul des cours du pétrole. Le faible niveau des cours de l'or noir serait le corolaire d'une offre abondante par rapport à la demande.

A cet effet, le cours moyen du pétrole, représentant la moyenne de trois principaux marchés s'établirait à 34,8 dollars le baril en 2016 et 41,0 dollars le baril en 2017.

Graphique V.2 Prévisions des cours du pétrole et du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du FMI.

Sur le marché des métaux, les cours diminueraient de 14,0 % en 2016 et de 1,0 % en 2017, suite au ralentissement économique de la Chine.

Par ailleurs, au cours de deux prochaines années, selon les projections du FMI, les prix des denrées alimentaires devraient rester faibles, sous l'effet d'une offre abondante soutenue par des stocks élevés.

I.4. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

D'après les perspectives économiques du FMI, d'avril 2016, plusieurs risques pèsent sur la situation macroéconomique, sur la période 2016-2017. Ces risques tiennent notamment de (s) :

- la menace d'une baisse désordonnée des flux de capitaux et risque croissant pour la stabilité financière des pays émergents ;
- ramifications internationales de la transition économique chinoise ;
- l'impact du durcissement des conditions financières et de poussées de volatilités financières sur la confiance et la croissance ;
- tensions et conflits géopolitiques.

Par contre, pour la Banque Mondiale, un ralentissement très important de certains pays en développement à grand marché pourrait avoir des retombées très importantes dans les autres pays en développement, à faible marché, et freiner la reprise des pays avancés.

Au regard de ce qui précède, les pays en développement devraient se concentrer sur le renforcement de leur résilience face à un environnement économique morose. Les bénéfices des reformes sur la gouvernance et les conditions d'affaires sont potentiellement importants et pourraient aider à compenser les effets du ralentissement de la croissance.

CHAPITRE II

PERSPECTIVES INTERIEURES 2016-2017

II.1. SECTEUR REEL

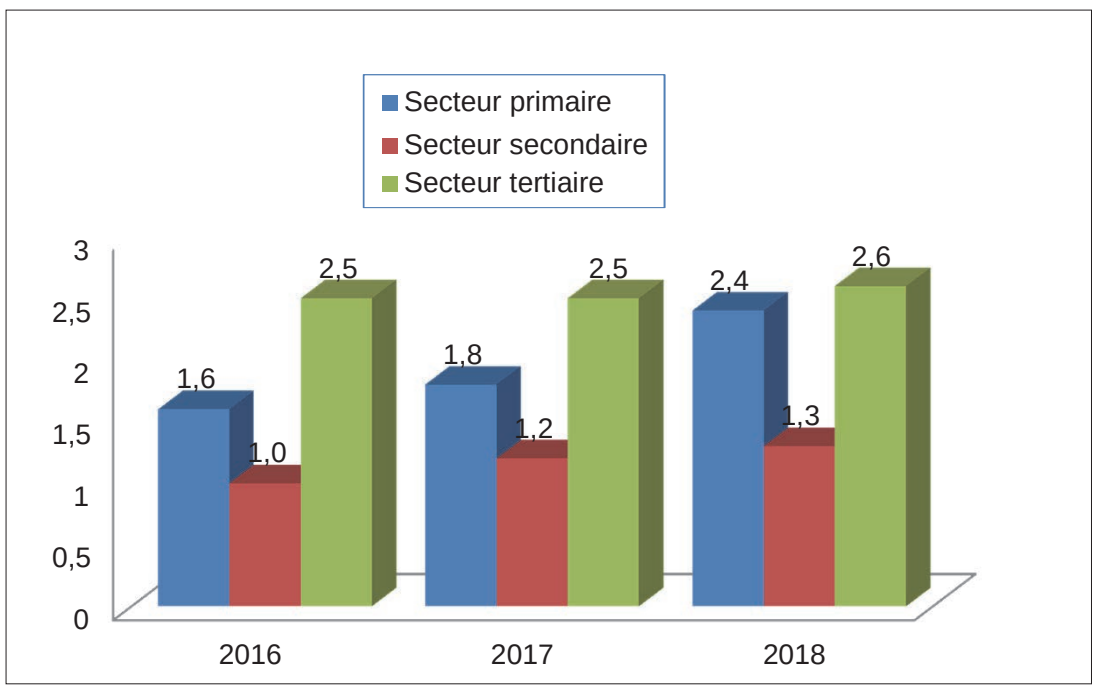
II.1.1. Perspectives de la croissance économique

Selon les prévisions du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), l'évolution de l'économie congolaise laisse présager un ralentissement de l'activité productive en 2016, suivie d'une reprise en 2017. En effet, de 6,9 % en 2015, la croissance devrait baisser à 5,3 % en 2016 avant de remonter à 5,7 % une année après. La situation en 2016 se justifierait par l'évolution économique attendue des économies émergentes dont principalement la Chine. En 2017, la reprise résulterait de la mise en œuvre des 28 mesures arrêtées par le Gouvernement pour stabiliser et relancer l'économie.

Sur la période prévisionnelle, la croissance serait portée par les secteurs tertiaire et primaire.

Graphique V.3 Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2016-2018

(en points de croissance)



Source : Banque Centrale du Congo.

Au niveau du secteur tertiaire, la contribution à la croissance devrait se maintenir autour de 2,5 points en 2016 et 2017. Cette situation serait attribuable au comportement des branches « commerce de gros et de détail » et « Transports et communications » avec des contributions respectives de 0,9 point et 1,0 point sur la période prévisionnelle.

Pour ce qui est du secteur primaire, il est prévu une contribution de 1,6 point de croissance en 2016 et 1,8 point en 2017. Cette contribution serait consécutive au ralentissement attendu à la fois dans les branches « Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche » et « Industries extractives ». La contre-performance de l'Agriculture, qui devrait faire passer sa contribution de 0,8 point en 2015 à 0,7 point en 2016, serait induite par la lenteur qui devrait s'observer dans la mise en œuvre du plan national d'investissement agricole et dans l'opérationnalisation des projets des parcs agro-industriels.

Le repli qui devrait s'observer dans la branche « Industrie extractive », passant de 1,3 point en 2015 à 0,9 point, se justifierait par l'évolution moins favorable des cours mondiaux des matières premières et la persistance du déficit énergétique qui handicape la bonne tenue des activités minières.

Tableau V.1 Contributions sectorielles

(en points de croissance)

	2016	2017	2018
Secteur primaire	**1,6**	**1,8**	**2,4**
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,7	0,8	0,9
Industrie extractive	0,9	1,0	1,5
Secteur secondaire	**1,0**	**1,2**	**1,3**
Industries manufacturières	0,8	1,0	1,1
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,0
Bâtiments et Travaux publics	0,1	0,2	0,2
Secteur tertiaire	**2,5**	**2,5**	**2,6**
Transports et communications	1,1	1,1	1,1
Commerce de gros et de détail	0,9	0,9	0,9
PIB aux coûts des facteurs	**5,2**	**5,5**	**6,3**
Droits et Taxes à l'importation	0,1	0,2	0,2
PIB aux prix du marché	**5,3**	**5,7**	**6,5**

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Du côté de l'emploi, il peut être noté que le comportement de la demande extérieure nette expliquerait en partie le repli de la croissance économique postulé pour 2016 et la reprise attendue en 2017.

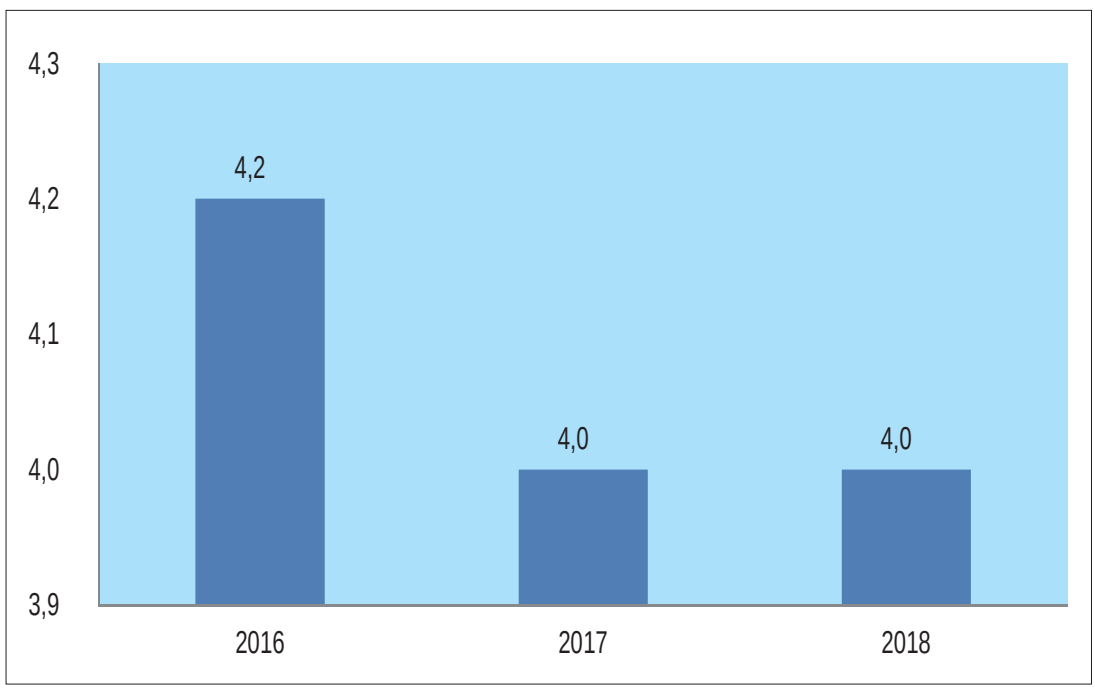
II.1.2. Rythme de formation des prix intérieurs

L'objectif d'inflation en 2016 et 2017 se situerait respectivement à 4,2 % et 4,0 % contre des cibles initiales fixées à 3,4 % en 2016 et 3,2 % en 2017.

Ces objectifs révisés d'inflation tiennent compte de la persistance de la surchauffe observée sur le marché de change au cours du premier semestre de l'année 2016. Il faut souligner que la fixation de ces objectifs annuels s'appuie notamment sur les résultats de l'étude de la relation entre l'inflation et la croissance économique menée par la Banque Centrale du Congo, sur base d'un modèle à seuil, qui situe la fourchette optimale d'inflation entre 4,0 % et 7,0 %.

Graphique V.4 Cible d'inflation

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. SECTEUR PUBLIC

Le Gouvernement, dans un contexte de baisse des recettes d'exportations, va poursuivre une politique budgétaire prudente dans la perspective de préservation des acquis de la stabilité du cadre macroéconomique. Dans ce contexte, les dépenses seront contenues dans les limites de leur prévision. Néanmoins, une certaine pression serait exercée sur les dépenses de fonctionnement, particulièrement sur celles liées à l'organisation des élections et à la poursuite du processus du découpage territorial. Ainsi, les opérations financières de l'Etat devraient se solder par des déficits qui représenteraient 1,8 % du PIB en 2016 et 2,0 % en 2017.

Tableau V.2 Evolution des recettes et des dépenses publiques en 2016-2018

(en pourcentage du PIB)

	2016	2017	2018
Total recettes	**14,4**	**14,2**	**15,5**
Recettes fiscales	9,2	9,0	10,6
Recettes non fiscales	2,0	2,0	2,1
Dons	3,3	3,1	2,8
Total dépenses	**16,2**	**16,2**	**16,7**
Dépenses courantes	10,0	10,0	9,9
Depenses en capital	5,8	6,0	6,6
Solde général	**-1,8**	**-2,0**	**-1,2**

Source : BCC, sur base des données du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

III.2.1. Ressources budgétaires

Les recettes totales prévisionnelles hors dons devraient se situer autour de 11,1 % du PIB en 2016 et 2017. Cette contre-performance s'expliquerait du fait de la baisse attendue de recettes fiscales qui représenteraient plus de 82,0 % des ressources totales sur cette période.

En moyenne annuelle, les recettes fiscales entre 2016 et 2017 se situeraient à 9,1 % du PIB contre 2,0 % des recettes non fiscales. Celles-ci proviendraient de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et de la Direction Générale des Impôts (DGI) à hauteur respectivement de 5,0 % du PIB et 4,1 %, sur la période sous revue.

III.2.2. Dépenses budgétaires

Les dépenses totales se maintiendraient autour de 16,2 % du PIB sur la période 2016-2017. Cette progression des dépenses serait attribuable à l'expansion des dépenses en capital, lesquelles devraient être tirées essentiellement par les dépenses liées aux travaux d'infrastructures et d'équipements. En pourcentage du PIB, les dépenses d'investissement passeraient de 5,8 % en 2016 à 6,0 % en 2017.

II.3. SECTEUR EXTERIEUR

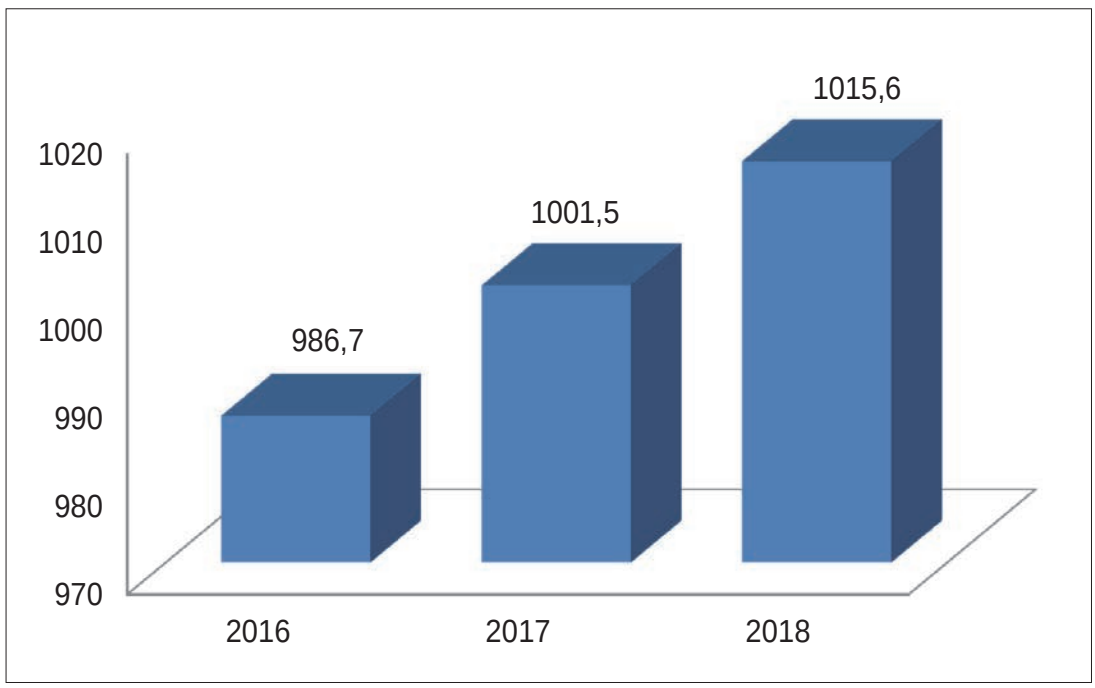
La Balance des paiements en 2016 et 2017 accuserait un solde déficitaire dans un contexte de détérioration des échanges avec l'extérieur. Cette évolution induirait une accentuation de la consommation des réserves internationales couplée aux fluctuations du taux de change.

II.3.1. Evolution du taux de change

Selon les prévisions à fin mars 2016, de fortes pressions du taux de change sont attendues en 2016 et 2017. En effet, le taux de change connaitrait des dépréciations significatives qui pourraient se situer à 6,3 % en 2016 et à 3,3 % à fin décembre 2017.

Graphique V.5 Evolution du taux de change

(USD/CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.3.2. Evolution de la Balance des paiements

La Balance des paiements devrait accuser un solde déficitaire de 0,4 % du PIB en 2016 et 0,2 % en 2017. Cette situation s'expliquerait par le comportement du compte courant.

Tableau V.3 Evolution de la Balance des paiements

(en pourcentage du PIB)

	2016	2017	2018
Compte courant	-4,4	-4,3	-4,0
Balance des biens	-0,4	-0,3	0,5
Balance des services	-5,5	-4,7	-4,8
Balance des revenus	-2,2	-2,3	-2,3
Balance des transferts courants	3,6	3,1	2,5
Compte de capital et d'opérations financières	5,4	5,0	4,8
Solde global	-0,4	-0,2	0,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

III.3.2.1 Balance courante

Le déficit du compte courant pourrait se situer à 4,4 % du PIB en 2016 et se réduirait légèrement à 4,3 % en 2017. L'atténuation de ce déficit se justifierait par l'évolution favorable attendue au niveau de la balance des services, sous l'impulsion du solde de la rubrique « Transports » et « voyages ».

III.3.2.2 Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières devrait rester positif. Il passerait de 5,4 % à 5,0 % du PIB au cours de la période sous étude. Les excédents de ce compte seraient consécutifs à l'amélioration des capitaux publics et privés, lesquels seraient tirés par la progression des investissements directs étrangers.

II.4. SECTEUR MONETAIRE

II.4.1. Orientation de la politique monétaire

La conduite de la politique monétaire demeurerait prudente entre 2016 et 2017, dans un contexte de persistance des risques macroéconomiques au niveau mondial et des incertitudes au niveau national. Sur la période prévisionnelle, l'Autorité Monétaire orienterait sa politique de manière à maintenir la stabilité du cadre macroéconomique et à soutenir la relance de l'activité économique.

Pour optimaliser l'utilisation de ses instruments face aux chocs internes et externes et atteindre ses objectifs à court et moyen termes, la Banque Centrale devrait poursuivre l'amélioration du cadre opérationnel et analytique de la politique monétaire. En sus, l'Institut d'émission entend poursuivre le processus de dédollarisation de l'économie nationale par la mise en œuvre des mesures prudentielles visant directement les activités bancaires.

II.4.2. Evolution de la masse monétaire (M2)

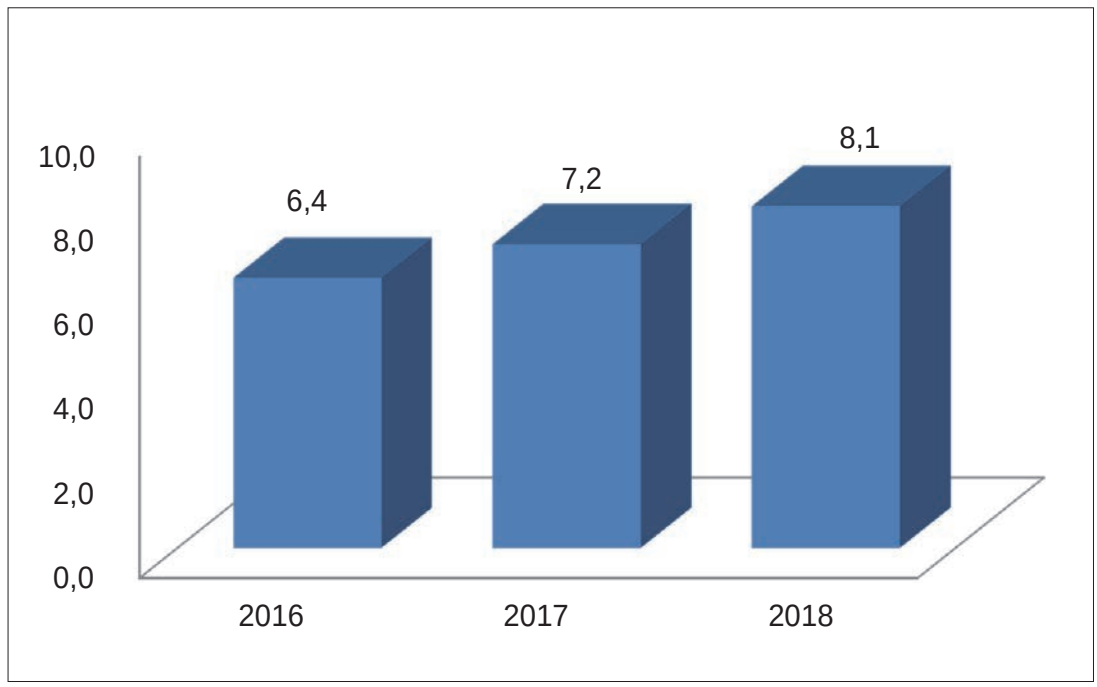
La progression de la masse monétaire serait modérée. En effet, elle devrait croître de 6,4 % en 2016 et 7,2 % en 2017, en raison de l'evolution attendue de l'activité économique.

S'agissant des contreparties, l'évolution de la masse monétaire serait expliquée essentiellement par une faible évolution attendue des avoirs extérieurs nets. En effet, ils passeraient de 1.263,1 milliards de CDF en 2016 à 1.174,9 milliards en 2017.

Quant aux composantes, la faible augmentation de la masse monétaire serait localisée au niveau de la quasi-monnaie, à travers les dépôts en devises qui progresseraient respectivement de 1,2 % en 2016 et 4,2 % en 2017.

Graphique V.6 Progression de la masse monétaire

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

DEUXIEME PARTIE

ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

© Image-BCC

TITRE I

ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE

© Image-BCC

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

La structure administrative de la Banque Centrale, telle que définie par l'article 17 de la loi n°005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, est composée du Conseil de la Banque, du Gouverneur et du Collège des Commissaires aux comptes.

I.1. CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque était composé, à fin 2015, de :

Président : M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, Gouverneur ;

Membres : M. Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice- Gouverneur ;
M. Issa SELEMANI, Administrateur ;
M. Lamy LAMIEL, Administrateur ;
M. Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
M. Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
M. Albert YUMA MULIMBI, Administrateur.

Le Conseil de la Banque est l'organe de conception, d'orientation de la politique de la Banque et de contrôle de gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Au cours de l'exercice 2015, le Conseil de la Banque a régulièrement tenu ses réunions ayant abouti aux résolutions et décisions suivantes : (i) adoption du budget et du plan de trésorerie de la BCC pour l'exercice 2016, (ii) fermeture de l'Agence Autonome d'Uvira et (iii) maintien et poursuite de la mise en location des anciens immeubles du Bureau de Représentation de Bruxelles dans le patrimoine de la Banque.

I.2. GOUVERNEUR

La Banque Centrale est dirigée par le Gouverneur. Dans l'exercice de ses fonctions, ce dernier prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'émission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Il est, par ailleurs, assisté d'un Vice-Gouverneur qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Gouverneur et le Vice-Gouverneur sont assistés d'un cabinet dont la composition est indiquée dans le chapitre suivant.

I.3. COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Collège des Commissaires aux comptes exerce un contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Il est composé de : M. MABATA NTANTU ;
M. NKUVU Dany ;
M. FOKO TOMENA.

Outre ce collège prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose également d'autres structures de contrôle, à savoir : le Comité d'Audit et l'Audit Interne.

S'agissant particulièrement du Comité d'Audit, il convient de relever que c'est un organe relevant du Conseil d'Administration de la Banque. Il a pour mission de veiller sur les procédures d'Audit, le système de contrôle interne et le cadre d'information financière et comptable de l'Institut d'Emission.

Ce Comité est composé de quatre administrateurs ci-après :

Coordonnateur : M. YUMA MULIMBI ;

Membres : M. TSHIUNZA MBIYE ;
M. MASAMBA MAKELA ;
M. ISSA SELEMANI.

CHAPITRE II

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE

Au 31 décembre 2015, la liste des Cadres dirigeants de la Banque se présente comme suit :

II.1. HAUTE DIRECTION

M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO : Gouverneur

M. Jules BONDOMBE ASSANGO : Vice-Gouverneur

II.2. CABINET DU GOUVERNEUR

M. IPANGA MUNENGE	:	Directeur du Cabinet
M. DOSSA KODZO MAWUEMA	:	Conseiller Général
M. MAWAKANI SAMBA	:	Conseiller en charge du Suivi des Relations avec le Gouvernement et les Institutions financières multilatérales
M. MALATA KAFUNDA	:	Conseiller en charge du Suivi de la Politique Monétaire
M. N'SA ELONGO	:	Conseiller en charge de la Supervision bancaire et du Suivi des Institutions des Micro-Finances
M. EKETEBI MOYIDIBA NDJOLI	:	Conseiller en charge des Questions de gestion administrative et du suivi des activités des Directions opérationnelles
M. BAGALWA MURHULA	:	Conseiller en charge du Suivi des activités des Entités Provinciales et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie
Mme ILUNGA KABUYA	:	Conseiller en charge de la Coopération régionale et du Suivi de l'assistance technique
M. N'KAMBUA MUKANKU	:	Conseiller en charge du Suivi de la Maintenance du Système d'Information et de l'implémentation des projets informatiques
M. PLANTE KIBADHI	:	Conseiller en charge de la Communication
Mme PUNGU LUAMBA	:	Conseiller en charge du Protocole et des Relations Publiques de la Haute Direction
M. SANGWA LUMBU	:	Conseiller en charge du Suivi des activités des Directions opérationnelles et des projets autres que les projets informatiques

II.3. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

II.3.1. DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES

Direction Générale

M. KAYEMBE wa KAYEMBE : Directeur Général

Cellule de Coordination de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires

Mr. BORAUZIMA KABUNGU BOBO : Coordonnateur

Direction de la Trésorerie

M. MULAMBA MUSAFIRI : Responsable

Mme MULENGEZI CHISHIBANJI : Responsable-Adjoint

Direction des Analyses Economiques

M. MWANA NKWARA : Responsable

Direction de la Recherche et des Statistiques

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU : Responsable

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

M. MUGANZA BEYA : Responsable

Sous-Direction des Opérations Bancaires

M. SIAZO GINI : Responsable

Sous-Direction des Marchés

M. MBOMA NDONGO : Responsable

Direction des Systèmes de Paiement

M. KAPINGA TSHIMANGA NGELE : Responsable

Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

M. BOLIPOMBO M'BOMBO : Responsable

Sous-Direction de Contrôle permanent des banques et autres Intermédiaires financiers

M. RAMAZANI MWAMBO : Responsable

Sous-Direction de Contrôle sur place

M. KALUBI KAYEMBE : Responsable

Sous-Direction de Contrôle permanent de la Micro-finance

Mme NDAYA ILUNGA : Responsable

II.3.2. DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES

Direction Générale

Mme SHABANI ANIFA : Directeur Général a.i.

Cellule de Coordination de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques

M. TAMBU MATUNGUL : Coordonnateur a.i.

Direction des Ressources Humaines

Mme KAHAMBA SALIMA : Responsable

Mme EBAMBA NYALIWANGA : Responsable-Adjoint en charge notamment de la Formation

Direction de la Comptabilité et du Budget

M. OKENDE NGONGO : Responsable a.i.

M. UNYON PEWU ALI NEGA : Responsable-Adjoint a.i. en charge du Budget

Direction de l'Administration Générale

M. BOPE MISHAMIEM : Responsable

M. MASANGU ILUNGA : Responsable-Adjoint

Direction de l'Informatique

M. LUSAMBA NTUMBA : Responsable

Sous-Direction du Développement et Maintenance

M. BOSONGA EKILA : Responsable

Sous-Direction de l'Infrastructure

M. BOFALA BEKANGA : Responsable

Direction Juridique

M. MOSEI NSAMBI : Responsable

Sous-Direction des Approvisionnements

Mme KAPIPA BYARUNGA : Responsable

II.3.3. STRUCTURES AUTONOMES

Audit Interne

M. GERE KWAGALAME : Auditeur Général a.i.

Sous-Direction de Contrôle et Conformité

M. BEKILA MONGO BALHEO : Responsable

Sous-Direction de la Gestion des Risques

M. ESSEBI MOLEMA : Responsable a.i.

Direction du Changement

Mme LEBUGHE NKOBAFILI : Responsable

Cellule Technique d'Appui au Réseau des Entités Provinciales

M. NTAMBUKA ZABIKA : Responsable

Sous-Direction de la Sécurité du Siège et des Entités provinciales

M. LOTAFE MBOYO : Responsable

Centre Hospitalier

M. BELONGO BOOTO : Coordonnateur

Caisse de Retraite

M. MUKIZA MUHIMA : Coordonnateur

Hôtel des Monnaies

M. MUDIAY MPINGA : Directeur Responsable

Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies

M. KASHWANTALE BUGALE : Responsable

Direction Technique

M. KATHY MBAYA : Responsable

Sous-Direction de la Production des Billets de banque

M. KABEYA SOSOLO : Responsable

Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité

M. NGONGO NGOYI BOSADI : Responsable

Sous-Direction de la Maintenance

M. MBANGU KASALUMUNA : Responsable

Direction Commerciale

M. NYEMBO SANGWA KILONDA : Responsable

II.3.4. DIRECTIONS PROVINCIALES

Direction Provinciale de Lubumbashi

M. SANGWA MULOBELWA : Responsable
M. MPOY BONGWALA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbuji- Mayi

M. IMIDY PENE MALEMBA : Responsable
M. KALOMBO NTUMBA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kananga

M. LENGWE BIN KAUMBA : Responsable
M. MUKINAY TSHIMANGA : Responsable Adjoint

Direction Provinciale de Matadi

M. YUMA BIN YUMA : Responsable

M. KABASELE TSHIPAMBA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bandundu

M. ESSAMBO LUKYE : Responsable

M. KANDOLO DIAMAWA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbandaka

M. MABAKU KINSUMUNA : Responsable

M. UMBA DIBWE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kisangani

M. TSHILIATA TSHAHWA : Responsable

M. BOPASA BOKONGE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bukavu

Mme MUBALAMA MUKUZO : Responsable

M. AISSI YUMA MWANA : Responsable Adjoint

Direction Provinciale de Goma

M. MULONGO KIBAWA : Responsable

M. ESSIMBO NUMAYEME : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kindu

M. NTAHONSIGAYE RUGIRA : Responsable

M. EKOLA BOMBWAMBWA : Responsable-Adjoint

II.4.5. AGENCES AUTONOMES

Agence de Boende

M. BOKABA SILA : Chef d'Agence

Agence de Boma

M. MATONDO MBWANGI : Chef d'Agence

Agence de Bumba

M. KALALA NKUNZA MESU : Chef d'Agence

Agence de Gbadolite

M. SELEMANI KATONGOLA : Chef d'Agence

Agence d'Ilebo

M. NKASHAMA MULAMI : Chef d'Agence

Agence d'Inongo

M. NGOIE KAKESSE : Chef d'Agence

Agence d'Isiro

M. MBALE KADISHI : Chef d'Agence

Agence de Kabinda

M. KAMPANGA KATEMBWE : Chef d'Agence

Agence de Kalemie

M. KABANGE NGOIE : Chef d'Agence

Agence de Kamina

M. KAHAMBO BWAMBA : Chef d'Agence

Agence de Kasumbalesa

M. BWANGA KALEMBWE : Chef d'Agence

Agence de Kikwit

M. MUYEBA KANDENGA : Chef d'Agence

Agence de Kongolo

M. KIMPIAB MISSIR EKOB : Chef d'Agence

Agence de Lodja

M. ILUNGA MUTSHIPAYI : Chef d'Agence

Agence de Tshikapa

M. LAVU TALA TULA : Chef d'Agence

Agence de Zongo

M. SAKUNGU KAKOLA : Chef d'Agence

Agence de Mwene-Ditu

M. MALEMP-A-BOSHABO : Chef d'Agence

Agence de Buta

M. ADEITO KEMISA : Chef d'Agence

TITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE

© Image-BCC

CHAPITRE I

GESTION FIDUCIAIRE

La gestion de la monnaie fiduciaire en 2015 a été marquée par une diminution du niveau des émissions monétaires, dans un contexte d'amélioration considérable du recyclage aux guichets du Siège de la Banque Centrale. En dépit de difficultés d'ordre logistique, le traitement des billets de banque a, quant à lui, permis de disposer d'une encaisse, en billets propres, suffisante pour la couverture des paiements aux guichets.

En outre, le niveau des destructions des billets impropres à la circulation (BIC) s'est nettement amélioré en 2015, avec la mise en service de la broyeuse au Siège. Toutefois, les contraintes financières auxquelles l'Institut d'émission est confronté n'ont pas permis la réalisation de toutes les destructions programmées dans les entités provinciales.

Par ailleurs, les opérations liées aux mouvements des fonds entre le Siège et les Entités Provinciales de la BCC ont été organisées dans le respect du calendrier fixé par les dispositions en vigueur.

I.1. EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES

En 2015, les émissions monétaires nettes se sont établies à 117,2 milliards de CDF, en baisse de 32,3 % par rapport à l'année précédente.

I.1.1. Emissions brutes

Au cours de l'année sous analyse, les émissions monétaires brutes se sont chiffrées à 257,0 milliards de CDF contre 281,4 milliards en 2014, en raison de la hausse des versements aux guichets du Siège de la Banque Centrale. Ces émissions ont connu leur pic de 45,2 milliards au mois de décembre, dans un contexte de tarissement du recyclage et de forte demande de cash aux guichets du Siège.

Tableau II.1 Evolution des émissions monétaires

(en milliards de CDF)

Année	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2015	2,48	43,18	6,87	29,11	4,01	38,35	6,53	33,55	5,85	34,79	7,07	45,21	**257,01**
2014	1,93	49,95	1,37	33,58	4,13	28,15	7,15	33,15	12,39	51,88	6,42	51,33	**281,43**
Variation	0,55	-6,76	5,5	-4,47	-0,13	10,19	-0,61	0,39	-6,54	-17,09	0,65	-6,12	**-24,42**

Source : Banque Centrale du Congo.

Il convient de relever que 69,6 % des émissions monétaires brutes ont été destinés aux envois de fonds en provinces, tandis que le solde a servi principalement à la couverture des besoins fiduciaires exprimés à Kinshasa.

Tableau II.2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales

(en milliards de CDF)

Année		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2015	Paiements au Siège	2,48	6,33	6,87	6,34	4,01	6,35	6,53	7,15	5,85	5,99	7,07	13,11	**78,09**
	Envois en provinces	-	36,85	-	22,77	-	32	-	26,4	-	28,8	-	32,1	**178,92**
	Total	**2,48**	**43,18**	**6,87**	**29,11**	**4,01**	**38,35**	**6,53**	**33,55**	**5,85**	**34,79**	**7,07**	**45,21**	**257,01**
2014	Paiements au Siège	1,93	2,25	1,37	5	4,13	10,35	7,15	9,45	12,39	9,88	6,42	9,2	**79,52**
	Envois en provinces	-	47,7	-	28,58	-	17,8	-	23,7	-	42	-	42,14	**201,91**
	Total	**1,93**	**49,95**	**1,37**	**33,58**	**4,13**	**28,15**	**7,15**	**33,15**	**12,39**	**51,88**	**6,42**	**51,33**	**281,43**
Variation	Paiements au Siège	0,55	4,09	5,5	1,34	-0,13	-4,01	-0,61	-2,31	-6,54	-3,89	0,65	3,92	**-1,43**
	Envois en provinces	-	-10,85	-	-5,81	-	14,2	-	2,7	-	-13,2	-	-10,04	**-22,99**
	Total	**0,55**	**-6,76**	**5,5**	**-4,47**	**-0,13**	**10,19**	**-0,61**	**0,39**	**-6,54**	**-17,09**	**0,65**	**-6,12**	**-24,42**

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la moyenne mensuelle des paiements en billets neufs aux guichets du Siège a été de 6,5 milliards de CDF en 2015 contre 6,6 milliards en 2014.

Tableau II.3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets BCC/Siège

(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2015	du Trésor	-	-	-	0,03	-	-	-	-	-	-	0	-	**0,03**
	de la BCC	0,63	0,28	0,22	0,19	0,56	0,85	0,88	0,4	0,21	0,5	1,86	4,26	**10,8**
	des Banques	1,85	6,06	6,57	6,1	3,45	5,49	5,62	6,71	5,62	5,47	5,2	8,83	**67**
	des Particuliers	0	0	0,08	0,02	0,01	0,01	0,03	0,04	0,02	0,03	0,01	0,02	**0,28**
	Total	**2,48**	**6,33**	**6,87**	**6,34**	**4,01**	**6,35**	**6,53**	**7,15**	**5,85**	**5,99**	**7,07**	**13,11**	**78,1**
2014	du Trésor	-	0,97	0,78	1,71	0,63	0,9	1,35	0,29	1,01	1,16	0,61	-	**9,4**
	de la BCC	1,04	0,48	-	1,1	0,93	1,24	1,08	1,09	1,97	0,61	0,24	1,84	**11,6**
	des Banques	0,88	0,77	0,57	2,18	2,57	8,2	4,65	8,08	9,41	8,12	5,55	7,35	**58,3**
	des Particuliers	0,01	0,03	0,01	0,01	0,01	0,02	0,06	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	**0,21**
	Total	**1,93**	**2,25**	**1,37**	**5**	**4,13**	**10,35**	**7,15**	**9,45**	**12,39**	**9,88**	**6,42**	**9,2**	**79,5**
Variation	du Trésor	-	-0,97	-0,78	-1,68	-0,63	-0,9	-1,35	-0,29	-1,01	-1,16	-0,6	-	**-9,37**
	de la BCC	-0,4	-0,2	0,22	-0,91	-0,37	-0,39	-0,2	-0,68	-1,76	-0,11	1,62	2,42	**-0,76**
	des Banques	0,97	5,29	6	3,92	0,88	-2,71	0,97	-1,37	-3,79	-2,65	-0,4	1,49	**8,64**
	des Particuliers	-0,01	-0,03	0,06	0,01	0	-0,01	-0,03	0,03	0,01	0,03	-0	0,01	**0,07**
	Total	**0,55**	**4,09**	**5,5**	**1,34**	**-0,13**	**-4,01**	**-0,61**	**-2,31**	**-6,54**	**-3,89**	**0,65**	**3,92**	**-1,43**

Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne la ventilation des émissions monétaires par coupure, elle révèle un accroissement des émissions en grosses coupures, à raison de 39,2 % pour la coupure de 20.000 CDF, 16,6 % pour celle de 10.000 CDF et 13,9 % pour le billet de 5.000 CDF.

Tableau II.4 Ventilation par coupure des émissions monétaires

(en millions de CDF et des billets)

	2014		2015		Variation	
Coupure	**Valeur**	**Volume**	**Valeur**	**Volume**	**Valeur**	**Volume**
20 000 FC	26 239,16	1,31	36 520,40	1,83	10 281,24	0,51
10 000 FC	34 393,18	3,44	40 116,02	4,01	5 722,84	0,57
5 000 FC	45 803,11	9,16	52 159,81	10,43	6 356,70	1,27
1 000 FC	98 320,70	98,32	79 716,50	79,72	-18 604,20	-18,6
500 FC	55 831,35	111,66	33 504,45	67,01	-22 326,90	-44,65
200 FC	12 812,00	64,06	8 521,20	42,61	-4 290,80	-21,45
100 FC	6 157,00	61,57	3 718,30	37,18	-2 438,70	-24,39
50 FC	1 871,30	37,43	2 752,20	55,04	880,9	17,62
Total	**281 427,80**	**386,95**	**257 008,87**	**297,83**	**-24 418,92**	**-89,12**

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. DESTRUCTION DES SIGNES MONETAIRES

En 2015, la valeur des billets détruits a enregistré un accroissement de 29,0 %, se situant à 139,8 milliards de CDF. Il sied de noter la prédominance de la coupure de 500 CDF dans le volume détruit, représentant une part relative de 71,8 %.

Tableau II.5 Ventilation par coupure des destructions des BIC

(en millions de CDF et de billets)

	2014		2015		Variation	
Coupure	**Valeur**	**Volume**	**Valeur**	**Volume**	**Valeur**	**Volume**
20 000 FC	43,86	0	471,92	0,02	428,06	0,02
10 000 FC	27,73	0	428,54	0,04	400,81	0,04
5 000 FC	574,36	0,11	3 768,80	0,75	3 194,44	0,64
1 000 FC	1 519,14	1,52	3 271,55	3,27	1 752,41	1,75
500 FC	**91 521,91**	**183,04**	**121 524,93**	**243,05**	**30 003,03**	**60,01**
200 FC	8 726,33	43,63	4 872,40	24,36	-3 853,93	-19,27
100 FC	4 601,27	46,01	4 718,55	47,19	117,28	1,17
50 FC	1 340,58	26,81	684,97	13,7	-655,61	-13,11
20 FC	1,81	0,09	71,18	3,56	69,36	3,47
10 FC	0,4	0,04	27,76	2,78	27,35	2,74
Total	**108 357,41**	**301,27**	**139 840,59**	**338,72**	**31 483,19**	**37,45**

Source : Banque Centrale du Congo.

I.3. EMISSIONS NETTES

En 2015, il a été enregistré une baisse des émissions monétaires nettes, consécutive à un niveau plus important de destructions de billets impropres, combiné à une baisse des émissions brutes.

Tableau II.6 Evolution des émissions monétaires nettes

(en milliards de CDF)

Période	Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2015	Emissions brutes	2,48	43,18	6,87	29,11	4,01	38,35	6,53	33,55	5,85	34,79	7,07	45,21	**257,01**
	Destructions	*11,52*	*2,11*	*0,31*	*10,78*	*25,33*	*24,71*	*13,91*	*5,51*	*4,29*	*7,47*	*5,94*	*27,96*	***139,84***
	Emissions nettes	**-9,04**	**41,07**	**6,56**	**18,34**	**-21,3**	**13,63**	**-7,38**	**28,03**	**1,56**	**27,33**	**1,13**	**17,26**	**117,17**
2014	Emissions brutes	1,93	49,95	1,37	33,58	4,13	28,15	7,15	33,15	12,39	51,88	6,42	51,33	**281,43**
	Destructions	*6,26*	*-*	*-*	*-*	*6,35*	*39*	*26,21*	*-*	*-*	*-*	*10,93*	*19,62*	***108,36***
	Emissions nettes	**-4,33**	**49,95**	**1,37**	**33,58**	**-2,22**	**-10,85**	**-19,06**	**33,15**	**12,39**	**51,88**	**-4,51**	**31,71**	**173,07**
Variation	Emissions brutes	0,55	-6,76	5,5	-4,47	-0,13	10,19	-0,61	0,39	-6,54	-17,09	0,65	-6,12	**-24,42**
	Destructions	*5,26*	*2,11*	*0,31*	*10,78*	*18,98*	*-14,29*	*-12,29*	*5,51*	*4,29*	*7,47*	*-4,99*	*8,34*	***31,48***
	Emissions nettes	**-4,72**	**-8,88**	**5,19**	**-15,24**	**-19,1**	**24,48**	**11,68**	**-5,12**	**-10,83**	**-24,56**	**5,64**	**-14,5**	**-55,9**

Source : Banque Centrale du Congo.

I.4. MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE

Comparativement à 2014, il a été noté un accroissement de 58,6 % des retraits nets en 2015, lesquels se sont chiffrés à 97,7 milliards de CDF.

I.4.1. Versements

Le volume de recyclage s'est établi à 570,2 milliards de CDF en 2015 contre 415,6 milliards une année plus tôt. Cette situation s'explique essentiellement par la hausse de 154,9 milliards des versements des banques.

Tableau II.7 Evolution des versements aux guichets du Siège

(en milliards de CDF)

Période	Pour compte	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2015	du Trésor	0,24	0,47	0,34	0,46	0,23	0,42	0,31	0,36	0,27	0,32	0,31	0,32	**4,06**
	de la BCC	0,03	0,03	0,02	0,01	0,01	0,03	0,03	0,03	0,02	0,01	0,01	0,04	**0,28**
	des Banques	54,33	33,73	44,53	39,18	39,85	47,97	63,17	40,36	56,1	55,7	37,02	42,01	**553,95**
	des Particuliers	2,28	0,4	0,97	1,99	0,52	0,26	1,24	0,54	0,42	1,36	1,3	0,61	***11,89***
	Total	**56,88**	**34,63**	**45,9**	**41,7**	**40,6**	**48,7**	**64,74**	**41,3**	**56,8**	**57,4**	**38,7**	**43**	**570,2**
2014	du Trésor	0,38	0,41	0,4	0,56	0,31	0,27	0,24	0,21	0,41	0,27	0,42	0,27	**4,16**
	de la BCC	0,03	0,05	0,04	0,04	0,02	0,03	0,03	0,01	0,06	0,06	0,03	0,02	**0,42**
	des Banques	50,6	27,45	32,27	32,13	26,16	30,39	36,49	26,68	39,27	44,2	19,61	33,87	**399,09**
	des Particuliers	1,55	0,73	1,06	0,84	0,66	0,68	0,78	0,79	0,15	2,69	1,02	0,93	***11,88***
	Total	**52,55**	**28,64**	**33,8**	**33,6**	**27,2**	**31,4**	**37,54**	**27,7**	**39,9**	**47,2**	**21,1**	**35,1**	**415,6**
Variation	du Trésor	-0,14	0,06	-0,07	-0,1	-0,07	0,15	0,07	0,15	-0,14	0,05	-0,11	0,06	**-0,1**
	de la BCC	0	-0,03	-0,02	-0,02	-0,01	0,01	0	0,02	-0,05	-0,05	-0,02	0,02	**-0,15**
	des Banques	3,73	6,28	12,26	7,05	13,69	17,59	26,68	13,68	16,83	11,5	17,41	8,14	**154,86**
	des Particuliers	0,73	-0,32	-0,09	1,15	-0,14	-0,42	0,46	-0,25	0,27	-1,34	0,29	-0,32	***0,01***
	Total	**4,33**	**5,99**	**12,1**	**8,08**	**13,5**	**17,3**	**27,2**	**13,6**	**16,9**	**10,2**	**17,6**	**7,9**	**154,6**

Source : Banque Centrale du Congo.

Il convient de relever la prépondérance de la coupure de 500 CDF, laquelle représente, en valeur, une part de 61,4 % de l'ensemble des versements effectués.

Tableau II.8 Ventilation par coupure des versements aux guichets BCC/siège

(en millions de CDF et de billets)

Coupure	2014		2015		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	6 098,10	0,3	14 243,14	0,71	8 145,04	0,41
10 000 FC	9 214,63	0,92	28 518,54	2,85	19 303,90	1,93
5 000 FC	17 153,19	3,43	52 554,69	10,51	35 401,49	7,08
1 000 FC	24 447,72	24,45	91 963,34	91,96	67 515,62	67,52
500 FC	**306 909,21**	**613,82**	**349 878,34**	**699,76**	**42 969,13**	**85,94**
200 FC	39 833,25	199,17	27 894,96	139,47	-11 938,29	-59,69
100 FC	10 516,65	105,17	3 483,37	34,83	-7 033,29	-70,33
50 FC	1 376,46	27,53	1 632,59	32,65	256,13	5,12
20 FC	0,8	0,04	0,09	0	-0,71	-0,04
10 FC	0,43	0,04	0,04	0	-0,39	-0,04
Total	**415 550,46**	**974,87**	**570 169,10**	**1 012,76**	**154 618,64**	**37,9**

Source : Banque Centrale du Congo.

La même prédominance a été observée dans les versements des banques aux guichets du siège de la BCC, avec 62,0 % du montant total des versements effectués, par les banques, en coupure de 500 CDF.

Tableau II.9 Ventilation par coupure des versements des banques aux guichets BCC/siège

(en millions de CDF et de billets)

Coupure	2014		2015		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	4 952,18	0,25	13 720,00	0,69	8 767,82	0,44
10 000 FC	8 190,04	0,82	27 941,25	2,79	19 751,21	1,98
5 000 FC	16 142,54	3,23	51 444,00	10,29	35 301,47	7,06
1 000 FC	23 348,42	23,35	88 486,00	88,49	65 137,58	65,14
500 FC	**295 803,65**	**591,61**	**339 751,38**	**679,5**	**43 947,73**	**87,9**
200 FC	38 953,16	194,77	27 480,75	137,4	-11 472,41	-57,36
100 FC	10 346,61	103,47	3 487,55	34,88	-6 859,06	-68,59
50 FC	1 356,96	27,14	1 638,83	32,78	281,87	5,64
20 FC	0,8	0,04	0,09	0	-0,71	-0,04
10 FC	0,43	0,04	0,04	0	-0,39	-0,04
Total	**399 094,79**	**944,71**	**553 949,89**	**986,82**	**154 855,10**	**42,12**

Source : Banque Centrale du Congo.

I.5. RETRAITS

Les retraits aux guichets BCC/Siège se sont accrus de 39,9 %, se chiffrant à 667,7 milliards de CDF. L'évolution mensuelle révèle une hausse sensible des retraits au mois de décembre avec un pic de 91,1 milliards, dont 54,2 milliards pour compte du Trésor.

Tableau II.10 Evolution des retraits aux guichets BCC/Siège

(en milliards de CDF)

Période	Pour compte	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2015	du Trésor	22,27	24,07	27,25	36,97	23,46	30,73	37,31	28,35	29,39	40,32	30,44	54,15	**384,7**
	de la BCC	3,47	3,97	3,7	3,37	3,6	3,9	3,89	3,98	3,89	2,7	2,87	6,18	**45,51**
	des Banques	6,1	13,7	17,92	17,3	23	22,85	18,75	24,1	20,9	16,05	22	30,24	**232,91**
	des Particuliers	1,01	0,36	0,21	0,29	0,34	0,19	0,3	0,5	0,31	0,28	0,23	0,55	***4,56***
	Total	**32,86**	**42,11**	**49,1**	**57,9**	**50,4**	**57,7**	**60,24**	**56,9**	**54,5**	**59,4**	**55,5**	**91,1**	**667,7**
2014	du Trésor	25,81	24,8	18,24	21,46	23,76	23,6	22,66	25,95	24,99	24,91	25,58	30,76	**292,51**
	de la BCC	4,27	2,38	3,55	3,6	3,9	3,6	3,82	3,42	3,64	3,33	2,82	4,57	**42,9**
	des Banques	3,68	5,7	8,1	8,45	9,25	14	8,45	15,95	13,25	13	12,8	21	**133,63**
	des Particuliers	0,72	0,57	1,1	0,89	0,44	0,4	1,65	0,52	0,44	0,49	0,34	0,56	***8,12***
	Total	**34,47**	**33,46**	**31**	**34,4**	**37,4**	**41,6**	**36,57**	**45,8**	**42,3**	**41,7**	**41,5**	**56,9**	**477,2**
Variation	du Trésor	-3,54	-0,73	9,01	15,51	-0,31	7,13	14,65	2,4	4,4	15,41	4,86	23,4	**92,19**
	de la BCC	-0,79	1,59	0,15	-0,23	-0,3	0,3	0,07	0,56	0,25	-0,64	0,04	1,61	**2,61**
	des Banques	2,43	8	9,82	8,85	13,75	8,85	10,3	8,15	7,65	3,05	9,2	9,24	**99,28**
	des Particuliers	0,29	-0,21	-0,89	-0,6	-0,1	-0,21	-1,35	-0,02	-0,13	-0,21	-0,11	-0,01	***-3,56***
	Total	**-1,62**	**8,65**	**18,1**	**23,5**	**13**	**16,1**	**23,67**	**11,1**	**12,2**	**17,6**	**14**	**34,2**	**190,5**

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

CHAMBRE DE COMPENSATION

II.1. TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC

Au cours de l'exercice 2015, le volume global des transactions des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo s'est élevé à 16.269,6 milliards de CDF. Comparé à l'année précédente, ce volume des transactions a connu une forte hausse de 54,7 %, expliquée essentiellement par un accroissement important des opérations de refinancement.

Tableau II.11 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Rubriques	2013	2014	2015	Variation en %
Transactions effectuées via la Chambre de compensation	**2 908 151,4**	**3 645 699,3**	**3 110 949,8**	**-14,7**
Transactions initiées par les banques	573 958,1	763 934,4	97 732,9	-87,2
Transactions initiées par la BCC	2 334 193,4	2 881 764,9	3 013 216,9	4,6
Transactions effectuées en espèces	**1 411 621,5**	**1 642 675,6**	**2 258 309,7**	**37,5**
Retraits des espèces	444 901,7	549 994,0	777 961,4	41,4
Versements des espèces	966 719,9	1 092 681,6	1 480 348,3	35,5
Refinancement	**30 000,0**	**4 344 050,5**	**10 234 184,5**	**135,6**
Facilités permanentes accordées	30 000,0	4 344 050,5	10 194 477,1	134,7
Prêts à court terme octroyés	0,0	0,0	39 707,4	-
Prêts à moyen terme octroyés	0,0	18 406,5	0,0	-100,0
Autres transactions des banques	**654 637,6**	**882 072,6**	**666 144,4**	**-24,5**
Total Volume des transactions	**5 004 410,5**	**10 514 498,0**	**16 269 588,4**	**54,7**

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. TRANSFERTS D'ESPECES EFFECTUES AUX GUICHETS DE LA BCC

En 2015, les transferts de fonds effectués par les tiers, via les guichets de la Banque Centrale du Congo, se sont chiffrés à 33.643,4 millions de CDF, accusant une forte baisse de 79,3 %, par rapport à l'année précédente. Cette chute est expliquée par la suppression des taux préférentiels de commissions perçues sur les opérations de transferts de fonds ordonnés par les messageries financières et tiers, afin de les aligner au taux de 2,0 %, normalement appliqué.

Tableau II.12 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC

(en millions de CDF, sauf indication contraire)

Rubriques	2013	2014	2015	Variation en %
Transferts payés via la chambre de compensation	123 349,4	102 677,9	26 982,9	-73,7
dont Transferts des messageries financières	107 107,5	92 019,6	25 514,8	-72,3
Transferts payés en espèces	65 327,8	59 690,7	6 660,5	-88,8
Total	**188 677,2**	**162 368,6**	**33 643,4**	**-79,3**

Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. TRANSACTIONS PASSEES A LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTEME BANCAIRE

En 2015, les transactions passées à la chambre de compensation, au titre d'échange d'instruments de paiement, se sont globalement chiffrées à 22.481,3 milliards de CDF, soit une hausse de 13,3 %, consécutive à la hausse des opérations initiées par les banques commerciales.

Tableau II.13 Volume des transactions compensées par le système bancaire

(en millions de CDF, sauf indication contraire)

Rubriques	2013	2014	2015	Variation en %
Transactions initiées par les banques	3 633 234,4	11 511 187,1	14 450 951,4	25,5
Transactions initiées par la BCC	8 007 458,7	8 277 228,2	7 967 389,2	-3,7
dont pour compte du Trésor Public	*3 738 338,7*	*4 844 825,6*	*5 249 028,2*	*8,3*
Total volume des transactions compensées	**11 640 693,1**	**19 788 415,4**	**22 418 340,6**	**13,3**

Source : Banque Centrale du Congo.

Il sied de noter que 65,9 % du volume d'instrument de paiement, présentés à la chambre de compensation par la Banque Centrale du Congo, ont été réalisés pour compte du Trésor en 2015, soit 5.249,0 milliards de CDF, en hausse de 8,3 % en 2015 par rapport à l'année précédente.

CHAPITRE III

SYSTEMES NATIONAL DE PAIEMENT

En 2015, la phase de travaux consacrée à la mise en œuvre effective de nouveaux systèmes en RDC a été amorcée. De même, les volets qui accompagnent ces systèmes, notamment le cadre juridique approprié, les infrastructures de télécommunications renforcées, l'aménagement de centres d'hébergement et la mise en œuvre du système de paiement régional du COMESA, ont connu des avancées significatives.

Il sied de rappeler que la modernisation des systèmes de paiement de la RDC a été initiée par la BCC depuis 2008 et vise le renforcement des infrastructures financières, la réduction des coûts et des délais de traitement des opérations de paiement au sein de l'économie, l'amélioration de la sécurité des opérations et la promotion de nouveaux instruments de paiement électronique.

III.I. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET EN 2015

Après l'étape de la contractualisation, la réforme visant la modernisation du Système National de Paiement a connu, au cours de l'année 2015, une forte accélération et est entrée dans sa phase ultime de mise en œuvre opérationnelle dont l'exécution a été étalée sur une période de 11 mois.

Au cours de cette période, il a été enregistré les réalisations suivantes :

III.I.I. Mise en œuvre opérationnelle d'un Système de Transfert Automatisé multidevise (ATS) et d'un Dépositaire Central des Titres (CSD)

Les travaux menés au cours de l'exercice 2015 ont débuté par la phase pivot du projet consacrée à l'étude initiale ayant pour objectif majeur l'élaboration du document de référence du projet, dénommé « Rapport Initial ». Ce document a détaillé le périmètre de la mise en œuvre du projet.

Cette phase a été suivie de la fourniture et l'installation des équipements ainsi que des logiciels systèmes, exécutées par le représentant local de la firme Montran Corporation. Ces actions ont été menées en prévision du lancement de deux ultimes phases de la mise en œuvre opérationnelle des systèmes, destinées à la personnalisation de logiciel ATS/CSD et la recette de la solution ATS/CSD, avant la mise en production des systèmes.

En perspective, les étapes suivantes seront réalisées en 2016, notamment : (i) la poursuite de la phase de formation en faveur de banques commerciales et (ii)

le lancement d'une seconde phase de recette d'intégration avec les participants au système central ATS/CSD pour l'émission et réception des paiements via l'infrastructure Swift et l'utilisation des fonctions interactives via le réseau privé mis en place par la Banque Centrale du Congo.

III.I.2. Cadre légal et règlementaire

Dans le cadre de la réforme du cadre légal et règlementaire des systèmes de paiement de la RDC, la BCC a participé, au cours de l'année 2015, à plusieurs réunions de validation organisées par le Ministère des Finances. Les activités réalisées, à cet effet, ont porté essentiellement sur l'harmonisation, l'actualisation des dispositions légales et l'intégration des innovations conformément à la loi OHADA.

Ainsi, les dispositions sur le système de gestion et de règlement des titres retenu parmi les infrastructures de base du système national de paiement, ont été adoptées par la commission ad hoc de relecture mise en place par le Ministère des Finances en novembre 2015.

Les textes d'application du cadre légal, à savoir certaines instructions et conventions devant accompagner le cadre légal relatif aux systèmes de paiement, sont en cours d'adoption.

III.I.3. Mise en œuvre des réseaux de télécommunication interbancaires

Sur le front des Infrastructures de télécommunications, les travaux de construction du réseau de télécommunication interbancaire, fiable avec un degré élevé de disponibilité, lancés le 18 août 2014, ont été entièrement exécutés au cours de l'année sous analyse.

En effet, ces travaux ont permis de parachever la construction de deux réseaux de télécommunication à fibre optique reliant les banques commerciales de la République Démocratique du Congo à la BCC. Cette construction permettra les échanges faciles et sécurisés des instructions de paiement et autres informations lors de la mise en service de nouvelles infrastructures de compensation et de règlement acquises par la BCC.

III.I.4. Accompagnement de l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage

L'exercice 2015 a été marqué, dans le domaine de l'assistance à maitrise d'ouvrage, par l'accompagnement d'un Cabinet de consulting pour appuyer l'équipe du projet de la Banque Centrale dans la conduite de la réforme des Systèmes National de Paiement.

La BCC a également bénéficié de l'assistance technique de la Banque Nationale de Belgique notamment dans le domaine de la surveillance de la mise en œuvre opérationnelle des systèmes et des instruments de paiement ainsi que l'élaboration de l'avant-projet de loi devant régir le système national de paiement.

Dans le domaine de la monétique interbancaire, un consultant a été recruté pour accompagner le projet d'infrastructures financières et des marchés. Cet accompagnement a permis à la Banque Centrale de finaliser, en octobre 2015, le dossier d'appel d'offre devant supporter le processus de sélection des fournisseurs d'un Switch Monétique interbancaire pour la mise en place de l'interbancarité monétique en République Démocratique du Congo.

Il conviendra de signaler l'organisation en juillet 2015 de l'atelier du lancement des travaux d'implémentation du Switch monétique interbancaire avec la participation de l'Association Congolaise des Banques.

III.I.5. Aménagement des centres d'hébergement

Sur ressources propres, la Banque Centrale s'est dotée de deux centres d'hébergement destinés à abriter les équipements du système national de paiement, construits conformément aux standards internationaux, garantissant la résilience opérationnelle de l'Institut d'émission.

Les travaux d'aménagement réalisés ont permis de finaliser, à la fois la pose des unités de climatisation dans les locaux appropriés, et de construire les structures métalliques extérieures pour la fixation des condensateurs.

Il y a lieu de relever également que les travaux destinés à l'installation de la cabine moyenne et basse tension pour l'alimentation en énergie électrique ont été complètement achevés.

Par ailleurs, pour rendre disponible une énergie stable et redonnant dans les centres d'hébergement, le projet se prépare à l'acquisition et l'installation, dans son site de secours, de deux onduleurs et de deux régulateurs de tension.

III.2. PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO AUX SYSTEMES REGIONAUX DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

III.2.1. Système régional de paiement et de règlement du COMESA (REPSS)

L'année 2015 a été marquée par l'organisation de la réunion du Groupe d'utilisateurs du Système régional de Paiement et de Règlement du COMESA. Cette rencontre, tenue à Kinshasa, a connu la participation de onze banques centrales de la région utilisant le REPSS.

Grâce à ces assises, la Banque Centrale du Congo a entrepris une série d'actions et de réformes ayant permis de réaliser les engagements pris lors de la 20ème réunion du Comité des Gouverneurs des banques centrales du COMESA. Dans ce contexte, la République Démocratique du Congo a rendu opérationnelle, au premier trimestre 2015, la plateforme de paiement et de règlement de la région du COMESA à travers l'accès et l'utilisation de ce système par les banques commerciales du pays.

III.2.2. Amendement du protocole SIRESS par le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC

Pour permettre la participation de la RDC au système régional de paiement de la SADC, et tenant compte des contraintes propres à chaque processus de modernisation des systèmes de paiement, le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des pays de la SADC a procédé à l'amendement des dispositions du protocole de participation au système SIRESS qui imposaient aux banques commerciales de participer au système RTGS domestique. Avec cette modification, la participation de la BCC deviendra effective avec cinq banques commerciales du pays.

CHAPITRE IV

AUDIT INTERNE

En 2015, les activités de l'Audit interne ont concerné (i) les missions d'audit, (ii) les missions de conseil, (iii) la mise en œuvre des recommandations d'audit et (iv) la gestion des risques.

IV.1. MISSIONS D'AUDIT

Suivant le plan d'audit pluriannuel 2015 - 2017, élaboré en fonction du niveau général des risques des activités de la Banque, les missions d'audit ont été exécutées à 65,6 % en 2015 contre 35,7 % en 2014.

L'écart relevé dans l'exécution des missions d'assurance, pour l'exercice 2015, est dû à quelques facteurs qui ont entravé la réalisation de certaines missions prévues, à savoir :

- l'exécution de plusieurs missions ponctuelles et d'enquête, en raison de la survenance des incidents et autres dysfonctionnements majeurs en cours d'exercice ;
- l'organisation locale des sessions de formation dont la disponibilité des animateurs a bousculé les calendriers des travaux d'audit ;
- les travaux relatifs à la mise en place du Système de Management de la Qualité à l'Audit Interne, dont l'organisation a requis la présence des Auditeurs en permanence pour une meilleure implémentation dudit Système.

Par ailleurs, dans le cadre de ses missions, l'Audit Interne a revu les états financiers de la Banque Centrale du Congo avant le passage de l'Auditeur Externe, PriceWaterhouseCoopers. Il y a lieu de rappeler qu'au cours de l'exercice sous revue, les états financiers de la Banque Centrale du Congo de 2014 ont été certifiés, sans réserve, par ledit Cabinet ainsi que par les Commissaires aux Comptes.

IV.2. MISSIONS DE CONSEIL

Au cours de la période sous analyse, les activités de conseil ont porté, d'une part, sur la sensibilisation des opérationnels dans la maîtrise des dispositifs de contrôle interne à travers des sessions de formation et de sensibilisation, et d'autre part, sur la participation des délégués de l'Audit Interne aux travaux de certains Comités, Commissions et Groupes de travail auxquels l'Audit Interne est membre ou invité.

IV.3. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS D'AUDIT

A l'issue de l'exécution des missions d'audit, il convient de relever que 704 recommandations ont été formulées pour lesquelles le taux d'exécution se chiffre à 77,8 %, ce qui a contribué à la réduction du niveau d'exposition de la Banque Centrale du Congo aux risques.

La plupart des recommandations non exécutées se justifient par, d'une part, les contraintes budgétaires, n'ayant pas permis de réaliser certaines dépenses d'investissement et, d'autre part, l'absence des procédures plus élaborées pour certains processus ainsi que les déficits qualitatif et quantitatif en personnel dans certains secteurs cœur de métier, notamment dans les entités provinciales.

IV.4. GESTION DES RISQUES

Les résultats des travaux d'élaboration progressive de la cartographie des risques opérationnels de trois directions pilotes, à savoir, la Trésorerie, les Opérations Bancaires et Marchés ainsi que la Comptabilité et Budget, ont été portés à la connaissance de la Haute Direction, du Comité de Pilotage du Projet RESTOR, du Comité de Gestion et de Stratégies ainsi que desdites Directions pilotes.

Des missions de vulgarisation des approches et méthodes de la Gestion des Risques ont été effectuées auprès de la Direction provinciale de Goma et des Agences Autonomes de Kamina, Kalemie, Buta et Kabinda.

CHAPITRE V

AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE

V.1. GESTION COURANTE

Pour assurer la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service dont les plus importants sont :

1. Ordre de Service n°024/15 du 02 février 2015

Cet Ordre de Service a porté création d'un projet dénommé « Régulation, Supervision et Traitement Opérationnel des Risques », RESTOR en sigle.

Le projet RESTOR poursuit les objectifs ci-après :

- revoir le dispositif de gestion des risques existant à la Banque et fournir, à la Sous-Direction de la Gestion des Risques de l'Audit Interne, une feuille de route pour le renforcement progressif dudit dispositif, tant sur le plan méthodologique que sur sa mise en œuvre ;
- réaliser une cartographie globale des risques, incluant notamment la gestion des risques stratégiques, opérationnels, financiers, de conformité et de reporting ;
- définir le socle de connaissances nécessaires au bon fonctionnement du dispositif de gestion des risques et le structurer au sein d'un programme de formation pour le personnel de la Banque, en particulier pour les gestionnaires des risques ;
- établir une stratégie de communication autour des sujets liés à la gestion des risques, afin de permettre la diffusion au sein de la Banque d'une culture de la prévention des risques ;
- intégrer au sein des processus décisionnels les informations émanant de la gestion des risques et aligner la politique de gestion des risques sur les missions statutaires et les objectifs stratégiques de la Banque.

2. Ordre de Service n° 029/15 du 05 février 2015

Cet Ordre de Service a consacré la fermeture de l'Agence Autonome de GEMENA.

3. Ordre de Service n°030/15 du 05 février 2015

Le présent Ordre de Service ouvre l'Agence Mandataire de GEMENA et désigne la Trust Merchant Bank SA en qualité de mandataire de la Banque Centrale du Congo à GEMENA, dans la Province de l'Equateur.

4. Ordre de Service n° 086/15 du 06 avril 2015

Cet Ordre de Service diffuse les normes et procédures de destruction des billets impropres à la circulation par broyage au Siège.

5. Ordre de Service n° 132/15 du 03 juin 2015

Cet Ordre de Service a trait à la fermeture de l'Agence Autonome d'Uvira.

6. Ordre de Service n° 145/15 du 09 juin 2015

Cet Ordre de Service porte création du Comité d'Adjudications bilatérales de Devises, CABD en sigle, dont la mission est d'assurer le bon déroulement des opérations d'adjudications bilatérales de devises conformément aux orientations stratégiques de la Banque.

7. Ordre de Service n° 160/15 du 19 juin 2015

Le présent Ordre de Service se rapporte à la création de la Commission Egalité Femme-Homme, CEFH en sigle, dont la mission consiste à élaborer, mettre en œuvre et contribuer à promouvoir une politique d'égalité femme-homme au sein de la Banque Centrale du Congo.

8. Ordre de Service n° 198/15 du 06 août 2015

Cet Ordre de Service fait suite à la fermeture de l'Agence Autonome d'Uvira et désigne l'établissement de crédit FBN BANK en qualité d'Agence Mandataire pour l'exercice du service de caissier de l'Etat, à Uvira, dans la Province du Sud-Kivu.

9. Ordre de Service n° 228/15 du 28 août 2015

Le présent Ordre de Service porte création d'un poste de Responsable Adjoint à la Direction Juridique de la Banque Centrale du Congo.

10. Ordre de Service n° 261/15 du 23 septembre 2015

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la création du Groupe de travail chargé de la Réorganisation des Magasins de la Banque et de la Gestion de stocks, GTRMB en sigle.

11. Ordre de Service n° 277/15 du 19 octobre 2015

Par cet Ordre de Service, le Cabinet Général d'Etudes et de Développement, GED Sarl en sigle, est nommé Liquidateur de la COOPEC DIBAYA LUBWE.

12. Ordre de Service n°337/15 du 11 décembre 2015

Cet Ordre de Service désigne le Comité d'Administration Provisoire de la First International Bank s.a, en sigle FIBank RDC.

V.2. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

La participation de la Haute direction aux réunions internationales concerne les missions officielles effectuées par le Gouverneur et le Vice-Gouverneur à l'extérieur du pays.

Ainsi, en 2015, ces missions se présentent comme suit :

Le Gouverneur

- **du 15 au 20 avril 2015 :** participation aux Assemblées annuelles de Printemps du FMI et de la Banque mondiale, à Washington DC (Etats-Unis).
- **le 15 mai 2015 et le 30 octobre 2015,** respectivement à Maputo au Mozambique et à Luanda en Angola, participation aux réunions du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales (CCBG) de la SADC.
- **du 08 au 11 juin 2015, à Berlin en Allemagne,** participation au Forum Economique RFA-RDC, sur l'environnement des affaires et les opportunités d'investissement en RDC.

Le Vice-Gouverneur

- **du 25 au 29 mai 2015, à Abidjan en Côte d'Ivoire**, participation aux Assemblées Annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD).
- A**oût 2015 à Luanda en Angola,** participation au Caucus africain pour préparer la position africaine, sur les politiques et les opérations du FMI et du Groupe de la Banque mondiale, à adresser aux dirigeants de ces institutions à l'occasion des Assemblées annuelles.

V.3. PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES

V.3.1. Personnel

V.3.1.1. Effectif de la Banque

L'effectif de la Banque Centrale du Congo en 2015 s'est chiffré à 1.878 agents contre 1.888 agents en 2014. Ce recul, en dépit de nouveaux engagements, fait suite à des sorties de l'effectif tenant aux départs en retraite et aux décès enregistrés au cours de l'année sous examen.

Tableau II.14 Evolution de l'effectif actif de la Banque

Localisation	Décembre 2014		Décembre 2015		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Siège	1 361	*72,1*	1 311	*69,8*	-50	*-3,8*
Entités provinciales	527	*27,9*	567	*30,2*	40	*7,1*
Total	**1 888**	*100,0*	**1 878**	*100,0*	**-10**	***-0,5***

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.15 Evolution du Personnel actif selon le genre

	Déc. 2014	Déc. 2015	Variation en %
Féminin	455	460	*1,1*
Masculin	1 433	1 418	*-1,1*
Total	**1 888**	**1 878**	***-0,5***

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.1. Répartition du personnel par organes

Tableau II.16 Répartition du personnel du Siège

Structures	Organes	Effectif par genre			
		F	M	Total	%
Directions autonomes du siege	Haute direction	13	52	**65**	*3,5*
	Audit interne	15	42	**57**	*3,0*
	Coordination de la caisse de retraite	5	6	**11**	*0,6*
	Cellule technique d'appui au réseau des entités provinciales	1	7	**8**	*0,4*
	Direction du changement	3	5	**8**	*0,4*
	Coordination du centre hospitalier	47	36	**83**	*4,4*
	S/D Sécurité du Siège et des entités provinciales	1	43	**44**	*2,3*
	Direction de l'hôtel des monnaies	6	41	**47**	*2,5*
	Direction commerciale de l'hôtel des monnaies	3	10	**13**	*0,7*
	Direction technique de l'hôtel des monnaies	10	91	**101**	*5,4*
	Sous-total 1	104	**333**	**437**	**23,3**
Direction générale de la politique monétaire et des opérations	Cellule du directeur général de la politique monétaire	3	9	**12**	*0,6*
	Direction des analyses **économiques**	15	32	**47**	*2,5*
	Direction de la surveillance des intermédiaires financiers	31	49	**80**	*4,3*
	Direction de la recherche et des statistiques	13	38	**51**	*2,7*
	Direction des opérations bancaires et des marches	45	52	**97**	*5,2*
	Direction du système national de paiements	5	14	**19**	*1,0*
	Direction de la trésorerie	44	89	**133**	*7,1*
	Sous-total 2	156	283	439	23,4
Direction générale de l'administration et des services techniques	Cellule du directeur général de l'AST	4	8	**12**	*0,6*
	Direction des ressources humaines	32	49	**81**	*4,3*
	Direction juridique	15	24	**39**	*2,1*
	Direction de la comptabilité et du budget	21	40	**61**	*3,3*
	Direction de l'administration générale	16	62	**78**	*4,2*
	Direction de l'informatique	10	124	**134**	*7,1*
	Sous-direction des approvisionnements	8	22	**30**	*1,6*
	Sous-total 3	**106**	**329**	**435**	**23,2**
	Total Siège	**366**	**945**	**1.311**	*69,8*

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.17 Répartition du personnel des entités provinciales

Structures	Organes	Effectif par sexe			
		F	M	Total	%
Entités provinciales	Direction Provinciale de BANDUNDU	3	25	**28**	*1,5*
	Agence Autonome d'INONGO	1	7	**8**	*0,4*
	Agence Autonome de KIKWIT	1	11	**12**	*0,6*
	Direction Provinciale de BUKAVU	10	37	**47**	*2,5*
	Direction Provinciale de GOMA	7	32	**39**	*2,1*
	Direction Provinciale de KANANGA	6	27	**33**	*1,8*
	Agence Autonome d'ILEBO	1	9	**10**	*0,5*
	Agence Autonome de TSHIKAPA	0	7	**7**	*0,4*
	Direction Provinciale de KINDU	0	25	**25**	*1,3*
	Direction Provinciale de KISANGANI	10	41	**51**	*2,7*
	Agence Autonome de BUTA	0	9	**9**	*0,5*
	Agence Autonome d'ISIRO	1	6	**7**	*0,4*
	Direction Provinciale de LUBUMBASHI	24	62	**86**	*4,6*
	Agence Autonome de KALEMIE	2	7	**9**	*0,5*
	Agence Autonome de KAMINA	0	6	**6**	*0,3*
	Agence Autonome de KASUMBALESA	3	12	**15**	*0,8*
	Agence Autonome de KONGOLO	0	5	**5**	*0,3*
	Direction Provinciale de MATADI	5	31	**36**	*1,9*
	Agence Autonome de BOMA	5	18	**23**	*1,2*
	Direction Provinciale de MBANDAKA	6	19	**25**	*1,3*
	Agence Autonome de BOENDE	1	5	**6**	*0,3*
	Agence Autonome de BUMBA	1	9	**10**	*0,5*
	Agence Autonome de GBADO	0	9	**9**	*0,5*
	Agence Autonome de ZONGO	1	8	**9**	*0,5*
	Direction Provinciale de MBUJI-MAYI	5	26	**31**	*1,7*
	Agence Autonome de KABINDA	0	7	**7**	*0,4*
	Agence Autonome de LODJA	0	8	**8**	*0,4*
	Agence Autonome de MWENE-DITU	1	5	**6**	*0,3*
	Total – Entités Provinciales	**94**	**473**	**567**	*30,2*

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.2. Répartition du personnel par grade

Tableau II.18 Répartition du personnel par grade

Grade			Effectif par sexe			
Catégorie	**Libelle**	**Code**	**F**	**M**	**Total**	**%**
Grade de catégorie 1	**Directeur Général - Classe 1**	11.1	0	0	**0**	*0,00*
	Directeur Général - Classe 2	11.2	0	1	**1**	*0,05*
	Directeur Général - Classe 3	11.3	0	0	**0**	*0,00*
	Directeur - classe 1	12.1	0	1	**1**	*0,05*
	Directeur - classe 2	12.2	2	4	**6**	*0,32*
	Directeur - classe 3	12.3	3	18	**21**	*1,12*
	Directeur - Adjoint - Classe 1	13.1	1	6	**7**	*0,37*
	Directeur - Adjoint - Classe 2	13.2	0	2	**2**	*0,11*
	Directeur - Adjoint - Classe 3	13.3	4	36	**40**	*2,13*
	Sous-total catégorie 1		**10**	**68**	**78**	***4,15***
Grade de catégorie 2	**Chef de Service Principal - Classe 1**	21.1	2	9	**11**	*0,59*
	Chef de Service Principal - Classe 2	21.2	2	1	**3**	*0,16*
	Chef de Service Principal - Classe 3	21.3	6	20	**26**	*1,38*
	Chef de Service - Classe 1	22.1	7	19	**26**	*1,38*
	Chef de Service - Classe 2	22.2	21	54	**75**	*3,99*
	Chef de Service - Classe 3	22.3	13	78	**91**	*4,85*
	Chef de Service - Adjoint Principal - Classe 1	23.1	7	14	**21**	*1,12*
	Chef de Service - Adjoint Principal - Classe 2	23.2	3	3	**6**	*0,32*
	Chef de Service - Adjoint Principal - Classe 3	23.3	5	6	**11**	*0,59*
	Chef de Service - Adjoint - Classe 1	24.1	14	25	**39**	*2,08*
	Chef de Service - Adjoint - Classe 2	24.2	13	33	**46**	*2,45*
	Chef de Service - Adjoint - Classe 3	24.3	4	17	**21**	*1,12*
	Sous-total catégorie 2		**97**	**279**	**376**	***20,02***

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.18bis Répartition du personnel par grade

Grade			Effectif par sexe			
Categorie	Libelle	Code	F	M	Total	%
Grade de catégorie 3	Chef de Bureau Principal - Classe 1	31.1	21	11	**32**	*1,70*
	Chef de Bureau Principal - Classe 2	31.2	14	23	**37**	*1,97*
	Chef de Bureau Principal - Classe 3	31.3	22	30	**52**	*2,77*
	Chef de Bureau - Classe 1	32.1	38	122	**160**	*8,52*
	Chef de Bureau - Classe 2	32.2	56	179	**235**	*12,51*
	Chef de Bureau - Classe 3	32.3	51	183	**234**	*12,46*
	Chef de Bureau - Adjoint Principal - Classe 1	33.1	12	18	**30**	*1,60*
	Chef de Bureau - Adjoint Principal - Classe 2	33.2	15	53	**68**	*3,62*
	Chef de Bureau - Adjoint Principal - Classe 3	33.3	0	5	**5**	*0,27*
	Chef de Bureau - Adjoint - Classe 1	34.1	5	14	**19**	*1,01*
	Chef de Bureau - Adjoint - Classe 2	34.2	31	116	**147**	*7,83*
	Chef de Bureau - Adjoint - Classe 3	34.3	40	104	**144**	*7,67*
	Sous-total catégorie 3		**305**	**858**	**1 163**	***61,93***
Grade de catégorie 4	Rédacteur Principal - Classe 1	41.1	0	1	**1**	*0,05*
	Rédacteur Principal - Classe 2	41.2	0	5	**5**	*0,27*
	Rédacteur Principal - Classe 3	41.3	2	10	**12**	*0,64*
	Rédacteur - Classe 1	42.1	4	18	**22**	*1,17*
	Rédacteur - Classe 2	42.2	16	34	**50**	*2,66*
	Rédacteur - Classe 3	42.3	21	77	**98**	*5,22*
	Rédacteur-Adjoint Principal - Classe 1	43.1	0	0	**0**	*0,00*
	Rédacteur-Adjoint Principal - Classe 2	43.2	0	0	**0**	*0,00*
	Rédacteur-Adjoint Principal - Classe 3	43.3	0	2	**2**	*0,11*
	Rédacteur-Adjoint - Classe 1	44.1	0	0	**0**	*0,00*
	Rédacteur-Adjoint - Classe 2	44.2	3	20	**23**	*1,22*
	Rédacteur-Adjoint - Classe 3	44.3	1	13	**14**	*0,75*
	Sous-total catégorie 4		**47**	**180**	**227**	***12,09***
Grade de catégorie 5	Commis Principal - Classe 1	51.1	0	1	**1**	*0,05*
	Commis Principal - Classe 2	51.2	0	0	**0**	*0,00*
	Commis Principal - Classe 3	51.3	0	0	**0**	*0,00*
	Commis - Classe 1	52.1	0	1	**1**	*0,05*
	Commis - Classe 2	52.2	1		**1**	*0,05*
	Commis - Classe 3	52.3	0	20	**20**	*1,06*
	Commis-Adjoint Classe 1	54.1	0	0	**0**	*0,00*
	Commis-Adjoint Classe 2	54.2	0	10	**10**	*0,53*
	Commis-Adjoint Classe 3	54.3	0	1	**1**	*0,05*
	Sous-total catégorie 5		**1**	**33**	**34**	***1,81***

Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 4 : Catégorisation professionnelle à la Banque

La catégorisation professionnelle, CATPRO en sigle, s'entend comme le regroupement de différents emplois dans des ensembles fonctionnels cohérents appelés catégories. Et, une catégorie professionnelle est un ensemble d'emplois dont la nature des prestations est, du point de vue fonctionnel, analogue.

La CATPRO est effective depuis le 15 juin 2010, avec la publication de l'Ordre de Service n° 094/10, portant nouvelle nomenclature des catégories professionnelles à la Banque.

Chaque catégorie possède un nombre déterminé des niveaux de progression dont l'ensemble constitue un itinéraire de carrière.

1. Contenus de catégorie professionnelle

Il existe 5 catégories professionnelles à la Banque Centrale du Congo dont l'essentiel de contenu de chacune d'entre elles, se résume par le tableau ci-après :

Managers	Emplois qui impliquent la direction, la supervision et la coordination d'activités d'une équipe de personnes dont, en principe, on évalue le rendement.
Professionnels	Emplois basés sur des travaux de conception, d'études, d'analyse et de recherche dans un champ d'activités professionnelles.
Techniciens	Emplois chargés d'effectuer de manière méthodique divers travaux pratiques en vue d'assurer la bonne marche des opérations courantes dans une unité administrative ou dans un Service technique spécialisé.
Soutiens Administratifs ou Techniques	Emplois dont les tenants exercent des travaux d'appui aux activités d'administration ou à caractère technique.
Métiers Non Spécialisés	Emplois dont les tenants effectuent des tâches variées non spécialisées ne requérant pas de formation technique particulière.

2. Conditions d'accès au sein des catégories professionnelles

L'accession à une catégorie professionnelle se fait à travers :

- l'exercice réel d'un emploi ou d'un métier appartenant à une catégorie donnée ;
- l'affectation à un emploi en fonction de la nature de ses principales tâches.

3. Critère d'évolution dans les itinéraires de carrière

Les critères d'évolution dans les catégories professionnelles se résument aux compétences qui s'expriment par :

- la professionnalisation éprouvée de chaque agent dans l'exercice de l'emploi par une accumulation d'expériences ;
- la contribution individuelle dans la réalisation des objectifs de la structure d'appartenance ou l'amélioration de la qualité de cette contribution.

V.3.1.1.3. Répartition du personnel par niveau d'etudes

En 2015, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

Tableau II.19 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

Niveau d'études		Effectif par genre			
		F	M	Total	%
Universitaire	Licence et plus (Bac + 5 & Plus)	141	451	592	31,5
	Graduat (Bac + 3)	97	262	359	19,1
Sous-total 1		238	713	951	50,6
Non Universitaire	Diplôme d'Etat (Bac)	160	471	631	33,6
	Secondaire	59	193	252	13,4
	Primaire	3	41	44	2,3
Sous-total 2		222	705	927	49,7
Total général		**460**	**1 418**	**1 878**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

Le tableau ci-dessus renseigne que 50,6 % des agents actifs sont universitaires.

V.3.1.1.4. Répartition du personnel par categorie professionnelle

Tableau II.20 Catégorie professionnelle

Catégorie professionnelle		Effectif par genre			
		F	M	Total	%
Manager	Cadre de Direction (CADIR)	16	87	103	5,5
	Responsable de Service (RS)	35	148	183	9,7
Professionnel		99	373	472	25,1
Technicien		259	593	852	45,4
Soutien Administratif ou Technique (SAT)		50	180	230	12,3
Métier Non Spécialisé (MNS)		1	37	38	2,0
Total généralL		**460**	**1 418**	**1 878**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.5. Répartition du personnel par anciennete a la banque

Tableau II.21 Répartition du personnel selon l'ancienneté

Ancienneté	Effectif par genre			
	F	M	Total	%
De 0 à 5 ans	137	377	514	27,4
De 6 à 10 ans	49	291	340	18,1
De 11 à 15 ans	36	105	141	7,5
De 16 à 20 ans	29	82	111	5,9
De 21 à 25 ans	74	281	355	18,9
De 26 à 30 ans	72	195	267	14,2
Plus de 30 ans	63	87	150	8,0
Total	**460**	**1 418**	**1 878**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.6. Répartition du personnel par l'âge des agents

Tableau II.22 Répartition du personnel selon l'âge

Tranches d'âge	Effectif par genre			%
	F	M	Total	
De 18 à 25ans	6	4	10	*0,5*
De 26 à 30ans	46	101	147	*7,8*
De 31 à 35ans	58	221	279	*14,9*
De 36 à 40ans	46	180	226	*12,0*
De 41 à 45ans	34	123	157	*8,4*
De 46 à 50ans	58	185	243	*12,9*
De 51 à 55ans	115	296	411	*21,9*
De 56 à 61ans	97	308	405	*21,6*
Total	**460**	**1 418**	**1 878**	***100,0***

Source : Banque Centrale du Congo.

Les données du tableau ci-dessus montrent que la population active de la Banque se retrouve entre 46 ans et 61 ans.

V.3.1.1.7. Comparaison entre niveau d'études et ancienneté a la banque

Tableau II.23 Niveau d'études et ancienneté à la Banque

Ancienneté	Effectif par niveau d'étude						
	L2 et +	G3	D6	Second.	Primaire	Total	%
0 à 5ans	256	82	161	14	1	514	27,4
06 à 10ans	124	97	102	9	8	340	18,1
11 à 15ans	29	34	54	21	3	141	7,5
16 à 20ans	28	27	40	12	4	111	5,9
21 à 25ans	75	64	124	87	5	355	18,9
26 à 30ans	52	38	100	61	16	267	14,2
Plus de 30ans	28	17	50	48	7	150	8,0
Total	**592**	**359**	**631**	**252**	**44**	**1 878**	***100,0***

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.8. Comparaison entre niveau d'études et l'âge des agents

Tableau II.24 Niveau d'études et âge des agents

Age	Effectif par niveau d'étude						
	L2 et +	G3	D6	Second.	Primaire	Total	%
18 à 25ans	4	1	5	0	0	10	0,5
26 à 30ans	81	19	46	1	0	147	7,8
31 à 35ans	134	57	82	5	1	279	14,9
36 à 40ans	94	46	79	7	0	226	12,0
41 à 45ans	55	36	49	13	4	157	8,4
46 à 50ans	62	53	92	30	6	243	12,9
51 à 55ans	80	81	152	87	11	411	21,9
56 à 61ans	82	66	126	109	22	405	21,6
Total	**592**	**359**	**631**	**252**	**44**	**1 878**	***100,0***

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.9. COMPARAISON ENTRE NIVEAU D'ETUDES ET LA CATEGORIE PROFESSIONNELLE

Tableau II.25 Niveau d'études et catégorie professionnelle

Catégorie prof.	Effectif par niveau d'étude						
	L2 et +	G3	D6	Second.	Primaire	Total	%
Manager CADIR	75	22	4	2	0	103	5,5
Manager RS	77	53	47	6	0	183	9,8
Professionnel	317	89	46	20	0	472	25,3
Technicien	123	193	375	145	16	852	45,6
Soutien Adm ou Tech.	0	2	152	61	15	230	12,3
Métier Non Spécialisé	0	0	7	9	12	28	1,5
Total	**592**	**359**	**631**	**243**	**43**	**1 878**	***100,0***

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.10. Comparaison entre l'âge des agents et la catégorie professionnelle d'appartenance

Tableau II.26 Age des agents et catégorie professionnelle

Age	Effectif par categorie professionnel							
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS	Total	%
	CADIR	RS						
18 à 25ans	0	0	3	2	5	0	10	0,5
26 à 30ans	0	0	70	44	33	0	147	7,8
31 à 35ans	1	12	121	98	43	4	279	14,9
36 à 40ans	3	18	69	85	46	5	226	12,0
41 à 45ans	4	16	35	77	20	5	157	8,4
46 à 50ans	12	29	43	136	16	7	243	12,9
51 à 55ans	34	57	70	208	36	6	411	21,9
56 à 61ans	49	51	61	202	31	11	405	21,6
Total	**103**	**183**	**472**	**852**	**230**	**38**	**1 878**	***100,0***

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.11. Comparaison entre l'ancienneté et la catégorie professionnelle

Tableau II.27 Ancienneté et catégorie professionnelle

Ancienneté	Effectif par catégorie professionnel							
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS	Total	%
	CADIR	RS						
0 à 5ans	4	5	189	183	116	17	514	27,4
06 à 10ans	6	43	109	144	34	4	340	18,1
11 à 15ans	1	10	27	89	12	2	141	7,5
16 à 20ans	11	14	22	45	17	2	111	5,9
21 à 25ans	34	54	68	172	23	4	355	18,9
26 à 30ans	33	41	40	128	17	8	267	14,2
Plus de 30ans	14	16	17	91	11	1	150	8,0
Total	**103**	**183**	**472**	**852**	**230**	**38**	**1 878**	***100,0***

Source : Banque Centrale du Congo.

V.3.1.1.12. Effectif de la population passive de la banque

Tableau II.28 Population passive de la Banque

Catégories	Retraités		Total	Veuves		Total	Orphélins		Total	Total gen.
	Cadir	N/Cadir		Cadir	N/Cadir		Cadir	N/Cadir		
Siège	85	895	980	40	840	880	1	66	67	1927
Provinces	10	174	184	3	181	184	0	11	11	379
Total	**95**	**1 069**	**1 164**	**43**	**1 021**	**1 064**	**1**	**77**	**78**	**2 306**

Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 5. ROME – BCC 5 : Un outil indispensable dans la mise en place d'une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences à la Banque

Dans le cadre des travaux d'analyse et de classification des emplois, socle de toute gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), l'Institut d'émission avait franchi, depuis le 06 mai 2013, l'étape relative à l'élaboration d'un recueil d'emplois, entériné par l'Ordre de Service 076/13 de la date précitée, portant publication du Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois à la Banque Centrale du Congo, ROME – BCC en sigle.

Cette étape a consisté à lister tous les emplois et métiers existant à l'Institut d'Emission dans un document unique afin de permettre à tous les agents d'avoir un même entendement quant à l'existence et au contenu des emplois qu'ils exercent.

Dans l'optique d'une vision utilitaire de ce registre d'emplois, la BCC a procédé pour son élaboration, à la description et à l'analyse des postes, à l'identification et à la dénomination des emplois, à la définition et à la détermination des familles d'emplois, au regroupement des emplois dans les familles et au recueil des avis d'autres experts.

Aussi, la Banque a recouru aux interviews et aux questionnaires sous forme des Relevés Journaliers d'Activités (RJA).

Ainsi, le ROME – BCC reprend la nomenclature des emplois et métiers existant actuellement au sein de la Banque.

Outre le repérage emplois et métiers dans des familles et sous-familles ou familles satellitaires, cet outil permet de (d') :

- mettre en évidence les missions essentielles de chaque emploi ;
- uniformiser et de simplifier la dénomination des emplois ;
- dénombrer les différents métiers et emplois répertoriés ;
- harmoniser les contenus relatifs aux métiers et emplois répertoriés ;
- faciliter le rangement des métiers et emplois dans les catégories professionnelles ;
- mettre en évidence le référentiel des compétences ;
- préparer la classification des emplois ;
- dresser la cartographie des métiers et emplois repères ; et enfin,
- rationaliser davantage la gestion du capital humain.

Cet ouvrage répertorie 296 emplois au total soit : 147 emplois de la catégorie professionnelles des « Managers », 28 emplois de la catégorie des « Professionnels », 97 emplois et métiers dans la catégorie des « Techniciens », 18 emplois pour la catégorie des « Soutiens Administratifs ou Techniques » et 5 emplois et métiers parmi les « Métiers Non Spécialisés ».

IV.3.2. FORMATION

IV.3.2.1. FORMATION DES AGENTS

Le nombre d'agents ayant bénéficié de formation en 2015 s'est accru de 13,2 % par rapport à 2014. La Banque a assuré la formation de 1.025 unités dont 111 à l'étranger.

Tableau II.29 Formations organisées à l'intérieur du pays

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	Anglais	janvier à décembre 2015	BCC et CALI	SCHOOL MASTER, CALI et BCC	58
2	Atelier de vulgarisation sur le suivi des opérations de change aux guichets des banques commerciales.	février 2015	BCC/Kinshasa	BCC	18
3	Conférence sur « les outils de suivi et évaluation des actions de formation dans les entreprises.	février 2015	Grand Hôtel de Kinshasa	CAFEM	3
4	Formation sur le contrôle budgétaire et la validation financière.	février 2015	BCC/Kinshasa	BCC	4
5	Procédure d'élaboration d'un manuel des risques professionnels.	février 2015	Eglise Sacré-Cœur/Kinshasa	BCC	17
6	Comment vivre sa retraite	février à avril 2015	BCC/Kinshasa	Management des Projets et Entreprenariat (MAPRE)	62
7	MS PROJECT 2007	février à avril 2015	BCC/Kinshasa	BCC	12
8	Séminaire sur l'autonomisation de la femme travailleuse.	mars 2015	BCC/Kinshasa	AFEBACO	348
9	Formation sur la protection des autorités	avril et mai 2015	Centre de formation de la Police Nationale	PNC	20
10	Journées d'études fiscales	mai 2015		DGI, CFEP	4
11	Connaissance de la Banque	mai et juin 2015	BCC/Kinshasa	BCC	12
12	Formation des formateurs sur la nouvelle version de l'applicatif « caisse de retraite ».	juin 2015	BCC/Kinshasa	BCC	11
13	Formation des utilisateurs de la nouvelle version de l'applicatif « caisse de retraite ».	juin et juillet 2015	BCC/Kinshasa	BCC	Personnel BCC

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
14	Applicatif ISYS Import/Export	juillet 2015	BCC/Kinshasa	BCC	33
15	Atelier Urgentium, Conférence et Sécurité Industrielle.	août et septembre 2015	Limete/Kinshasa	-	16
16	Formation sur le processus d'approvisionnement.	août et septembre 2015	BCC/Kinshasa	BCC	8
17	Renforcement des capacités institutionnelles et managériales des femmes en milieu de travail.	septembre 2015	Centre Béthanie Kinshasa	Réseau des Femmes des Entreprises du Congo (REFEC)	2
18	Basculement au système de déclaration et de paiement unique des Impôts, cotisations sociales, cotisations et contributions patronales sur les rémunérations.	septembre à octobre 2015	BCC/Kinshasa	BCC	59
19	Logiciel ADBALI	octobre 2015	BCC/Kinshasa	BCC	9
20	Logiciels STATA et WINSOLVE	octobre à décembre 2015	BCC/Kinshasa	BAD	62
21	Approche genre et développement.	novembre 2015	Kisantu Kongo-Central	GIZ	12
22	Logiciel MICROSOFT EXCEL avancé.	novembre 2015	Kinshasa	BCC	34
23	Formation sur l'hydraulique appliquée dans les industries.	novembre et décembre 2015	BCC/Kinshasa	Maison General Business Technology	28
24	Formation YSIS-REPSS	novembre et décembre 2015	BCC/Kinshasa	BCC	56
25	Formation sur les attaques terroristes	décembre 2015	Centre de formation de la PNC/Kinshasa	PNC	16

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.30 Formations organisées à l'extérieur du pays

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	La gouvernance d'une Banque Centrale	mars 2015	France/Marne la Vallée	Institut Bancaire Financier International	1
2	Gestion des réserves internationales	juin 2015	Egypte/Caire	Institut Monétaire du COMESA	1
3	Application SIGMA-RH	février 2015	Canada/Montréal	Firme SIGMA-RH	3
4	Atelier sur la modélisation économique avancée	février 2015	Ouganda/ Kampala	Institut Monétaire du COMESA	2
5	Le système de communication 1-24/7 d'interpole : Module cybercriminalité	février 2015	France/Lyon	Secrétariat Général de l'OIPC-Interpol	2
6	Les techniques de communication audiovisuelle	février 2015	France /Paris	Firme VONEWS	1
7	Programmation et politique financière	février et mars 2015	RSA/Pretoria	Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC	1
		mai 2015	Ile Maurice/Port Louis	Institut de Développement des Capacités du FMI	3
8	Administration du point d'accès SWIFT	mars 2015	Belgique/ Bruxelles	-	4
9	Atelier des superviseurs bancaires francophones	mars 2015	Belgique/ Bruxelles	l'ACPR, la Banque de France, l'IBFI et le FSI	2
10	Catégorie Business	mars 2015	France/Paris	Maison SWIFT	3
11	Congrès mondiale de néphrologie	mars 2015	RSA/Cap Town	Société Internationale de Néphrologie	2
12	Gestion macroéconomique des ressources naturelles	mars 2015	Cameroun/ Douala	AFRITAC Centre	1
13	Implementing Core CISCO ASA Security	mars 2015	Inde/New Delhi	Firme Koenig Solutions Ltd	2
14	Lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite	mars 2015	Togo/Lomé	Union Nationale des Syndicats du Togo (UNSTIT	1
15	Projet d'optimisation de l'ERP DYNAMICS NAV de la BCC	mars 2015	France/ Hanguenau	Firme EURO TECH GROUP	1
16	Comptabilité des Banques Centrales et Gestion Budgétaire	avril 2015	Tunisie/Tunis	Institut de la Banque Centrale de Tunis (IBCT), Institut Bancaire et Financier Internationale (IBFI)	2

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
17	Séminaire sur la syndication et l'origination du marché obligataire	avril 2015	Cote d'Ivoire/ Abidjan	FINAFRICA	3
18	Prise en charge du cancer gynécologique et mammaire	avril et mai 2015	MAROC/ Marrakech	SRMGO	1
19	Enjeux de la gestion et de la résolution des crises	mai 2015	RSA/Pretoria	Commission des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC	2
20	Gestion des banques en difficulté	mai-15	Gabon/Libreville	AFRITAC Centre	3
21	Gestion des risques de marché par une Banque Centrale	mai 2015	Maroc /Rabat	Bank Al-Maghrib, Institut Bancaire et Financier Internationale (IBFI)	2
22	Gestion macroéconomique	mai 2015	Zimbabwe/ Victoria Falls	SADC	1
23	Systèmes YORK	mai et juin 2015	Italie/Milan	TECHNAIR	2
24	ITG Champions	juin 2015	Madagascar	Banque Centrale de Madagascar	2
25	Modernisation des procédures de déclaration, de recouvrement de comptabilisation des recettes douanières et fiscales	juin 2015	Gabon/Libreville	AFRITAC Centre (FMI)	1
26	Protocole et organisation des événements diplomatiques	juin 2015	France/Paris	Académie Diplomatique Internationale	2
27	Stabilité financière et tests de résistance	juin 2015	Suisse/Bale	Institut de la Stabilité Financière de la Banque Internationale de Règlement (BIR)	1
28	Statistiques monétaires et financières	juin 2015	Sénégal/Dakar	Partenariat Multilatéral pour l'Afrique (PMA)	1
29	Gestion de la dette publique	juin et juillet 2015	Gabon /Libreville	AFRITAC Centre	1
30	Modèles DSGE appliqués aux politiques macroéconomiques	juin et juillet 2015	Washington DC/ USA	Fonds Monétaire International (FMI)	1
31	Promotion de la stabilité financière à travers des cadres légaux et institutionnels renforcés	juin et juillet 2015	Ile Maurice/ Ebène	Firme AFRITAC	1
32	Comptabilité nationale	juillet 2015	Gabon /Libreville	AFRITAC Centre	1
33	Maintenance des systèmes informatiques	juillet 2015	France/ Hanguenau	Centre Microsoft Dynamics Academy	2

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
34	Boulder	juillet et août 2015	Italie /Turin	Boulder Institut of Micro Finance	2
35	Modélisation de la volatilité des marchés financiers dans un cadre multivarié	juillet et août 2015	Kenya /Nairobi	Institut Monétaire du COMESA	2
36	Conceptualisation et redynamisation du site internet de la Banque Centrale	août 2015	Maroc/ Casablanca	Priorité Formation	2
37	Changement du cadre des opérations monétaires et gestion des collatéraux	septembre 2015	Royaume-Uni/ Londres	Centre Historique de l'Université de Cambridge	1
38	Elaboration de son cahier de charge projet	septembre 2015	France/Paris	Centre CEGOS	1
39	Implémentation du droit comptable OHADA aux entités publiques	septembre 2015	Cote d'Ivoire/ Abidjan	Secrétariat Permanent de l'OHADA	1
40	Bâtir une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	octobre 2015	France/Paris	Maison CEGOS	2
41	Elaboration et utilisation de solidité financière destinées à des pays francophones	octobre 2015	Sénégal/Dakar	Fond Monétaire International (FMI)	2
42	Elaboration et utilisation des indicateurs de solidité financière	octobre 2015	Sénégal/Dakar	Département des statistiques du FMI	2
43	Evaluation des compétences et entretien annuel d'évaluation des performances	octobre 2015	France/Paris	CAPER	2
44	Gestion des projets à titre d'aide pour les pays francophones en 2015	octobre 2015	Chine	Gouvernement Chinois	1
45	Gestion, suivi et analyse des projets	octobre 2015	France/Paris	Maison TRICOMPETANCES	1
46	Paiements mobiles et inclusion financière	octobre 2015	Zambie/Lusaka	Fondation Bill et Melinda Gates, SADC	1
47	Questions économiques de l'intégration régionale	octobre 2015	Ile Maurice	Institut de Formation pour l'Afrique (FMI)	2
48	Développement économique et planification à moyen terme et à long terme des pays africains francophones	octobre et novembre 2015	Chine/Beijing	Gouvernement chinois	1
49	38ième promotion du Cycle diplômant du Centre Ouest Africain de Formation	novembre 2015 à 2016	Sénégal/Dakar	BCEAO	2
50	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	novembre 2015	Ile Maurice	Institut de Formation pour l'Afrique (FMI)	1
51	Implémentation ISO 27001	novembre 2015	France/Paris	Maison EGILIA	4

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
52	Nouvelle version du logiciel BSA	novembre 2015	Moa mbique/ Maputo	SADC	2
53	Rédaction des lois relatives à la supervision bancaire alignée au modèle de la loi SADC	novembre 2015	RSA/Pretoria	Secrétariat du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales (CCBG)	2
54	Renforcement de la capacité de l'administration à l'intention des fonctionnaires économiques et commerciaux de la RDC	novembre 2015	Chine	Gouvernement chinois	5
55	Réseaux informatiques	novembre 2015	Inde/New Delhi	Gouvernement Indien	1
56	Initiative des marchés financiers africains (IMFA)	novembre et décembre 2015	RSA/ ð hannesburg	BAD	1
57	Administration avancée, développement et maintenance de l'ERP DYNAMICS NAV 2013	décembre 2015	France/ Haguennau	Firme Eurotech Group	4
58	Développement IMB WEBSPHERE	décembre 2015	France/Paris	Firme GLOBAL KNOWLEDGE NETWORK	
59	Règlementations de Bale I, II et III	décembre 2015	Ile Maurice	FinAfrique	1
60	Techniques approfondies d'installation des ascenseurs SCHINDLER	décembre 2015	Suisse	SCHINDLER	4
61	Utilisation des logiciels STATA	décembre 2015	Portugal/ Lisbonne	Maison TIMERLAKE	3

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.3.3. Encadrement des stagiaires

Au cours de l'année sous examen, 647 étudiants provenant de différentes formations supérieures et universitaires ont été admis en stage à la Banque Centrale du Congo, contre 510 unités l'année précédente.

Tableau II.31 Répartition des stagiaires par Direction en 2015 (*)

N°	Organes	2014	2015	Variation en %
1	Direction des Opérations Bancaires et des Marchés	88	138	*42,4*
2	Direction de l'Informatique	63	120	*48,3*
3	Direction des Analyses Economiques	80	88	*6,8*
4	Direction des Ressources Humaines	108	87	*-17,8*
5	Direction de la Recherche et des Statistiques	45	61	*13,6*
6	Direction de l'Administration Générale	27	45	*15,3*
7	Direction ù ridique	30	43	*11,0*
8	Coordination du Centre Hospitalier	5	19	*11,9*
9	Coordination de la Caisse de retraite	0	9	*7,6*
10	Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers	63	8	*-46,6*
11	Audit interne	0	6	*5,1*
12	Direction du Système des Paiements	0	4	*3,4*
13	Direction de la Trésorerie	1	0	*-0,9*
	Total	**510**	**628**	***100,0***

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales

Tableau II.32 Répartition des stagiaires selon les institutions en 2015

N°	Universités et Instituts supérieurs	Sigle	2014	2015	Variation en %
1	Université Pédagogique Nationale	UPN	71	112	6,5
2	Université de Kinshasa	UNIKIN	62	102	6,4
3	Université Catholique du Congo	UCC	79	100	3,3
4	Université Protestante Au Congo	UPC	59	73	2,2
5	Institut Supérieur de Commerce	ISC	33	36	0,5
6	Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe	ISP	20	33	2,1
7	Université Technologique Bel Campus	UTBC	21	23	0,3
8	Institut Supérieur des Statistiques/Kinshasa	ISS/KIN	11	17	1,0
9	Institut Supérieur des Techniques Médicales	ISTM	8	15	1,1
10	Institut Sup. d'Informatique, Programmation et Analyses	ISIPA	11	13	0,3

N°	Universités et Instituts supérieurs	Sigle	2014	2015	Variation en %
11	Université Révérend Kim	URK	6	13	1,1
12	Université William Booth	UWB	17	10	-1,1
13	Université Libre de Kinshasa	ULK	22	8	-2,2
14	Ecole d'Informatique de Finance	EIFI	0	6	1,0
15	Institut Supérieur d'Information	ISI	0	6	1,0
16	Université Simon Kimbangu	USK	0	5	0,8
17	Ecole Sup. des Métiers d'Informatique et de Commerce	ESMICOM	24	4	-3,2
18	Institut Supérieur des Techniques Appliquées	ISTA	9	4	-0,8
19	Institut National de Préparation Professionnelle	INPP	1	3	0,3
20	Institut Supérieur en Sciences Infirmières	ISSI	0	3	0,5
21	Université Centrale de Tunis	-	1	3	0,3
22	Université Chrétienne Cardinal Malula	UCCM	22	3	-3,0
23	Université Chrétienne Internationale	UCI	1	3	0,3
24	Université de Kiw it	-	1	3	0,3
25	Université Franco-Amércain	-	1	3	0,3
26	Institut Supérieur de Gestion	-	0	2	0,3
27	Université Privée des Etudes Scientifiques-Tunis	-	0	2	0,3
28	Amity University	-	0	1	0,2
29	Centre Monk le	-	0	1	0,2
30	Ecole de Management de Dak r	-	0	1	0,2
31	Ecole des Métiers, de Tourisme et Secrétariat	-	0	1	0,2
32	Ecole Supérieure de Formation des Cadres	ESFORCA	1	1	0,0
33	Ecole Supérieure de Gouvernance, Economie et Politique	-	1	1	0,0
34	Global Open University	-	1	1	0,0
35	Institut Facult. des Sciences de l'Informat° et de la Comm.	IFASIC	6	1	-0,8
36	Institut Nationaux des Travaux Sociaux	-	0	1	0,2
37	Institut Supérieur d'Information et de Gestion	-	1	1	0,0
38	Institut Supérieur des Techniques Sociales	-	0	1	0,2
39	Institut Technique d'Information	-	1	1	0,0
40	Leadership Academia University	-	0	1	0,2
41	Université Catholic of America	-	0	1	0,2
42	Université Catholique de Kinshasa	UCKIN	0	1	0,2
43	Université CEPROMED	CEPROMED	0	1	0,2
44	Université Libre de Bruxe lles	ULB	1	1	0,0
45	Université Méditerranéenne de Tunis	-	0	1	0,2

N°	Universités et Instituts supérieurs	Sigle	2014	2015	Variation en %
46	Université Privée du Sud	-	1	1	0,0
47	Université Sharda	-	0	1	0,2
48	Université STRAFORD	-	0	1	0,2
49	Université Sunrise Alwar	-	0	1	0,2
50	Universités Privée des Sciences	-	0	1	0,2
51	Alliance Franco-Congolaise	-	1	0	-0,2
52	Collège Sherbrooke Maroc	-	1	0	-0,2
53	Ecole des Métiers de Modelisme	-	1	0	-0,2
54	Ecole Supérieure de Télécom	-	1	0	-0,2
55	Institut Supérieur Pédagogique/Mbanza-Ngungu	ISP/MBN	1	0	-0,2
56	Institut Supérieur Technologique de Kinshasa	-	1	0	-0,2
57	Suptema Maroc	-	1	0	-0,2
58	Université de Kisangani	-	1	0	-0,2
59	Université d'Etat de Voronezh	-	1	0	-0,2
60	Université Panafricaine du Congo	-	2	0	-0,3
61	Université Simpson Collège	-	1	0	-0,2
62	Université Time de Tunis	-	1	0	-0,2
63	University Mundiapolis Casablanca	-	1	0	-0,2
64	University of Eastern Africa Boroton	-	1	0	-0,2
65	University Saidi Mohamed Ben Abdellah	-	1	0	-0,2
66	Wheeling Jesuit University	-	1	0	-0,2
		Total	**510**	**628**	**21,5**

Source : Banque Centrale du Congo.

© Image-BCC

© Image-BCC

TITRE III

COMPTES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

BILAN

En 2015, la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo a enregistré une baisse de 6,3 % contre un accroissement de 0,7 % en 2014.

I.1. ACTIF

Du point de vue de l'actif du bilan, la contraction de la situation patrimoniale résulte essentiellement de la baisse avoirs et créances en monnaies nationales ainsi que des avoirs et créances en monnaie nationale.

Tableau III.1 Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo

(en millions de CDF)

	2014	2015	Variation en %
Avoirs et créances en or	-	-	
Avoirs et créances en ME	1 024 158	701 732	- 31,5
Titres en ME	46 225	185 583	301,5
Total avoirs et créances en or et ME hors DTS	**1 070 383**	**887 315**	**- 17,1**
Avoirs et créances en DTS aupres du FMI	471 712	417 580	- 11,5
Avoirs et créances en DTS aupres du FMI	**471 712**	**417 580**	**- 11,5**
Concours en MN aux établissements de crédit	69 500	59 235	- 14,8
Portefeuille titres Etat en MN	1 249 498	1 249 498	-
Avoirs et créances en MN	1 318 998	1 308 733	- 0,8
Immobilisations	151 140	146 030	- 3,4
Avoirs et créances divers	17 233	12 210	- 29,1
Régularisation et suspens	44 357	53 468	20,5
Autres actifs divers	116 354	164 829	41,7
Autres actifs	329 084	376 537	14,4
Total actif	**3 190 177**	**2 990 165**	**- 6,3**
Comptes hors bilan	-	-	
Engagements hors bilan actif	5 386 506	6 258 985	16,2

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1. Avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS

Ce compte a enregistré un recul de 17,1 % en 2015 après celui de 2,9 % en 2014, à la suite essentiellement de la contraction des avoirs et créances en monnaies étrangères alors que les titres en monnaies étrangères ont enregistré une forte hausse de 301,5 %.

I.1.2. Avoirs et créances en DTS

Après avoir connu un recul de 5,8 % en 2014, ce poste a de nouveau enregistré une baisse située à 11,5 %. Cette situation résulte notamment du paiement des intérêts semestriels au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) d'un import de 24,5 millions de DTS.

I.1.3. Avoirs et créances en monnaie nationale

Les avoirs et créances en monnaie nationale ont enregistré une baisse de 0,8 % contre une hausse de 5,6 % en 2014, se fixant à 1.308,7 milliards de CDF, à la suite essentiellement de la baisse des concours en monnaie nationale aux établissements de crédit.

I.1.4. Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 14,4 % après une hausse de 4,9 % en 2014. Cette évolution résulte de l'accroissement des avoirs et créances divers, des autres actifs divers ainsi que de régularisation et suspens.

I.2. PASSIF

La baisse de la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo est essentiellement localisée, du point de vue du passif du bilan, au niveau des engagements en monnaie nationale et des engagements en DTS.

I.2.1. Engagements en monnaie nationale

Ce compte a enregistré une baisse de 6,7 %, s'établissant à 1.674,3 milliards de CDF en 2015. Cette baisse est expliquée par une contraction des dépôts des résidents en monnaie nationale et des reprises des liquidités, respectivement de 12,7 % et 56,2 % par rapport à 2014.

Tableau III.2. Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo

(en millions de CDF)

	2014	2015	Variation en %
Billets et pieces en circulation	817 423	868 056	6,2
Dépôts en MN des résidents	870 002	759 132	- 12,7
Dépôts en MN des non-résidents	78	78	-
Reprises des liquidités	107 357	47 000	- 56,2
Engagements en MN	**1 794 860**	**1 674 266**	**- 6,7**
Engagements en ME hors DTS	44 752	66 820	49,3
Engagements en Or et ME hors DTS	**44 752**	**66 820**	**49,3**
Engagements en DTS envers le FMI	1 098 319	1 019 487	- 7,2
Engagements en DTS envers les autres IFNR	5 172	4 967	- 4,0
Engagements en DTS	**1 103 491**	**1 024 454**	**- 7,2**
Engagements divers	39 946	20 285	- 49,2
Régularisations et suspens	21 647	6 777	- 68,7
Autres passifs divers	723	1 094	51,3
Autres passifs	62 316	28 156	- 54,8
Provisions pour risques et charges	83 320	109 138	31,0
Fonds propres	143 409	143 404	- 0,0
Résultats de l'exercice	- 41 971	- 56 073	33,6
Total passif	**3 190 177**	**2 990 165**	**- 6,3**
Comptes hors-bilan	-	-	
Engagements hors bilan passif	5 386 506	6 258 985	16,2

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2. Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS

Les engagements en or et monnaies étrangères hors DTS ont enregistré une progression de 49,3 % après la hausse de 134,8 %, observée en 2014. Ils se sont situés à 66,8 milliards de CDF. Cette évolution est expliquée principalement par l'accroissement des engagements à vue en monnaies étrangères envers les résidents.

I.2.3. Engagements en DTS

Les engagements en DTS se sont contractés de 7,2 %, s'établissant à 1.024,5 milliards de CDF en 2015, sous l'effet principal de la baisse de l'encours de prêt FRPC.

CHAPITRE II

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

Le compte de pertes et profits indique un résultat déficitaire de 56,1 milliards de CDF, soit 33,6 % de plus que le niveau du déficit enregistré en 2014. Cette situation s'explique notamment par le recul des produits bancaire, dans un contexte d'un accroissement des charges du personnel et de dotation aux provisions exigibles.

II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE

La marge d'exploitation monétaire a été excédentaire, s'établissant à 1,4 milliard de CDF contre un déficit de 4,2 milliards en 2014. La hausse des produits d'intérêts sur les facilités permanentes et ceux de change réalisés expliquent cette situation.

Tableau III.3. Tableau de formation de résultat

(en milliards de CDF)

	2014	2015	Variation en %
Produits d'exploitation monétaire	17 381	23 385	34,5
Charges d'exploitation monétaire	- 21 590	- 22 026	2,0
MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE	**- 4 209**	**1 359**	- 132,3
Produits d'exploitation bancaire	160 047	151 688	- 5,2
Charges d'exploitation bancaire	- 10 686	- 9 714	- 9,1
MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	**149 361**	**141 974**	- 4,9
Matieres et fournitures consommées	- 10 648	- 10 922	2,6
Services consommés	- 25 943	- 25 431	- 2,0
VALEUR AJOUTEE	**108 561**	**106 980**	- 1,5
Produits divers	8 357	6 466	- 22,6
Reprises sur provisions exigibles	14 648	17 872	22,0
Charges diverses	- 35 055	- 30 904	- 11,8
Charges de personnel	- 85 936	- 98 864	15,0
Dotation aux provisions exigibles	- 52 860	- 43 690	- 17,3
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**- 42 295**	**- 42 140**	- 0,4
Reprises sur amortissements et provisions non exigibles	3 178	143	- 95,5
Dotations aux amortissements et provisions non exigibles	- 16 242	- 35 117	116,2
RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION	**- 55 359**	**- 77 114**	39,3
Produits exceptionnels et hors-exploitation	19 281	24 037	24,7
Charges exceptionnelles et hors-exploitation	- 5 893	- 2 996	- 49,2
RESULTAT EXCEPTIONNEL ET HORS EXPLOITATION	**13 888**	**21 041**	51,5
RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER	**- 41 971**	**- 56 073**	33,6

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE

La marge d'exploitation bancaire, quoique positive, a reculé de 4,9 % après un recul de 3,7 % noté en 2014. Cette évolution s'explique par la chute des intérêts perçus sur les comptes en monnaies étrangères et sur les intérêts perçus sur titres en monnaie nationale Etat.

II.3. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le déficit du solde brut d'exploitation s'est légèrement atténué de 0,4 % par rapport à l'exercice 2014, à la suite principalement de la baisse des charges diverses et des dotations aux provisions exigibles.

II.4. RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION

Ce poste a enregistré un déficit en hausse de 39,3 % par rapport à celui de 2014. Cette situation est liée à l'accroissement des dotations aux amortissements et provisions non exigibles.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

BANQUE CENTRALE DU CONGO
« B.C.C. »

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS
EXERCICE COMPTABLE 2015

Le 25 août 2016

Au Conseil de la
Banque Centrale du Congo
"BCC"
Kinshasa/Gombe

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS
EXERCICE COMPTABLE 2015

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints, exprimés en Francs Congolais, de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2015, qui comprennent le bilan, le tableau de formation du résultat, le tableau de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

1. *Responsabilité de la Direction pour les états financiers*

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers, conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

2. *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. *Opinion*

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, l'image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale du Congo ainsi que la performance financière et les flux de trésorerie au 31 décembre 2015 conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

4. *Observation*

Les pertes d'exploitation cumulées encourues par la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2015 et le non-respect par l'Etat Congolais de ses engagements de financer ces pertes d'exploitation pourraient entamer la capacité de la Banque à rencontrer ses engagements et à assurer la continuité de ses activités. Les créances sur l'Etat Congolais s'élèvent au 31 décembre 2015 à FC 1.409 milliard incluant les créances titrisées, les créances à court terme et l'écart de conversion. En l'absence de la mise en place à court terme par l'Etat Congolais d'un plan de restructuration et de recapitalisation, la Banque Centrale pourrait éprouver des difficultés à poursuivre son exploitation.

Conformément à sa lettre référencée n° CAB/MIN FINANCES/2016/5866 du 9 août 2016, le Gouvernement par le Ministère des Finances indique l'accélération de la mise en œuvre du processus de recapitalisation de la Banque.

PricewaterhouseCoopers

Le 25 août 2016

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

LISTE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

I. LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

I.1. Les Banques Commerciales

1. ACCESS BANK RDC
2. ADVANS BANQUE CONGO
3. AFRILAND FIRST BANK CD
4. BANK OF AFRICA (BOA)
5. BANQUE COMMERCIALE DU CONGO (B.C.D.C)
6. BANQUE INTERNATIONALE DE CREDIT (B.I.C)
7. BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU CONGO (B.I.A.C)
8. BANQUE GABONAISE FRANCAISE INTERNATIONALE (BGFIBANK)
9. BYBLOS BANK Congo
10. CITIGROUP
11. ECOBANK RDC
12. FIRST INTERNATIONAL BANK (FIB)
13. PROCREDIT BANK CONGO
14. RAWBANK
15. SOFIBANQUE
16. STANDARD BANK CONGO
17. TRUST MERCHANT BANK (T.M.B.)
18. UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)

I.2. Les Caisses d'Epargne

1. CAISSE GENERALE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)

I.3. Les Institutions Financières Spécialisées

1. FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)
2. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)
3. FONDS NATIONAL DE LA MICROFINANCE (FNM)

I.4. Les sociétés Financières

1. 1. AIRTEL MONEY
2. TIGO CASH
3. VODACASH

I.5. Les Coopératives d'Epargne et de Crédits et Institutions de Micro Finance

- **COOPERATIVES CENTRALES D'EPARGNE ET DE CREDIT**

1. COOCEC KIVU
2. MECRECO/COOCEC

- **COOPERATIVES PRIMAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT**

1. COOPEC CBCO KINSHASA
2. COOPEC CEAC / MATETE
3. COOPECAS
4. MEC-CAPROS/COOPEC
5. MECRE KINTAMBO MAGASIN
6. MECRE MASINA/COOPEC
7. MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC
8. MECREKIN/COOPEC
9. MUFESAKIN / COOPEC
10. MUTECREDE/COOPEC
11. MEC BOMOKO COOPEC
12. COOPEC CEAC KINTAMBO
13. COOPEC IMARA KINDU
14. MECREKINDU/COOPEC
15. COOPECCO BENI
16. COOPECCO-OICHA
17. MECRE-BENI/COOPEC
18. COODEFI/COOPEC
19. COOPEC LA SEMENCE
20. COOPECCO/BUTURANDE
21. COOPEC IMARA/GOMA
22. COOPEC ADEC
23. COOPEC BONNE MOISSON
24. COOPEC KESHENI
25. COOPEC TUJENGE PAMOJA
26. COOPEC UMOJA NI NGUVU
27. MECRE-BIRERE/COOPEC
28. MECREGO/COOPEC
29. MECRE-KATINDO/COOPEC
30. MECRE-VIRUNGA/COOPEC
31. COOPEC TUMAINI
32. COOPEC KIRUMBA
33. COOPECCO-KIRUMBA
34. COOPECCO-LUBERO

35. MECRE-MABANGA/COOPEC
36. COOPEC NYAMILIMA
37. COOPECCO/VITSHUMBI
38. COOPEC BAGIRA
39. COOPEC CAHI
40. COOPEC EDE/BUKAVU
41. COOPEC KAWA
42. COOPEC MALI FEZA
43. COOPEC MOCC/BUKAVU
44. COOPEC NYAWERA BUKAVU
45. COOPEC PILOTE
46. MECREBU/COOPEC
47. MUTEC/COOPEC
48. COOPEC KALUNDU
49. COOPEC CIHERANO
50. COOPEC BURHIBA-KASHA
51. COOPEC FOMULAC KATANA
52. COOPEC KAZIMIA
53. COOPEC LUHWINDJA
54. COOPEC/BARAKA
55. MECRE IBANDA/COOPEC
56. MECRE KADUTU/COOPEC
57. MECRE UVIRA/COOPEC
58. COOPEC MWANGAZA
59. COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
60. COOPEC IMARA BUKAVU
61. COOPEC IDIOFA
62. COOPEC MUDIANO
63. COOPEC MBOKO
64. MEC IDECE / COOPEC Bandundu
65. COOPEC EFFATA CITE MAMA MOBUTU
66. COOPPEC UNION ET CHARITE
67. MEC IDECE/Kinshsa
68. COOPEC CBCO MBANZA NGUNGU
69. COOPEC CBCOBOMA
70. COOPEC SILOE
71. COOPEC FAIDEC
72. CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC
73. CEAC MATADI / MVUADU
74. COOPEC KANDO
75. COOPEC AKIBA YETU
76. COOPEC LE BATISSEUR

77. COOPEC Mbongo za Kinvuka
78. COOPEC UMOJA-WETU
79. COOPEC CEC
80. COOPEC NYAWERA KAVUMU
81. COOPEC NYAWERA BEACH MUHANZI
82. COOPEC Axé sur les Rèsultats
83. COOPEC Tulinde Hazina
84. COOPELO
85. COOPEC CPD
86. COOPEC KINSU KI MATE
87. COOPEC CEFMC
88. COOPEC BULUNGU
89. COOPEC CEAC OZONE
90. COOPEC MKONO MKONONI
91. COOPEC CEAC LUKULA
92. COOPEC NYAWERA/GOMA
93. COOPEC NYATENDE
94. COOPEC MANIEMA
95. MECREKISANGANI
96. MECREMATADI
97. MECREBUNIA
98. MECREKAVUMU
99. EFFATA MONT NGAFULA
100. COOPEC OBUGUMA
101. COOPEC UDEV

A. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

- **Entreprise de microcrédits**

1. IMF BUSINA MICROCREDIT
2. IMF ADEKOR
3. IMF APE
4. IMF HOPE RDC
5. IMF VIA NOVA
6. IMF HEKIMA
7. IMF SOFIGL
8. Société de Microfinance Light in Business «SMF LBC»
9. IMF YOASI
10. IMF CREP
11. IMF SILVER
12. IMF PALMIER
13. IMF CONGO CREDIT FINANCE

14. IMF CREDIT YA MPA
15. IMF OXUS RDC
16. IMF MAMA TOMBWAMA
17. IMF PADERU
18.
19. Société de microfinance
20.
21. FINCA RDC
22. IMF LIFE VEST
23. IMF SMICO
24. SMF P.A.I.D.E.K
25. IMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL RDC
26. IMF TUJENGE.

II. LES MESSAGERIES FINANCIERES

- **Messageries Financières de catégorie A**

1. AGENCE GOLDORAK
2. AMI FIDELE TRANSFERT
3. AMIS FIDELES EXPRESS
4. ARMI GLOBAL BUSINESS
5. BOBO CASH EXPRESS
6. COLOMBE SERVICES
7. GRAINE DES ASS
8. WAPICOM TRANSFERT
9. AGENCE BAUDOUIN TRANSFERT
10. MASEVO SERVICES
11. AFRIMAISON SERVICES
12. JJ WELCOME
13. LA PREDESTINEE
14. AGENCE M. FILS EXPRESS
15. CONGO LIGHT TRANSFERT
16. AGEFRAM
17. AGENCE AIGLON SERVICE
18. AGENCE ELSA COMMECIALE
19. CHEMIN D’EMMAÜS
20. MAMAN THERESE
21. BETANY SERVICES
22. REDEF TRANSFERT
23. KKM – NDJIMBO TRANSFERT
24. SHEKINAH & FRERE
25. ENTREPRISE DES FRERES
26. LA MAIN DE L’ETERNEL PROGRES

27. ZAM ZAM EXPRESS
28. MASSAH & MERIBA
29. AMBASSADEUR POUR CHRIST
30. MAC TECHNOLOGIE
31. MAISON LUPI
32. NKUMU WATO
33. POLYTUMBA & COMPAGNONS
34. Troika service

- **Messageries Financières de catégorie B**

1. AFRICAN EXPRESS
2. AGENCE GRACE D.WORLD BUSINESS
3. APOCALYPSE 22
4. AVIDA BUSINESS LINK
5. AXES SERVICES
6. COLIKIN
7. NEW CONGO SERVICES
8. CONGO TRANS
9. CASH EXPRESS
10. DATCO
11. TRANSFERT DE FONDS EWEDGE
12. EXPRESS UNION
13. KIN EXPRESS MULTI SERVICES
14. MALU TRANSFERT
15. SOFICOM TRANSFERT
16. SOLIDAIRE TRANSFERT
17. TRANSCASH
18. SOCIETE DE TRANSFERT AU CONGO (S.T.C.)
19. ZM BUSINESS
20. MONEY TRANS
21. WINKELE BUSSINESS AGENCY

III. LES BUREAUX DE CHANGE

1. SOFICOM CHANGE
2. SOLIDAIRE CHANGE
3. LA REFERENCE CHANGE
4. MODESTIE CHANGE
5. AFRICAN CHANGE
6. EWEDGE EXCHANGE RDC
7. KILEFU SPRL
8. MAMIE LAURE
9. SOCIETE DE CHANGE « LUDJUMA SPRL»

10. SOCIETE MERE DOUBLE
11. FREE BUSINESS CHANGE
12. NDIYO CHANGE
13. BUREAU DE CHANGE ALPHA
14. VALENTINO CHANGE
15. SOCOCHANGE